

صكنا من الامل

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14408 - 6 F

VENDREDI 24 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Ordre syrien au Liban

La Syrie n'en finit pas de recueillir les dividendes de son « bon choix » - anti-irakien - pendant la crise et la guerre du Golfe. Gratifié des faveurs de l'Occident et entouré d'égards par les ex-coalisés arabes, dont il a empêché en récompense plus de 2 milliards de dollars, le président Hafez El Assad paracheve sa victoire, aux dépens du Liban. Le traité de « fraternité » syro-libanais signé en grande pompe à Damas, mercredi 22 mai, consacre juridiquement la mise en tutelle du « pays du Cèdre ».

L'emprise de la Syrie sur son turbulent voisin ne date, hélas, pas d'aujourd'hui. Les accords de Taëf, conclus en octobre 1989 par les différentes communautés libanaises, favorisaient déjà l'hégémonie de Damas. La révolte - compréhensible mais maladroite - du général chrétien Michel Aoun, toujours reclus dans l'ambassade de France à Beyrouth, ne fit que retarder de quelques mois l'imposition de l'ordre syrien.

Le sourire matois qu'arborait, mercredi, M. Assad en embrassant son homologue libanais Elias Hraoui en disait long sur sa satisfaction. Ayant solennellement réaffirmé la vieille thèse qui fait des Libanais et des Syriens « un seul peuple », le maître de céans tint à rappeler à son hôte les « sacrifices » consentis pendant des années par Damas pour « défendre le Liban contre les convoitises étrangères ». En matière de cynisme, M. Assad figure sur bonne place au palmarès mondial.

Pourquoi se généralise-t-il, se sachant impuissant ? Il y a longtemps que les États-Unis, échoués au début des années 80 par leur mésaventure au sein de la force multinationale installée à Beyrouth, ont fermé les yeux sur les basses œuvres syriennes au Liban. M. Assad a le champ d'autant plus libre, chez son voisin, que son rôle dans tout éventuel règlement de paix au Proche-Orient en a fait un partenaire écouté et respecté de l'administration Bush. Traditionnelle protectrice de l'indépendance de son ancien protectorat, la France, quant à elle, s'est lassée des interminables et sanglantes querelles des dirigeants libanais.

Recrue de fatigue après seize ans de guerre, la population de Beyrouth s'accoutume avec fatalisme de cette « Pax syrienne ». N'ayant plus la moindre illusion sur ses chefs, elle redécouvre avant tout les petites joies d'une vie quotidienne normale, dans une ville sans canonnières, sans pénuries, meurtrie mais enfin réunifiée. Une seule grande voix s'est élevée, mercredi - celle du patriarche maronite, Mgr Sfeir - pour critiquer sans ambages le traité conclu à Damas. Ce texte contrevient, selon la dignitaire, au pacte national de 1943, le compromis sur lequel a été fondée l'indépendance libanaise.

En toute logique, la réaction la plus vive est venue de Jérusalem, où l'on dénonce la clause du traité qui autorise l'armée syrienne à rester au Liban « sans limitation d'emplacement, de composition ni de taille ». Israël pourra désormais prendre prétexte du sans-gêne de Damas pour pérenniser sa propre présence militaire dans le sud du Liban, et Washington sera mal placé pour lui en faire reproche.

Lire pages 3 et 4 les articles de FRANÇOISE CHIPAUX et d'ALAIN FRACHON

M0147 - 0524 0 - 6.00 F



L'Inde après l'assassinat de « Rajiv »

M^{me} Sonia Gandhi refuse la succession de son mari

M^{me} Sonia Gandhi a refusé, jeudi 23 mai, de succéder à son mari Rajiv à la présidence du Parti du Congrès. La veille pourtant, les dirigeants de cette formation l'avaient élue, à l'unanimité, à leur tête, comptant sur la « vague de sympathie » envers la famille martyre pour remporter les élections législatives en cours. Les obsèques de l'ancien premier ministre indien auront lieu vendredi. La France sera représentée par M. Lionel Jospin, ministre d'État, ministre de l'éducation nationale.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Pendant quelques heures, mercredi 22 mai, l'Inde s'est trouvée très près de l'instauration de l'état d'urgence. Le climat politique, au lendemain de l'assassinat de Rajiv Gandhi, était marqué par une appréhension générale : les massacres de 1984, qui avaient suivi le meurtre d'Indira Gandhi, allaient-ils se répéter ?

Le premier ministre intérimaire, M. Chandra Shekhar, en était l'un des partisans, pour parer à toute éventualité, contrôler cette contre-aveugle que l'on redoutait. La presse de jeudi laisse cependant entendre qu'une telle position était peut-être aussi dictée par des considérations plus politiques : la période de l'état d'urgence, de 1975 à 1977, s'était révélée désastreuse sur le

plan électoral pour le Congrès. Le président de l'Union, M. Venkataraman, s'y est opposé, persuadé que la situation était encore contrôlable, ce qui s'est révélé exact. De même a-t-il refusé, en concertation avec les chefs des principaux partis politiques, cette autre suggestion de reporter sine die la date des élections. Les deuxième et troisième phases du scrutin - qui avait débuté le 20 mai - auront donc lieu les 12 et 15 juin, soit vingt jours plus tard que prévu.

L'Inde est restée calme. Moins sans doute par « maturité politique et civique », comme le prétendent certains éditorialistes, qu'en raison de l'absence de bouc émissaire. La mort de Rajiv Gandhi n'incrimine encore personne.

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 7

Avant le sommet des pays industrialisés

M. Gorbatchev demande une aide de 100 milliards de dollars

M. Mikhaïl Gorbatchev a confirmé, mercredi 22 mai à l'occasion de la visite du président du conseil italien, M. Andreotti, à Moscou, qu'il souhaitait présenter une demande d'aide économique à l'Occident lors du sommet des sept pays les plus industrialisés, prévu à Londres en juillet. Le président soviétique a chiffré les besoins de l'URSS à 100 milliards de dollars, assurant que le monde entier en bénéficierait. La question de son invitation au sommet des Sept est toujours en suspens.



Lire nos informations page 8 et page 35 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

L'Ethiopie

dans l'expectative
Addis-Abeba redoute l'arrivée des rebelles page 6

« Complot islamiste » en Tunisie
Trois cents personnes arrêtées, dont cent militaires page 6

Un entretien avec

M. Francis Guttman
Le président de Gaz de France s'explique sur le monopole d'importation et de distribution du gaz page 33

La controverse

sur Tchernobyl
Le rapport rassurant qui vient d'être publié ne tient pas compte des 650 000 personnes ayant travaillé sur le lieu de la catastrophe depuis cinq ans. page 16

Remaniement

aux éditions Hachette
M. Jean-Claude Lattès quitte la direction du secteur livres en raison de « divergences » avec la direction du groupe. page 44

Les investissements

japonais aux Pays-Bas ■ La chute de l'empire de Werner K. Rev. pages 36 à 39

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44

La poudrière yougoslave

Les pays européens ont tort de ne pas assez se préoccuper des risques d'éclatement de la Fédération

par Daniel Vernet

La Communauté européenne a, à sa porte, une poudrière susceptible d'exploser à tout moment, dont elle ne paraît guère se soucier, au-delà des pétitions de principe et des déclarations aussi solennelles que vaines du Parlement de Strasbourg. La Yougoslavie est au bord de l'éclatement, de la guerre civile ou de la dictature militaire - peut-être des trois combinés - et il ne suffit pas d'affirmer tout le prix que l'on attache à l'unité de ce pays pour

conjuger les dangers. La visite du premier ministre, M. Ante Markovic, à Paris aurait pu être au contraire l'occasion d'esquisser une politique à la fois réaliste et digne vis-à-vis des nations qui prennent au sérieux le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais elle intervient un peu tôt après la nomination de M^{me} Cresson pour que le nouveau gouvernement ait eu le temps de définir une politique.

Comme dans tous les pays d'Europe de l'Est, le communisme, dans sa version titiste, avait jeté en Yougoslavie un voile artificiel sur les conflits

ethniques et les rivalités nationales qui réapparaissent avec d'autant plus de force qu'elles avaient été réprimées pendant quarante ans. La ligne de partage qui a traversé les Balkans au cours des siècles, entre l'empire des Habsbourg et l'Empire ottoman, entre la chrétienté et le monde musulman, entre la catholicité et l'orthodoxie, se retrouve au milieu de la Yougoslavie.

À ces clivages traditionnels s'en ajoutent de nouveaux ; le choix de la démocratie pluraliste fait par la Slovénie et la Croatie s'oppose au socialisme autoritaire à peine ravalé des Serbes, tandis que les deux Républiques les plus occidentales connaissent un développement économique beaucoup plus rapide que les autres. Les Slovènes et les Croates sont convaincus qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner au maintien de la Yougoslavie telle qu'elle est.

Lire la suite page 8

LIVRES ■ IDÉES

- Le chiisme entre Ciel et Terre ■ Le fleuve Adonis ■ Les dérivés de l'information ■ Wolton donne l'alerte ■ Le Mai du livre d'art ■ Les cinquante ans de Laffont
- Le feuilleton de Michel Braudeau
- Histoires littéraires, par François Bort.

pages 21 à 32



MOULOUDJI

La fleur de l'âge

Mouloudji se raconte.
Charme, émotion, tendresse.

Grasset

Le discours de M^{me} Edith Cresson

L'élan et le temps

par Bruno Frappat

le plus funeste cadeau que l'anarchie ait fait à la France ?

Le « nouvel élan » manquait-il de souffle ? Telle est la question que suscite la déclaration de politique générale lue mercredi devant les députés par M^{me} Edith Cresson, le quatrième premier ministre socialiste que M. Mitterrand ait donné à la France. En politique comme ailleurs, le style, c'est l'homme (ou la femme). Dès sa nomination, le premier ministre avait manifesté de l'ardeur, du franc-parler et une énergie de bon aloi. On parlait déjà d'effet Cresson, comme on parle d'effet à chaque irruption d'un personnage « neuf ». Or qu'a-t-on subi sinon un terme exposé, déroulé un ton trop haut, sans chaleur ni spontanéité et dont bien des passages paraissent avoir été rédigés dans des cabinets ministériels avec cette inépuisable langue de bois qui est

annoncé dès dimanche comme devant en rester aux « grandes lignes » et aux généralités, le discours a tenu scrupuleusement la promesse faite par l'invité de « 7 sur 7 ». Sur le fond on aura relevé trois absences de marque et une présence obédiente. La dominante est le credo industrialiste du chef du gouvernement : « muscler » la France, pour qu'elle fasse le poids - et d'abord en Europe, - c'est renouer le fil d'une priorité donnée à l'industrie qui rappelle plus Georges Pompidou que certains des prédécesseurs socialistes de M^{me} Cresson. Des usines partout ! Tel pourrait être le slogan du nouvel élan.

L'objectif n'est pas critiquable, la volonté n'est pas niable et les résultats se jugeront dans la durée.

Lire la suite page 13

Lire également

- Le texte intégral du discours de politique générale du premier ministre au Parlement
- Les réponses de MM. Mauroy, Pons, Lajoinie, Alphandéry, Millon et Daillet
- Continuité sans audace

par ERIK IZRALEWICZ

- Les intérêts de la gauche

par JEAN-YVES LHOMEAU

- Industrie : La quatrième puissance mondiale. Retraites : repli en bon ordre. Travaux parlementaires : la ville, les écoutes, les caisses d'épargne. Investissements : la France achète beaucoup à l'étranger.

pages 10 à 14

- Redécouvrir l'Etat

par RAYMOND BARRE

page 2

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 760 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA G-S; 85 p.; Grèce, 200 DR; Irlande, 1,10 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 F; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 F; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F CFA; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Redécouvrir l'Etat

par Raymond Barre

LES débats sur le rôle de l'Etat ont perdu récemment de la virulence qu'ils caractérisaient dans la précédente décennie. L'observation des réalités nationales et internationales a fait reculer les conceptions idéologiques ou doctrinales. Les références partielles ou partiales à l'exemple des Etats-Unis n'ont pu rejeter dans l'ombre les formes multiples et souvent inefficaces de l'engagement de l'Etat dans ce pays, à commencer par l'augmentation constante de la part des dépenses publiques dans le PNB. L'apologie des forces du marché a cessé d'être exclusive, les acteurs privés et décentralisés s'efforçant de réinventer les rôles dont l'Etat s'est désengagé.

La fascination exercée sur les Européens par le modèle anglo-saxon et le modèle japonais, qui se fondent sur la compétence et la responsabilité des entreprises, s'estompe devant la prise de conscience de leurs coûts à long terme — notamment sociaux — que masquent leurs avantages à court terme. Par ailleurs, les échecs subis par l'Etat-Providence dans les années 70, les limites apportées aux politiques nationales par la mondialisation des activités, l'impuissance des bureaucraties purement gestionnaires ont provoqué une incertitude fondamentale sur l'identité

de l'Etat et sur ses fonctions essentielles. Il faut redécouvrir l'Etat, non à partir de certains *a priori*, mais à partir du réel, comme le fait Philippe Delmas dans son livre *Le Maître des horloges* (le Monde du 9 avril).

L'expansion du commerce international encourage l'internationalisation des entreprises, qui frappe d'impuissance les instruments classiques d'intervention directe de l'Etat sur les importations et les exportations. Les soldes commerciaux dépendent principalement dans le monde contemporain des aides à la recherche et à l'investissement et de la gestion sociale des entreprises. La compétitivité ne résulte plus seulement du respect des grands équilibres macro-économiques, mais se forge au cœur de la société.

La concurrence par l'investissement

L'industrie manufacturière est le fondement de la compétitivité. La « société de services » s'appuie sur l'activité manufacturière, puisque la création d'emplois dans les services est pour une large part subordonnée à l'industrie, que la création de richesses est deux fois plus forte dans l'industrie, que seule celle-ci détermine la compétitivité sur les mar-

chés mondiaux : c'est parce que l'industrie électronique du Japon est compétitive que ses services le sont.

Les stratégies de compétitivité donnent de ce fait la priorité à l'investissement. La concurrence par l'investissement est la forme principale de la concurrence dans l'économie contemporaine. S'engager dans cette voie, c'est accepter une baisse temporaire de rentabilité, au nom de la préférence pour le futur. C'est aussi supporter que l'amélioration de l'emploi soit différée, jusqu'au jour où l'augmentation des parts de marché et l'accroissement du pouvoir d'achat susciteront des emplois nouveaux.

Mais la concurrence par l'investissement est une arme puissante, qui permet d'obtenir la baisse des coûts de production, de mener une guerre de prix, de contraindre les firmes rivales à abandonner ou à suivre, c'est-à-dire à risquer la ruine. Le Japon y est passé maître. La réplique des firmes américaines a été de choisir la logique financière, qui privilégie la rentabilité du capital et le profit à court terme. La fragmentation de l'entreprise en est la conséquence, parce que les investissements sont sacrifiés aux résultats financiers, parce que le coût du financement s'élève et limite l'accès au capital.

parce que les acquisitions et fusions répondent plus à des considérations financières qu'à des préoccupations industrielles.

Choisir la concurrence par l'investissement, c'est changer d'échelle de temps, c'est refuser la préférence pour le présent et la fuite en avant perpétuelle et épuisante. Alors se justifie l'engagement de l'Etat qui doit permettre aux stratégies des entreprises de se déployer et leur donner du temps pour la gestion du futur.

La compétitivité dépend aussi des exigences de différenciation, de renouvellement et de qualité des produits, c'est-à-dire de la diffusion du progrès technique et d'un développement harmonieux du tissu industriel. Les relations avec les autres sont de plus en plus déterminantes. L'industrie ne vit pas que de secteurs de haute technologie. L'Etat peut fortement contribuer à l'édification de la « société d'entreprises » et à la création d'un tissu industriel dense et solidaire. Il lui appartient enfin d'éviter le déclin du tissu social, la croissance des phénomènes d'exclusion et de marginalisation.

L'Etat a pris la tête, au cours des dix dernières années, d'un vaste effort en faveur de la modernisation technologique. Mais à la différence des Etats-

Unis et du Japon, la main-d'œuvre n'a pas été en Europe la seule à payer la facture. Le prix a été collectivement payé du point de vue social. Le devoir de l'Etat est d'éviter la fragmentation de la société. Il lui appartient de donner le temps et les moyens nécessaires aux adaptations qu'impose la compétitivité, et de les rendre de la sorte tolérables.

La gestion sociale de la modernité a pour signification et pour but de préparer l'avenir. La France, qui a su en dépit de critiques superficielles ou partiales, y faire face avec un certain succès, risque cependant d'échouer dans la long terme faute de savoir former sa main-d'œuvre : absence de liaison mécanique entre l'obtention et l'accroissement du nombre des diplômés et l'emploi ; erreur et perversité de l'objectif de conduire au baccalauréat 80 % d'une classe d'âge ; nécessité de privilégier la formation, mais danger de former des privilégiés.

Formation : l'exemple de l'Allemagne

L'exemple à suivre est proche de nous : celui de l'Allemagne, où coexistent sur un même pied de légitimité un système de forma-

tion à vocation générale géré par l'Etat et un système à vocation professionnelle géré par les entreprises, les écoles et les collectivités publiques. Les syndicats de l'éducation nationale auraient le plus grand intérêt à moderniser leurs conceptions en s'inspirant de deux thèmes proposés par Philippe Delmas : vers l'entreprise-école ; de l'éducation nationale à la nation éducative. Il y a dans ce domaine des bastions à démolir.

C'est donc un Etat qui puise sa légitimité dans une vision d'ensemble de l'intérêt général et dans un « devoir de modernité » qu'il faut promouvoir. Ce devoir est de garantir le temps nécessaire à la modernisation technologique et à la sauvegarde de l'intégrité du tissu social. Développer sans déchirer et sans marginaliser ! Tel est l'objectif.

Dans un monde de compétition, où l'efficacité doit être atteinte dans la durée, l'Etat est le garant indispensable de la continuité, de la coopération entre les acteurs de la vie économique et de la nécessaire solidarité sociale. « Ce n'est pas en se retirant, mais en se renouvelant que l'Etat se rend efficace. » C'est à cette condition seulement qu'un pays peut apprécier la chance d'avoir un Etat.

COURRIER

Faut-il voter ?

M. Jean-Jacques Dupeyron, dans le Monde du 2 mai, pose la question : « Faut-il voter ? »

Tout en suivant, à peu près totalement, l'argumentation de l'auteur, je suis gêné par l'interrogation finale : Faut-il voter ? C'est la question des élections ? Trop de gens se sont battus, dans notre pays, pour que nous puissions user normalement de ce droit de vote, qui est l'un des droits primordiaux de l'homme. Trop de gens se battent encore dans le monde entier pour l'obtenir, il nous est interdit d'en faire fi, ce serait insultant pour eux... et pour la démocratie.

Le vrai problème est de marquer notre mécontentement de façon démocratique, d'user, comme le dit Jean-Jacques Rousseau dans le *Contrat social*, de notre « droit de résistance ». La solution est, relativement, simple : que le vote blanc soit considéré comme un suffrage exprimé. Celui-ci influera sur les pourcentages nécessaires pour que soient élus les candidats. La notion de majorité relative prendra un tout autre sens. Un député, ou un conseil-

ler général, élu avec moins de 30 % des suffrages, mais élu néanmoins, sera peut-être un peu plus modeste, ou un peu plus attentif à son image de marque... et à son électorat.

MICHEL BRACONNIER

Mannay (Essonne)

Parlez-vous anglais ?

Je lis dans le Monde du 6 mai, grâce à la traduction d'un extrait de *Newsweek*, que notre président de la République « ne parle pas les langues étrangères ». Ce qui m'amène à me poser tout naturellement la question : les deux derniers présidents des Etats-Unis, MM. Reagan et Bush, parlent-ils français, espagnol, italien ou allemand, pour ne citer que les langues européennes ?

Si la réponse est non, dois-je en conclure qu'ils n'ont pas non plus « le profil type du dirigeant des années 90 » ? Ou — plus inquiétant encore — que pour un Américain la seule et unique « langue étrangère » est tout simplement... l'anglais ? Heureux présidents qui échapperaient alors à la malédiction de Babel.

NICOLE MAITRE

Paris

Élysée Mitterrand III ?

par Ali Magoudi

La nomination du nouveau premier ministre a fait basculer l'intérêt des médias. Il se concentrerait depuis quelques semaines sur l'interprétation du long terme. Le vote revu à l'indéfini, il se focaliserait sur la décennie Mitterrand. Le voilà décrivant et commentant, boursier par heure, les faits et gestes d'Édith Cresson et de son gouvernement. Pour le plus grand plaisir du président qui poursuit sa partie d'échecs. Laissons ses premiers ministres et ses adversaires politiques jouer aux dames. « En 1993, je n'aurai que soixante-dix-huit ans. » François Mitterrand atténue immédiatement l'audace de son propos : « Cela m'a amusé de le dire. » Rares sont les traits d'humour qui éclairent le destin de la France avec autant d'acuité. Malgré un flirt de plus de cinquante ans avec l'Histoire, François Mitterrand n'a pas l'intention de quitter le pouvoir. Et chacun de ses actes politiques s'inscrit, peu ou prou, dans la finalité d'une ultime candidature aujourd'hui démise.

Pour réussir sa passe de trois, le chef de l'Etat doit — en dehors du camouflage de ses intentions finales — user d'un répertoire contrasté d'action et d'inaction. De manipulation mythologique et de travail réel. Mais l'engagement, ses contingences, ses échecs, rabaisent la dignité, et la ramènent dans l'arène connue. Ainsi fait-il jouer avec constance les éléments symboliques dévolus à sa fonction. En représentant Mitterrand et Mitterrand II sous forme d'effigies jumelles, Plantu avait pressenti dès le début de la campagne 1988 l'un des premiers actes du second septennat : « Dieu », indigne de tout vieillissement, débuta son deuxième séjour élyséen en choisissant de garder la photo officielle prise en 1981, pérennisant ainsi la valeur d'icône première de l'Etat.

En symbiose totale avec les attributs du chef, le gardien du temple étatique excelle dans le registre d'immortalité dévolu à la présidence en terre laïque. Non seulement dans la politique des grands travaux : Pyramide, Arche de la Défense, Opéra, Grande Bibliothèque de France, etc. Mais aussi par cette manipulation des images d'une nation éternelle et victorieuse. Le défilé Goudy, qu'il choisit personnellement, en est la caricature. Derrière le message universel de liberté, la fête du Bicentenaire de la Révolution française fit, en fait, défilé sous l'œil incrédule des Allemands, des Japonais et des Italiens, installés dans la loge d'honneur des sept pays les plus industrialisés du monde, les

cinq vainqueurs de la seconde guerre mondiale, Chinois compris. Un Yalta revisité. Comme s'il s'agissait de réécire l'histoire imaginaire de la seconde guerre mondiale et d'y replacer la France à sa véritable place, en tête du défilé des nations victorieuses.

L'immuable de la nation

Dans ce registre belliqueux, la guerre du Golfe a permis au chef des armées de jouer, à peu de frais mais à grande échelle médiatique, le rôle suprême d'une tragédie aussi vieille que la nation : « mourir pour la France ». En distributeur d'immortalité pour ceux qui sacrifient leur corps pour que vive la patrie, il fit rendre un coup douloureux à ceux qui s'apprêtaient à entonner en chœur « Dix ans, ça suffit. » Mitterrand sait que les dangers pour la fille aînée de l'Eglise sont encore à venir. Qu'il se profile au versant de l'indéfectible construction européenne. Le verrouillage des anglois collectifs des Français, maîtrisés par un principe de souveraineté clairement défini et incarné, risque de vaciller. Qu'à cela ne tienne. « Je », la France, représentant l'immuable de la nation, impose sa loi à l'Europe : « Je demande à l'Europe qu'elle comprenne que, sans politique sociale et sans espace culturel, elle ne sera pas (1). »

L'immobilité et l'absolu de la permanence furent ceux de la cohabitation. Ils anticipent la demande des Français qui adulent un grand-père-président figurant au mieux la fiction d'un corps national indéfectible. Celui qui pourrait peut-être le faire échapper à leur destin de mortels : « Je sais que je vais mourir, mais je n'y crois pas. Vous aussi, Non ? » Si le symbole fixe du lien social entre les Français se cantonnait à ce seul niveau de responsabilité, il pourrait aisément devenir président à vie. Notre Constitution n'exclut d'ailleurs pas cette possibilité. A condition, toutefois, d'éviter la bêtise d'un Giscard qui « s'était représenté trop tôt ».

Une des clés du jeu politique actuel tient, en effet, à la nature de la personne présidentielle. Comme si les jugements des tribunaux royaux sous le règne de la reine Elisabeth (1558-1603) concernant les deux corps du roi (politique et naturel) pouvaient être rendus à propos de nos têtes d'affiche républicaines. Dans une telle hypothèse le peuple souverain serait sous l'influence d'un savoir secret qui énoncerait : « Le président a en lui

deux corps, un corps naturel et un corps politique. Son corps politique considéré en lui-même est un corps mortel, sujet à toutes les infirmités qui arrivent par nature ou par accident aux corps naturels des autres gens. Mais son corps politique — qui ne peut être ni vu ni touché — est dépourvu d'enfance et de vieillesse. Et ce que le président fait en son corps politique ne peut être invalidé ou annulé par une quelconque incapacité de son corps naturel » (2). La présidence d'un Georges Pompidou, manifestement marquée du sceau de la maladie, témoigne de la persistance de cet idéal. Par ailleurs, l'âge du corps mitterrandien ne fut guère évoqué en 1988 par ses adversaires de tout bord. Qu'il avançait aujourd'hui ou demain utiliserait un argument boomerang, particulièrement contre-productif, renforçant la charge éternelle et intouchable de son corps politique.

Les Rocard, Fabius, Jospin (et autres prétendants qui font semblant de s'ignorer) préparent à grand fracas la succession présidentielle sur la scène de leurs congrès, mais sont d'une discrétion remarquable dès qu'il s'agit d'évoquer la perspective du départ du président.

Tuer le père

François Mitterrand n'ignore pas combien l'annonce d'une candidature par l'un de ses héritiers viendrait conforter sa trajectoire personnelle. Il avait d'ailleurs expérimenté à ses dépens, en 1968, une proclamation prématurée de ce type quand il prétendit prendre la place non vacante du général de Gaulle. « J'étais celui qui avait voulu tuer le père de famille, la puissance tutélaire, le bon ange du foyer... Des qu'on aperçut l'échec, on recula d'horreur ! (3) »

La décomposition avancée du Parti socialiste, son éclatement en trois tiers indépartageables est le résultat partiel d'un jeu où le régime doit être impérativement passé sous silence. Mais elle est sciemment majorée par le président qui ne veut pas « se mêler de cette affaire (4) », alors qu'il encourage les prétendants à concourir : « Il est normal que ceux qui s'en sentent la capacité avancent un peu au devant de la scène. » A leurs risques et périls ? Cette stratégie devrait logiquement aboutir à la mise sur orbite de plusieurs candidats issus des rangs du PS actuel avec des sondages soulignant la certitude de leur échec. François Mitterrand, malgré les proclamations réitérées d'une volonté défi-

nitive de se ranger, se verra alors crédié des chiffres à même de défaire la droite unique.

La décomposition du Parti socialiste appelle une autre explication, peut-être plus fondamentale, aux antipodes de l'altruisme supposé du président. « Ce n'était pas la peine de prendre la suite de Léon Blum pour qu'on dise après : la gauche est bien gentille, mais décidément elle ne sait pas gouverner. »

Certes, le pari pour la succession dans la durée a été gagné. Mais la longueur du bail élyséen, quatorze ou vingt et un ans, reste au fond anecdotique : « Ce qui m'intéresse, c'est la trace que je laisserai pendant le temps qui m'aura été donné. » L'appareil construit par le député de la Nièvre pour accéder au pouvoir peut certes encore servir, mais il est à usage personnel et ne profitera à aucun dauphin.

Un cycle réparable

Dans la série maintenant quasi mythique Jaurès-Blum-Mitterrand, il s'agit pour le président de construire pour sa figure d'exception un cycle d'exception. Dans cette optique, une cure prolongée d'opposition effectuée par ses amis politiques aura le mérite de circuler un cycle Mitterrand plus facilement réparable par l'Histoire.

Face à cette chronique d'une nouvelle présidence annoncée, nombreux sont ceux qui vont crier à la fabulation. Qu'ils méditent les arguments employés par le non-candidat-président avant sa deuxième échéance électorale. « J'aurais une réussite de mon action qui conduirait en 1988 à ce que l'on me dit : voilà, non seulement vous êtes le seul, mais ce serait utile à la France. De plus, les Français le disent. On connaît les faiblesses humaines. Cela pourrait me tenter. Il faudrait des circonstances particulières pour que je demande une prolongation... Si je suis mort en 1988, il est évident que ma réponse sera encore plus catégorique par la suite. » En privé, François Mitterrand ne dit rien d'autre aujourd'hui. Il se contente de changer les dates. Et de remplacer 1988 par 1993.

(1) Vœux du président de la République présentés à Strasbourg le 31 décembre 1988.

(2) E. Kantarowicz, Les Deux Corps du roi, Gallimard, 1989.

(3) Ma part de vérité, Fayard, 1969.

(4) Interview au Point, avril 1991.

► Ali Magoudi est psychanalyste.

Le Monde ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte Bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	320 F	550 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

صكنا في الاموال

ÉTRANGER

LIBAN

Le traité signé entre Damas et Beyrouth consacre la prédominance de la Syrie

Le gouvernement français a exprimé, mercredi 22 mai, l'espoir que la mise en œuvre du traité syro-libanais signé le même jour à Damas, serait « équilibrée et soucieuse de l'intérêt des deux par-

ties ». Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que la France avait « toujours marqué son souci de voir la restauration de la souveraineté du Liban entrer dans les faits ». « A ce

titre, elle respecte les engagements que ce pays est susceptible de contracter avec un autre Etat », a affirmé M. Daniel Bernard. Le vice-premier ministre égyptien pour les relations extérieures,

M. Boutros-Ghali, a déclaré que l'Egypte soutenait ce traité, et espérait qu'il « permettrait la consolidation de la paix au Liban et ouvrirait la voie à la reconstruction de ce pays ». Pour sa part, le

numéro un libyen, le colonel Kadhafi, a lancé un « appel pressant à l'union immédiate entre la Syrie et le Liban », qui constituerait selon lui « une province unique que l'impérialisme avait divisée ».

« Fraternité, coopération et coordination »

Voici les principaux extraits du traité de « fraternité, de coopération et de coordination » signé mercredi par les présidents libanais et syrien :

« Article premier : Les deux Etats œuvrent à réaliser le plus haut degré de coordination dans tous les domaines politique, économique, de sécurité, culturelle, scientifique et autres (...).

Article 3 : Le lien entre la sécurité des deux pays exige que le Liban ne soit pas une source de menace pour la Syrie et vice-versa et, sur ce, le Liban ne permettra pas que son territoire serve de lieu de passage ou de point de départ à toute force, Etat ou organisation dont le but est de porter atteinte à sa sécurité et à celle de la Syrie. Et la Syrie, soucieuse de la sécurité, de l'indépendance et de l'unité du Liban, ne permettra aucune action susceptible de leur porter atteinte.

Article 4 : A l'expiration du délai fixé par le document d'entente nationale (l'accord de Taef), les gouvernements syrien et libanais décideront le redéploiement des forces syriennes dans la région de (la plaine orientale de) la Bekaa et à l'entrée de la Bekaa-ouest, à Dahr-el-Baydar jusqu'à la ligne Hammana-Mdeirj-Ain-Dara, et si cela est nécessaire dans d'autres positions qui seront déterminées par une commission militaire mixte libano-syrienne, et les deux gouvernements se mettront d'accord sur le volume et la durée de la présence des effectifs syriens et sur la relation entre ces forces et les autorités de l'Etat libanais.

Article 5 : (...) Les deux gouvernements coordonneront leur politique arabe et internationale et établiront la plus large coopération et coordonneront leurs positions dans les institutions arabes et internationales et à l'égard des différents dossiers régionaux et internationaux.

Article 6 : Les organismes suivants sont créés pour réaliser les objectifs de ce traité, et d'autres organismes peuvent être créés par décision du Conseil suprême :

- Le Conseil suprême : il est formé du côté syrien du président de la République, du président du Parlement, du premier ministre et du vice-président de la République, et du côté libanais du président de la République, du président du Parlement, du premier ministre et du vice-premier ministre. Il se réunit une fois l'an et lorsque cela est nécessaire. Il décide de la politique régionale de coordination dans les domaines politique, économique, de sécurité, militaire, et autres. (...) Ses décisions sont obligatoires et exécutoires dans le cadre des règles constitutionnelles des deux pays. (...)

- Le comité des affaires extérieures : formé des ministres des affaires étrangères des deux pays. Il se réunit tous les deux mois et lorsque cela est nécessaire dans l'un des deux pays à tour de rôle. (...)

- Le comité des affaires de défense et de sécurité : formé des ministres de la défense et de l'intérieur. (...)

Dans les « clauses finales », il est indiqué que « des accords spéciaux seront conclus entre les deux pays » dans les domaines de l'économie et de la défense. - (AFP.)

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

Jour « historique » pour les uns, « noir » pour les autres, ordinaire pour la plupart, le traité « de fraternité, de coopération et de coordination » entre le Liban et la Syrie a été officiellement signé mercredi 22 mai à Damas entre les présidents Hafez Al-Assad et Elias Hraoui. Huit ans après la conclusion du traité (jamais signé par le président Amine Gemayel) israélo-libanais, suscité et béni par les Etats-Unis et balayé par Damas, c'est une revanche pour la Syrie qui a aussi obtenu un aval américain pour la conclusion de cet accord qui reflète la nouvelle donne régionale.

Si les formes dans l'adoption de ce traité, qui doit être encore ratifié par les parlements des deux pays n'ont pas toujours été respectées - pressé d'en finir par crainte de voir Washington utiliser cette affaire comme moyen de pression dans le processus de paix, Damas a fait accélérer les choses au mépris sans doute d'un plus large débat - elles l'ont été pour la cérémonie de signature. Celle-ci s'est déroulée dans le nouveau « palais du peuple » (siège de la présidence syrienne), inauguré pour la circonstance, en présence, outre les deux présidents, des présidents des parlements, des gouvernements et des ministres quinquiesimes au complet, seuls manquant à l'appel côté libanais, le président du Parti kateb (Phalanges), M. Georges Saade, et le représentant de la milice chrétienne des forces libanaises, M. Roger Dib.

Tout en se déclarant, conformément à l'accord de Taef, favorable aux relations privilégiées avec la Syrie, le Parti kateb avait déploré le manque de clarté d'un texte « suscitant craintes et appréhensions » et réclamé « une nouvelle mouture précise, saine et rassurante qui respecte l'indépendance des deux pays, leur souveraineté et leurs régimes politiques, économique et d'éducation respectifs, ainsi que leur liberté de décision ». Quant aux forces libanaises, politiquement marginalisées, isolées dans l'opinion, elles n'ont pas réagi



officiellement, mais il ne fait pas de doute qu'elles émettent de graves réserves sur un traité dénoncé par leur journal, qui écrivait récemment : « A chaque fois qu'une partie s'est sentie lésée ou forcée de souscrire à un accord, elle se soulève et cherche à le faire tomber dès que les circonstances internes et externes, régionales et internationales, sont favorables ».

Document de six pages, ce traité prévoit essentiellement une coordination et une coopération quasi-totales entre les deux Etats dans tous les domaines, ce qui aujourd'hui consacre l'état de fait de la prédominance syrienne au Liban.

Conscient des réticences suscitées par cet accord, le président Hraoui a insisté mercredi, pour s'en féliciter, sur « l'organisation » des relations syro-libanaises « sur la base de la garantie des intérêts communs, et du respect mutuel de la souveraineté des deux pays ». « Jusqu'à quand, a-t-il ajouté, allons-nous avoir des complexes de peur. Rassurez-vous, le Liban demeurera la patrie de tous les Libanais et ne disparaîtra pas ».

Soulignant pour sa part « l'importance » de ce traité qui « organise des

relations stables et solides entre les deux pays », le président Assad a affirmé : « Nous œuvrons avec force pour l'intérêt du Liban, et nous sommes déterminés à apporter tout le soutien possible à la légalité libanaise pour qu'elle impose son autorité sur tout son territoire ». Interrogé sur les réactions très négatives en Israël, le président syrien a déclaré : « Les Israéliens rejettent les efforts de paix déployés par la communauté internationale », et « en rejetant cet accord, ils tentent de couvrir leur refus du processus de paix, croyant pouvoir ainsi détourner l'attention du monde » de leur « politique courraire à celle de la communauté internationale ». Il a d'autre part souligné que « des pourparlers sont en cours entre Arabes et d'autres pays pour l'application de la résolution 425 » du Conseil de sécurité, qui exige le retrait total d'Israël du Liban.

Si les réactions d'Israël suscitent une inquiétude à Beyrouth, où l'on craint que ce traité ne serve de prétexte à l'Etat hébreu pour reprendre les hostilités au sud, il n'en reste pas moins qu'en l'état actuel, celui-ci n'influe en rien sur l'application éventuelle de la résolution 425, liée

avant tout au règlement régional et à celui de la question palestinienne. Tracés depuis de longues années, les lignes rouges du Sud-Liban n'ont jamais été dépassées par la Syrie, qui craint sans doute plus que tout une confrontation à laquelle elle n'est pas prête avec son voisin du sud.

« On s'en sort bien... »

De plus, à chaque fois que des problèmes ont surgi à ce niveau, les Etats-Unis, traditionnel intermédiaire entre Damas et Jérusalem, ont joué leur rôle pour tenter d'apaiser les choses.

Tolérés aujourd'hui par Damas, les actions anti-israéliennes de la résistance libanaise, sous les auspices de laquelle agissent aujourd'hui les combattants palestiniens, sont prévues dans l'accord de Taef et peuvent aussi servir de moyen de pression sur la scène régionale. Le sort du sud du Liban, plus qu'aucune autre partie du pays, restera, dans ce cadre, sans doute encore longtemps dépendant d'un règlement qui dépasse les simples intérêts libanais. Si, tel qu'il est

conclu, le traité trace le cadre des futures relations libano-syriennes, reste à connaître les « accords spéciaux » qui précéderont celles-ci. En fait, ce traité ne devrait pas modifier grand-chose à l'état actuel des rapports entre les deux pays, et les craintes qu'il suscite viennent surtout de la faiblesse d'un pouvoir libanais qui se réfère perpétuellement à Damas pour arrêter ses hésitations ou ses divisions. Si l'impact psychologique de l'accord est durement ressenti dans le camp chrétien, il n'inquiète pas outre mesure la majorité des Libanais, qui ont de toute façon le sentiment qu'il n'y a rien à faire aujourd'hui. « On ne peut pas lire ce traité en oubliant les résultats concrets de la guerre », nous affirmait un homme politique. Et « si, après seize ans de conflit, c'est tout ce que les Syriens veulent de nous, on s'en sort bien ».

Chacun est conscient qu'en tout état de cause la Syrie imposait déjà son ordre au Liban et qu'il y a déjà bien longtemps, par exemple, que les diplomates des deux pays étaient quasiment alignés. D'ailleurs, l'histoire a montré qu'à chaque fois que Damas et Beyrouth ont eu des différends à ce sujet cela a suscité soit une guerre, soit des troubles.

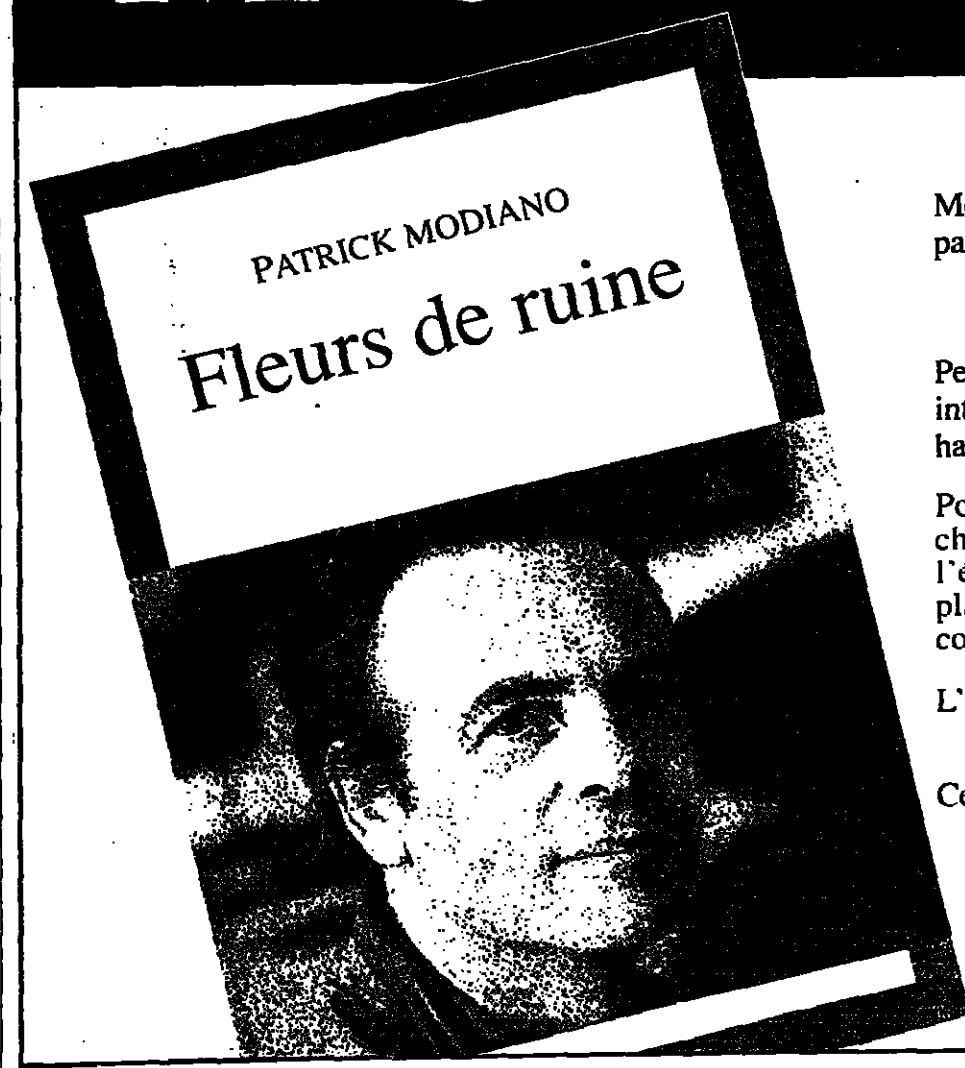
Dans les milieux d'affaires, on est plutôt enclin à estimer que cet accord est économiquement positif pour le Liban, à un moment où la Syrie cherche plus ou moins à libéraliser son économie. « De toute façon, affirme un banquier, la Syrie a besoin d'une économie forte au Liban pour en profiter et nous allons avoir un accès plus facile au marché syrien ».

En définitive, plus que la Syrie, c'est Israël que craignent les Libanais, qui voient avec crainte se profiler de nouvelles agitations au sud, là où avait déjà démarré la « guerre du Liban ». Nombreux sont ceux qui estiment que, compte tenu des réactions d'Israël, le plus grand risque aujourd'hui est une partition déguisée entre leurs deux puissants voisins.

FRANÇOISE CHIPAUX

MODIANO

PATRICK MODIANO Fleurs de ruine



Modiano n'existe que par son œuvre, ce qui devient, par les temps qui courent, un privilège et un courage.

François Nourissier, de l'Académie Goncourt
Le Figaro Magazine

Peu d'écrivains ont décrit Paris avec un amour aussi intelligent, une mélancolie aussi puissante, presque hallucinée.

Michel Braudeau / Le Monde

Pour peu qu'on le suive depuis le début, lecteur à chaque fois plus complice et plus compatissant, l'émouvant ressassement de Modiano procure un plaisir qu'offrent peu de romanciers : celui de la connivence.

Antoine de Gaudemar / Libération

L'incessant tourment d'un grand écrivain.

Jérôme Garcin / L'Événement du jeudi

Ce livre se pose comme un point d'orgue.

Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur

Editions du Seuil



PROCHE-ORIENT

La signature du traité entre le Liban et la Syrie

Le gouvernement israélien condamne l'«annexion»

Chaque jour qui passe, l'«échauffement rhétorique» est un peu plus sensible: les dirigeants israéliens tempèrent de plus en plus fort contre le danger que représenterait le pacte syro-libanais pour la sécurité de l'Etat hébreu. C'est encore la phase des menaces politiques, des avertissements adressés à Damas pour que le message soit bien clair: les Syriens ne doivent pas imaginer que leur emprise croissante sur le Liban les autorise à bouleverser l'équilibre des forces à la frontière avec Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Au moment même où les présidents Elias Hraoui et Hafez el Assad signaient à Damas le traité entre leurs deux pays, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, se rendait, lui, dans le nord d'Israël, à la frontière avec le Liban, pour lancer une ultime mise en garde. Expliquant qu'il avait à dessein choisi de se rendre ce jour-là sur le «front nord», M. Arens a dénoncé l'«annexion» du Liban par la Syrie qu'il a comparée à l'invasion du Koweït par l'Irak: «Voilà le nouvel ordre que

nous avons maintenant dans cette région du monde; ce n'est pas un très bon ordre», a dit le ministre, dans un coup de patte en direction de Washington.

M. Arens a encore stigmatisé le renforcement des troupes du Hezbollah (extrémistes chiites) et de certains mouvements palestiniens dans la région du Sud-Liban. En revanche, tous les porte-parole israéliens de même que ceux de la force des Nations Unies dans le secteur (la FINUL) ont catégoriquement démenti les informations de la chaîne de télévision américaine CBS, selon lesquelles un convoi de chars et de quelque 2 000 soldats israéliens aurait pénétré au Liban. De même les allégations de radios libanaises annonçant une mobilisation israélienne à la frontière paraissent des plus fantaisistes.

Les porte-parole de la FINUL ont cependant rapporté qu'un char israélien avait ouvert le feu au nord de la «zone de sécurité» contrôlée par l'Etat hébreu au Sud-Liban: deux jeunes filles ont été tuées et leur mère grièvement blessée alors qu'elles travaillaient dans un champ, ont dit les mêmes sources. Les porte-parole de la FINUL ont déclaré ne pas avoir compris pourquoi le char était entré en action et, jeudi matin, les responsables israéliens n'avaient toujours pas donné d'explications.

Au début de la semaine, M. Arens avait indiqué que «la clause la plus importante du traité (syro-libanais) était celle autorisant une force militaire syrienne à rester au Liban, sans limitation d'emplacements, de composition ni de taille».

«Lignes rouges»

Autrement dit, a poursuivi le ministre, la Syrie a la possibilité de déployer un dispositif le long de la frontière israélienne comprenant «des armes lourdes voire des missiles sol-air». «Il y a un problème qui est en train de naître, qui menace Israël et dont il va falloir que nous nous occupions», a dit M. Arens, mettant en garde les Syriens contre tout changement du statu-quo militaire à la frontière syro-libanaise.

Dans un entretien au *Jerusalem Post*, M. Itzhak Rabin, ancien ministre de la défense, rappelle qu'un certain nombre d'accords implicites ont été conclus — de facto — avec la Syrie en 1983, au moment où l'armée israélienne s'est retirée du Sud-Liban. Plusieurs «lignes rouges» ont alors été fixées qui définissent le statu-quo militaire dans la région: les Syriens ne doivent pas stationner de forces au-delà d'un certain périmètre vers le sud du Liban; ils

ne doivent pas déployer de missiles sol-air au Liban ni mener d'opérations aériennes dans l'espace aérien de ce pays; les forces de Damas ne doivent pas empiéter sur la zone de sécurité créée par l'Etat hébreu au Sud du Liban et contrôlée par la milice libanaise dite «Armée du Liban Sud» (ALS); enfin, les forces de l'ALS doivent pouvoir patrouiller dans l'enclave de Jezzine, au nord de la zone de sécurité.

Certains experts militaires israéliens estiment que la «légalisation» de la présence syrienne au Liban rendra en fait la tâche plus facile à Israël: il y aura désormais un responsable à qui s'adresser pour chaque attaque contre la frontière israélienne, là où il n'y avait, jusqu'à présent, qu'une myriade de milices.

Il n'est pas indifférent que cet «échauffement rhétorique» se produise au lendemain de la décevante navette au Proche-Orient du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. On peut voir dans cette flambée oratoire connue une façon de faire porter par la Syrie la responsabilité de l'impasse dans laquelle se trouve le projet de conférence de paix au Proche-Orient. C'est une manière de dire: «Comment peut-on traiter avec un pays qui est en train d'absorber son voisin?»

ALAIN FRACHON

Nouvelle polémique entre Washington et Jérusalem

Pour M. Baker, la colonisation des territoires occupés est «le plus gros obstacle» à la paix

Le porte-parole de la présidence du conseil à Jérusalem, M. Yossi Ben Aharon, a rejeté jeudi 23 mai les affirmations de M. James Baker selon lesquelles la colonisation des territoires occupés est «le plus gros obstacle à la paix». «Les efforts en vue d'une réunion régionale de paix au Proche-Orient ne sont en aucune manière liés à la poursuite de la colonisation juive en Judée-Samarie et à Gaza... Quant les pourparlers seront engagés, la question de la colonisation pourra être posée par nos partenaires», a déclaré M. Ben Aharon.

Le ministre du logement, M. Ariel Sharon, un des «poids lourds» du Likoud, s'est déclaré «stupéfait» des propos du secrétaire d'Etat, nous indique notre correspondant à Jérusalem. «Il n'a pas de leçon à nous donner», a dit le ministre. M. Sharon est l'un des principaux auteurs d'œuvre de la poussée actuelle des implantations en Cisjordanie, laquelle, à en croire la presse israélienne, est l'une des plus importantes vagues de colonisation jamais décidées depuis le début des années soixante-dix. De son côté M. Rehavam Zeevi, chef du parti d'extrême-droite Moledet et ministre sans portefeuille, a commenté en ces termes les propos de M. Baker: «Depuis les occupations de territoires portées contre les Juifs, nous sommes habitués à être désignés comme les bœufs émissaires».

Devant une sous-commission de la Chambre des Représentants sur le financement des opérations à l'étranger, le secrétaire d'Etat américain avait déclaré mercredi: «Je crois qu'il n'y a pas de plus gros obstacle à la paix que la colonisation qui continue non seulement sans ralentir mais à un rythme accéléré». «Rien n'a compliqué davantage ma tâche dans la recherche

des partenaires arabes et palestiniens pour Israël que d'être accusé par de nouvelles implantations à chaque fois que j'arrive en Israël», a poursuivi le secrétaire d'Etat. Il a indiqué que, selon lui, 35 % seulement de la Cisjordanie et de la bande de Gaza avaient échappé aux réquisitions israéliennes. Aux yeux des Arabes, la colonisation prouve qu'Israël n'est pas prêt à accepter la politique du fait accompli, «cela affaiblit ma position dans la recherche d'un processus de paix», a-t-il ajouté.

Malgré ses difficultés, le secrétaire d'Etat a estimé devoir poursuivre ses efforts. Il s'est dit favorable à une participation de l'ONU à une conférence de paix, sans pouvoir imposer des décisions. «Nous parlons après tout de mettre en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU», a-t-il dit. Il a également estimé que la conférence devrait pouvoir être reconvoquée, «si toutes les parties sont d'accord», pour entendre des rapports sur les progrès des négociations bilatérales.

□ Un enfant palestinien tué par une explosion dans la bande de Gaza. — Un enfant palestinien de six ans a été tué et son frère grièvement blessé dans une explosion d'origine inconnue, mercredi 22 mai, dans le sud de la bande de Gaza, ont indiqué des sources palestiniennes. Le même jour, l'ancien mochtar (chef traditionnel) d'Al-Bireh, en Cisjordanie, a été assassiné par des inconnus qui l'accusaient de «collaborer» avec Israël. A Jérusalem-Est, plusieurs dizaines de familles de prisonniers palestiniens ont tenu un sit-in pour protester contre les conditions de détention de leurs proches. — (AFP)

IRAK

Accord entre Bagdad et les forces alliées sur la sécurité dans la ville kurde de Dohouk

Un accord a été conclu mercredi 22 mai entre l'Irak et les forces coalisées dans l'opération «Provide Comfort», confirmant notamment le retrait des forces irakiennes de la ville de Dohouk, située à la limite de la «zone de sécurité» établie par les alliés dans le nord de l'Irak.

Cet accord, qui devrait entrer en vigueur vendredi, prévoit l'entrée dans la ville d'«une petite unité de la force de coalition», chargée «d'aider à la restauration des services» et «de faciliter l'arrivée et la réinstallation des réfugiés de retour dans la ville», selon un communiqué des forces américaines. Cette unité sera composée d'environ 80 militaires de la force alliée et de 16 spécialistes d'organisations humanitaires.

«Les Irakiens retireront les forces spéciales de police de Dohouk. Une

force de police locale restera dans la ville pour maintenir l'ordre et la loi et établira un point de contrôle pour s'assurer qu'aucune arme n'est introduite dans la ville», précise le communiqué. Cet accord «donne les détails sans encore à l'étude» c'est en principe le début sur la sécurité dans la ville de Dohouk.

Par ailleurs, une patrouille militaire américaine a dû «tirer en l'air des coups de semonce» pour protéger un général irakien qui était en contact avec les alliés et qui a été agressé dans la ville de Zakho, mardi, par des manifestants kurdes. Légèrement blessé par un jet de pierre, le général Naswan Tahoun, a été soigné à la base alliée près de Zakho. — (AFP, Reuters)

EN BREF

□ BRÉSIL: massacre dans une mine d'or du Mato Grosso. — Une cinquantaine d'hommes en uniforme de camouflage, armés de fusils, de revolvers et de mitrailleuses Uzi de fabrication israélienne, ont envahi, vendredi 17 mai, la mine d'or de Cariao, dans le nord de l'Etat amazonien du Mato Grosso (centre ouest du Brésil) où ils ont volé tout l'or — la quantité n'a pas été précisée — et assassiné plusieurs «garimpeiros» (orpailleurs). La police locale a annoncé, mercredi 22 mai, que cinq corps avaient déjà été retrouvés et qu'un mandat de prison préventive contre treize personnes impliquées dans l'invasion de la mine avait été lancé. — (AFP)

□ IRAN: Téhéran accuse la marine américaine d'avoir endommagé un de ses navires de guerre. — L'Iran a affirmé mercredi 22 mai qu'un de ses navires de guerre avait été endommagé et un marin blessé lors d'une attaque menée par la marine américaine dans la nuit de mardi à mercredi.

selon l'agence officielle IRNA. A Washington, le Pentagone avait annoncé le même jour qu'un bâtiment de guerre américain, l'USS *LaSalle*, avait essuyé la veille, dans le Golfe, le feu de deux petits bateaux non identifiés, avant de riposter (le Monde du 23 mai). — (AFP)

□ PÉROU: assassinat par le Sentier lumineux d'une religieuse australienne. — Une religieuse australienne, Sœur Irène Teresa Macormac Olegua, quarante-quatre ans, et quatre péruviens ont été tués par balles mercredi 22 mai, lors d'une incursion de guérilleros du Sentier lumineux dans la localité andine de Huasahuasi, à 245 km à l'est de Lima. La religieuse australienne a été tuée d'une balle dans la tête et d'une autre dans la poitrine à l'issue d'un «procès populaire» organisé par les guérilleros sur la place centrale de la localité, selon les informations obtenues par la police. — (AFP)

ONLY-NICE.

Avec 1 vol par heure, vous verrez qu'un avion se met facilement dans un agenda.

NICE	655
NICE	755
NICE	855
NICE	955
NICE	1055
NICE	1155
NICE	1255
NICE	1355
NICE	1455
NICE	1555
NICE	1655
NICE	1755
NICE	1855
NICE	1955
NICE	2055

AIR INTER

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS AIR INTER PARIS (45 39 25 25) OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.

DES AOUT 91 USA

ETUDIEZ AUX USA
Dans une grande université de Californie ou Floride.
Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Une année ne coûte que 50.000\$ env. Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French Office 57, rue Charles Laffitte
92280 Neuilly (1) 47 45 08 19
Recherche professeurs français ou lycées correspondants toutes régions.

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde

LES MOISSONS DE LA FRANCE
Lecteur de la France 3 (supplémentaire)
Numéros, destinés aux 43 pays d'expression française, ont de la sorte les pays européens ont été les premiers à recevoir «l'annuaire» des faits français France 2 (numéro spécial) de la semaine du 24 mai d'expression française: pérou, les 10 000-1000, la zone libre, l'expédition franco-allemande 140 réfugiés (140 réfugiés) et le possible 1000/1000 des faits de langue française: 43 numéros, 250 p., 90 F.
Faites chez l'auteur:
MARTINOT DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON
(Tonne) 1500, Les 2 tonnes 140 F (France)

صلى الله عليه وسلم

صوتنا من الداخل



**-Et vous insinuez que
ma beauté tient au
velouté de ce noir et blanc,
à la lumière
de ce photographe
et au nucléaire ?**

COMPAGNIE CORPORATE

Pourtant, le nucléaire est là.
Là, sous la lumière qu'on tamise.
Là, entre chaque note de musique.
Dans le ronronnement familier
de la machine à laver. Derrière la T.V.
Même là, dans nos petits plats.
Dans chacun de nos gestes quotidiens,
le nucléaire est là. Car, aujourd'hui,
c'est le nucléaire qui couvre
plus des 3/4 de nos besoins en électricité.
C'est le nucléaire qui nous met à l'abri
des caprices et des marchés et
de l'actualité. C'est le nucléaire enfin,
qui nous permet de ne pas manquer
de cette électricité dont on ne saurait plus
se passer. Et ce bien-être,
cette autonomie et cette sérénité-là
c'est à EDF qu'on les doit.

Aujourd'hui, 75% de l'électricité est nucléaire.



AFRIQUE

ÉTHIOPIE : deux jours après la fuite du colonel Mengistu

La population d'Addis-Abeba redoute l'arrivée des rebelles

Le président Tesfaye Gabre Kidane a sollicité, mercredi 22 mai, la « coopération » de la communauté internationale pour faire pression sur les mouvements rebelles et les convaincre d'accepter de négocier un cessez-le-feu. Les troupes de maquisards n'en ont pas moins poursuivi leur avance vers Addis-Abeba, semant l'angoisse parmi la population de la capitale.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Presque deux jours après le départ de l'ancien président Mengistu Haile Mariam, les autorités se sont finalement décidées à faire décrocher ses portraits des rues de la capitale. Mercredi soir, des employés de la voirie ont ainsi démonté, lettre par lettre, avec l'aide d'une grue, une gigantesque enseigne à la gloire du « Négus rouge ». Cette mesure n'a pas suffi à rendre populaire le gouvernement qui, pour certains, « n'est qu'une copie conforme du précédent régime ». Les dernières déclarations officielles ont, en tout cas, laissé les Éthiopiens de marbre.

L'appel qu'a lancé, mercredi soir, le président Kidane, demandant le soutien et la « coopération » des grandes puissances pour aider le pays à retrouver la paix, ressemblait trop aux cris d'alarme de l'ancien régime pour gagner la confiance de la population. « Il aurait fallu suspendre la Constitution qui interdit le multipartisme, ou bien libérer les prisonniers politiques », explique le professeur Mekonnen Bishaw, un des signataires du manifeste en faveur de la démocratie publié, début avril, par les universitaires de la capitale.

La « débandade » de l'armée régulière

Sur le campus, un étudiant lance, désabusé : « Les rebelles arrivent, et alors ? Que pouvons-nous faire ? ». Cette réaction en dit long sur la désignation, voire l'indifférence, avec laquelle les habi-

tants semblent accueillir les nouvelles du front. La guérilla ne serait plus, désormais, qu'à trente kilomètres des faubourgs de la capitale. Dans les ambassades, on suit la progression des maquisards en piquant des petits drapeaux sur les cartes d'état-major. Dans les rues, on se contente de rumeurs, parfois confirmées par de jeunes déserteurs de l'armée régulière qui errent, désœuvrés, dans les rues.

Certains de ces soldats affirment

qu'ils ont été abandonnés par leurs officiers. Ils disent n'avoir rien mangé depuis trois jours. A en croire leurs témoignages, l'armée est démoralisée, ne se bat plus : « C'est la débandade », assure un diplomate. Pourtant, les autorités ont envoyé des chars vers le front. Jeudi matin, on ne signalait toujours aucun combat.

Les rares informations en provenance d'Asmara, la capitale de l'Erythrée, un des derniers bastions

de l'armée régulière, restent préoccupantes. Des affrontements auraient continué autour de la zone contrôlée par le gouvernement, après qu'on eût annoncé la prise par les rebelles de la localité de Dekemhare, située à trente kilomètres au sud d'Asmara. La situation semble également confuse autour de Dessie, sous contrôle des maquisards depuis la semaine dernière. Les convois d'aide alimentaire, destinés à environ un

million de Tigréens menacés de famine, ont été suspendus.

L'évacuation des Occidentaux

A Addis-Abeba, les ambassades occidentales envisagent désormais sérieusement l'évacuation de leurs ressortissants. Les Français et les Italiens ont reçu des recommandations de départ. Les femmes et les enfants seront les premiers à faire

leurs valises. « Nous souhaitons un départ anticipé », confirme l'ambassade de France. Au cas, précise-t-on, « où les choses tourneraient mal ».

Selon les Éthiopiens les plus pessimistes, « rien ne peut plus arrêter l'arrivée des rebelles ». Les diplomates estiment pourtant que les maquisards tigréens n'ont aucun intérêt à s'emparer de la capitale. Ne seraient-ils pas plus avisés d'attendre les négociations de Londres, où « ils sauront, de toute façon, imposer leurs conditions » ? Prendre Addis-Abeba poserait aux maquisards des problèmes d'organisation, sans compter les risques d'affrontements. « Les responsables devraient comprendre que ce serait une erreur », souligne le professeur Mekonnen. « Mais on ne sait jamais de quoi sont capables les militaires ! » ajoute-t-il.

Jeudi matin, les chefs des communautés chrétienne et musulmane ont invité la population à venir prier pour la paix, dans les églises et les mosquées. Magasins et bureaux devaient rester fermés jusqu'à midi. Pendant ce temps, arrivant de la route qui relie Addis-Abeba à Ambo, au nord-ouest, de jeunes militaires continuaient d'arriver. La journée de mercredi a été calme, la nuit aussi. Autant d'heures gagnées pour les habitants qui attendent avec fatigue la suite des événements.

JEAN HÉLÈNE

Le départ négocié du « camarade-président »

Les nouvelles négociations qui devraient réunir, lundi 27 mai, à Londres, les dirigeants d'Addis-Abeba et les représentants des rebelles n'ont, officiellement, qu'un seul but : conclure un cessez-le-feu. Cette étape exclut donc, en théorie, le débat politique sur l'avenir de l'Éthiopie, censé venir ensuite. C'est ce qu'a rappelé, mardi, quelques heures après que l'ancien président Mengistu Haile Mariam eut quitté le pays, le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires africaines, M. Herman Cohen, qui devrait présider la réunion de Londres.

Le scénario le plus alarmiste – mais auquel de nombreux habitants de la capitale éthiopienne semblent se résigner – fait craindre une irruption brutale des troupes rebelles tigréennes dans Addis-Abeba. Les maquisards ont fait savoir, mercredi, qu'ils n'en étaient plus qu'à 30 kilomètres. La menace est fort claire. Impatients de célébrer une victoire dont ils aimeraient tirer les meilleurs fruits, les Tigréens et leurs alliés sont tentés de prendre de vitesse leurs futurs interlocuteurs.

On voit mal comment cette « entrée triomphale » pourrait ne

pas se solder par de sanglants règlements de comptes. Avec ou sans le « Négus rouge », Addis-Abeba ne reste-t-elle pas, aux yeux des opposants, le symbole d'un régime honni ? On ne voit guère, non plus, comment le gouvernement central pourrait rester sans réagir. Jusqu'à présent, les dirigeants rebelles semblent assez divisés sur la marche à suivre. Cette incertitude est, en soi, inquiétante. Le risque de faux pas est grand, qui pourrait compromettre le fragile édifice échafaudé en vue des pourparlers de paix – et dont la fuite de l'ancien président ne constitue qu'un des maillons.

On sait, depuis la fin avril, qu'un plan était en œuvre pour assurer la transition. C'est à cette date, en effet, qu'une ultime rencontre avait été organisée à Khartoum, au Soudan, afin de peaufiner les derniers détails du projet. Mandaté par le président George Bush, l'ancien sénateur américain Rudy Boschwitz s'était rendu sur place.

Les termes du « marché », si l'on croit les rumeurs, seraient simples : le « camarade-président » Mengistu accepterait de se retirer (garantie d'asile politique à la clé), en échange de quoi le « nouveau » gouvernement et les rebelles s'installeraient enfin au processus de paix et au changement démocratique. Tout le monde tenait aussi d'accord pour que soit facilitée l'émigration des falachas (Juifs

éthiopiens) désireux de rejoindre Israël. Ce « coup d'Etat à blanc » – sans vrais vainqueurs ni vrais vaincus – avait l'inconvénient d'éviter de nouveaux bains de sang.

En poussant dehors, en douceur, le colonel Mengistu, on lui sauvait la vie mais on savait surtout une chance de dialogue. Selon toute vraisemblance, les « nouveaux » dirigeants d'Addis-Abeba ont été choisis en fonction de ce but. Ainsi, M. Tesfaye Dinka, ancien ministre des affaires étrangères et présenté comme un « technocrate modéré », a-t-il été nommé premier ministre, le 26 avril. Le même le général Tesfaye Gabre Kidane, dont on affirme qu'il a l'oreille de l'armée mais aussi celle des rebelles (1), était-il subitement promu au rang de vice-président. Cela lui assurait d'avance, en vertu de la Constitution, le fauteuil de la présidence.

Coup de pince américain

Depuis longtemps, le chef de l'Etat éthiopien avait eu l'air d'être le « camarade-président » de l'armée. L'arrêt de la coopération militaire avec l'URSS, il y a deux ans, annonçait la fin de son règne. Privé du soutien soviétique, le « Négus rouge » s'était tourné vers Israël. Sans trop d'illusions. En outre, depuis octobre 1989, quand le premier cri d'alarme fut lancé concernant la nouvelle vague de

sécheresse en Éthiopie, l'aide américaine aux régions sinistrées – Erythrée et Tigré en tête – aurait représenté l'équivalent de 128,2 millions de dollars. Coup de pince important, dont Washington s'est bien gardé de se vanter.

En avril 1990, la direction de l'ERA, l'association de secours du Front populaire de libération de l'Erythrée, n'avait pas hésité à nous affirmer que « plus de 50 % des vivres » acheminés en Erythrée via le Soudan étaient « désormais fournis par les Américains ». Le plan de transition, mis en œuvre aujourd'hui, était-il déjà sur les rails ?

Tirant la leçon des premières négociations avortées qui avaient eu lieu, en 1990, sous l'égide de l'ancien président américain Jimmy Carter, les États-Unis ont, en tout cas, fait preuve d'une exceptionnelle opacité. Les succès des pourparlers de Londres seraient ceux de Washington. Peut-être aussi celui de Jérusalem. Et, à coup sûr, celui de l'Éthiopie : la signature d'un cessez-le-feu, en mettant fin à près de trente ans de guerre civile, donnerait une chance au pays de tourner une des pages les plus sanglantes de son histoire.

CATHERINE SIMON

(1) C'est le général Kidane qui est d'origine érythréenne et non pas M. Tesfaye Dinka, comme nous l'avions indiqué par erreur dans nos éditions du 23 mai.

TUNISIE : impliquées dans un « complot islamiste »

Trois cents personnes, dont une centaine de militaires, ont été arrêtées

Trois cents personnes dont quelque cent militaires ainsi que des policiers et des douaniers impliqués dans le « complot terroriste » fomenté par le mouvement Ennahdha pour établir en Tunisie un régime confessionnel théocratique ont déjà été arrêtées, a annoncé, mercredi 22 mai, au cours d'une conférence de presse, M. Abdallah Kallal, le ministre de l'Intérieur.

TUNIS

de notre correspondant

Le ministre a indiqué que les quatre principaux chefs de la conspiration vivants à l'étranger et circulant le plus souvent entre Paris et Alger qu'ils ont choisis comme « centres d'activité ». Il s'agit de MM. Rachid Ghannouchi, président d'Ennahdha, qui a choisi l'exil depuis deux ans, Salah Karkar et Habib Mokni, qui bénéficient, depuis 1987, de l'asile politique en France, et de M. Mohamed Chameche, qui s'est établi en Algérie depuis janvier dernier.

M. Kallal a précisé que la Tunisie avait pris contact avec les autorités françaises et algériennes. « Nous avons été rassurés par la grande compréhension, la grande ouverture et la volonté réelle de nous aider trouvées auprès d'elles », a-t-il dit. Il s'est efforcé de minimiser la portée de cette affaire qui aura probablement été évoquée lors de la visite de M. Roland Dumas, jeudi à Tunis. Mais, les milieux politiques se montrent en privé beaucoup plus acerbés. Ils s'étonnent de l'indulgence dont Paris et Alger font preuve. L'égard de ces « terroristes » et évoquent la possibilité de lancer des mandats d'arrêt internationaux contre ces quatre personnes (1).

Depuis deux ans, les services de la sûreté suivent les préparatifs du complot et c'est parce que ceux-ci allaient entrer dans la phase finale, celle de la violence généralisée, qu'il a été décidé d'in-

tervenir, a expliqué M. Kallal. Le « plan » consistait, selon lui, à créer, dans l'ensemble du pays, un état permanent de désordre et d'insécurité qui aurait contraint le pouvoir, débordé, à faire appel à l'armée pour maintenir l'ordre.

Les militaires d'Ennahdha seraient alors entrés en action pour inciter l'ensemble des troupes à s'emparer des postes de commandement, des édifices publics dans la capitale et en province. Ce plan, d'après M. Kallal, a déjà connu un début d'exécution, ces derniers mois, avec les débordements dans la rue, les troubles à l'université et les lycées – le syndicat étudiant UGTE est lié organiquement à Ennahdha, a-t-il affir-

mé – et les attaques de bâtiments officiels et du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir.

Entraînement à l'Afghanistan

A cet égard, le tribunal criminel de Tunis a prononcé, mardi 21 mai, quatre condamnations aux travaux forcés à perpétuité et dix-neuf autres, allant de deux à vingt ans de prison, à l'encontre des auteurs de l'attaque, en février, dans la capitale, d'un local du RCD, qui avait causé la mort d'un gardien et fait quatre blessés.

Le ministre a dévoilé l'organigramme d'Ennahdha : le mouve-

ment était doté d'une direction politique connue et d'une direction « spéciale » clandestine, coiffées par M. Ghannouchi tandis qu'un homme dont le nom n'était jamais apparu jusqu'ici, M. Sadok Choukri, a été désigné comme le chef de la coordination entre elles. La direction « spéciale » avait pour mission de recruter une « force de frappe » dans l'armée, la police et la douane. Son principal responsable était M. Mohamed Chameche, réfugié à Alger. Le pays avait été divisé, outre Tunis, en dix régions militaires, chacune comprenant des « groupes » de trois à cinq cellules, composées de sept à dix militaires.

Les milieux proches du pouvoir évoquent aussi les infiltrations auxquelles Ennahdha se serait livré dans les ministères. Des photocopies de documents classés « top secret », concernant la défense, la sécurité et les affaires étrangères, auraient été découvertes lors des récentes perquisitions policières. Le ministre a révélé que des groupes de « quelques dizaines » de jeunes Tunisiens avaient rejoint l'Afghanistan, via l'Algérie et le Pakistan, pour s'entraîner, dans des camps, au maniement des armes. Il a fait entendre des cassettes que M. Ghannouchi aurait fait parvenir à ses partisans pour les inciter à engager la lutte contre le pouvoir, assurant qu'il faudra « se réjouir des martyrs ».

Les griefs de complot retenus contre le mouvement islamiste en 1987, alors que le président Bourguiba était au pouvoir, n'avaient donc lieu qu'à un mauvais procès d'opinion. Aucun militaire n'était alors impliqué. Les accusations lancées, aujourd'hui, contre Ennahdha sont autrement plus graves et ce sera à la justice militaire d'en connaître. M. Kallal a d'ores et déjà averti que le pouvoir fera preuve de « la plus grande fermeté ».

MICHEL DEURÉ

(1) Une convention relative à l'enquête judiciaire pénale et à l'extradition est en vigueur entre Tunis et Paris depuis le 1^{er} janvier 1974.

Un démenti d'Ennahdha

Dans une lettre qu'il nous a adressée, mercredi 22 mai, de Paris, et dont nous publions, ci-dessous, les principaux extraits, M. Rachid Ghannouchi, président du mouvement islamiste Ennahdha, dénie toute réalité au complot dont a fait état le gouvernement.

« ... Complot islamiste, prétend-on ! La réalité est autre et la vérité ailleurs. Elles sont à rechercher principalement dans la décision prise par le chef de l'Etat tunisien, au cours du mois de septembre 1990, sous la pression de ses deux plus proches collaborateurs... d'éradiquer définitivement le mouvement islamiste. La crise du Golfe devant servir ici, tout comme elle a servi ailleurs, de couverture. »

« C'est ce plan, minutieusement préparé pendant de longs mois, qui est exécuté actuellement avec méthode, force détermination, un aveuglement politique sans bornes et, comble de malheur pour ses victimes, dans l'indifférence totale du monde environnant. Sait-on, par exemple, que, depuis le début

d'exécution de ce plan, pas moins de 3 000 cadres et jeunes militants de notre mouvement ont été arrêtés, que plus de 10 000 sont recherchés par la police, que, depuis le début de cette année, huit étudiants et élèves ont été tués par balles, et que la pratique de la torture est devenue systématique... »

« Complot islamiste, annoncent-ils, alors que nous assistons à un scénario qui rappelle, toutes conditions égales par ailleurs, celui qui a permis l'éviction de Bouguiba en 1987 : c'était Ben Ali qui poussait à la répression à cette époque pour garantir le maximum de succès à son putsch. »

« Mais, dans les deux cas, en 1987 comme en 1991, notre mouvement est la victime toute désignée. La seule différence avec le passé récent est que nous sommes déterminés à lutter jusqu'au bout pour faire valoir le droit de notre peuple à la démocratie et du citoyen tunisien à la liberté. Et ce n'est sûrement pas le procès-espoc-tacle qu'on nous prépare qui débordera nos concitoyens de la lutte pour la démocratie. »

AFRIQUE DU SUD : selon la commission des droits de l'homme

Le nombre des prisonniers politiques serait supérieur à 1 800

M^{re} Winnie Mandela, l'épouse du vice-président du Congrès national africain (ANC), a été arrêtée – puis relâchée – à deux reprises par la police pour avoir manifesté dans les rues de Johannesburg, mercredi 22 mai, avec d'autres membres de la Ligue des femmes de l'ANC.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

M^{re} Mandela a été appréhendée une première fois à l'aube, alors qu'elle se rendait à une manifestation au milieu d'un carrefour du centre-ville. Elle sortait d'une nuit de veille, dans une mosquée, pour demander la libération des prisonniers politiques et soutenir ceux d'entre eux qui font la grève de la faim depuis le 1^{er} mai. Conduite dans un commissariat, où M. Nelson Mandela lui a rendu visite, elle a été libérée en début d'après-midi, après avoir été inculpée d'entrave à la circulation et de résistance aux forces de l'ordre. C'est au sortir du tribunal qu'elle a été arrêtée une seconde fois après avoir refusé de déguerpir la voie publique où elle manifestait de nouveau, avec d'autres militantes de l'ANC, son soutien aux grévistes de la faim, dont plusieurs sont dans un état grave, notamment à l'hôpital du Cap.

En rompant, mercredi soir, un « jour de jeûne » en solidarité avec les quelque cent trente prisonniers politiques en grève de la faim depuis trois semaines, M. Mervat Piliso, un membre du comité national exécutif de l'ANC, a rejeté sur le gouvernement la responsabilité de ce qui pourrait se passer « si l'un de nos camarades mourait ». Il a accusé le gouvernement d'avoir renié les accords de Pretoria, qui stipulaient que tous les prisonniers politiques devaient être libérés et les trêves de retour au pays avant le 30 avril.

Fin mars, la commission des droits de l'homme (HRC) avait

identifié 1 361 prisonniers politiques ; 623 ont été relâchés en avril alors que 566 avaient été libérés entre février 1990 et mai 1991. Il en reste donc, selon la HRC, 738 derrière les barreaux, auxquels il convient d'ajouter ceux qui ont été arrêtés en raison de l'état d'urgence instauré dans le pays entre 1985 et 1990. Selon la commission, le nombre de prisonniers politiques est, aujourd'hui, supérieur à 1 800.

Invitations déclinées

Dans un communiqué diffusé mercredi, l'ANC fait observer que ce nombre continue de croître en raison de « deux cents procès politiques impliquant 1 370 accusés ». Il regrette que, « en dépit des promesses du ministre de la justice et du président de la République », le processus de libération des prisonniers n'ait été accompli qu'« au tiers » alors qu'il « devrait déjà s'agir d'une histoire ancienne ».

A la veille de l'ouverture du « sommet sur la violence et l'intimidation » convoqué le 24 mai par le président De Klerk à Pretoria, le Conseil sud-africain des Eglises (SACC) a officiellement déclaré qu'il n'y participerait pas. Selon son secrétaire général, le révérend Frank Chikane, « un tel sommet qui ne réunirait pas l'Inkatha, l'ANC et le gouvernement n'aurait aucune chance d'apporter une solution au problème de la violence ».

Outre l'ANC, le Congrès panafricain (PAC), l'Organisation du peuple d'Afrique (AZAPO), les Associations civiques du Transvaal méridional (CAST), le mouvement indépendant du Transkei, les deux bantoustans autonomes du Lebowa et du Kanguane ont aussi décliné l'invitation présidentielle d'assister au « sommet ». Tous, en revanche, se sont déclarés prêts à participer à une « conférence de paix » organisée précisément sous l'égide du SACC.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

مكتبة الناصر

Après l'assassinat de Rajiv Gandhi

Mme Sonia Gandhi refuse la présidence du Parti du Congrès

Suite de la première page

Dix morts, sans doute une centaine de blessés : ce bilan, bien inférieur à celui que livre quotidiennement le terrorisme du Pendjab, est presque inespéré. Des manifestations violentes ont eu lieu dans de nombreuses villes. Mais un déploiement considérable d'unités de police, notamment à New-Delhi, a contribué à éviter le pire. Les forces de l'ordre, dans la capitale, ont eu davantage à intervenir pour contrôler les manifestations de deuil populaire qui ont éclaté devant le siège du Congrès et, plus tard, au domicile qui fut celui de Nehru, où avait été transportée la dépouille mortelle de son petit-fils. Aux pleurs et aux lamentations traditionnelles, se mêlèrent des cris pour conspuer, péle-mêle, le premier ministre, son prédécesseur, M. V. P. Singh, le chef du parti hindouiste, M. L. K. Advani, et... « la CIA ».

Pendant une brève trêve, l'Inde va pleurer ce « fils martyr ». A l'endroit même où sa mère Indira, son frère Sanjay bénéficièrent des derniers rites hindouistes, le corps de l'ancien premier ministre sera brûlé, vendredi, sur un bûcher. A l'issue du deuil national de sept jours qui a été décrété par le gouvernement, la politique reprendra ses droits. En fait, elle a déjà commencé.

Dans la foule qui, mercredi, se pressait pour rendre un dernier hommage au disparu, des cris, savamment orchestrés, avaient fusé en faveur de « Sonia », sa

veuve. Très vite, d'intenses manœuvres politiques s'étaient développées au sein des instances dirigeantes du parti pour forcer la main de Mme Gandhi, afin qu'elle succède comme présidente du Congrès à son mari. En dépit de fortes réserves émanant de la « vieille garde », sa candidature avait recueilli l'unanimité. C'était compter sans elle car, après que plusieurs responsables du Congrès eurent annoncé que la veuve de l'ancien premier ministre avait donné son accord, l'intéressée faisait savoir qu'elle refusait d'assumer le poids de la succession, déclarant que « la tragédie qui frappe mes enfants et moi-même fait qu'il m'est impossible d'accepter la présidence du Parti du Congrès ».

Un réflexe de sympathie

Le choix de Mme Gandhi présentait bien des avantages pour un parti que la mort de son mari avait privé de son seul dirigeant d'envergure nationale, mais il est aussi à double tranchant. Les « barons » du Congrès, notamment M.M. Narasimha Rao, ancien ministre des affaires étrangères, Tiwari et Sharad Pawar, respectivement ancien ministre en chef de l'Uttar-Pradesh et ministre en chef du Maharashtra, avaient fait le calcul que la mort de Rajiv — comme en 1984 celle de sa mère — va déclencher un réflexe de sympathie en faveur de la famille martyrisée, qui devrait se

traduire par une « vague » électorale pour le Congrès. Ce raisonnement n'était pas faux. Pas faux, mais il aurait été tentant, pour ses adversaires politiques, comme par exemple, pour le Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite), centre du renouveau hindou et d'un nationalisme frileux, de dénoncer dans le parti de Nehru le nouveau « parti de l'étranger ».

Une manœuvre des « barons » ?

Le recours à une néophyte en politique illustrait, en outre, à quel point le Congrès est un parti en plein désarroi politique, sans relève, anxieux face à un scrutin qu'il voulait plus lointain. Il montrait aussi l'imprudence de la conception dynastique qui le caractérisait. La mort de Rajiv peut lui permettre, à condition de surmonter cette épreuve, d'acquiescer à une nouvelle maturité politique. Mais le vivier de la famille Gandhi semble tari.

Bien d'autres facteurs influenceront l'électorat. Par exemple, les circonstances de l'assassinat de Rajiv Gandhi. L'enquête en est encore à ses débuts, mais il apparaît que la bombe qui l'a décapité était dissimulée dans la ceinture que portait une femme non identifiée, soupçonnée d'appartenir à un commando-suicide. Celle-ci, selon les enquêteurs, se serait approchée de Rajiv lui aurait tendu un bouquet tout en déclenchant sa machine infernale. En dépit d'un démenti de la représentation londonienne du LTTE (Tigres libérateurs de l'Élam tamoul), les séparatistes tamouls du Sri Lanka sont de plus en plus souvent cités comme les auteurs présumés de l'attentat.

Aucune preuve encore, mais un faisceau de présomptions : des femmes — les « Tigresses » — combattent dans les rangs du LTTE ; les militants portent tous, suspendue autour du cou, une capsule de cyanure, et ils sont coutumiers des opérations suicides ; dans la région, le LTTE est l'un des seuls mouvements possédant le « savoir-faire » pour mettre au point un engin explosif aussi sophistiqué. Rien de bien convaincant encore, mais l'explication à la portée d'offrir un coupable « crédible ». Sauf à vouloir se risquer à des hypothèses plus « politiques » : qui, se demande un éditorialiste local, avait intérêt à porter un coup sévère au Congrès ? Beaucoup de monde, sans aucun doute...

LAURENT ZECCHINI

Réfugié en Chine depuis 1979

L'ancien dirigeant vietnamien Hoang Van Hoan est mort

PÉKIN

de notre correspondant

M. Hoang Van Hoan, un ancien dirigeant vietnamien, compagnon de Ho Chi Minh, est décédé le 18 mai dernier à Pékin où il s'était réfugié depuis la brouille sino-vietnamienne en 1979. Il était âgé de quatre-vingt-six ans et était hospitalisé depuis janvier dernier.

Communiste de la première heure, un des plus importants responsables du régime de Hanoï, M. Hoan — qui avait lié des relations étroites avec les futurs dirigeants communistes chinois dans les années 1920 à l'académie militaire de Whampoa, à Canton — s'était rendu célèbre en faisant défection en Chine, en août 1979, peu après le conflit armé qui avait opposé les deux ex-frères d'armes communistes. Jouant à fond la carte chinoise, il avait alors publiquement appelé de ses vœux « une deuxième révolution » au Vietnam, jetant l'anathème sur la direction de Hanoï, dominée par MM. Le Duan et Pham Van Dong. Cette défection avait servi à Pékin à soutenir la thèse de l'impopularité, au sein du PCV, de la politique d'alliance avec Moscou, bien que M. Hoan eût été évincé du comité central dès 1976.

La nécrologie officielle chinoise lui a conféré le titre de « ami respecté du peuple chinois » mais s'est abstenue de narrer les circonstances de sa défection, soulignant du même coup l'utilité désormais réduite de ce personnage sur le plan de la propagande, à l'heure où les relations avec sino-vietnamiennes, sans être normalisées, s'améliorent lentement. La famille de M. Hoan avait récemment été autorisée à se rendre à Hanoï.

F. D.

□ TAIWAN : abrogation des lois sur la « sédition ». — Le président Lee Teng-hui a abrogé, mercredi 22 mai, les lois sur la « sédition ». Adoptées en 1949 après la victoire des communistes sur le continent, elles avaient permis au parti nationaliste Kuomintang (KMT) de museler toute dissidence. Cette décision intervient alors que se poursuivent des protestations érudites contre l'arrestation de quatre partisans de l'indépendance de Taiwan. — (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde



Ph. P.

L'échec d'une solution dynastique

NEW-DELHI

de notre correspondant

« Bénazir » (Bhutto), « Cory » (Aquino), Sonia Gandhi ? Parce que les veuves et les orphelins peuvent parfois recueillir et faire fructifier un héritage politique ? Rien dans la vie et la personnalité de Mme Sonia Gandhi ne justifiait ce choix terrible qui a voulu faire d'elle la dépositaire de la flamme de la dynastie des Nehru-Gandhi.

Rien, et surtout pas le caractère de cette femme, qui a toujours été les projecteurs de l'actualité mais qui sait aussi faire face à l'adversité : lorsque, mercredi, la foule se pressait devant la dépouille mortelle de son mari, « Sonia » a tenu bon, contenant son émotion. Ainsi, en 1987, alors qu'une controverse publique l'avait opposée au ministre de l'information de l'époque, un familier de la famille avait eu ce mot : « Si elle était vraiment en colère, c'est la première fois que ses nerfs d'acier l'auraient trahie en public ».

Sonia Maino, fille d'un petit industriel de Turin, ville où elle est née le 9 décembre 1947, prit la nationalité indienne en 1983, sans doute en réaction au (mauvais) procès qui lui fut fait de représenter un risque pour la sécurité de l'Inde et la « famille régnante » des Gandhi, « l'italienne » Gegeons que, si elle avait accepté l'offre qui lui

était faite, l'accusation aurait, de nouveau, fait florès dans l'Inde « profonde », relayée par le BJP, la formation hindouiste pour qui « Sonia » a le double tort d'être « étrangère » et chrétienne pratiquante.

« Frères et sœurs, si vous voulez que notre travail continue, votez pour mon mari ! » : lors des élections de 1984, 1989 et 1991, elle s'est appliquée à répandre la bonne parole dans les campagnes de l'Uttar-Pradesh et les rues d'Amethi, la circonscription familiale, puis qu'elle fut celle d'Indira, de son fils Sanjay, avant d'être l'enjeu d'une dispute familiale entre Rajiv et sa belle-sœur Maneka, veuve de Sanjay.

La confiance d'Indira

Fuyant les journalistes, préférant les visites à domicile aux réunions électorales, refusant de s'exprimer sur la plupart des sujets, mais surtout sur la politique, « Sonia » apparaît comme l'archétype de l'épouse indienne modeste, qui se tient à sa place de peur de porter ombrage à celui dont elle a tout fait pour empêcher l'engagement en politique. Cette « jeune femme directe et intelligente », comme la décrivait son mari, s'est moulée à sa patrie d'adoption. Elle a appris parfaitement l'hindi, adopté définitivement le

sari et son front s'orne du tilak traditionnel, cet oeil de la connaissance.

Dans les villages poussiéreux qu'elle parcourt avec sa fille Priyanka — Rahul, son fils, a, dit-on, la « tête » moins politique, — elle recherche le contact, se laisse entourer le cou de guirlandes de fleurs : elle est « la belle-fille d'Amethi ». La transformation s'est faite tout de suite après son mariage, en 1988, avec Rajiv. La rencontre avait eu lieu à Cambridge, quatre ans plus tôt. Elle étudiait l'anglais avec l'idée de devenir interprète. Très vite, elle eut la confiance puis l'affection d'Indira, à la différence de sa belle-sœur Maneka, pourtant mariée au fils préféré de la « Dame de fer » de l'Inde, Sanjay.

Plus tard, elle restera de marbre lorsque la rumeur de Delhi la mettra en cause dans cette fameuse Italian Connection, un réseau d'intérêts qui aurait profité à des firmes italiennes, au premier rang desquelles Snam Progetti, représentée en Inde par un grand ami de la famille. Rien ne sera jamais prouvé, mais la polémique a conduit « Sonia » à se murir un peu plus dans son silence. Un silence dont elle n'avait pas a priori de raisons de sortir. Rajiv disait d'elle : « Elle n'a aucune ambition politique et ne participera à aucune élection. » Il n'avait pas tort.

L. Z.

JAPON

Tokyo aurait accordé une aide à un camp de travail chinois produisant pour l'exportation

TOKYO

de notre correspondant

Le gouvernement japonais enquête actuellement sur un rapport selon lequel une aide versée à la Chine aurait servi à la modernisation d'un camp de travail où sont fabriqués des produits destinés à l'exportation. Ce texte a été présenté en avril par une organisation américaine de défense des droits de l'homme, Asia Watch. Le ministère des affaires étrangères a demandé des explications au

Fonds de coopération avec l'outre-mer, organisme gouvernemental qui gère l'aide japonaise.

Selon Asia Watch, une fabrique de vêtements de Nantong, dans la province du Jiangsu, serait en fait un camp de travail exportant ses produits depuis 1983. En 1988, les Japonais avaient fourni des prêts à faible taux d'intérêt pour la modernisation de cet établissement, situé au demeurant dans une région où ils ont laissé quelques sinistres souvenirs (sac de Nankin, 1937).

Compte tenu de la détérioration du climat entre les États-Unis et la Chine, due en partie aux allégations selon lesquelles une partie des exportations chinoises serait fabriquées par des prisonniers, Tokyo souhaite éclaircir au plus tôt cette affaire. D'autant que Pékin vient de lui demander une nouvelle fois le versement des 700 milliards de yens d'aide gouvernementale, suspendu à la suite de la répression du printemps 1989.

Ph. P.



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 842 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 68.

SAMEDI 25 MAI

S. 5 et 6 - IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES ET SCULPTURES dont Arp - Balbus - Fajus - Lager - Mailhot - Miro - Signac - Utrillo - Van Dongen. - M. LOUDMER.

LUNDI 27 MAI

S. 1 et 7 - 14 h 15 ART ISLAMIQUE. Tableaux orientalistes. Arts russe et arménien. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Lucien Arsache, expert.
S. 4 - Tableaux modernes. - M. MILLON, ROBERT, M. Bellier, expert.
S. 8 - Aquarelles, dessins, livres anciens et modernes. - M. ROGEON.
S. 9 - Succession X... Gravures, tableaux, bibelots, céramiques, mobilier ancien et de style. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 10 - Succession X... Meubles et objets d'art. - M. LANGLADE.
S. 15 - Dessins, tableaux anciens et modernes. Objets d'art, mobilier ancien. ARCOLE (M. OGER, DUMONT).

MARDI 28 MAI

S. 1 et 7 - Suite de la vente du 27 mai. - M. ADER, PICARD, TAJAN.
S. 5 - Livres, dentelles, meubles. - M. BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

MERCREDI 29 MAI

S. 3 - Saisie en douane. Bijoux, pierres précieuses. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 4 - Tab. bib. mob. - M. LANGLADE.
S. 8 - Archéologie. PARIS AUCTION. - (M. de CAGNY).
S. 9 - Tableaux modernes. - M. LOUDMER.
S. 11 - Tableaux, bibelots, meubles. - M. BOISGIRARD.
S. 14 - 14 h 15 Linge, dentelles, poupées, éventails, jouets. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Daniel, expert. Catalogue : veuillez contacter le poste 469.
S. 15 - Livres, dessins, gravures, tableaux. Objets d'art et d'ameublement. - M. DELORME.

JEUDI 30 MAI

S. 2 - Bibliothèque du colonel Daniel Sicklès (8^e partie). - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. Suite de la vente le 31 mai.
S. 5 - 14 h 15 Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Dille, M. Finck de Villaine. Catalogue : veuillez contacter le poste 469.

VENREDI 31 MAI

S. 1 et 7 - Importants tableaux anciens. Bijoux, argenterie. Meubles et objets d'art. - M. LENORMAND, DAVEN.
S. 4 - Tableaux, bibelots, meubles. - M. CHAMBEILLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.
S. 9 - Importante vente de photographies modernes et contemporaines. - M. BINOCHÉ, GODEAU, M. Pierre Reimer, expert.
S. 10 - Tableaux. Bibelots. Art nouveau. Meubles anciens et de style. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 12 - Tableaux, bibelots, meubles. - M. LOUDMER.



DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

JEUDI 30 MAI à 21 H

ART ABSTRAIT ET CONTEMPORAIN
dont une partie de la collection privée
de M. Jean-Pierre RAYNAUD
M. BRIEST, commissaire-priseur
(Expo le 29-5 11/23 h et le 30-5 11/18 h).

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-81.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009) 42-46-61-16.
LENORMAND, DAVEN, 12, rue Hippolyte-Labaz (75009), 48-00-99-44.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION : DE CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, ROZANK-COUTURIER, 23, rue Le Pelletier (75009), 42-47-03-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

« VOUS AIMEZ LA POÉSIE LA POÉSIE VOUS AIME »

Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter
Si vous partagez la même passion
Venez nous rejoindre, nous vous attendons

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE/MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weckerla, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS

Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE ET DE LA FRANCE

Indispensable pour actualiser ses connaissances
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DIPLOMATIE

La visite en France du président de la République d'Arménie

M. Ter Petrossian souhaite une coopération économique directe entre Paris et Erevan

Le président du Soviet suprême d'Arménie, M. Levon Ter Petrossian, en visite à Paris, a été reçu mercredi 22 mai par MM. Mitterrand et Dumas. Il a estimé à l'issue de ces entretiens que l'Occident, qui soutient M. Gorbatchev, « doit considérer qu'en URSS il y a d'autres forces politiques, ce sont les Républiques ». M. Ter Petrossian, qui devait rencontrer jeudi MM. Fabius, Mauroy et Chirac, a aussi souhaité voir s'établir une coopération économique entre la France et l'Arménie. Sa visite avait été organisée avant l'intervention de l'armée soviétique en Arménie, ordonnée par M. Gorbatchev au moment même où il recevait M. Mitterrand à Moscou, le 6 mai. La coïncidence de ces deux événements a suscité l'attention de la communauté arménienne de France.

Parce que la gauche bénéficie, historiquement, d'un préjugé favorable dans la communauté arménienne, le fait que M. Mitterrand ait exprimé un soutien sans réserve à la politique de M. Gorbatchev, alors que celui-ci faisait intervenir la police et l'armée soviétiques contre les villages arméniens exposés aux agressions de leurs voisins d'Azerbaïdjan, a été douloureusement ressenti dans cette communauté.

Le 8 mai une manifestation organisée devant l'ambassade soviétique, à Paris, par le parti Dachnag, dominé dans la diaspora arménienne et affilié à l'Internationale socialiste, avait été l'occasion d'ajouter aux slogans dirigés contre le président sovié-

que une protestation contre l'attitude de M. Mitterrand. Trois jours plus tard, une autre manifestation, dont le Dachnag, avait finalement refusé de prendre la responsabilité, s'était portée vers l'Elysée, afin d'exprimer la colère des Arméniens contre le silence des autorités françaises : que devenaient la défense des droits de l'homme et le « droit d'ingérence », prétendument consacré par l'aide apportée aux Kurdes ?

Ainsi mis en cause dans leurs positions de principe autant que dans leurs intérêts électoraux, les socialistes se sont employés à convaincre les Arméniens qu'ils restaient solidaires de leur cause. Le 13 mai, par la voix de son responsable des relations internationales, M. Pierre Guindon, le PS a condamné l'intervention des troupes soviétiques. Le surlendemain, devant le conseil des ministres, M. Roland Dumas a qualifié d'« extrêmement grave » la situation en Arménie et a annoncé que la France demanderait des éclaircissements aux autorités soviétiques sur leur comportement.

« Double revirement »

« Ces gestes et, surtout, la réception de M. Ter Petrossian à Paris ont apaisé l'émotion soulevée par la visite de M. Mitterrand à Moscou », estime M. Arpiq Missakian, directrice d'Haratch (« En avant »), le véritable quotidien arménien de Paris. Pour autant, les interrogations sur l'appui que la cause arménienne peut espérer de la France n'ont pas disparu.

M. Henri Papazian, l'un des dirigeants du Dachnag, dénonce une « double revirement » de M. Mitterrand, qui, en 1984, avait été le premier chef d'Etat occidental à déclarer que le génocide dont les Arméniens avaient été victimes en Turquie, en 1915, devait être

reconnu par la communauté internationale et par le gouvernement turc. Aujourd'hui, juge M. Papazian, « la politique de la Turquie vis-à-vis de la Turquie est bienveillante, à la mesure d'un marché prometteur... », et le soutien à M. Gorbatchev s'accompagne d'un certain oubli des droits de l'homme.

M. Jean Krikorian, l'un des responsables de la communauté lyonnaise les plus proches du PS - il faisait partie de la municipalité de Charles Henru à Villeurbanne - cite, comme M. Papazian, des déclarations faites en décembre dernier, en Turquie, par l'ambassadeur de France, M. Eric Rouleau, minimisant l'importance des positions prises par les élus socialistes, dans le passé, sur la question arménienne.

La communauté arménienne est parcourue aussi de débats sur l'avenir de la République soviétique. Le Dachnag, qui revendique quarante élus à l'Assemblée nationale d'Erevan, mais n'en compte officiellement que quatre, reproche à M. Ter Petrossian et à ses amis, issus du mouvement de défense du Haut-Karabakh, d'envisager une entente politique et économique avec la Turquie.

Pour les dirigeants du parti historiquement dépositaire de la revendication arménienne - le Dachnag, ou Fédération révolutionnaire arménienne, avait dirigé une épître républicaine indépendante au lendemain de la guerre de 1914-1918 - l'avenir de l'Arménie ne peut se situer que dans des relations renforcées avec la diaspora et les pays occidentaux. Les partisans, en France, du Mouvement national arménien, qui organisent le séjour à Paris de M. Ter Petrossian, soutiennent, au contraire, la politique de ce dernier et accusent le Dachnag de « surenchère nationaliste ».

PATRICK JARREAU.

Le voyage de M. Joxe à Ankara

La France négocie la vente de deux cents hélicoptères à la Turquie

Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, devait passer la journée du jeudi 23 mai à Ankara pour y être reçu par le premier ministre, son homologue turc de la défense et par le ministre d'Etat chargé de la coordination de l'aide aux réfugiés irakiens. M. Joxe n'a pas prévu de se rendre dans la zone trouble turco-irakienne. Ce sont M. Jacques Mellick, le nouveau secrétaire d'Etat à la défense, et l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, qui devaient aller inspecter le dispositif français environné de deux mille hommes - au sein de l'opération humanitaire Provide Comfort de secours aux réfugiés kurdes.

Les deux pays ont entamé des discussions pour la fourniture de deux cents hélicoptères à l'armée turque, qui fait partie de l'OTAN.

Face à des propositions américaines qui ont été avancées par l'intermédiaire du général Alexander Haig, l'ancien secrétaire d'Etat et l'ancien « patron » des forces de l'OTAN, le groupe français d'hélicoptères Super-Puma, éliminant des offres américaines et britanniques, la Turquie a déjà commandé (le Monde du 28 août 1990) à un consortium européen conduit par l'Aérospatiale un système de télécommunications par satellite qui devrait être opérationnel en 1992 et qui est estimé à quelque 2 milliards de francs.

La conclusion de ce précédent accord donne à croire à certains experts que la Turquie pourrait choisir d'équilibrer ses contrats en préférant cette fois-ci l'option américaine.

La nouvelle force de « réaction rapide » de l'OTAN comprendrait quatre divisions

Des responsables de l'OTAN ont donné, mardi 21 mai, de nouvelles précisions sur la force de « réaction rapide » que le commandement suprême allié en Europe veut créer et qui doit être soumise, mardi 28 et mercredi 29 mai, à Bruxelles, à l'approbation des ministres de la défense de l'alliance atlantique, à l'exception de la France (le Monde du 15 avril).

Cette force, capable d'intervenir en cas de crise sur l'ensemble du théâtre des opérations de l'OTAN, depuis l'Arctique jusqu'à la Méditerranée, sera essentiellement constituée d'un corps d'armée fourni par différents pays européens et appuyé par l'aviation américaine. Selon les responsables de l'OTAN, le corps d'armée multinational devrait comprendre entre 60 000 et 70 000 hommes, soit la valeur de quatre divisions, et son appui aérien mobiliserait de l'ordre d'une centaine d'avions de

combat. Le PC de cette force de « réaction rapide » sera en Allemagne et, comme on l'avait laissé entendre, un général britannique sera placé à sa tête.

En cas de crise, l'OTAN dépêcherait d'abord une force de 5 000 hommes, soit la brigade qui constitue la force mobile allée (FMA) créée après l'édification du mur de Berlin en 1961 et expédiée en Turquie pendant la guerre du Golfe. Dans un deuxième temps, le corps d'armée formant la force de « réaction rapide » interviendrait en cas d'escalade de la crise, sans que l'on sache encore très bien s'il devrait opérer sous commandement de l'OTAN, dans la zone géographique couverte par le traité de l'Atlantique nord, ou sous celui de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), dans des territoires extérieurs à cette région mais impliquant les Européens.

La Ligue des droits de l'homme et Amnesty International hostiles à la ratification de la convention de Schengen

La Ligue des droits de l'homme a déclaré, mardi 21 mai, aux parlementaires qu'elle compte parmi ses membres de ne pas accepter la ratification de l'accord de Schengen, qui lui paraît « contraire à la Constitution, à la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes ainsi qu'à la Convention européenne des droits de l'homme ».

Le débat de ratification de la convention de Schengen, reporté par le nouveau gouvernement (le Monde du 23 mai), était initialement prévu pour le jeudi 23 mai à l'Assemblée nationale. Trois jours plus tôt, lors d'un congrès à Ljubljana, la section française d'Amnesty International avait adopté une résolution demandant aux parlementaires de ne pas adopter le projet de loi autorisant la ratification « tant que le gouvernement français n'aura pas garanti et démontré explicitement et publiquement que les dispositions (de la convention) n'entraîneront pas l'accès à la procédure de détermination du statut de réfugié ».

■ ALBANIE : rétablissement des relations diplomatiques avec Londres. La Grande-Bretagne a accepté le principe du rétablissement des relations diplomatiques avec Tirana, a annoncé mercredi 22 mai le Foreign Office. Ces relations avaient été rompues en 1946, après la destruction de deux des navires britanniques par des mines au large des côtes albanaises. (Reuters, AFP)

■ Le Liechtenstein, septième membre de l'AELC. Le prince-président, associé à l'AELC par son accord de libre-échange (AELC), qui regroupe l'Autriche, la Suisse, la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande. Le Liechtenstein était jusqu'à présent associé à l'AELC par son union douanière avec la Suisse, sans avoir un droit de vote. (AFP)

■ ALLEMAGNE : Erich Mielke inculpé d'incitation au meurtre. L'ancien ministre de la sécurité d'Etat (Stasi) est-allemand, Erich Mielke, quatre-vingt-trois ans, a été à son tour inculpé d'incitation au meurtre pour avoir donné l'ordre de tirer sur les fuyants est-allemands qui tentaient de franchir le mur de Berlin ou le rideau de fer. (AFP)

EUROPE

URSS

M. Gorbatchev réclame à l'Occident une aide de 100 milliards de dollars

C'est, en quelque sorte, l'officialisation des démarches récemment effectuées en coulisses auprès des dirigeants occidentaux par certains de ses conseillers : le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a déclaré mercredi 22 mai qu'il souhaitait faire entendre sa voix au sommet des sept pays industrialisés, le « G 7 », prévu à Londres en juillet, afin d'y demander une aide économique pour l'URSS. M. Gorbatchev a fixé le montant de l'aide souhaitée à 100 milliards de dollars, assurant que l'Occident en bénéficierait autant que l'Union soviétique.

« Le jeu en vaudra la chandelle »

« Il faut réellement que l'Union soviétique exprime son point de vue et ses préoccupations à l'une des séances du G 7 », a dit le numéro un soviétique au cours d'une conférence de presse tenue conjointement avec le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, en visite à Moscou. Je suis convaincu que les peuples de ces pays [occidentaux] ont autant

besoin de la perestroïka que nous, d'autant plus que l'URSS est un des piliers du monde d'aujourd'hui. Si ce pilier disparaît, il faut en évaluer les conséquences ».

A un journaliste qui lui demandait ce qu'il attendait de ce sommet, M. Gorbatchev a répondu : « Si l'on trouve ensemble 100 milliards de dollars pour résoudre la crise et la question de la coopération avec l'URSS afin de faire réussir la perestroïka, afin de permettre au pays, à travers de profondes réformes, de s'ouvrir à l'intérieur et au monde à l'extérieur, alors le jeu en vaudra la chandelle ». La dette extérieure soviétique s'élève actuellement à quelque 60 milliards de dollars, et le FMI estime à 20 à 30 milliards de dollars les besoins immédiats de l'URSS pour faire face à ses importations et à ses arriérés de dettes. L'estimation des besoins soviétiques faite par M. Gorbatchev est - de loin - la plus importante qui ait jamais été faite. Elle risque fort de n'être pas entendue, n'étant assortie d'aucune garantie, alors que les pays industrialisés ne

déagent pas eux-mêmes une épargne suffisante pour financer leurs investissements.

Est-ce pour éviter d'avoir à opposer un refus à M. Gorbatchev ? Toujours est-il qu'un haut responsable allemand a déclaré qu'il semblait improbable que le président soviétique soit invité au sommet de Londres. M. Gorbatchev, de son côté, a reconnu qu'il n'avait pas reçu d'invitation pour le G 7, auquel participent les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Allemagne, le Canada, l'Italie et la France, mais, a-t-il dit, « je suis optimiste sur cette question ». « Je suis sûr que je trouverai le moyen de dire ce que j'ai à dire », a-t-il ajouté en souriant, au cas où cette invitation ne se concrétiserait pas.

Par ailleurs, au sujet du sommet soviéto-américain à venir, M. Gorbatchev a indiqué que son entretien téléphonique avec le président George Bush, au début de ce mois, lui avait confirmé qu'il « existe, tant du côté soviétique qu'américain, le souhait d'une rencontre ». Toutefois, a-t-il ajouté, « la date n'en a pas encore été fixée ».

POLOGNE

La journée nationale de protestation de Solidarité a été diversement suivie

Pour la première fois depuis la chute du régime communiste en 1989, Solidarité a organisé, mercredi 22 mai, une journée nationale de protestation contre la politique d'austérité du gouvernement formé par M. Lech Wałęsa, l'ancien dirigeant historique du syndicat. Le mouvement a été diversement suivi. Des arrêts de travail de quinze minutes à deux heures ont certes été observés par les mineurs dans une quarantaine de puits de Haute-Silésie, ainsi que dans plusieurs centres industriels du pays, à Nowa Huta, à Wrocław, Poznań, Szczecin et Bydgoszcz.

La journée a également été marquée par une manifestation de 7 000 personnes, selon les organisateurs, à Varsovie, paralysée pour la deuxième journée consécutive par une grève des transports publics. Néanmoins, la mobilisation n'a pas été aussi importante que l'espérait Solidarité.

« C'est un succès, à tout le moins déclaré à Gdansk le président du syndicat, M. Marian Krzaklewski. Des actions de protestation ont été suivies par 80 % des comités d'entreprise de Solidarité », qui compte 2,7 millions de membres. En dépit du mécontentement grandissant provoqué par la politique de rigueur du gouvernement, M. Krzaklewski avait précisé mardi que cette journée « n'est pas dirigée contre le gouvernement, mais contre ses erreurs dans la politique économique ». (AFP, Reuters)

IRLANDE DU NORD

Feu vert pour une nouvelle phase de négociations sur l'avenir de la province

Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a annoncé, mercredi 22 mai, à Belfast qu'il avait obtenu l'accord de tous les participants aux pourparlers quant aux lieux où se tiendront la deuxième phase des discussions. Celle-ci aura lieu à Londres, puis au palais de Stormont à Belfast et enfin à Dublin. Le lieu des discussions pour la partie devant se dérouler en Irlande du Nord était un point essentiel de désaccord entre les participants. Un autre obstacle n'est cependant toujours pas résolu : celui de la présidence de cette deuxième phase.

Les pourparlers qui auraient dû débuter le 30 avril dernier, achoppèrent sur ces deux difficultés. Les dirigeants unionistes exigèrent des garanties du gouvernement britannique sur le lieu des négociations en Irlande du Nord ainsi que sur l'identité, le rôle et les pouvoirs de la personnalité indépendante chargée de les présider.

Le principal parti nationaliste de la province, le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP), refusait de reprendre les négociations avec M. Brooke tant que les unionistes protestants n'auraient pas renoncé aux « préconditions » qu'ils imposaient à l'ouverture des pourparlers. (AFP)

Les députés russes ont adopté le principe du régime présidentiel dans leur République

Le Congrès des députés de Russie, la plus haute instance législative de la République, a adopté mercredi 22 mai le projet de loi instaurant un régime présidentiel dans la Fédération russe.

Le texte doit encore être approuvé article par article, mais il a été adopté « dans son ensemble » par 690 voix pour, 121 contre et 37 abstentions. Comme une majorité des deux tiers est requise pour les amendements constitutionnels, cette écrasante majorité a dissipé les craintes de voir les députés conservateurs s'opposer à l'adoption de cette réforme, qui donne désormais à M. Boris Eltsine toutes les raisons d'espérer devenir, le 12 juin, le premier président de Russie élu directement.

Le chef du PC de Russie, le très conservateur Ivan Polozkov, a condamné ce vote. La très large majorité recueillie, a-t-il dit, reflète l'« apathie générale ». « Les gens sont las de tout. Ils sont prêts à voter n'importe quel projet pour avoir la chance d'un peu de stabilité ». Le

Congrès a d'autre part entériné, dans une atmosphère de campagne électorale, six candidatures à l'élection du 12 juin : M. Eltsine, l'ancien premier ministre Nikolaï Rykov, l'ancien ministre de l'Intérieur (devenu député membre du conseil de sécurité) Vadim Bakatine, le général ultra-conservateur Makachov, un député de Sibérie, M. Alman-Guedy Touliev, et le président du Parti libéral-démocrate, M. Vladimir Jirinovski.

Ces trois derniers candidats ont réclamé le report de l'élection à l'automne. « Le 12 juin, ce ne seront pas de vraies élections libres », ont-ils affirmé, estimant que les chances des candidats sont inégales car « les électeurs n'ont pas le temps de nous connaître ». (AFP, Reuters, AP)

■ Biélorussie : reprise des grèves. Des milliers d'ouvriers ont repris la grève mercredi 22 mai en Biélorussie pour protester contre l'absence de réponse du Parlement de Minsk aux revendications des comités de grève. (AFP)

La poudrière yougoslave

Suite de la première page

« Avant 1914, les Balkans étaient une reproduction à échelle réduite des divisions de l'Europe », écrit Henry Bogdan, dans son Histoire des pays de l'Est (1). Les rivalités entre grandes puissances y entretenaient des foyers de tension qui régulièrement débouchaient sur des guerres fratricides. Les décomptes successifs depuis le dix-neuvième siècle, qui devaient aboutir à la création de l'« Union des Slaves du Sud », le 1^{er} décembre 1918, laquelle prit le nom de Yougoslavie dans la Constitution de 1931, puis à la Fédération de l'après-seconde guerre mondiale, ont toujours laissé entre les nationalités - et il ne pouvait guère en être autrement - des « zones grises » grosses de conflits futurs.

Si les rivalités entre les grandes puissances avant et après la guerre de 1914-1918 avaient été l'origine ou l'accentuateur des affrontements dans les Balkans, paradoxalement la tension Est-Ouest avait en pendant quarante ans un effet stabilisateur sur la Yougoslavie. La mise en cause, par un des deux camps, de ce pays socialiste qui avait rompu avec l'URSS avait été considérée par l'autre comme une tentative de rompre l'équilibre de la guerre froide.

Réalisme politique et droit des peuples

Dans une Europe où les règles du jeu imposées par le face-à-face des deux blocs ont désormais volé en éclats, la Yougoslavie, privée de la double tutelle tacite des Occidentaux et de l'URSS, a perdu sa spécificité : le réveil des nationalités, suite de l'effondrement général du système socialiste, lui a fait retrouver ses démons d'autan, sans que les relations Est-Ouest en soient profondément troublées.

Certes, l'Europe n'est plus dans la situation de 1914 où un attentat perpétré à Sarajevo pouvait mettre

le feu aux poudres. Mais les Européens auraient tort de se désintéresser de ce qui se passe dans ces Balkans du Sud. L'évolution de la Yougoslavie peut avoir des conséquences en chaîne sur tous les pays voisins, en Grèce, Albanie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, à cause des mélanges de populations, en Autriche vers qui se tournent les Slováques et les Croates, et même en Italie qui craint d'avoir à faire face à un flot de réfugiés.

Le ministre des affaires étrangères autrichien, M. Alois Mock, s'est vu reprocher une « ingérence dans les affaires intérieures yougoslaves » par les médias serbes parce qu'il a suggéré la création d'un « conseil européen des sages » chargé d'une médiation dans la recherche d'un compromis constitutionnel. Mais les tenants du maintien de l'Etat yougoslave ne peuvent pas en même temps vouloir s'arrêter à l'Europe occidentale et refuser que celle-ci s'intéresse à ce qui se passe à sa porte.

Faute de pouvoir proposer une improbable solution, les démocraties occidentales pourraient au moins dire ce qui leur paraît inacceptable, par exemple l'instauration d'un régime militaire à Belgrade, qui mettrait un terme aux expériences pluralistes dans certaines Républiques et consacrerait la prééminence de la Serbie. La stabilité de la région est certainement souhaitable. Reste à savoir si celle-ci est liée à une consolidation du statu quo dont la précarité est évidente, ou si elle passe par l'établissement de nouveaux rapports entre les Républiques.

Comment concilier réalisme politique et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Pour l'Europe en gestation, la Yougoslavie est un cas d'école.

DANIEL VERNET

(1) Ed. Perrin, 1990, 622 p., 140 F.

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole

150 F

مكتبة الطفل

EUROPE

ESPAGNE : le scrutin du 26 mai

Les élections municipales devraient confirmer la stabilité de l'électorat

Les Espagnols se rendront aux urnes, dimanche 26 mai, afin d'élire, pour la quatrième fois depuis le retour de la démocratie, leurs responsables municipaux, ainsi que, dans treize des dix-sept « communautés autonomes », leur gouvernement régional.

MADRID

de notre correspondant

Si l'on en croit les sondages, cette consultation devrait avant tout confirmer l'étonnante stabilité dont l'électorat fait preuve depuis maintenant une décennie. Tout porte donc à croire que le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) arrivera à nouveau en tête, laissant nettement derrière lui la formation conservatrice PP (Parti populaire) et, beaucoup plus loin encore, les communistes de la coalition Gauche unie et les centristes du CDS (Centre démocratique et social).

Si tout bouleversement semble donc à première vue exclu, ces élections n'en pourraient pas moins renforcer certains glissements électoraux qui se sont déjà manifestés lors des dernières consultations. Ainsi, si le PSOE maintient et même renforce sa suprématie dans l'Espagne profonde, il n'en connaît pas moins une lente usure du pouvoir dans les grandes villes, qui pourrait être

particulièrement sensible dans le cadre d'une consultation de type municipal. Tout porte à croire, à cet égard, que l'ère des majorités absolues est désormais révolue en milieu urbain, et que l'heure est aujourd'hui, plus que par le passé, aux alliances.

Conscients de cette situation, les socialistes tentent, durant la campagne, d'éviter les grands débats de politique générale. Ils préfèrent se concentrer sur les problèmes ponctuels qui, selon les sondages, préoccupent avant tout les électeurs des grandes villes : les difficultés d'accès au logement après le « boom » immobilier de ces dernières années, la drogue et ses conséquences sur la délinquance, la détérioration des services publics. Le PSOE a apparemment su faire taire les fâcheuses divergences qui, en début de campagne, avaient publiquement opposé l'équipe économique du gouvernement et les responsables de l'appareil du parti, notamment au sujet d'une offre électorale de financement de logements.

Le PP, en revanche, tente de transformer ces élections en une consultation de caractère national. Son jeune leader, M. José María Aznar se doit de prouver qu'il a désormais acquis une stature de « présidentiable », et qu'il est à même de réduire cet écart - d'environ 15 % des voix - qui sépare inamoviblement son parti des socialistes. Non sans excès d'optimisme, les dirigeants du PP pré-

sentent dans leur campagne le PSOE comme un parti divisé et en bout de course, que seules les prétendues du pouvoir, désormais, maintiendraient uni.

Les petits partis en hausse

Quant aux petits partis, la fin des majorités absolues ne peut que renforcer leur position. C'est le cas, notamment, de la Gauche unie, dont les sondages prédisent la hausse, et qui fait monter les enchères en prévision d'une possible manœuvre d'approche des socialistes après la consultation. Les communistes, qui avaient encore sévèrement critiqué le gouvernement à propos de la guerre du Golfe, rappellent que tout pacte entre formations de gauche supposera un accord préalable, qui n'a pas sans mal, en matière de programme.

Le CDS de l'ancien président Adolfo Suárez, de son côté, est dans une situation paradoxale. Il risque de voir s'accroître encore, le 26 mai, son continu déclin, conséquence de ses va-et-vient idéologiques. Mais il n'en aspire pas moins à être en mesure de faire pencher la balance entre les deux « grands » en fonction de sa politique d'alliances.

Après les pactes qu'il avait conclus il y a deux ans à peine, au niveau régional, avec le PP, le CDS a renversé cette fois la vapeur et ne parle plus désormais que de possi-

bles « pactes progressistes », c'est-à-dire avec les socialistes. Privé ainsi d'appuis potentiels vers le centre, le PP conserve toutefois la possibilité de s'allier avec les formations régionalistes, généralement de caractère conservateur, qui détiennent la clef de la majorité dans plusieurs municipalités importantes.

THIERRY MALINIAK

EN BREF

o BELGIQUE : mouvement de grève à la Radiotélévision francophone. - Les journalistes de la Radio-télévision belge francophone (RTBF) ont observé, mardi 21 mai, une consigne de grève, pour protester contre « la dérive dans la volonté des autorités de maintenir les objectifs culturels du service public ». - (Corresp.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet avis paraît à titre d'information

(24 mai 1991)

POLE D'INTERMEDIATION DU GAN ET DU CIC

EIFB
EUROPEENNE D'INTERMEDIATION FINANCIERE ET BOURSIERE
société de bourse
(Paris, Lille, Nancy)

LIAUD COURTAGE
agent des marchés interbancaires
(Paris)

SECURITE FUTURES
adhérent Matif
(Paris)

BLC GESTION DE PATRIMOINES
société de gestion de portefeuille
(Paris)

DUBLY-MOTTE
maison de titres
(Lille)

JACQUES DOUILHET
maison de titres
(Nancy)

Européenne d'Intermédiation Financière et Boursière (EIFB), société de bourse, 10 boulevard Haussmann - 75009 PARIS

Samedi 25 mai à 9h30
LOUIS MERMAZ
et
PRIORITES AUJOURD'HUI

vous invitent
à débattre sur le thème :

Quelle priorité pour la France

à partir de 9h30 :

autour de
Yves Lacoste
professeur de géographie à l'université Paris VIII
Philippe Marchand
ministre de l'intérieur
Marcelle Padovani
écrivain-journaliste

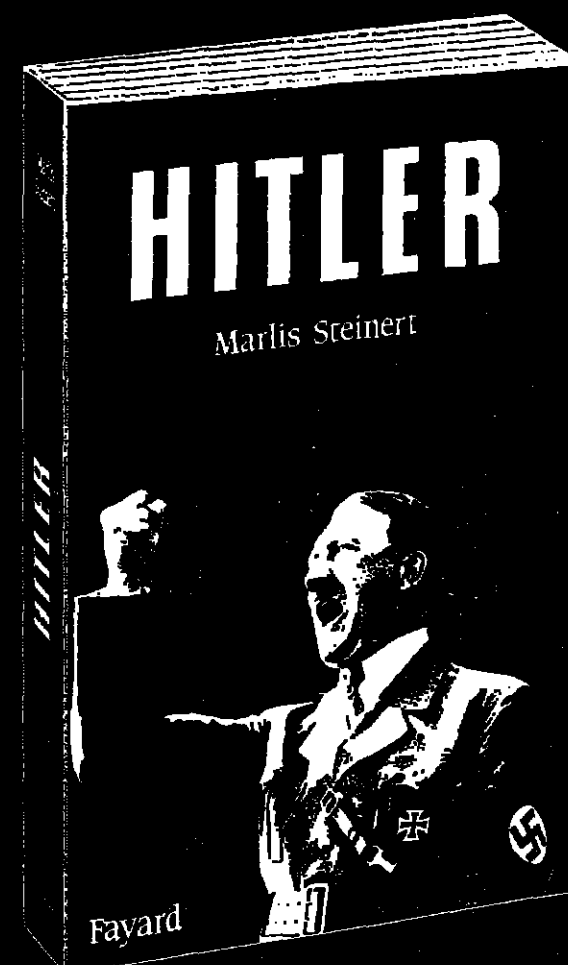
à partir de 14h30 :

Louis Mexandeau
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants
Erik Orsenna
écrivain - Prix Goncourt 1988
Alain Bizot
Président de Crédit Lyonnais Investissement
Jean-François Troglie
Secrétaire national de la CFTD

Les débats se tiendront à la Sorbonne
Amphithéâtre Richelieu - 17, rue de la Sorbonne
75005 Paris - métro : Odéon/Luxembourg.
Renseignements : 40 63 83 32

L'HERMÈS Editeur (1) 46 34 05 25
nouveau pour B.T.S.
manuel de gestion
A. Brigand et J. Obadia
Diffusion: MEDILIS S.A. 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

HITLER
de l'enfance au bunker
Une biographie-événement et monument...
Pour la première fois voici un travail de référence
sur le Führer directement écrit en français.



L'histoire d'un dictateur mégalomane qui, écrasé par les forces gigantesques d'une coalition universelle, crut jusqu'au dernier moment, contre toute réalité, qu'il allait gagner la guerre.

L'Événement du Jeudi

Au-delà du chef de guerre, de l'ordonnateur de terribles tragédies, Marlis Steinert, l'une des très grandes spécialistes des fascismes, de l'Allemagne nazie... pose les raisons de son antisémitisme furieux. Et surtout de ce sentiment d'élection qui l'habite.

Françoise Ducout, Elle

FAYARD

POLITIQUE

La déclaration de politique générale

Figures imposées

Le premier ministre n'aime pas les figures imposées. Entrée précipitamment, mercredi 22 mai, peu après 16 heures, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, M^{me} Edith Cresson n'a pas seulement raté le banc du gouvernement, geste de la main, ses amis du groupe socialiste qui l'approuvaient, debout. Pendant les quelques cinquante minutes qu'a duré sa déclaration de politique générale, elle a aussi manqué l'épreuve sur laquelle beaucoup l'attendaient depuis sa nomination, une semaine auparavant. Quatre heures plus tard, pourtant, en venant bavarder avec les journalistes encore présents dans la salle des Quatre-Colonnes du Palais Bourbon, M^{me} Cresson avait le sourire : en ayant pris le soin de répondre par le menu aux interpellations des six orateurs inscrits dans le débat, simplement à partir de quelques notes griffonnées sur de petits bouts de papier, elle venait d'échapper l'impression fâcheuse laissée par son intervention de l'après-midi et de remporter, haut la main, l'épreuve des figures libres.

« Forcément, c'est un genre un peu académique, ce type de déclaration, ça fait toujours un peu catalogue, mais vous êtes obligés d'avoir un mot pour tout. Sinon, on vous reproche ensuite d'avoir oublié tel ou tel sujet », a-t-elle convenu. Il n'empêche : dans sa déclaration initiale, M^{me} Cresson avait oublié jusqu'au nom de son prédécesseur à l'hôtel Matignon. De rares propositions précises – le doublement du nombre d'ingénieurs d'ici à 1993, un projet de loi sur la sécurité intérieure – ont été présentées

dans le désordre, pour faire place à des invocations telles que « changer le travail », « prolonger la décentralisation », « consolider la cohésion sociale ». Au total, un discours touffu, confus, sans relief, sans souffle, sans la moindre trace d'humour et de sensibilité. Bref, tout le contraire de l'image donnée par le nouveau premier ministre lors de ses premières interventions à la télévision.

Attendue par cette assemblée très largement masculine, peut-être M^{me} Cresson était-elle trop émue. Dès la première phrase, elle commença en effet à être interrompue – grossièrement – par quelques députés de l'opposition. M. Michel Meylan, député UDF de Haute-Savoie, notamment, ce qui l'obligea, par la suite, à avoir la voix un peu trop haut perchée. Elle ne fut guère encouragée par les députés socialistes, et il lui fallut attendre la seconde partie de son discours pour voir et entendre l'ensemble de l'Assemblée l'applaudir, lorsqu'elle salua la mémoire de Rajiv Gandhi. Mais elle n'a pas affronté un hémicycle délibérément hostile.

Après M. Pierre Mauroy, qui, le premier, évoqua la continuité de l'action entreprise par les différents gouvernements socialistes et jugea « considérable » le bilan de celui de M. Michel Rocard, le premier orateur de l'opposition, M. Bernard Pons (RPR), prit soin au

contraire de ne pas attaquer directement le nouveau premier ministre. M. Edmond Alphandery, pour l'UDC, se contenta de juger que la récente nomination de M^{me} Cresson entretenait plusieurs ambiguïtés. La plus sévère, M. Charles Millon, président du groupe UDF, s'insurgea surtout contre le rôle de « directeur de campagne » et de « syndic de faillite du socialisme à la française » que le président de la République aurait décidé de confier au premier ministre. Au nom du Parti communiste, enfin, M. André Lajoinie se contenta d'énumérer les raisons pour lesquelles il serait « urgent de revenir à gauche ».

Dans sa réponse aux différents porte-parole des groupes, M^{me} Edith Cresson a d'ailleurs reconnu que « presque personne n'a contesté les objectifs de [sa] politique ». D'un ton redevenu enjoué, elle a alors conquis son auditoire en donnant elle-même la parole à M. Lajoinie, puis à M. Millon, sans passer, comme l'aurait voulu le règlement, par l'intermédiaire du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius. « A qui servirait le Parlement, s'il ne servait pas à parler, comme son nom l'indique ? », s'est-elle interrogée. Reprenant une à une les interventions précédentes, elle a jugé M. Pons « très dur », M. Lajoinie « plein de compétence », tandis que M. Millon se serait laissé

aller à « une certaine tendance à l'intolérance ». Comme on tentait, encore une fois, de l'interrompre sur les bancs de la droite, la « battante » s'est alors étonnée : « Mais vous n'allez pas pousser des cris, comme ça, toute la soirée ? »

En réponse aux trois représentants des groupes RPR, UDF et UDC, qui avaient réclamé des élections anticipées, le premier ministre a affirmé : « On ne joue pas avec les élections ». A propos de l'étroitesse de sa majorité, M^{me} Cresson a précisé : « Ne croyez pas que c'est simple de discuter avec le groupe socialiste. Mais une majorité absolue à l'Assemblée, ça limite un peu l'intérêt des débats [...]. Je n'ai pas d'intentions électorales. J'ai l'intention de travailler. Je compte faire beaucoup et je compte le faire avec toutes les bonnes volontés. »

Enfin, toujours à la bonne franquette, elle a souligné les vertus d'un équilibre de l'axe Paris-Bonn en prenant cette comparaison : « Il y a des couples, quand vous les voyez, vous vous dites que ça ne va pas chez eux. » Or, M^{me} Cresson ne souhaite pas qu'on puisse dire une pareille chose du couple franco-allemand. Il était alors un peu tard pour les journaux télévisés de 20 heures, mais en les houpillant, en les faisant rire, « elle » venait de les conquérir, « ses hommes » de l'Assemblée.

JEAN-LOUIS SAUX

« Je rechercherai avec vous les majorités les plus larges »

Voici le texte intégral de la déclaration de politique générale prononcée le mercredi après-midi 22 mai par le premier ministre à l'Assemblée nationale :

« Le gouvernement que monsieur le Président de la République m'a demandé de conduire se donne un objectif prioritaire : faire réussir la France dans l'Europe de 1993 et dans le monde de l'an 2000.

« Je ne pense pas qu'il y ait, pour l'ensemble des Français, de tâche plus exaltante. J'ai dit « pour l'ensemble des Français » : en effet, il y a peu de moments dans l'histoire où un événement majeur concerne ainsi tous les Français.

« Pour faire face à l'échec, je sais qu'il nous faut une forte cohésion sociale, lutter contre les inégalités et les exclusions, et d'abord contre le chômage.

« Le développement de l'emploi est notre combat commun. Moderne, pacifique, solidaire et fort, la France sera au premier rang de la construction européenne et participera avec l'Europe à l'équilibre du monde. C'est tous ensemble que nous devons préparer ces échéances décisives, c'est tous ensemble que nous devons adapter et renforcer notre économie.

« La situation économique est difficile. Le retournement de la conjoncture mondiale, dont la guerre du Golfe a mis en évidence les effets, conduit à un net ralentissement de la croissance, donc limite notre capacité à créer des emplois.

« On sait que l'économie française crée moins d'emplois que ses principaux partenaires, à croissance égale. Cette tendance heureusement, semble se corriger depuis trois ans. Mais, pour voir le chômage reculer, il nous faut créer chaque année au moins trois cent mille emplois, ce qui est impossible si le ralentissement de l'activité devait se poursuivre.

« En outre, les faiblesses structurelles sont illustrées par un déséquilibre de nos échanges industriels. Or la redistribution des revenus est évidemment plus difficile lorsqu'une part importante de notre croissance est affectée à payer notre déficit extérieur.

« Notre démographie, heureusement plus dynamique que celle d'autres pays européens, fait que la France est confrontée à un problème de chômage persistant, qui constitue un formidable gâchis économique.

« Gâchis social et humain surtout : le chômage explique une grande partie des maux de notre société.

« Il est la première cause d'inégalité. Il est à la base du mal-vivre de nombre de nos concitoyens, même si globalement notre société est prospère : les coups de colère de nos banlieues, le racisme, en sont la conséquence.

« Nous devons tirer fierté d'un bilan économique équilibré, salué par nos partenaires comme le fruit d'une politique vertueuse.

Ces succès, ils s'appellent : un franc fort, une inflation maîtrisée, un contrôle rigoureux de la dépense publique, une stabilisation des prélèvements obligatoires.

« Ces acquis sont nos atouts. J'entends les consolider. Sans eux, rien de sérieux ne peut être construit sur la durée. Une grande vigilance s'impose face au regain toujours menaçant de l'inflation, et la maîtrise des finances publiques est d'autant plus nécessaire qu'il y a ralentissement des recettes fiscales.

« Pourtant nous sentons tous que ce que la communauté financière salue du beau nom de vertu doit s'allier à l'innovation, le dynamisme et la volonté d'atteindre nos deux grands objectifs : muscler davantage notre appareil productif et renforcer notre cohésion sociale. Etre vertueux, puis-je tel est le vocabulaire, entend du pas d'être audacieux. Sur un franc fort, nous construisons une France forte.

« Tel est le problème : tel est mon projet : utiliser toutes les marges de manœuvre pour rétablir la situation de l'emploi ; et les utiliser pleinement, car, comme l'a rappelé le président de la République : « D'ici peu nous n'aurons d'autre protection que notre talent, notre capacité créatrice et notre volonté. Il n'y a pas de temps à perdre pour muscler davantage notre économie et porter les industries au plus haut, tout en préservant nos équilibres financiers. »

« Les analyses sur la société postindustrielle ne changent pas cette réalité : le développement de l'emploi dans les services doit être adossé à un secteur industriel performant, organisé, avec du personnel formé, et dégageant chez nous une valeur ajoutée suffisante.

« Le mirage américain de la création massive d'emplois peu qualifiés commence à s'estomper et nous renvoie à nos vrais problèmes : ceux d'une industrie compétitive et donc créatrice d'emplois.

« Certes, notre industrie est la quatrième du monde. Certes, la France a été le troisième investisseur à l'étranger et le premier aux Etats-Unis en 1990. Certaines de nos entreprises sont les meilleures du monde dans leurs secteurs, et nous avons de nombreux domaines d'excellence. L'industrie a fait preuve d'un dynamisme retrouvé, comme en témoignent la croissance des exportations de certains de nos produits industriels, l'effort remarquable d'investissement de nos entreprises, et tout particulièrement des PME, et la modernisation en profondeur de notre appareil productif, qu'il faut accélérer.

« Nous sommes résolus à agir, je le dis au risque de faire sourire ceux qui, critiquant un tel volontarisme, manifestent surtout leur renoncement à l'ambition que nous devons tous avoir pour la France et pour l'Europe.

« Favoriser une orientation des financements publics vers l'industrie, une meilleure mobilisation des moyens de nos grands organismes financiers dans la même direction. » Nous voyons dans d'autres pays, comme l'Allemagne, les Etats-Unis ou l'Italie, comment les ressources des banques et d'autres instituts financiers sont encouragées à s'orienter vers le développe-



ment productif.

« De plus, les mécanismes d'encouragement de l'épargne doivent jouer dans le même sens sans remettre en cause, bien entendu, les modes de financement du logement social.

« Cet ensemble de mesures doit bien entendu profiter aux petites et moyennes entreprises. J'ai demandé au ministre de l'économie et des finances de me proposer, en liaison avec les professions concernées, très rapidement, des dispositifs resserrant progressivement les délais de paiement inter-

entreprises. Je considère que, sur ce point, il est temps que nos PME soient à égalité avec celles des autres pays européens. Si ce résultat est obtenu par accord entre les parties, je m'en réjouis ; sinon, il faudra bien légiférer.

« L'innovation joue un rôle déterminant dans la compétitivité d'un pays. Elle suppose une continuité de la recherche fondamentale à la technologie et aux produits. Les ambitions que peut nourrir un pays comme la France nous commandent de soutenir non seulement des scientifiques partici-

pant aux explorations ultimes de la matière et de la vie, mais aussi des techniciens capables de fabriquer et vendre les systèmes les plus complexes, que ce soit dans l'électronique ou dans le domaine spatial, ou encore des secteurs plus traditionnels. Mais les ressources humaines sont notre principale richesse. Je m'impliquerai dans l'adaptation

des formations initiale et continue au besoin des personnes, dans l'adaptation des formations aux besoins réels du pays.

« L'objectif de doublement de 1990 à 1993 du nombre d'ingénieurs sera tenu ; c'est un engagement que je prends au nom du gouvernement.

Concertation nationale et régionale

« Mais l'Etat ne doit et ne peut tout faire. Je lancerai une concertation entre les pouvoirs publics et les entreprises, sur le plan national et dans les régions. J'inviterai dans les prochains jours les préfets à lancer cette concertation. Cette proposition, je la fais à tous ceux qui veulent faire gagner la France.

« Je salue au passage l'initiative prise par une importante fédération patronale pour populariser l'importance et l'actualité des enjeux industriels.

« Je mène cette politique de renforcement de l'économie dans le respect des valeurs auxquelles nous sommes attachés.

« Ces valeurs, ce sont d'abord le respect de la personne, l'autonomie et l'épanouissement des individus, la non-exclusion, l'égalité des chances, avec une attention particulière aux plus fragiles, aux plus vulnérables. Le projet social que j'entends promouvoir structure et appuie mes objectifs économiques. Le dynamisme de nos entreprises doit concourir à un projet social ambitieux.

« L'évolution des technologies appelle et permet un travail plus autonome et plus qualifié, plus d'initiatives et de responsabilités. Mais cela ne va pas de soi, comme en témoignent, par exemple, le maintien des accidents du travail à un niveau élevé, la permanence d'un travail parcellarisé et monotone.

« C'est pourquoi je fais du changement du travail une priorité de ma politique. Changer le travail, c'est mieux tirer parti de l'expérience, du savoir-faire et des capacités d'innovation des personnes. C'est un surcroît de com-

pétitivité pour les entreprises, et donc à terme plus d'emplois. C'est pour les salariés un travail plus sûr, plus qualifié – donc mieux rémunéré –, des perspectives de progression professionnelle.

« Le changement du travail est un instrument puissant contre le chômage. Bien conduit, il limite les risques d'exclusion, il ouvre aux salariés des qualifications accrues, qui sont aujourd'hui de solides garanties contre le chômage.

« Cette évolution repose à mes yeux sur les chefs d'entreprise, les cadres, l'ensemble des salariés et leurs représentants. La participation des salariés, la consultation des représentants du personnel, le plus tôt possible, et la négociation sociale sont à la base du progrès collectif et individuel.

« L'Etat lui-même ne peut se désintéresser de cet objectif. Il doit marquer sa volonté de s'engager en donnant l'exemple comme employeur, ainsi qu'il l'a fait avec la réforme des PTT. Il est évident à mes yeux que le projet « modernisation du service public » relève du même objectif. Je le poursuivrai avec vigueur. Je veillerai à ce que tous les engagements pris antérieurement, et qui concernent plus de 80 % des fonctionnaires, soient scrupuleusement respectés.

« Je recevrai rapidement, avec le ministre du travail, les organisations professionnelles et syndicales pour écouter leurs points de vue et leurs propositions. Qu'on ne se méprenne pas : la négociation collective entre partenaires responsables est bien le fondement même des relations sociales de ce pays.

Réconcilier économie et écologie

« Je veux réconcilier l'économie et l'écologie, l'industrie et le respect de l'environnement. La notion d'environnement ne doit plus rester extérieure au processus de production, mais s'y intégrer. Je souhaite développer les industries de l'environnement. Que la France soit ainsi le champion du monde de l'industrie de la propreté, par exemple dans le traitement de l'eau, est un objectif tout à fait envisageable que je serais fier de contribuer à mener à bien.

« La question de l'environnement est vitale : les grands risques planétaires – effet de serre, réduction de la couche d'ozone, déforestation – doivent être impérativement maîtrisés. Dans notre pays, la qualité de l'eau, le traitement efficace des déchets, la préservation de notre nature et de nos paysages sont les conditions nécessaires d'un développement durable.

« La question de l'environnement est en même temps stratégique, parce que la compétition technologique et commerciale se joue aussi, aujourd'hui, sur ce ter-

rain, tant pour l'industrie et le tourisme que pour l'agriculture et les services.

« Notre pays a déjà engagé une politique active de l'environnement. Je la poursuivrai avec le concours du ministre de l'environnement, qui est désormais ministre de plein exercice : le plan national pour l'environnement, que vous avez examiné il y a huit mois, sera appliqué avec détermination.

« L'impulsion nouvelle à l'industrie s'accompagne d'une grande ambition agricole.

« Pour ce secteur, mon objectif est clair. Nous voulons maintenir sur notre sol une agriculture compétitive nous permettant de consolider, voire de développer nos parts de marché dans la Communauté et sur les marchés mondiaux. A cet égard, la France fera preuve de la plus grande détermination au cours de la négociation au sein du GATT : l'agriculture est partie prenante à part entière de notre développement économique : son rôle dans l'organisation du monde rural sera pleinement reconnu.

صكنا من الامم

POLITIQUE

du premier ministre au Parlement

Promouvoir une politique industrielle européenne

Il est clair que notre ambition n'est pas seulement française, elle est aussi européenne.

1993 marque une étape décisive dans la construction européenne.

La France a besoin de la construction européenne pour continuer à affirmer les valeurs qui font son originalité, sa texture, sa nature. Elle a lancé de grandes idées qui aujourd'hui constituent les axes et font le poids de l'Europe. L'élaboration de l'union économique et monétaire, l'union politique se font largement sous son impulsion. On oppose parfois, et à mon sens à tort, le sentiment national à la volonté européenne. Or c'est parce que nous voulons l'Europe que la France doit apporter à sa construction la plus grande vigueur, donc être forte. Nous apportons à la construction européenne une conviction fondée sur notre histoire, notre culture, nos jours de gloire et de malheurs. Nous apportons le meilleur de nous-mêmes pour l'édification d'une communauté qui devra répondre aux immenses attentes du tiers-monde, aux espoirs impatients des pays de l'Est. Ces derniers souhaitent, et c'est légitime, que l'Europe, comme l'a dit le président de

la République, rentre dans son histoire et sa géographie. Son histoire a souvent été sanglante, sa géographie changeante. C'est la CEE qui sera le point d'ancrage de l'Europe de demain.

L'une de mes grandes priorités sera de promouvoir avec la Communauté et les industriels européens, avec qui l'entente a depuis des années des relations saines, une politique industrielle européenne. En effet, l'Europe ne peut être seulement un grand marché. Les Européens ne peuvent dépendre de l'extérieur pour certains produits essentiels à leur avenir technologique ou à leur défense.

Un sursaut est indispensable pour assurer un avenir commun sur des secteurs-clés comme l'automobile ou l'électronique. Il y a urgence : les divisions n'ont que trop duré, le succès est à notre portée. A communauté européenne, communauté de solutions : soyons audacieux et inventifs.

Il y a quarante ans, les pères fondateurs de l'Europe ont créé une Communauté européenne de charbon et de l'acier ; aujourd'hui, c'est d'une véritable communauté de l'électronique dont nous avons besoin. Je prendrai rapidement des initiatives en ce sens.

Consolider la cohésion sociale

Au plan interne, mon ambition est de maintenir et consolider la cohésion sociale. C'est une condition de la démocratie et du développement. Elle tire ses racines au plus profond de notre histoire, mais elle peut être, à chaque instant, fragilisée. Ici encore mes priorités sont claires.

J'entends d'abord naturellement trouver les moyens de maintenir le haut niveau de protection sociale auquel chacun est attaché. Je connais les difficultés. C'est à la fois à court terme, dues à la moindre croissance des cotisations et à une évolution pas toujours maîtrisée des dépenses. En ce qui concerne l'assurance-maladie, la prochaine réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale me permettra de prendre les décisions rendues nécessaires.

Dans le domaine des retraites, auquel, à juste titre, les Français sont si sensibles, le Livre blanc est une bonne base de réflexion et de débat. Il ne peut être question un seul instant de

sacrifier de manière démagogique l'avenir au profit du court terme. Nous avancerons par étapes en prenant le temps du dialogue, mais sans retard. Le débat concerne au premier chef le régime général. Les régimes spéciaux, de leur côté, ne sont pas des régimes de retraite comme les autres. Il n'est pas question de remettre en cause leur spécificité.

Cet objectif ne doit pas nous faire oublier la nécessité d'une action spécifique à l'égard des plus menacés. Et cela non pas seulement dans une démarche de solidarité et d'assistance, mais aussi avec la volonté de leur remettre le pied à l'étrier, de leur donner une véritable égalité de chances. Cette politique est essentielle à mes yeux.

Je prêterai une attention particulière au milieu urbain, où vivent 75 % des Français. Je continuerai la lutte acharnée contre la ségrégation dans l'habitat, et ce sera l'objet central de la loi sur la ville qui vous sera présentée dans quelques jours et à

laquelle j'attache la plus grande importance. Je conduirai à son terme le programme de réhabilitation engagé à la demande du président de la République. Au moment où il est de bon ton de célébrer la montée de l'individualisme et du chacun pour soi, j'ai presque scrupule à rappeler qu'en développant les équipements collectifs, et notamment les transports publics, nous favoriserons l'intégration des plus défavorisés. C'est pourtant la réalité.

Je poursuivrai et accentuerai les actions d'insertion professionnelle des jeunes et des étrangers en situation régulière.

J'attends aussi de la culture qu'elle soit au cœur de la démarche de lutte contre l'exclusion. Ce combat, c'est celui du soutien à la créativité, l'encouragement à la diversité des modes d'expression. Les jeunes, qui ne confondent pas culture et biens de consommation, sont les meilleurs acteurs de cette culture moderne.

Education nationale : un effort sans précédent

L'éducation a d'abord, naturellement, une fonction de formation de base. Elle doit permettre à chacun, dans sa diversité, de s'adapter à l'évolution des emplois et des techniques et de valoriser ses compétences. C'est en enjeu social de développement de l'individu.

Cela passe par la rénovation du lycée, qui fera l'objet de décisions rapides et s'appliquera à la rentrée 1992. Elle assurera une aide systématique au travail personnel de chaque élève, le temps et les moyens pour une orientation progressive, la définition de filières claires, la multiplication des passerelles et des recours, la valorisation de l'enseignement technique et professionnel.

C'est avec les mêmes préoccupations que je souhaite encourager, dès le collège, l'ouverture réelle au monde des entreprises, organiser une meilleure articulation avec un apprentissage renforcé, revaloriser et étendre, continuer à développer les baccalauréats professionnels, les IUT, créer des instituts universitaires professionnalisés.

J'entreprendrai avec le ministre de l'éducation nationale un effort sans précédent pour l'information et l'orientation des jeunes. Tous les moyens modernes de communication seront utilisés, tous les partenaires seront appelés à y participer.

Cette évolution de l'école s'appuie d'abord sur les enseignants. Leur métier, le plus beau du monde, doit leur apparaître attractif et ouvert.

La mission essentielle de l'Etat, garantir la sécurité des Français, doit prendre toute sa place dans le mouvement vers une société plus harmonieuse et plus juste.

C'est vrai, le sentiment d'insécurité collectif et individuel est fort. C'est vrai, un malaise, ponctué de crises aiguës et doulou-

reuses, affecte certaines agglomérations et menacerait, sans une vigilance permanente, de fracturer le tissu social.

De nouveaux combats nous sont imposés par une délinquance internationale, hautement criminelle et structurée, qu'il s'agisse de terrorisme, de drogue ou de recyclage d'argent obtenu par des actions criminelles.

Ces attentes de sécurité désignent logiquement les objectifs : la défense des intérêts fondamentaux de la nation, la lutte contre la drogue, la maîtrise des flux migratoires, la police de proximité. Ces actions, appuyées sur des moyens cohérents, figureront dans un projet de loi sur la sécurité intérieure qui vous sera prochainement soumis.

Ma détermination s'exprimera aussi dans les réponses apportées à l'attente des différents services de police, de gendarmerie ou des douanes dans un certain nombre de domaines : effort de formation, poursuite de la modernisation, clarification des compétences, problèmes de statuts.

Il nous faut prolonger la profonde transformation voulue par le président de la République et engagée en 1981 : la décentralisation.

Elle a donné aux collectivités locales de larges responsabilités qu'un statut nouveau des élus permettra d'exercer avec plus d'efficacité encore. Parallèlement, je poursuivrai l'important mouvement de déconcentration de l'Etat pour permettre une gestion publique plus proche des réalités locales.

La compétition européenne nous impose de doter la France de collectivités aux capacités d'action et de coopération plus souples. Je m'y emploierai, comme j'ai déjà commencé à le faire comme élu local, sur le terrain.

Lire la suite page 12

Investissements

La France achète beaucoup à l'étranger

Le premier ministre a souligné l'importance des investissements français à l'étranger, aux Etats-Unis notamment. L'année dernière, les investissements directs (1) hors frontières ont entraîné la sortie de 141,5 milliards de francs, soit beaucoup plus qu'en 1989 (116 milliards de francs) et 1988 (76 milliards de francs). Depuis 1986, les flux d'investissements directs à l'étranger ont été multipliés par trois.

Ce boom spectaculaire s'explique par la volonté des entreprises françaises d'internationaliser leur capital et leurs activités, de sortir des frontières. Le mouvement n'est pas seulement conduit par les entreprises privées, mais aussi très activement, par le secteur public.

L'annuel est qu'en sens inverse les investissements directs étrangers en France sont beaucoup plus modérés : 42,8 milliards de francs l'année dernière. Plus inquiétant, ces investissements sont en nette diminution, puisqu'ils avaient atteint 61 mil-

liards de francs en 1989. Il y a là un problème important pour notre pays, qui a trop peu profité de la forte poussée des investissements étrangers en Europe ces dernières années. Les pays du Sud comme l'Espagne et le Portugal, plus attirants à cause du bas coût de leur main-d'œuvre, ont été des concurrents redoutables dans ce domaine. Il est vrai aussi - et des enquêtes précises le montrent - que la France continue d'avoir une assez mauvaise réputation : formalités, contrôles, lenteur, bureaucratie... Cela malgré la libération du contrôle des changes et la simplification des formalités exigées.

On comprend pourquoi les investissements japonais dans notre pays peuvent être présentés comme la pire... ou la meilleure des choses.

A. V.

(1) Au-dessus de 20 % en France, une prise de participation devient un investissement direct. En Allemagne, ce seuil est fixé à 25 %.

UIMM

Un hommage iconoclaste

Pour son premier discours devant la représentation nationale, M^{me} Edith Cresson a tenu à saluer « l'initiative prise par une importante fédération patronale pour populariser l'importance et l'actualité des enjeux industriels ». Ce coup de chapeau rendu en termes sibyllins s'adressait à l'UIMM, l'Union des industries métallurgiques et minières, qui vient de lancer une grande campagne d'affichage en faveur de l'industrie (le Monde du 23 mai). Et s'apprête à engager différentes actions auprès des collèges pour les sensibiliser aux métiers techniques.

L'hommage était donc cohérent avec le discours du nouveau chef du gouvernement,

insistant à plusieurs reprises sur la formation des jeunes à l'industrie. Il n'en reste pas moins inattendu. Le salut de M^{me} Cresson a dû hérisser le poil de plus d'un vieux militant socialiste et faire frémir sur les bancs du PCF. Dans la mémoire collective de la gauche, l'UIMM évoque tout à la fois les maîtres de forges, Carmaux et Germinal. Cette structure a été créée en 1901 par le patronat de la mine, de la production et de la transformation des métaux pour traiter des questions ouvrières et sociales. Ce qu'elle fit pendant longtemps avec un conservatisme... bien loin d'être éclairé.

C. M.

Retraites

Repli en bon ordre

« Quel est le gouvernement assez fou pour s'attaquer aux régimes spéciaux et aux fonctionnaires ? », répondait en 1987, au moment des Etats généraux de la Sécurité sociale, les conseillers de MM. Philippe Séguin et Adrien Zeller à ceux qui estimaient que les « sacrifices » nécessaires devaient être équitablement répartis entre les différents régimes de retraite. M^{me} Edith Cresson semble avoir voulu signifier d'entrée de jeu qu'elle ne prendrait pas de tels risques, en soulignant que « le débat sur les retraites concerne au premier chef le régime général. Les régimes spéciaux ne sont pas des régimes comme les autres. Il n'est pas question de remettre en cause leur spécificité ».

En effet, une des innovations - faut-il dire une audace ? - du Livre blanc sur les retraites publié par M. Michel Rocard était de montrer, pour la première fois, que le régime général - celui des salariés du privé - ne serait pas le seul à connaître des problèmes dans vingt ans... En effet, il calculait qu'à législation inchangée, avec une progression annuelle de 1 % des effectifs et de 2 % du pouvoir d'achat, le besoin de financement serait de 190 milliards de francs pour le régime général, soit l'équivalent de 7,8 points de cotisation, mais aussi de 29 milliards pour celui des fonctionnaires, soit... 11 points de cotisation.

En outre, suggérant d'établir « une plus grande proportionnalité entre le montant de la pension et la durée de cotisation », et, d'autre part, de porter progressivement la durée de cotisation de 37,5 à 40, voire à 42, et la base de calcul de la pension des dix aux vingt-cinq « meilleures années » pour le régime général, il envisageait des mesures comparables pour les fonctionnaires et les

« régimes spéciaux » (SNCF, EDF-GDF, RATP, etc.). Sans pour autant avancer de propositions précises sur ce point. C'était déjà beaucoup : si le problème avait été (très) discrètement posé en 1985 dans un rapport établi sous l'égide du commissariat du Plan, si, plus récemment, le rapporteur des comptes de la Sécurité sociale y avait fait allusion à l'occasion, jusqu'à M. Rocard, les pouvoirs publics s'étaient bien gardés d'aborder ce terrain glissant.

En effet, comme le soulignent souvent les syndicats, les dispositions concernant la retraite - et notamment les âges de départ - figurent dans les statuts : elles peuvent être considérées comme un élément dans le choix de la carrière, compensant éventuellement des salaires plus modestes ou des possibilités de progression plus limitées. Ce qui rendra fort délicate toute discussion en la matière.

Cette « menace » avait suffi, cependant, pour motiver un mot d'ordre de grève à la SNCF, de la part de la CGT et de la Fédération autonome des conducteurs (FGAAC), le 14 mai dernier. Avec un certain succès. M^{me} Cresson n'a sans doute pas voulu apporter un motif supplémentaire de conflit dans des discussions salariales qui - en raison des perspectives budgétaires (1) - seront de toute façon difficiles avec les fonctionnaires et les agents du secteur public...

G. H.

(1) Le budget de l'Etat verse une subvention d'équilibre à la SNCF, dont 14,3 milliards en 1991 sont destinés à équilibrer les comptes du régime de retraite.

Continuité sans audace

par Erik Izraelewicz

Où est l'audace ? Ceux qui attendaient de la déclaration de politique générale de M^{me} Edith Cresson un « nouvel élan » ont été déçus. En matière économique et sociale, c'est, pour l'instant, la continuité qui l'emporte. Le nouveau premier ministre reprend à son compte les orientations du gouvernement précédent, celles de la politique du « franc fort ». La priorité à l'industrie qu'elle affiche - et qui a conduit à la création d'un super-ministère de l'économie - ne trouve que peu de traduction concrète dans son discours du mercredi 22 mai. Ce n'est cependant que sur les dossiers précis que l'on pourra en juger. Très confidente dans l'action libre des entreprises privées (les « PME » en particulier), elle veut mobiliser l'Etat pour muscler l'appareil productif et créer des emplois. Son « libéral-volontarisme » devrait rapidement être mis à l'épreuve.

Tirant « fierté » d'un bilan économique « équilibré », M^{me} Cresson va maintenir le cap. Mieux, elle veut « consolider » les succès obtenus : « Le franc fort, une inflation maîtrisée, un contrôle rigoureux de la dépense publique, une stabilisation des prélèvements obligatoires ». Dans une « situation économique (internationale) difficile », il n'est pas question de remettre en cause nos équilibres financiers, de laisser filer le déficit budgétaire. Bercy veille.

Cette continuité - un hommage indirect à M. Michel Rocard, M^{me} Cresson l'affiche dans de nombreux autres domaines. La modernisation de la fonction publique - l'un des « grands chantiers » de son prédécesseur à Matignon - sera poursuivie. Un coup de frein sur les dépenses de santé sera donné : les décisions que devait prendre M. Rocard lors du comité interministériel qui s'est tenu la veille de sa « démission » seront reprises, telles quelles, à l'occasion d'une prochaine réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale. Continuité aussi sur le dossier de la retraite, où les discussions enga-

gées à partir du Livre blanc vont être poursuivies. Sur cet important dossier cependant, une petite inflation laisse mal augurer de la capacité de M^{me} Cresson, pourtant affirmée, de résister aux corporatismes de notre société. « Il n'est pas question de remettre en cause la spécificité des régimes [de retraite] spéciaux » (fonction publique, SNCF...), a déjà déclaré le premier ministre. Le Livre blanc était bien unidirectionnel sur cette question, qui mériterait, pourtant, sinon réforme, en tout cas débat. Par crainte de réactions sociales, Mme Cresson abandonne ce combat avant même de l'avoir engagé.

La « vigilance » à l'égard de l'inflation et la préservation des équilibres financiers empêchant-elles toute action volontariste en faveur de l'industrie et de l'emploi ? M^{me} Cresson ne le croit pas, et c'est là qu'elle veut se distinguer de son prédécesseur à Matignon. « Etre vertueux n'interdit pas d'être audacieux », a-t-elle déclaré. Que propose le nouveau premier ministre ?

Les crédits militaires

D'abord, elle annonce son intention d'utiliser « pleinement » les marges de manœuvre disponibles, peut-être même de les accroître. M^{me} Cresson fait à ce sujet d'intéressantes déclarations. Elle suggère en effet de réduire les dépenses militaires pour dégager des moyens nouveaux. La guerre du Golfe terminée, elle reprend ainsi une offensive lancée au début de 1990 par le PS, appelant l'Etat à tirer les « dividendes de la paix ». Rappelant, à juste titre, que certains grands pays, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, réduisent leurs crédits militaires, elle affirme que : « pour financer de nouvelles priorités, il faut revoir d'un oeil neuf l'ensemble de notre dispositif de défense ».

Mais c'est surtout sur l'indus-

trie, son grand dessein, qu'elle se veut constructrice. Un « sursaut » est nécessaire. Déjà lancés par différents membres de l'équipe de M. Rocard, les idées qu'elle évoque ne traduisent pas - ou pas encore - un véritable changement. Les milieux industriels n'ont pas tort de regretter le flou de ses projets.

Face aux concurrences étrangères, le financement et la formation des hommes apparaissent pour le premier ministre comme les deux problèmes clés de l'industrie française. Dans chacun de ces domaines, elle accorde une grande confiance aux chefs d'entreprise, mais annonce une détermination plus forte de l'Etat. Sur les questions financières, M^{me} Cresson évoque ainsi plusieurs dossiers, mais rien de très nouveau. L'affaire des détails de paiement entre entreprises... entraîne incontestablement depuis trop longtemps. M. Roger Fauroux s'en était saisi et devait arbitrer prochainement (voir l'encadré). Mme Cresson reprend à son compte la démarche de l'ex-ministre de l'industrie.

Le nouveau premier ministre veut ensuite orienter les financements publics comme l'épargne des particuliers vers l'industrie. Un très vieux débat sur lequel elle n'a apporté, dans son discours, aucun élément concret. Que les banques, notamment publiques, investissent davantage dans la production : cette suggestion ne devrait pas manquer de surprendre M. Jean-Yves Haberer, le président du Crédit lyonnais, comme ses collègues, qui ont réalisé, au cours des dernières années des investissements considérables dans l'industrie.

M^{me} Cresson veut promouvoir une politique industrielle européenne, notamment dans l'automobile et l'électronique. Reprenant une idée lancée notamment par M. Paul Quilès, (le Monde du 26 avril), elle préconise la création

d'une Communauté européenne de l'électronique à l'image de la CEEA. Il lui faudra convaincre non seulement les dirigeants politiques de la Communauté, mais aussi les grands industriels étrangers.

L'engagement très ferme du premier ministre en faveur de la formation, avec en particulier la perspective d'un doublement du nombre des ingénieurs formés de 1990 à 1993 et l'ouverture réelle, dès le collège, de l'enseignement au monde de l'entreprise, se justifie pleinement. Mais les moyens de ses ambitions restent très vagues. M. Rocard voulait changer les cages d'escalier, M^{me} Cresson veut « changer le travail », une « priorité » de sa politique. Pour ceux qui ont un emploi, des changements seront souvent bienvenus. Reprenant des idées chères à son ministre du travail, M^{me} Martine Aubry, elle estime que l'évolution des technologies permet aujourd'hui un enrichissement des tâches dans l'entreprise. Pour beaucoup, le travail reste encore souvent trop monotone, ennuyeux et peu valorisant. Elle veut favoriser un « travail plus autonome et plus qualifié, avec plus d'initiatives et de responsabilités ». Dans quelle mesure un tel changement relève-t-il d'un premier ministre ?

Compte tenu des engagements européens de la France et de son insertion dans l'économie mondiale, M^{me} Cresson n'avait peut-être guère de choix quant à la politique conjoncturelle. Les grèves de la semaine vont très vite lui permettre de démontrer sa détermination à ce sujet. Elle veut marquer sa différence en engageant des politiques structurelles volontaristes visant à muscler notre appareil industriel et à créer des emplois productifs. M^{me} Cresson croit pour cela à l'action intelligemment conjuguée des entreprises et de l'Etat. De telles politiques nécessitent de l'imagination et du temps. Dispose-t-elle réellement de l'une et de l'autre ?

POLITIQUE

La déclaration de politique générale du premier ministre

PME
Crédit interentreprises :
dans la lignée du plan Fauroux

L'amélioration de la situation financière des PME françaises passe par la réduction des délais de paiement qu'elles consentent, bon gré mal gré, à leurs clients. Le constat n'est pas neuf. Le nouveau premier ministre a entériné ce vieux cheval de bataille en annonçant qu'il demanderait au ministre de l'économie et des finances de lui soumettre des « dispositifs rassurant progressivement les délais de paiement interentreprises » et ce « très rapidement ».

Malgré la véhémence du ton, les services de la rue de Bercy n'ont pas vraiment le couteau sous la gorge. Le 4 juin prochain, le président du Crédit d'équipement des PME (CEPME), M. Michel Prada, doit justifier remettre à M. Pierre Bérégovoy des propositions sur la réduction des crédits fournis. Ce rapport, pour le moins attendu, est le fruit d'une réflexion engagée depuis un peu plus de six mois au sein de deux groupes de travail, réunis sous l'égide du CNPF, le premier étant composé d'experts (dont un représentant de la CEPME), l'autre réunissant les innombrables parties en présence (banquiers, industriels, commerçants, agriculteurs).

Bel exemple de continuité gouvernementale ! Ces deux groupes ont été mis sur pied à l'initiative de M. Roger Fauroux, en novembre dernier. Le ministre de l'industrie du gouverne-

ment Rocard qui avait d'abord songé à imposer une réduction du crédit interentreprises par voie réglementaire avait finalement choisi la concertation. Et laissé le soin aux professionnels de trouver un compromis en dépit d'intérêts incroyablement divergents, sans exclure toutefois le recours à des moyens plus coercitifs en cas d'échec des discussions. La démarche de M. Cresson est, semble-t-il, la même. Faute d'accord et de propositions satisfaisantes, le chef du gouvernement s'est réservé le droit d'intervenir « en légiférant ».

L'objectif est de ramener progressivement à quarante-cinq jours les délais de paiement interentreprises, qui, en France, atteignent allégrement la barre des quatre-vingt-dix, voire des cent vingt jours contre une petite trentaine en Allemagne de l'Ouest et en Grande-Bretagne. Une récente étude publiée par l'UBS Locali montre bien le chemin à parcourir. Un tiers seulement des 11 000 entreprises de moins de 200 salariés interrogées par l'organisme financier en décembre dernier déclaraient payer leur fournisseur dans le mois et demi suivant la livraison de marchandises ou la prestation de services. A l'inverse, 15 % des entreprises industrielles (et 22 % dans le secteur des métaux) déclaraient subir des délais de règlement supérieurs à trois mois.

Travaux parlementaires

La ville, les écoutes,
les caisses d'épargne

« A qui servirait le Parlement s'il ne servait pas à discuter ? » a affirmé M. Edith Cresson, mercredi 22 mai, en répondant aux interventions des différents groupes. Si elle conserve une certaine nostalgie pour la période 1981-1983, ce n'est pas, en tout cas, en souvenir de la majorité absolue que détenait le groupe PS à l'Assemblée nationale. « Je ne regrette pas [la] situation [actuelle], parce que j'ai vécu la période d'une majorité considérable, où l'on ne se posait pas trop de questions et où l'on avançait en discutant à l'intérieur du groupe socialiste, a-t-elle dit. Moi, je trouve qu'il faut discuter avec tout le monde. »

Quant au fond, le premier ministre a donné quelques indications pour les travaux futurs du Parlement. Elle a exprimé le souhait de voir le projet de loi d'orientation pour la ville (en discussion la semaine prochaine à l'Assemblée) définitivement adopté au cours de cette session, fût-ce au prix d'une course session extraordinaire en juillet. Le Parlement aura également à débattre d'un projet de loi sur

les écoutes téléphoniques. M. Cresson entend que deux textes en cours de navette (la réforme hospitalière, adoptée en première lecture après utilisation du « 49-3 », et l'administration territoriale de la République, votée avec une voix de majorité) trouvent une issue heureuse et définitive.

Au chapitre « Europe », M. Cresson a inscrit la réforme des caisses d'épargne (adoptée en première lecture à l'Assemblée). En revanche, le premier ministre n'a pas évoqué la discussion du projet de loi de ratification de l'accord de Shengen, qui était prévue pour le jeudi 23 mai. Cet accord, signé par six pays européens (sans doute huit d'ici à la fin de l'année), touche des domaines très sensibles comme la coopération des polices, l'attribution des visas, le droit d'asile, etc (le Monde du 8 mai). Si l'on en croit le programme prévisionnel des travaux de l'Assemblée, il ne devrait pas venir en discussion avant la fin du mois. Quant au grand débat sur les questions de défense, il est maintenu pour le 6 juin.

P. S.

Europe

Il y a quarante ans, la CECA

La CECA, à laquelle a fait référence M. Cresson, en évoquant une communauté européenne de l'électronique, est apparue il y a un peu plus de quarante ans. Le 18 avril 1951, six pays (la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg) signaient à Paris le premier traité européen, instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). C'était l'œuvre de deux pères fondateurs de l'Europe communautaire, Jean Monnet et Robert Schuman, alors ministre français des affaires étrangères.

Dans un mémorandum de trois feuillets adressé le 28 avril 1950 à Georges Bidault, président du conseil, Jean Monnet proposait de « placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité com-

mune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe ». Et Robert Schuman, deux jours plus tard, disait simplement : « J'en fais mon affaire ».

L'Europe, au sens où nous l'entendons, ne naît, six ans seulement après la fin de la seconde guerre mondiale. L'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1958, des traités de Rome (signés le 25 mars 1957 par les Six) instituant le marché commun et Euratom, était une nouvelle étape, qui trouvait son aboutissement dans l'Acte unique de fusion des exécutifs des trois communautés : signé en avril 1965, il entrerait en vigueur le 1^{er} juillet 1967 et la CECA disparaissait, absorbée dans une structure plus ambitieuse...

J. D.

Suite de la page 11

Une meilleure égalité
devant la justice

Quant à la Corse, le gouvernement entend, dans un esprit de dialogue, favoriser le développement de l'île, qui n'est possible que dans le respect du droit et de l'autorité de l'Etat.

Une autre des missions essentielles de l'Etat, c'est bien entendu de garantir à chaque citoyen une justice indépendante, démocratique et moderne.

Le gouvernement a déjà proposé une réforme de l'aide légale apte à assurer une meilleure égalité devant la justice, en renforçant les garanties d'indépendance, et donc de sérénité, de la magistrature. Ces projets sont confiés et suivront, comme l'examen du nouveau code pénal, leur cours normal devant le Parlement.

Mais cela ne suffit pas. Le garde des sceaux m'a soumis d'ambitieux projets visant à clarifier les rapports entre l'exécutif et le parquet, à améliorer les garanties des personnes dans nos procédures pénales et civiles, à appuyer le nécessaire effort pour une organisation judiciaire renouée. Telles sont mes propositions pour la justice. Je les mettrai en œuvre avec le garde des sceaux, qui a toute ma confiance.

De même, la France souhaite le développement d'un nouveau partenariat entre les pays de l'Europe du Sud et les Etats du Maghreb.

Mais il n'y aura pas de démocratie sans une justice indépendante. La France continuera à chercher sans faiblesse comment retrouver pour les matières premières un cours équitable qui permette à chaque pays d'asseoir son développement économique sur des bases solides et durables.

Elle s'efforcera d'obtenir, pour ceux qui ont entrepris de redresser leur situation financière, les conditions plus sûres du développement.

La politique de développement doit devenir de plus en plus l'une des dimensions les plus affirmées de la politique extérieure de l'Europe. Elle constitue pour la jeunesse un appel à l'action que je demande au ministre de la coopération de concrétiser rapidement.

En matière de défense, nous avons à faire des choix qui orienteront notre avenir pour une génération. La France forte que nous voulons est une France pacifique.

La « menace principale » n'est plus ce qu'elle était. Le pacte de Varsovie s'est décomposé. Cela nous conduit à repenser profondément nos plans de défense. Chacun a d'autre part en mémoire la guerre du Golfe. Nous devons en tirer les leçons sur le durcissement nécessaire de nos forces de protection ou la révision

de nos systèmes de renseignement. Comment ne pas noter que, chez beaucoup de nos voisins et alliés, l'on affiche des réductions très importantes du format des armées et de l'effort de défense ? Pour financer de nouvelles priorités, il faut donc revoir d'un œil neuf l'ensemble de notre dispositif de défense.

De même, notre indépendance doit être maintenue au seuil de « suffisance » sur lequel repose le concept même de dissuasion. La nature est aujourd'hui venue de redresser, dans cet esprit, à la nature et au nombre des composantes stratégiques de demain.

L'examen portera ensuite sur nos forces conventionnelles : leurs missions, leur format. Pour les missions, j'en vois deux principales. Première mission : résister d'abord, aux côtés de nos alliés, à une agression majeure en Europe ; marquer notre détermination à l'arrêter coûte que coûte, si nécessaire par la mise en œuvre de notre force de dissuasion.

La deuxième mission de nos forces conventionnelles est celle des interventions plus limitées, des théâtres divers. C'est à ces cas de figure que répond notre force d'urgence rapide, qui devra être renforcée dans ses capacités opérationnelles. De ces deux missions principales se dégagent la physionomie et le format de nos armées. Le travail de réflexion est en cours. Il se fait sans préjugés, sans tabous. Il devrait en sortir une armée plus forte, plus ramassée, mieux équipée, mieux encadrée.

L'avenir de notre industrie d'armement doit partir de cette réflexion. Elle est vitale pour notre indépendance. Mais elle ne saurait vivre dans l'autarcie et avec l'éternelle assurance de disposer d'un marché protégé.

Revoir notre dispositif
de défense

Le mouvement de nombreux pays du continent africain vers la démocratie fait se lever partout l'espoir du renouveau en Afrique du Sud. La France appuie résolument le changement, dans le respect scrupuleux de l'indépendance des Nations.

De même, la France souhaite le développement d'un nouveau partenariat entre les pays de l'Europe du Sud et les Etats du Maghreb.

Mais il n'y aura pas de démocratie sans une justice indépendante. La France continuera à chercher sans faiblesse comment retrouver pour les matières premières un cours équitable qui permette à chaque pays d'asseoir son développement économique sur des bases solides et durables.

Elle s'efforcera d'obtenir, pour ceux qui ont entrepris de redresser leur situation financière, les conditions plus sûres du développement.

La politique de développement doit devenir de plus en plus l'une des dimensions les plus affirmées de la politique extérieure de l'Europe. Elle constitue pour la jeunesse un appel à l'action que je demande au ministre de la coopération de concrétiser rapidement.

En matière de défense, nous avons à faire des choix qui orienteront notre avenir pour une génération. La France forte que nous voulons est une France pacifique.

La « menace principale » n'est plus ce qu'elle était. Le pacte de Varsovie s'est décomposé. Cela nous conduit à repenser profondément nos plans de défense. Chacun a d'autre part en mémoire la guerre du Golfe. Nous devons en tirer les leçons sur le durcissement nécessaire de nos forces de protection ou la révision

de nos systèmes de renseignement. Comment ne pas noter que, chez beaucoup de nos voisins et alliés, l'on affiche des réductions très importantes du format des armées et de l'effort de défense ? Pour financer de nouvelles priorités, il faut donc revoir d'un œil neuf l'ensemble de notre dispositif de défense.

De même, notre indépendance doit être maintenue au seuil de « suffisance » sur lequel repose le concept même de dissuasion. La nature est aujourd'hui venue de redresser, dans cet esprit, à la nature et au nombre des composantes stratégiques de demain.

L'examen portera ensuite sur nos forces conventionnelles : leurs missions, leur format. Pour les missions, j'en vois deux principales. Première mission : résister d'abord, aux côtés de nos alliés, à une agression majeure en Europe ; marquer notre détermination à l'arrêter coûte que coûte, si nécessaire par la mise en œuvre de notre force de dissuasion.

La deuxième mission de nos forces conventionnelles est celle des interventions plus limitées, des théâtres divers. C'est à ces cas de figure que répond notre force d'urgence rapide, qui devra être renforcée dans ses capacités opérationnelles. De ces deux missions principales se dégagent la physionomie et le format de nos armées. Le travail de réflexion est en cours. Il se fait sans préjugés, sans tabous. Il devrait en sortir une armée plus forte, plus ramassée, mieux équipée, mieux encadrée.

L'avenir de notre industrie d'armement doit partir de cette réflexion. Elle est vitale pour notre indépendance. Mais elle ne saurait vivre dans l'autarcie et avec l'éternelle assurance de disposer d'un marché protégé.

Une brève session extraordinaire

Mesdames et messieurs les parlementaires, le changement de gouvernement intervenu pendant la session parlementaire a suspendu quelques jours vos travaux. Bien sûr, depuis la mi-mars, beaucoup a été fait et bien fait. Mais il reste beaucoup à faire. Nous devons donc sans délai reprendre l'examen du programme législatif. Vos conférences des présidents ont arrêté ou arrêteront le calendrier parlementaire pour les prochains jours. Je ne veux pas ici faire l'énumération. Je voudrais distinguer quelques textes qui, à mes yeux, revêtent une importance particulière. Parce que le calendrier a déjà commencé : la réforme hospitalière et l'administration territoriale de la République.

D'autres sont directement liés à la nécessité de la construction européenne. Il s'agit de la réforme des caisses d'épargne et de prévoyance et de la prévention des risques professionnels.

J'ai parlé de la justice : sa modernisation passe par celle des textes qui la régissent. Il faut continuer, dans une coordination bien comprise entre l'Assemblée et le Sénat, l'œuvre de longue haleine qui consiste à réformer notre code pénal.

J'ai parlé de la nécessité et de l'urgence d'une politique d'intégration. La loi d'orientation pour la ville m'apparaît à ce point essentielle que le gouvernement va sur ce texte déclarer l'urgence. Je voudrais que vos assemblées puissent l'adopter définitivement au prix s'il le faut d'une brève session extraordinaire en juillet.

Par cette urgence, je ne veux pas, bien sûr, limiter le travail du Parlement ou le temps nécessaire à une bonne concertation. Mais je sais que celle-ci a été entreprise depuis longtemps.

Enfin, vous serez prochainement saisis du projet qui assure aux Français des garanties en matière d'interception des communications téléphoniques.

Voilà brossées les grandes lignes du travail parlementaire après que j'ai présenté la priorité du gouvernement pour l'emploi par le développement productif.

Au-delà de ce programme à très court terme, la tâche est grande. Nous avons presque deux ans pour réussir. Alors ne perdons pas de temps. Le pays attend de nous responsabilité, détermination et action. Il nous incombe de créer les conditions de la réussite. Mais n'attendons pas tout de l'Etat. Nous sommes, individuellement et collectivement, responsables de notre succès ou de notre échec.

Dans ces conditions, je pense que nous ne devons pas nous perdre en querelles qui ne profitent à personne, et sûrement à aucune des formations politiques représentées dans cet hémicycle.

La politique que je vous propose est celle du progrès économique et social. Elle s'appuie sur l'ensemble des forces de notre pays. Ma méthode sera celle de la concertation et du dialogue avec tous - sans préjugés. Mon action passée est là pour le démontrer, s'il en était encore besoin.

A l'écoute

de la représentation nationale

Mesdames et messieurs les parlementaires, Je rechercherai avec vous les majorités les plus larges sans que personne ait besoin de renoncer à ce qu'il est. Je demande à chacun des ministres d'être constamment à l'écoute de la représentation nationale.

Appelant les Français à l'effort sur la durée, je compte évidemment que le gouvernement prenne toute sa part dans cette démarche exigeante.

J'assurerais personnellement certaines tâches que je considère essentielles pour la réussite de notre action. C'est ainsi que la planification me sera directement rattachée. A mi-parcours du X^e Plan, je tiens à dire ici mon

attachement à la planification à la française, à la fois exercice collectif de prospective et de préparation de l'avenir, et lieu de concertation entre les pouvoirs publics, les groupes socio-économiques et les experts, pour définir une stratégie nationale.

J'avais d'ailleurs pratiqué une démarche de ce type au ministère des affaires européennes avec des groupes d'étude et de mobilisation qui rassemblaient des personnalités de tous horizons professionnels et politiques. Nous avons, grâce à ce dispositif, remporté des succès importants pendant la présidence française des Communautés en 1989.

Les héros anonymes

Mesdames messieurs les parlementaires, nous sommes les élus du peuple, nous avons choisi en nous présentant au suffrage des électeurs de combattre par nos idées.

Nous représentons ici les Français, ceux qui ne sont pas à la télévision, ceux qui ne sont pas aux honneurs, ceux qui inventent, produisent, se battent pour la prospérité de la France. Et donc pour que leur message soit toujours entendu.

Ne vous est-il jamais arrivé, comme à moi lors d'une inauguration, d'une cérémonie locale, de sentir combien ceux-là qui nous demandent de couper un ruban et nous remercier de leur avoir donné un coup de main, ceux-là qu'on voudrait tous féliciter individuellement sont les héros anonymes d'un combat où la France est engagée. Ne glissons pas nos chances, ne perdons pas de temps.

La tâche qui attend notre pays est à la mesure de son his-

toire et la période est décisive. Il y a place entre nous pour de grands débats et les concertations intelligentes sur les moyens de gagner la bataille.

Mais personne ne peut souhaiter autre chose que la victoire de la France.

Je suis confiante, car je sais que nous avons en commun la même détermination. Celle de voir la France qui a tant donné au monde, qui a su si bien incarner l'espoir des opprimés, qui a inspiré tant de hautes actions, continuer de faire entendre sa voix inextinguible.

Nous avons deux ans devant nous qui peuvent être décisifs. Sachons nous parler, nous écouter, nous comprendre. Et n'ayons pas d'autre objectif que de renforcer notre pays, de construire l'Europe, d'apporter au monde notre esprit de progrès, notre expérience ancienne, et notre générosité toujours en éveil.

Environnement

Réconcilier l'économie et l'écologie

Comme son ministre de l'environnement « de plein exercice », M. Cresson affirme sa volonté de réconcilier l'économie et l'écologie. Mais c'est pratiquement chose faite aujourd'hui, puisqu'il n'est plus un industriel français, en 1991, qui ne clame haut et fort sa volonté de travailler pour la sauvegarde de la planète.

Les fabricants d'aéronefs se sont engagés à ne plus utiliser de CFC pour préserver la couche d'ozone, les pétroliers ont mis sur le marché de l'essence sans plomb. Même le PDG de Peugeot, M. Jacques Calvet, que M. Lalonde avait vivement critiqué lorsqu'il refusait le pot d'échappement catalytique, s'est finalement rallié au procédé.

Comme son ministre de l'environnement, M. Cresson veut que la France retrouve une

place de champion. Mais il ne s'agit pas des mêmes performances.

M. Lalonde souhaite que la France donne l'exemple au sein de la CEE pour le respect des normes communautaires et il s'est battu pour que le gouvernement français soit en pointe dans les négociations internationales (lute contre l'effet de serre, interdiction du commerce de l'ivoire, contrôle des déchets « transfrontaliers » et protection de l'Antarctique).

M. Cresson voit plutôt les performances des industriels de la propriété, comme les grandes sociétés françaises de l'eau, qui sont déjà au premier rang mondial. A cet égard, le combat est donc gagné !

R. C.

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

et le débat à l'Assemblée nationale

M. Pierre Mauroy (PS) : « Une majorité du possible »

Premier orateur à prendre la parole après M^{me} Edith Cresson, le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, a trouvé chez le nouveau premier ministre « un ton direct, un ton ferme, un ton original, un ton qui traduit [sa] résolution et qui correspond parfaitement à la situation du moment et aux attentes des Français et des Françaises ». Il n'y a pas pour autant de « rupture par rapport à la gestion des gouvernements socialistes précédents », seulement « une nouvelle étape ». « Je suis heureux, madame le premier ministre, que vous ayez tenu à affirmer la continuité de l'action entreprise », a insisté celui qui fut le premier des premiers ministres de M. François Mitterrand.

La première des priorités qu'a retenue M. Mauroy dans les propos de M^{me} Cresson, c'est la lutte contre le chômage. « Vous souhaitez ouvrir une route nouvelle et supplémentaire (...). Vous avez défini une nouvelle ambition industrielle pour la France. C'est ce courage qui vous a valu de recevoir la confiance des milieux économiques, industriels et financiers. Une situation sans doute bien agréable pour un premier ministre socialiste ! », a souligné M. Mauroy. La seconde priorité, qui « impose un

coup de collier supplémentaire », est celle de l'Europe. Elle ne saurait cependant faire oublier la nécessité d'une « politique sociale attentive », que ce soit en matière de formation, de protection sociale ou de droit à la retraite à soixante ans.

M. Mauroy a conclu son propos par un appel à « une majorité du possible » : « L'occasion de votre nomination, on a vu renouer l'approfondissement d'une certaine droite (...). Je suis convaincu que votre manière d'aborder les problèmes trouvera sa majorité au sein de cet hémicycle. Au moment où il apparaît clairement que la réussite économique est inséparable d'une grande politique sociale, j'invite chacun à s'interroger sur les conséquences d'attitudes qui priveraient la France de la continuité institutionnelle indispensable à son avenir. Cette impérieuse nécessité d'une politique de transformation sociale que nous, socialistes, percevons clairement, d'autres, à leur tour, peuvent la voir. Et, en particulier, ceux qui, ensemble, forment une majorité absolue potentielle, ceux qui forment une majorité du possible autour du rassemblement à gauche et de la majorité présidentielle. »

M. Bernard Pons (RPR) : « Premier ministre de l'éphémère »

M. Bernard Pons a semblé d'abord n'avoir véritablement rien de sérieux à reprocher au nouveau premier ministre. Comme « disciple du général de Gaulle, qui a donné le droit de vote aux femmes », ce fut même un « réel plaisir » pour lui que de pouvoir dire enfin « madame le premier ministre ». Il se trouve simplement que le président du groupe RPR se souvient de « l'ambiance euphorique » qui avait accompagné, en 1983, l'arrivée de M. Michel Rocard, « un homme prêt à redonner un lustre nouveau à la politique » et doté d'« une méthode capable de surmonter tous les obstacles ». « Or voilà qu'aujourd'hui la fameuse méthode Rocard a fait faillite (...). Eche, incompetence, impuissance, c'est bien là votre propre jugement, madame le premier ministre, et vous l'avez manifesté de la façon la plus spectaculaire en démissionnant il y a six mois de vos fonctions gouvernementales. De ce point de vue, l'opposition vous apprécie. Comme vous avez raison de dénoncer un gouvernement qui prétendait attaquer aux travaux d'Hercule, mais qui ne décidait rien et qui n'agissait pas ! (...) Le gouvernement de M. Rocard a été celui des opportunités gâchées. » M^{me} Edith Cresson sera en quelque

sorte la victime de son prédécesseur, a encore prédis le porte-parole du RPR en soulignant que « la situation que nous avons laissée en 1988 était incontestablement meilleure que celle dont vous héritez aujourd'hui ». Aussi M. Pons a-t-il douté que le nouveau premier ministre puisse avoir « la moindre chance de répondre à l'attente du pays ». « Vous n'avez pas plus de majorité politique que votre prédécesseur, et, comme lui, vous serez condamné à gouverner en usant des mêmes expédients. (...) Votre déclaration d'aujourd'hui confirme bien, s'il en était besoin, que vous êtes l'expression vivante et tenace de l'idéologie socialiste, toujours renaisante en dépit des leçons de l'histoire. »

Pour le président du groupe RPR, M^{me} Cresson a hérité d'une « mission périlleuse », qui consiste à « préparer le moins mal possible une consultation nationale anticipée ». Il faut, conclut-il, « redonner la parole au pays ». « Conformément à la leçon du général de Gaulle, lorsque la nation traverse une grave crise politique, ce qui est le cas aujourd'hui, c'est au peuple et à lui seul qu'il faut rendre la parole. C'est l'espoir que je veux formuler face à un premier ministre de l'éphémère. »

M. André Lajoinie (PC) : « Revenir à gauche »

« Alors qu'un gouvernement de gauche aurait été assuré à l'Assemblée nationale d'une majorité stable de députés communistes et socialistes pour conduire une autre politique, une fois encore, c'est une autre voie qui a été choisie », a regretté le président du groupe communiste, M. André Lajoinie. « Un gouvernement s'en va avec les regrets de la Bourse et du patronat, un autre lui succède, toujours avec des ministres de droite, avec les encouragements de la Bourse et du patronat », a-t-il encore constaté.

Après avoir dressé le procès de la politique suivie jusqu'à aujourd'hui (bas salaires, chômage, précarité de l'emploi, etc.), M. Lajoinie a insisté sur les conséquences de l'intégration européenne : « A travers un coup d'Etat supranational permanent, la primauté de l'Europe des douze et l'effet direct des règlements se conjuguent de plus en plus pour vider les lois françaises de leur contenu original et des avancées sociales que les luttes avaient permis d'y introduire. »

« Rien n'est plus urgent que de revenir à gauche », a-t-il proposé, sans toutefois ignorer qu'« un changement de gouvernement ne saurait à lui seul faire un prin-

temps de la gauche ». Assez fréquemment interrompu par les députés de l'opposition, M. Lajoinie a, enfin, précisé ce que serait, à l'avenir, l'attitude de son groupe : « Tout ce qui pourrait aller dans le sens du développement des productions nationales, de la création d'emplois stables et bien rémunérés, de la justice sociale, du progrès de la recherche et de la formation, d'une coopération européenne d'égal à égal, sera assuré de notre soutien. Par contre, les députés communistes combattront résolument toute mesure allant dans le sens de l'austérité, de la précarité, de la remise en cause de notre protection sociale, de l'injustice sociale et fiscale, et de l'abandon national. »

« Vous ne devez pas décevoir l'espoir que votre nomination a pu susciter, ce qui ne pourra pas être réalisé par des paroles, si séduisantes soient-elles, mais par des actes concrets en faveur de notre peuple (...). Vous avez dit qu'un gouvernement plus au centre qu'on le souhaitait. Permettez-moi de contester cette pseudo-faillite. Il existe dans cette Assemblée une majorité et donc les moyens pour mener une politique de gauche. »

M. Edmond Alphandéry (UDC) : « L'urgence de l'alternance »

Après l'hommage obligé à « la femme devenue premier ministre », le porte-parole du groupe UDC, M. Edmond Alphandéry, a insisté sur la nécessité d'une clarification, même si elle ne va pas dans le même sens : « Dans l'esprit des Français, vous êtes une militante socialiste. Vous recherchez un style recadré, mais vous diluez vos craintes par des déclarations qui vous situent là où vous n'avez jamais cessé d'être : Les communistes sont partis. Je l'ai beaucoup regretté. S'il y a une évolution, on verra bien. On voudrait bien savoir ce qui se cache derrière ce « on verra bien. »

M. Alphandéry a aussi relevé d'autres ambiguïtés dans le message économique et européen du premier ministre : « On ne sait ce qui l'emporte en vous, de la construction européenne ou de la guerre économique avec l'Allemagne. Etes-vous européenne par conviction ou par défaut ? Evoquant la « cohabitation avec Pierre Bérégovoy », il s'est

interrogé sur « ce curieux alliage fait d'une passionnaria et d'un péral-rigueur ». Afin de lever ces doutes, le représentant de l'UDC a proposé cinq « rendez-vous prioritaires » : l'emploi, le pouvoir d'achat, le combat « contre les déchirures sociales », la « défense des valeurs » et l'Europe. « Nous ne vous condamnons pas a priori. Prouvez-nous que vous êtes en mesure d'aller au-delà de la méthode Couff et de l'Etat-spectacle (...). Fidéles aux convictions qui ont tou-

jours été les nôtres, nous saurons faire la distinction entre les projets artificiels et les projets porteurs d'avenir. Mais nous voyons bien ce qui se dessine. Le président de la République a constitué un gouvernement de combat socialiste dont il est aujourd'hui le véritable chef. Vous vous mettez en ordre de bataille. Sachez que nous sommes prêts. Car plus nous nous écarterons, plus nous serons, avec nos alliés de l'opposition, l'urgence de l'alternance. »

M. Jean-Marie Daillet (non-inscrit) : « Un progrès pour la démocratie »

En s'exprimant au nom du mouvement France unie, le dernier orateur du débat, M. Jean-Marie Daillet a cherché, en revanche, à mettre un terme aux « spéculations » sur d'éventuelles élections législatives anticipées. « Personne n'y a intérêt,

ni à gauche ni à droite, a-t-il expliqué. Il n'y aura plus de majorité automatique pour quiconque, et nous sommes de ceux qui veulent la mise en œuvre de la démocratie française. Mais dès lors le gouvernement doit mieux dialoguer avec le Parlement. »

M. Charles Millon (UDF) : « La fermeture de l'ouverture »

Aux cinq rendez-vous de son calendrier, M. Charles Millon a ajouté une série de contradictions qu'il a cru déceler dans la formation du nouveau gouvernement. La première porte précisément sur la reconduction de la plus grande partie de l'équipe sortante : « Il y a eu changement de premier ministre. Un point, c'est tout. »

Pour M. Millon, il y a encore contradiction entre « les tendances protectionnistes et l'intégration européenne », ou encore entre la volonté de réformer le système éducatif et la rigidité de l'appareil syndical dans l'éducation nationale. Le président du groupe UDF a également relevé « l'étrange des mœurs budgétaires » qui ne permettrait pas d'atteindre les objectifs affichés.

Enfin, sur le plan politique, il a estimé que le premier ministre avait déglissé « la fermeture de l'ouverture, l'alliance à gauche avec le Parti communiste », alors que

celui-ci est « opposé à la construction européenne, opposé à la réforme éducative, opposé à la révision de la fiscalité que vous envisagez. »

Il y avait, à l'évidence, de bonnes raisons de changer de gouvernement, autant pour mettre fin au « social-immobilisme », à la montée du chômage, à « la gangrène des affaires », au développement des inégalités et des exclusions, que pour relancer la politique d'aménagement du territoire et programmer une nouvelle loi de décentralisation, a notamment expliqué M. Millon.

Mais, a-t-il ajouté, « il est clair que vous n'avez pas les moyens de mener la politique que vous nous avez décrite. Vous n'avez pas été nommée pour gouverner. Vous avez été désignée, au mieux, comme atèle de ciment du président de la République, au pis, comme directeur de la campagne électorale du Parti communiste. La gestion quoti-

dienne du pays a été confiée à Pierre Bérégovoy. »

Les thèmes chers au premier ministre, a encore jugé le député de l'Ain, sont inspirés par un « populisme de mauvais aloi ». « Au lieu de remettre en question votre doctrine socialiste, vous accusez le Japon, selon la technique bien connue du bouc émissaire. Au lieu de remettre en question votre politique économique, vous versez dans le discours nationaliste et populiste. Alors que la France doit retrouver un discours de valeurs, vous lui tenez un discours d'intérêts partisans. Madame le premier ministre, vous êtes le syndic de faillite du socialisme à la française. Aujourd'hui, on vous a demandé de gérer un redressement judiciaire. Vous vous apercevez vite que vous ne pouvez échapper à la liquidation. Soyez réaliste : retournez devant le peuple français, pour que lui seul choisisse la voie du redressement national. »

L'élan et le temps

Suite de la première page

Mais il est un peu court si l'on veut bien considérer qu'un gouvernement n'est pas à la tête d'une holding, ni chargé de tenir tous les fils du tissu industriel français. Il est là pour faire en sorte qu'un pays puisse debout, ait des perspectives qui ne se limitent pas à l'économie (l'explicité) ou aux échéances électorales (l'implicite), gérer les diversités géographiques, sociales, ethniques, susciter des élans culturels, accompagner la recherche d'une identité, équiper la territoire, exister en dehors du commerce extérieur, bref qu'il ait des ambitions hautes et diversifiées.

On en est loin. En cinquante minutes, M^{me} Cresson n'a trouvé le temps d'oublier ni le mot « socialisme », ni d'aborder le thème des libertés ni de citer l'indigence absurde - le nom de M. Michel Rocard... quitte à faire comprendre qu'on continuerait sa politique dans bien des domaines. Il ne peut s'agir d'oubli : la gauche (mot également omis) telle que la voit aujourd'hui les Français ne se présente plus comme telle. Elle a adopté un langage où la recherche de

l'efficacité éclipsa la rhétorique de la générosité, où l'argent n'a plus d'odeur, où les fédérations patronales sont citées comme alliées objectives, où la défense des libertés individuelles n'est plus brandie comme un ostensorio, où la planification est réduite à une aimable activité de recherche... De ce constat certains tireront la conclusion que les socialistes, en cessant de l'être, sont vraiment devenus réalistes et d'autres qu'ils ont perdu une bonne partie de leur âme et de leur « différences ».

M^{me} Cresson a, au maximum, deux ans devant elle. Bien des présidents du conseil de la Quatrième République se seraient satisfaits d'un contrat d'une telle durée. Mais ces deux ans, combien de temps... dureront-ils ? Appeler les Français « à l'effort dans la durée » ne manque pas de sagesse. Encore faudrait-il n'être pas handicapé, comme l'est M^{me} Cresson, par ce soupçon qui pèse, et passera, sur le temps qui lui reste pour passer d'un discours sans élan à un élan sans discours.

BRUNO FRAPPAT

MM. Emmanuelli et Gouzes élus présidents de la commission des finances et de la commission des lois

MM. Henri Emmanuelli (PS, Landes) et Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) ont été élus respectivement présidents de la commission des finances et de la commission des lois de l'Assemblée nationale, jeudi 23 mai. M. Emmanuelli a été élu au premier tour de scrutin à la présidence de la commission des finances par 35 voix contre 25 à M. Robert André Vivien (RPR, Val-de-Marne). Il succède à M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Val-d'Oise), devenu ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur. M. Gouzes a été élu également au premier tour de scrutin à la présidence de la com-

mission des lois par 35 voix contre 2 à M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), qui avait retiré sa candidature au profit de M. Gouzes. M. Gouzes succède à M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), nommé ministre délégué à la Justice.

MM. Emmanuelli et Gouzes avaient été désignés mercredi 22 mai par le bureau du groupe socialiste. Les deux nouveaux présidents appartiennent aux mêmes courants du PS que leurs prédécesseurs. M. Gouzes est rocardien comme M. Sapin, et M. Emmanuelli est membre du courant de M. Lionel Jospin comme M. Strauss-Kahn.

D'autant que le contenu de sa déclaration de politique générale ressemble parfois à celui du discours de Georges Pompidou. On y retrouve à peu de mots près une priorité à la formation des jeunes, la référence obligée à la grandeur du métier d'enseignant, la moder-

Les intérêts de la gauche

par Jean-Yves Lhœmeu

MADAME CRESSON a pris une formidable dégelée, mercredi 22 mai dans les couloirs de l'Assemblée nationale et le lendemain dans la plupart des journaux, au terme de sa déclaration de politique générale, si générale que ses adversaires politiques et même ses amis ne trouvent rien de particulier à en dire sinon quelques fortes méchancetés. La palme revient à un homme qui en a su son compte, ministre éphémère de M. Chirac chargé de l'enseignement supérieur en 1986, M. Alain Devaquet, auteur de cette formule : « M^{me} Cresson a réussi une performance géométrique. Elle a fait un discours à la fois plat et creux. »

Un précédent vient immédiatement à l'esprit, celui de Georges Pompidou, le 26 avril 1962. Premier ministre nommé douze jours plus tôt par le général de Gaulle, il avait été mal reçu par un milieu politique qui lui reprochait essentiellement de ne pas appartenir au sérail, mais un peu mieux par la presse. On avait jugé son intervention dénuée de souffle et l'homme professionnel et un peu terne. On connaît la suite. Georges Pompidou est resté à Matignon jusqu'en juillet 1968, et il a été élu président de la République en 1969. Un discours, bon ou mauvais, ne fait ni l'avenir d'un homme, ou d'une femme, ni celui de sa politique. Si M^{me} Cresson éprouve le besoin de se rassurer, elle peut toujours se remettre en mémoire les premiers annus de son illustre prédécesseur.

D'autant que le contenu de sa déclaration de politique générale ressemble parfois à celui du discours de Georges Pompidou. On y retrouve à peu de mots près une priorité à la formation des jeunes, la référence obligée à la grandeur du métier d'enseignant, la moder-

nisation du service public, la vertu d'une « monnaie forte », à condition qu'elle soit l'instrument d'une « politique d'expansion », qui permette « le progrès humain et social » et la réduction des inégalités. En 1962, la France sortait de la guerre d'Algérie, et Georges Pompidou comptait donner une « existence politique à l'Europe ». En 1991, la France sort d'une autre guerre, et M^{me} Cresson veut donner à la France un « nouvel élan » dans la construction européenne.

La comparaison, évidemment, s'arrête là. Georges Pompidou pouvait compter sur une croissance de 5,5 % - ô les beaux jours ! - et M^{me} Cresson devra se contenter de 2 % en 1991, hypothèse officielle et révisable à la baisse. Cela fait toute la différence. Par rapport à M. Rocard, M^{me} Cresson n'a de marge que la volonté de son discours. Qui lui reprocherait de l'exprimer par des mots avant de pouvoir la juger aux actes ?

Le changement de ton du PC

« Juger aux actes », c'est justement le titre de l'Humanité au lendemain de la déclaration de M^{me} Cresson. Depuis sa nomination à Matignon, le changement de ton de la direction du Parti communiste paraît être le seul élément nouveau du climat politique. Bien que les propos du premier ministre ne soient pas de nature à enthousiasmer les communistes - « aucune mesure concrète n'a été annoncée », - la direction du PCF semble se satisfaire d'intentions. Les séances de musculation de l'industrie française promises par M^{me} Cresson ont le mérite, à ses yeux, de rappeler son vieux slogan « Produisons français ! ». L'ef-

fort annoncé et renouvelé de formation des jeunes ne peut pas, globalement, lui déplaire. Les communistes semblent donc décidés à pratiquer une sorte de contestation « constructive », et à prendre ainsi le relais des caristes, habiles à la pratique sous le gouvernement Rocard mais qui, avec le changement de premier ministre et dans la perspective des prochaines échéances électorales, avaient clairement rejoint leur camp, la droite.

Les communistes aussi ont d'évidents intérêts électoraux qui leur interdisent de s'éloigner encore un peu plus qu'ils ne l'étaient des socialistes. Leurs intérêts n'expliquent pas cependant qu'ils en fassent aujourd'hui un peu plus que nécessaire. Lorsque M^{me} Cresson assure qu'elle recherchera au Parlement « les majorités les plus larges », son regard se tourne plus vers la gauche que vers le centre, où elle n'a rien à espérer. Elle est soutenue, tout en puissance, par M. Pierre Mauroy, qui a quelques titres pour en appeler à ceux qui, ensemble, forment une majorité absolue potentielle, dénommée « majorité du possible ».

Aucune information sérieuse ne permet d'être certain que M^{me} Cresson avait pris contact, sinon négocié, avec les communistes avant de se présenter devant l'Assemblée nationale. La suite, singulièrement la politique sociale qu'elle conduira, dira s'il est raisonnable d'envisager cette hypothèse. Car on voit mal pourquoi le Parti communiste se contente d'une vague perspective contenue dans une formule quasi pompidolienne : « La politique que je vous propose est celle du progrès économique et social. »

Les syndicats dubitatifs

Exprimées dans l'après-midi du 22 mai, après le discours de politique générale de M^{me} Cresson, les réactions syndicales sont très dubitatives et, pour l'essentiel, estiment qu'il est nécessaire d'attendre l'épreuve des faits.

Le jugement de la CFTC donne le ton, puisqu'elle déplore « la faiblesse du volet social » et regrette que « l'action pour l'emploi semble se limiter à l'action économique ». La centrale syndicale confédérale s'étonne en outre d'« une lacune inavouable : pas un mot sur la politique familiale ».

M. Louis Viannet, actuel numéro deux de la CGT, va dans le même sens en soulignant que le discours « a été marqué par l'absence de propositions concrètes ». Il a relevé que si tous les dossiers ont été passés en revue, ils l'ont été « sans rien dire de concret ». « Or », a-t-il ajouté, « les salariés veulent des actes ».

Pour sa part, la commission exécutive de la CFDT regrette que « le premier ministre n'ait pas fait connaître sa politique pour l'emploi » et observe que, dans cette logique, « l'emploi n'est qu'une simple résultante des autres équilibres ». Tout en saluant le « beau discours politique », la CGC reste méfiante. « Sans pour autant préjuger de la bonne volonté du premier ministre », elle « attendra (...) pour soutenir ou pour combattre l'action du nouveau gouvernement » et s'interroge sur les moyens de la mise en œuvre des intentions de M^{me} Cresson.

Egalement réservé, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, demande à « connaître les mesures et les décisions concrètes qui vont être prises ». « Le rappel de l'attachement des grands équilibres ne permet pas d'entrevoir les moyens qui seront mis en œuvre », ajoute-t-il.

Président de la CGPME, M. Lucien Rebuffat affirme avoir entendu « un discours intemporel et qui ratisse large ». « Les PME attendent plus clair, plus précis », estime-t-il, tout en souhaitant « rester dans un esprit d'ouverture ».

سكنا من الامل

POLITIQUE

En réunissant des Etats-général sur la justice

L'opposition ajoute un chapitre à son programme de gouvernement

Les Etats-général de l'opposition, septième réunion de ce genre, qui se sont tenus à Paris, mercredi 22 mai, ont été consacrés à la justice.

Pour la septième fois l'opposition a réuni ses Etats-général. Destinés à établir les éléments d'un véritable programme de gouvernement et à démontrer leur accord dans quelques domaines

essentiels, ces Conventions ont permis au RPR et à l'UDF de mettre au point, au fil des mois, des positions communes concernant l'éducation nationale et la formation, l'immigration, la décentralisation, l'environnement, l'économie et la fiscalité et enfin l'agriculture, en décembre dernier.

D'autres Etats-général sont prévus, notamment sur les affaires sociales, sur la défense et, surtout,

sur l'Europe où des divergences subsistent toujours, comme l'a montré le débat organisé dans nos colonnes entre MM. Juppé et Méhaignerie (le Monde du 22 mai) et au sujet duquel un groupe de travail commun a été constitué récemment.

Aux Etats-général pour la justice, mercredi 22 mai à Paris, devant quelque deux mille magistrats, avocats, juristes et parlemen-

taires, tous les leaders de l'opposition, à commencer par MM. Chirac, Giscard d'Estaing et Balladur, ont approuvé les réformes préparées par le groupe de travail en vue de cette convention. Mais si tous ont émis de nouvelles instructions des «affaires» politico-financières qui ont récemment défrayé la chronique, si aucun nom de personne ou d'entreprise n'a été cité, tous également ont fait le procès général de ce qu'ils considèrent comme une malmaison du pouvoir politique sur la justice depuis dix ans.

En faisant l'éloge des magistrats ils ont présenté ceux-ci d'abord en victimes qu'en complices du détournement de la société de droit. Les reproches adressés aux socialistes tout autant qu'aux gouvernements successifs et qu'à M. Mitterrand tendaient ainsi à montrer que, dans ce domaine, leur échec a été total, au moins autant qu'en matière d'éducation nationale, a précisé l'ancien président de la République. MM. Chirac, Giscard d'Estaing et Balladur ont utilisé, en prononçant ce verdict, des mots synonymes pour dénoncer l'insuffisance des moyens de la justice, les pressions politiques sur les magistrats et, plus généralement, l'hypertrophie du pouvoir présidentiel. Tous ont souligné qu'en élaborant ainsi, chapitre par chapitre, leur programme commun de gouvernement, les opposants entendaient bien rendre plus crédible une éventuelle alternance politique dont dépendait, en fin de compte, leur propre avenir.

ANDRÉ PASSERON

M. de Charette veut que le Conseil constitutionnel devienne «l'autorité judiciaire suprême». — M. Hervé de Charette, député (UDF-FR) de la Vendée, délégué général des Clubs perennistes et réaliste, a prononcé, jeudi 16 mai, que le Conseil constitutionnel devienne «l'autorité judiciaire suprême», son président «devenant le premier magistrat de France» et président à la place du chef de l'Etat, le Conseil supérieur de la magistrature. C'est lui aussi, qui désignerait le président de la Cour des comptes et le vice-président du Conseil d'Etat.

Pour une réforme du Conseil supérieur de la magistrature

M. Valéry Giscard d'Estaing a défini d'emblée le cadre des débats organisés, mercredi 22 mai, pour la septième convention des Etats-général de l'opposition : la justice, a-t-il affirmé, est «un des grands enjeux de l'alternance». Les principaux responsables du RPR et de l'UDF étaient donc présents à la tribune afin de présenter ensemble leurs propositions dans ce domaine. Dénonçant la «confusion permanente entre le politique et le judiciaire», Jacques Chirac a annoncé les principes axés de ces réformes, dont le but est d'assurer à la justice une indépendance «complète et effective».

Premier geste, et il est d'importance : l'opposition propose une réforme du Conseil supérieur de la magistrature, dont les neuf membres sont actuellement désignés par le chef de l'Etat. Le RPR et l'UDF, qui souhaitent que cette structure échappe à «l'appréhension politique du président de la République», proposent d'en revoir la composition. Ce nouveau CSM, rebaptisé Conseil supérieur de la justice, serait composé de six magistrats nommés par l'assemblée générale de la Cour de cassation, les cours d'appel et les tribunaux et de trois «personnalités extérieures» désignées par leurs pairs : un conseiller d'Etat,

un avocat et un professeur de droit. «Le Conseil supérieur de la magistrature serait ainsi l'instance suprême de l'institution judiciaire», a conclu M. Chirac, et non, comme il l'est devenu, un simple comité consultatif auprès du chef de l'Etat.

Cette proposition, l'opposition ne l'ignore pas, est difficile à mettre en œuvre : la composition du CSM étant inscrite dans la Constitution, cette réforme exige une révision constitutionnelle. Cette solution a d'ailleurs été écartée par le pouvoir, qui affirme que le processus est politiquement trop risqué. Le RPR et l'UDF ont profité de ces Etats-général pour affirmer qu'ils lanceraient cette réforme dès leur retour aux affaires. «L'opposition», a souligné M. Giscard d'Estaing, doit s'engager à réaliser cette réforme constitutionnelle au cours de la première année du prochain septennat.

Le second volet des propositions du RPR et de l'UDF concerne le budget. Rappelant que l'enveloppe du ministère de la justice représente actuellement moins de 1,4 % des dépenses de l'Etat, M. Chirac a plaidé en faveur d'une programmation pluriannuelle. L'opposition souhaite augmenter le nombre de magistrats, créer des postes de greffiers, recruter «massivement» des secrétaires-dactylographes, réajuster traitements et indemnités, mettre en place un véritable programme de rénovation immobilière, et accélérer le programme d'informatisation. Tout cela demanderait de l'argent : l'opposition propose d'affecter 10 milliards de francs de plus à la justice afin de faire passer le budget de la Place Vendôme de 1,4 % à 2,5 % du budget de l'Etat.

Plus controversées sont les propositions sur la procédure pénale. M. Giscard d'Estaing, qui s'est félicité de «l'excellente institution» que constitue le juge d'instruction, s'est contenté de défendre en quelques mots «la règle de collégialité pour toutes les décisions importantes», notamment l'incarcération et la mise en liberté. M. Chirac s'est montré plus évasif encore. «Il faut la reconnaître, a-t-il souligné, plusieurs points de vue s'affrontent encore. Nous devons dégager ensemble des solutions donnant une place accrue à la collégialité et au principe du contradictoire». Le RPR et l'UDF sont toutefois d'accord sur une proposition : interdire à la presse de mentionner le nom de tout inculpé tant qu'une juridiction n'aura pas statué sur sa culpabilité.

ANNE CHEMIN

La réforme du code pénal

La majorité sénatoriale rétablit le délit d'atteinte homosexuelle sur un mineur

Les sénateurs ont adopté, par 97 voix «pour» et 16 voix «contre» (celles des communistes), mercredi 22 mai, le projet de loi réformant le livre II du code pénal, qui porte sur les crimes et les délits contre les personnes. N'étant pas parvenu à une position d'équilibre sur la pénalisation de l'avortement pratiqué par la femme sur elle-même (le Monde du 3 avril), que proposait la commission des lois, la majorité sénatoriale s'est abstenue lors du vote sur l'ensemble du texte, qu'elle avait, pourtant, considérablement réécrit en réintroduisant, notamment, le délit d'atteinte homosexuelle sur un mineur. En revanche, le PS, a voté pour ce texte amendé, auquel il est résolument hostile, en justifiant son attitude par le souci que l'Assemblée nationale soit saisie du projet dans les meilleurs délais.

Pour ses débuts au banc du gouvernement, M. Michel Sapin, nouveau ministre délégué à la justice, n'a pas été déçu. Alors qu'il s'était affrondé pendant toute la discussion générale selon les canons ayant cours en la matière — la droite dénonçant le «laxisme» de la gauche, la gauche daubant sur les réflexes «répressifs» de la droite —, la majorité sénatoriale et le groupe socialiste ont donné, au moment du vote final, l'impression de vouloir illustrer le mieux possible l'expression «combat à front renversé».

La discussion s'était déroulée, auparavant, en terrain familier. Parvenus au chapitre des atteintes aux mineurs et à la famille, les sénateurs

avaient longuement discuté d'une disposition présentée par la commission des lois, qui se proposait de punir de deux ans de prison et de 200 000 francs d'amende «les atteintes sexuelles commises par un majeur sans violence, contrainte, menace, ni surprise, sur un mineur de quinze à dix-huit ans du même sexe».

Cette disposition, abrogée en 1982 et vigoureusement contestée par les associations d'homosexuels, a été critiquée par le gouvernement et par les socialistes. «Pourquoi ramener le débat sur ce sujet? Rien ne le justifie», s'est interrogé M. Sapin, pour qui «cette discrimination est inacceptable» en ce qu'elle «montre du doigt certains comportements, certaines mœurs». M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort) a affirmé que l'amendement proposé par le rapporteur, M. Charles Jolibois (RPR, et ind., Maine-et-Loire) s'inspirait directement de la législation édictée par Vichy en 1942. Le gouvernement a reçu, en outre, le renfort de M. Robert Pagès (PC, Seine-Maritime).

Pour ses débuts au banc du gouvernement, M. Michel Sapin, nouveau ministre délégué à la justice, n'a pas été déçu. Alors qu'il s'était affrondé pendant toute la discussion générale selon les canons ayant cours en la matière — la droite dénonçant le «laxisme» de la gauche, la gauche daubant sur les réflexes «répressifs» de la droite —, la majorité sénatoriale et le groupe socialiste ont donné, au moment du vote final, l'impression de vouloir illustrer le mieux possible l'expression «combat à front renversé».

M. Jolibois a assuré que la commission n'avait pas pour objectif le rétablissement du délit d'homosexualité. Il a ajouté qu'un mineur, «face à un adulte expérimenté et habile», a besoin «d'une protection législative spéciale». M. Etienne Dailly (RPR, dépt., Seine-et-Marne) a affirmé que ce débat défiait «le bon sens des populations rurales» et soutenait le rapporteur. «Nous ne voulons établir aucune discrimination. L'homosexualité n'est pas un crime, mais quelque chose qu'on ne souhaite pas voir se répandre dans le pays». «A-t-il commencé à dire, nous culpabiliser dans cette affaire. On dit qu'il s'agit d'un horrible texte de Vichy. Qu'on ne vienne pas donner de leçon de patriotisme à un ancien de la 2^e DB!», a ajouté M. Dailly. «Quant aux silences du code pénal sur cette question à la révolution, n'oublions pas que ce code fut rédigé par Cambacérès, dont le sobriquet était tante Hurlette», a-t-il conclu.

M. Dailly a sans doute été convaincant, puisque l'amendement, également défendu par M. Marcel Rudloff (Un., cent., Bas-Rhin), a

été adopté à mains levées par la majorité sénatoriale, contre les groupes communiste et socialiste. M. Daniel Millaud (Un., cent., Polynésie française) s'est abstenue. C'est l'unique obstacle levé, on a pu s'attendre, un instant, à ce que la même majorité se prononcât pour l'adoption du projet de loi considérablement modifié, dans un sens plus répressif, par la majorité sénatoriale.

C'était compter sans les députés caustiques en son sein par l'amendement de la commission des lois sanctionnant «l'avortement pratiqué par la femme sur elle-même». Partagé entre les sénateurs hostiles à cet amendement et ceux qui étaient opposés à l'existence d'un vide juridique sur ce chapitre, la majorité sénatoriale a choisi, comme moindre mal, de s'abstenir sur son propre texte.

M. Dreyfus-Schmidt, croyant que la majorité était résignée à voir son texte repoussé par les seuls sénateurs communistes, a décidé son groupe à voter «pour», en dépit de son contenu, afin de ne pas perturber la navette avec l'Assemblée nationale (1), alors que le groupe du Rassemblement démocratique et européen, sous les injonctions de M. Dailly, choisissait, lui aussi, le vote en faveur du projet. Certains sénateurs de la majorité ont fait des gorges chaudes du vote des socialistes en faveur de ce qu'ils avaient dénoncé comme un nouveau «code Pétain». D'autres ont avoué avoir mésevalu «comme des mouches». Tous, enfin, ont souhaité que la deuxième lecture soit moins mouvementée.

GILLES PARIS

(1) Rien ne s'oppose, pourtant, à ce qu'un texte repoussé par l'Assemblée ou il est déposé en première lecture soit normalement soumis à l'examen de la seconde chambre.

L'analyse du scrutin

Saize sénateurs ont voté contre le projet de loi II du code pénal : les 16 membres du groupe communiste.

97 sénateurs ont voté «pour» : 22 membres du Rassemblement démocratique et européen (sur 23); 65 socialistes (sur 66); 3 centristes (MM. Bernard Laurent, Daniel Millaud et Marcel Rudloff); 7 Républicains et indépendants (MM. Joël Bourdin, Joseph Cuapet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Jean-Marie Girault, Serge Mathieu, Michel Poniatowski et Pierre-Christian Taittinger).

201 sénateurs se sont abstenus : 91 RPR (sur 91); 64 centristes (sur 68); 40 Républicains et indépendants (sur 51); 6 non inscrits (sur 6).

7 sénateurs n'ont pas pris part au vote : MM. Guy Cabanel (RPR, et ind.), Etienne Dailly (RPR, dépt., Seine-et-Marne), Jean-Claude Gaudin (RPR, et ind.), Roland du Luart (RPR, et ind.) et Albert Volquin (RPR, et ind.).

COMMUNICATION

En rachetant les activités audiovisuelles de W H Smith

Canal Plus et ABC ripostent à l'offensive de TF 1 sur le sport

Canal Plus s'apprête à acheter les activités audiovisuelles du groupe britannique WH Smith. L'opération d'un montant approximatif de 650 millions de francs s'effectuera en association avec la Compagnie générale des eaux, actionnaire de Canal Plus et exploitant de réseaux câblés, et avec la chaîne américaine ABC.

Ce rachat confirme l'intérêt de Canal Plus et de la Compagnie générale des eaux pour le marché britannique, où les deux sociétés sont déjà actionnaires de la chaîne privée TVS. Le groupe W H Smith, qui entend aujourd'hui se recentrer sur ses librairies et ses commerces de vidéo et de disques, cède en effet d'importants actifs audiovisuels : 20 % de la chaîne privée Yorkshire TV, la société de production Mollare et trois programmes destinés au

câble et transmis dans toute l'Europe par le satellite Astra (Lifestyle, TV Sport et Cable Jukebox).

Mais ce rachat annonce surtout une formidable bataille sur la télévision sportive. Canal Plus, qui était déjà actionnaire de TV Sport, s'inscrira en effet de la reprise par TF 1 de la chaîne concurrente Eurosport, le 9 mai. La télévision payante a donc décidé, en accord avec la Générale des eaux, de contre-attaquer en musclant les programmes de TV Sport. Ils ont trouvé un allié de poids avec la télévision américaine ABC. Le grand network contrôle en effet à 80 % la chaîne sportive américaine ESPN. Aux Etats-Unis, ESPN est la première des grandes chaînes thématiques du câble, devant CNN.

J.-F. L.

Le débat sur la gestion d'A2 et FR 3

La Cour des comptes critique le bien-fondé de la présidence commune

La Cour des comptes estime que «la solution de la présidence commune a paru jusqu'à présent plus d'inconvénients que d'avantages». Ce jugement est tiré d'un troisième rapport des hauts magistrats sur la gestion d'A2 et FR 3, rapport confidentiel rendu public par l'AFP. Parallèlement à l'examen des comptes des deux chaînes publiques, la Cour a aussi évalué l'efficacité de leur présidence commune instituée par le gouvernement de M. Rocard en 1989.

Le rapport souligne le «non-respect des intentions exprimées» par M. Philippe Guilhaume, l'ancien président qui avait l'intention de nommer des directeurs généraux parmi les professionnels de programmes, a en définitive désigné à ces postes des gestionnaires et a

nommé lui-même les directeurs de programmes et de productions «contrairement au droit commun des sociétés». La Cour critique aussi l'insuffisance de l'harmonisation des programmes entre A2 et FR 3 «malgré un effort indéniable avec les nouvelles grilles de la rentrée 1990».

Le rapport qui critique l'échec de l'unification des régimes publicitaires, conclut : «Plus d'un an et demi après l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 1989, on peut s'interroger sur le bien-fondé de la nomination d'un président commun à A2 et FR 3». Pour la Cour des comptes, les causes de cet échec résident dans la «sous-estimation de la spécificité de chaque chaîne». Elle estime que «pour imposer ses orientations, le président aurait dû être soutenu par les autorités de tutelle, ce qui n'a pas toujours été le cas».

La création d'une quatrième chaîne à la Réunion

M. Sudre estime l'existence de Free-DOM menacée

SAINT-DENIS

de notre correspondant

Une fois encore, M. Camille Sudre, président de Radio et Télé-Free-DOM, devait prendre l'avion, jeudi 23 mai, pour Paris où il tentera une ultime démarche pour sauver sa place dans le paysage audiovisuel réunionnais. Après la rupture des négociations entre Free-DOM et M. Michel Crélin, conseiller à la Cour des comptes chargé par le ministère des DOM-TOM d'une mission sur la possible création d'une quatrième chaîne de télévision dans le département, — M. Sudre est très «pessimiste» quant aux chances de succès de son pèlerinage parisien. «C'est simple, dit-il, je pense que l'on ne peut pas que les Réunionnais continuent de s'exprimer comme ils le faisaient auparavant dans nos émissions «Télé-Doléances». Pour sa part, avant de quitter la Réunion, M. Crélin a vivement condamné dans la presse locale l'attitude du président de Télé-Free-DOM, «qui a rejeté toutes les propositions qui lui ont été faites».

Pour sa défense, Camille Sudre affirme qu'il lui était impossible d'accepter de ne détenir que 25 % du capital de la nouvelle chaîne de télévision. «On a voulu, dans ce tour de table, nous marginaliser. Ils savaient que nous n'aurions pas eu les moyens financiers de suivre une augmentation de capital qui n'aurait pas manqué d'intervenir après le lancement de la chaîne». Par ailleurs, le président de Télé-Free-DOM a refusé de ne pas être associé «définitivement» à la direction de la quatrième chaîne. «Dans la mesure, explique-t-il, où les partenaires de cette télévision

sont choisis par le CSA, cela constituait un préalable qui nous obligeait à accepter une direction désignée par le même conseil». Découragé par cet échec, le président de Télé-Free-DOM a sollicité plusieurs audiences, notamment auprès de la présidence de la République, du premier ministre et du ministère des DOM-TOM. M. Sudre tire là sans aucun doute ses dernières cartouches. Sur l'île, les rangs de ses partisans s'éclaircissent à vitesse accélérée. Même à la mairie de Saint-Denis — dont M. Sudre est le troisième adjoint, — on affiche aujourd'hui une certaine prudence vis-à-vis du bouillonnant médium. «J'ai demandé une salle pour un gala de soutien à Free-DOM, indique M. Sudre, la mairie me l'a refusée sous prétexte qu'il pourrait y avoir des débordements».

Si Télé-Free-DOM est dans une position inconfortable, avec ses émetteurs confisqués et sous scellés, Radio-Free-DOM, tête de pont de M. Sudre à la Réunion, est elle aussi moribonde. Lâchée par Europe 1 pendant les émeutes de la fin février, la station a perdu depuis plus de 90 % de ses ressources publicitaires. En moins de trois mois, douze personnes ont dû être licenciées. «Les grosses entreprises et même les commerçants indépendants nous boycottent, précise Camille Sudre. Pour moi, Radio-Free-DOM est déjà morte». Première radio locale privée, lancée en fanfare le 14 juillet 1981 à la Réunion, Free-DOM se meurt avant même de pouvoir célébrer son dixième anniversaire...

AUX DIOUX

o Euxepansion prend une participation dans l'hebdomadaire économique soviétique *Commersant*. — Euxepansion, société holding contrôlée à 60 % par le groupe français Expansion, entre dans le capital de l'hebdomadaire économique soviétique *Commersant*. Fondé en 1990, *Commersant* — «the soviet business weekly» — publie actuellement deux éditions, l'une en russe (500 000 exemplaires), l'autre anglaise (30 000 exemplaires) d'une information purement factuelle, sans aucun commentaire politique. Cette prise de participation permet au groupe Euxepansion d'être présent dans quinze pays européens avec 32 titres.

o M. Marcel Ophuls dénonce le «massacre» du *Chagrin* et la *Pitié* par TF 1 Vidéo. — M. Marcel Ophuls, réalisateur du *Chagrin* et la *Pitié*, s'élève avec véhémence contre la «grossière contrefaçon» de son film mis en vente par TF 1 Vidéo depuis mars dernier. «Il y manque tous les sous-titres d'identification des témoins», affirme le réalisateur, ce qui le rend incompréhensible pour un public moderne». Dénonçant le «refus cynique des distributeurs de le retirer de la vente», M. Ophuls demande aux spectateurs de se faire rembourser ou de bien vouloir attendre une version sous-titrée.

MÉDECINE

A la demande du préfet de région

Une enquête est ouverte sur le centre anticancéreux de Reims

A la demande du préfet de région Champagne-Ardenne, M. Yves Bonnet, la direction départementale de l'action sanitaire et sociale a ouvert, mardi 21 mai, une enquête sur le fonctionnement de l'institut Jean-Godinot, le centre anticancéreux de Reims. Deux jours auparavant, la Ligue des droits de l'homme de la Marne avait fait appel au ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, et au ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, pour qu'ils ordonnent une enquête sur le dossier accusant pour le professeur Zagury et l'institut Jean-Godinot qui lui avait été remis par des personnels techniques et des ingénieurs de cet institut.

Le professeur Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie de Paris), qui travaille depuis plusieurs années à la mise au point d'un vaccin et d'un traitement contre le sida, est au centre d'une polémique, qui n'a pas de liens directs avec ce qui s'est passé il y a quelques semaines

à l'hôpital Saint-Antoine de Paris (le Monde du 16 avril). Deux affaires se superposent ici. L'une a trait au fonctionnement, critiquable sous bien des aspects, de l'institut Jean-Godinot, l'autre concerne plus spécifiquement les activités du professeur Zagury au sein de ce centre.

L'incident qui a motivé l'action de la Ligue des droits de l'homme de la Marne remonte au 22 février 1990. Ce jour-là, une pharmacienne de l'institut écrit à son directeur, le professeur Albert Cattani, une lettre dans laquelle elle lui explique que « depuis trois ans, c'est l'enfer ». « J'ignore tout de la finalité des dosages que l'on me confie », précise-t-elle. Plus grave encore, elle explique qu'elle va régulièrement retirer à la gare de Reims des prélèvements sanguins en provenance de Paris. « Corailles, écrit-elle, sont contaminés par le virus du sida et il m'est arrivé d'en manipuler sans être avertie, partageant en cela, avec plus de risques, le sort des préposés de la SNCF ».

Outre cette lettre, elle avertira de l'existence de ces curieux colis postaux un membre du comité d'éthique régional d'oncologie, le professeur Jean-Jacques Adnet, du CHU de Reims, et qui se trouve être par ailleurs président de la Ligue des droits de l'homme de la Marne. L'affaire n'écartera donc que plus d'un an plus tard.

Pour bien en comprendre les implications, il faut savoir qu'outre ses fonctions de chef du laboratoire de physiologie cellulaire à l'université Pierre-et-Marie-Curie de Paris, le professeur Daniel Zagury est également chef du laboratoire d'immunologie de l'institut Jean-Godinot. Théoriquement, il doit, pour ce faire, y assurer sept vacations hebdomadaires, mais en réalité, au dire de nombreux médecins travaillant à l'institut, il ne s'y rend qu'une ou deux fois par an. Son laboratoire est scindé en deux, un laboratoire de cytologie de routine et un laboratoire d'immunologie de routine, ce dernier étant dirigé par M. Jacky Bernard. Mis à part le professeur Zagury, M. Bernard et sans doute aussi le professeur Cattani, rares sont les personnes travaillant à l'institut qui connaissent la nature exacte des travaux qui sont menés dans ce laboratoire.

« Un corps médical déchiré »

La situation à l'intérieur du centre ayant tendance à sensiblement se dégrader, la section syndicale CGC de l'institut a élaboré, il y a quelques jours, un « document de travail » intitulé « Réflexions sur la situation à l'institut Jean-Godinot ». Il s'agit d'un rapport de vingt-trois pages, auxquelles s'ajoutent vingt pages d'extraits de documents, très sévères pour la direction du centre anticancéreux de Reims. Il décrit par le menu une situation de « crise » caractérisée avant tout par un fonctionnement médical qui « n'est pas toujours assuré correctement », une « organisation incohérente » et un « sentiment d'injustice » partagé par une bonne partie des personnes travaillant à l'institut.

Au lieu de se préoccuper, comme l'impose la loi, des missions assignées en priorité aux centres anticancéreux (« le dépistage, l'examen, l'hospitalisation et le traitement des malades », cancéreux), une idée domine à l'institut Jean-Godinot, « souvent sans articulation avec des missions statutaires prioritaires, la recherche... ». Il en résulte que « au sein de l'institution, le poids du secteur laboratoire est bien plus important que celui de la clinique ».

Un constat à peu près similaire ressortait de l'audit réalisé en octobre 1990 par la Sanesco. Parmi les points faibles de l'institut, on pouvait relever « une activité quantitativement fléchissante », « une cohésion interne faible » et « un corps médical déchiré ».

Plus loin, dans le rapport de la CGC, les accusations deviennent plus précises : comment se fait-il que « depuis cinq ans un homme

qui n'a pas le diplôme national de médecin et que l'ordre refuse d'inscrire au tableau soit chimiothérapeute à l'institut ? ». Il s'agit là d'une allusion à l'activité au sein de l'institut d'un Zaïrois, M. Nzenge, qui y a exercé sans avoir les qualifications requises successivement comme chirurgien, chimiothérapeute et, aujourd'hui, comme statisticien. C'est avec l'aide de ce dernier — « un ami zairois chirurgien à Reims », déclarait-il alors dans une interview à Paris-Match — que le professeur Zagury a pu nouer début 1985 des contacts avec les autorités zairoises en vue de la mise en œuvre d'expérimentations dans le domaine du sida.

A propos du professeur Zagury, le document de travail de la CGC avoue ne pas comprendre qu'un « médecin chef de service dans le département de biologie, vacataire avec sept prestations, ne soit pratiquement présent à l'institut que le jour du conseil scientifique, soit un jour par an ; il est secondé dans sa tâche par un scientifique, ingénieur biologiste, qui n'a pas les titres pour superviser un laboratoire d'immunologie de routine ».

Comment admettre, poursuit le rapport, qu'un « impulement [un médecin] dérobe son temps à l'institut, détourne l'activité de son laboratoire et méprise par un comportement irresponsable ses collaborateurs, en négligeant de les avertir que le sang qu'il leur confie est contaminé par le virus du sida ».

Ces accusations sont aujourd'hui reprises à son compte par le professeur Jean-Jacques Adnet, qui ajoute que les personnels de l'institut Jean-Godinot, « qui ne disposent pas de laboratoire de sécurité, ont été régulièrement exposés à leur tour aux prélèvements venant du Zaïre ou de deux laboratoires parisiens ».

Dans le tourage du préfet de région, on se contente d'assurer que l'enquête sera menée dans les plus brefs délais et qu'elle visera avant tout à établir si les normes de sécurité ont été respectées et si l'a pu y avoir, à un moment ou à un autre, un risque quelconque pour les personnels de l'institut, de la SNCF ou des PTT.

FRANCK NOUCHI

NUCLÉAIRE

A la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Controverse sur le sort des « liquidateurs » de Tchernobyl

Exception faite d'un graphique représentant la distribution des doses d'irradiation externe reçues par 86 447 d'entre eux, les « liquidateurs » de Tchernobyl sont absents du volumineux rapport que discute depuis mardi 21 mai à Vienne la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les conséquences radiologiques de l'accident de la centrale (le Monde du 22 mai).

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Les auteurs de l'« International Tchernobyl Project » avaient décidé délibérément de ne pas inclure les « liquidateurs » dans leur étude, pas plus d'ailleurs que les personnes habitant dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale.

Les récentes déclarations de M. Vladimir Tchernoussenko, de l'Institut de physique théorique de l'Académie des sciences d'Ukraine — qui a lui-même passé trois mois sur le site en 1987 — selon lesquelles 7 000 à 10 000 personnes ayant participé aux travaux d'assainissement seraient mortes des suites de l'irradiation ont néanmoins relancé la polémique sur le nombre réel des victimes de l'accident.

Le terme lugubre de « liquidateurs » désigne toutes les personnes qui ont travaillé sur le site sinistré, les deux premières années surtout, les plus dures. En cinq ans, selon des sources officielles, 650 000 civils et militaires, en proportions à peu près égales, sont ainsi « passés » par Tchernobyl. Or 211 000 seulement, ceux qui étaient sur le site la première année, sont officiellement recensés et les doses qu'ils ont reçues sont consignées dans un registre. Pour les quelque 400 000 autres, il faudra attendre qu'ils se fassent connaître des autorités.

« Ils sont maintenant de plus en plus nombreux à le faire, d'autant que le gouvernement soviétique a adopté le 6 mai dernier une loi sur la protection sociale des personnes exposées aux radiations, soit plus de 4 millions, dont les 600 000 qui ont participé aux travaux de « rectification » des conséquences de l'accident », indique M. Vladimir Goubov, qui préside le comité d'Etat sur l'élimination des conséquences de l'accident.

Que penser des chiffres avancés par M. Tchernoussenko ? Selon des rapports établis à partir des données relevées dans les trois Républiques d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie, sur 100 000 personnes

contrôlées, on trouve 417 décès chez les « liquidateurs » pour 454 chez les hommes du même âge n'ayant pas participé aux travaux. Ce qui fait dire au professeur Alain Gusev (qui avait la responsabilité principale du traitement des personnes irradiées soignées dans les hôpitaux de Moscou et de Kiev juste après la catastrophe) qu'il n'y a « aucun accroissement de la mortalité ».

Des chiffres normaux

Par ailleurs, selon une publication du professeur Evelin Sokolowski du Centre de formation et de sûreté nucléaire de Nyköping (Suède), « 7 000 à 10 000 morts en cinq ans sur une population de 600 000 personnes, cela représente un taux moyen de 1,26 %, soit un chiffre normal pour la tranche d'âge de vingt-neuf ans en URSS comparé par exemple à 0,6 % en Suède. La moyenne d'âge des 200 000 premiers « liquidateurs » était de trente-cinq à quarante ans, si la distribution était la même pour l'ensemble des 600 000 on pourrait en fait s'attendre à plus de décès en cinq ans que ceux indiqués par M. Tchernoussenko ».

Il est difficile, cependant, d'établir une statistique sur la base de la mortalité normale de la population masculine soviétique, qui n'est pas précisément applicable aux catégories d'hommes ayant participé aux travaux, reconnaît M. Sokolowski. Mais, selon elle, les chiffres donnés par M. Tchernoussenko n'indiquent nullement une mortalité anormale parmi les « liquidateurs ».

Selon le diagramme publié dans le rapport de l'« International Tchernobyl Project » et concernant les 86 447 personnes mentionnées plus haut, 47 % ont reçu des doses allant jusqu'à 25 rems (1), 7 % jusqu'à 50 et 1 % jusqu'à 870 au-delà de 50, la dose moyenne selon cette distribution ayant été de 14 rems. « A Hiroshima et Nagasaki la dose moyenne d'exposition avait été de 27 rems, soit deux fois plus qu'à Tchernobyl », a indiqué le docteur Itoko Shigematsu qui dirige la Fondation de recherche sur les radiations à Hiroshima. Il précise qu'en « quantifiant » les doses de radiation, le nombre total des cancers s'ajoutant aux cancers naturels a été de 700 pour 100 000 personnes ; 90 % des cancers étaient naturels, 10 % induits ».

FRANÇOISE NIÉTO

(1) La limite annuelle d'exposition pour la population est, en France, de 0,5 rems par an, et de 5 rems par an pour les travailleurs du nucléaire.

La grève des médecins et infirmiers anesthésistes-réanimateurs

Les urgences, rien que les urgences

Les infirmiers et infirmières spécialisés en anesthésie-réanimation ont obtenu, mercredi 22 mai, à l'occasion de leur deuxième jour de grève, l'engagement du gouvernement d'examiner leurs revendications. Mais en l'absence d'accord de principe sur l'établissement d'un grille indiciaire spécifique, leur grève a été reconduite pour les 23 et 24 mai. De leur côté, les médecins anesthésistes-réanimateurs, qui poursuivent une grève des gardes et des astreintes (le Monde du 21 mai), prévoient d'exposer leur revendications, jeudi 23 mai, au ministère de la santé, dans le cadre d'une consultation élargie des praticiens hospitaliers.

SENILIS

de notre envoyée spéciale

Dans la salle de repos, Claudine, infirmière spécialisée en anesthésie-réanimation, « ISAR » pour les initiés, savoure tranquillement un petit café. Grève oblige, elle n'assume que les urgences et laisse les chirurgiens et les médecins spécialisés se débrouiller avec le reste.

Résultat, le programme des interventions de l'hôpital général de Senlis (Oise) a dû être fortement réduit et seuls deux blocs opératoires sur cinq fonctionnent. Habituellement, elles sont trois infirmières spécialisées à apporter leur assistance aux deux médecins anesthésistes du service. Rien de trop. Sous leur responsabilité, elles procèdent aux anesthésies les plus simples, aident à l'excision des plus complexes et veillent au bon réveil des patients.

Avec le manque de médecins anesthésistes dans les hôpitaux publics, la charge de travail des « ISAR » n'a fait que s'accroître. « Elles sont des collaboratrices indispensables à notre fonctionnement, particulièrement dans les hôpitaux généraux », reconnaît le chef du ser-

vice. Après cinq ans d'étude et quinze ans de carrière, Claudine gagne un salaire net, hors prime, d'environ 9 300 F.

Aujourd'hui, l'ensemble des infirmières spécialisées en anesthésie-réanimation réclament la reconnaissance de leur spécialité, soit deux années d'études supplémentaires après les trois années nécessaires pour devenir infirmière, ainsi qu'une grille indiciaire spécifique.

Le poids des gardes

Si leur grève perturbe la bonne marche des blocs opératoires, celle des médecins anesthésistes, qui ne concerne que les gardes et astreintes, ne modifie en rien le fonctionnement habituel des services. Ils sont réquisitionnés. Avec un service de réanimation, des blocs opératoires et un service médicalisé d'urgence (SMUR), l'hôpital de Senlis permet aux anesthésistes-réanimateurs d'exercer toutes les dimensions de leur art.

En rentrant chez lui, hier soir à 17 heures, après avoir travaillé de travail quasi-continu, le chef du service de réanimation a sombré dans le sommeil. Sa nuit de garde s'était passée au chevet d'un accidenté de la route de quatre-vingt ans opéré par deux fois dans la nuit. Et le lendemain il avait fallu de nouveau prendre en charge les sept patients du service de réanimation.

Avec le temps, le poids des gardes, qui s'intercalent entre deux journées de travail, pèse de plus en plus. Pourtant, la situation de l'hôpital de Senlis est loin d'être catastrophique. Seul un poste d'anesthésiste-réanimateur sur cinq n'a pu être pourvu faute de candidats. Et trois médecins d'autres établissements participent au tour de garde. Mais pour un anesthésiste-réanimateur « après vingt ans de garde, on n'a plus le même vigilance ni la même énergie pour repartir le lendemain sur une nouvelle journée. Et c'est là qu'on devient potentiellement dangereux ».

MARTINE LARONCHE

DEFENSE

Le général Jean Rannou nommé chef du cabinet militaire de M. Pierre Joxe. — Au cabinet du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le général de brigade aérienne Jean Rannou est nommé, par arrêté paru au Journal officiel du 22 mai, chef du cabinet militaire en remplacement du général Amédée Monchal nommé (le Monde du 4 avril) chef d'état-major de l'armée de terre.

[Né le 1^{er} juillet 1942 à Elham (Finistère) et ancien élève de l'école de l'air, Jean Rannou a fait une grande partie de sa carrière comme pilote de chasse, notamment à Toul, Orléans et Dijon. Chef de la division « plans » du bureau des plans généraux à l'état-major de l'armée de l'air en 1983, il commande la base de Colmar entre 1986 et 1988, puis il devient chef du bureau des plans généraux à ce même état-major de l'armée de l'air. Il a été promu général de brigade aérienne en janvier 1990 et il était jusqu'à présent chef de la division « forces aérospaciales » à l'état-major des armées.]

SPORTS

FOOTBALL : Monaco-Gueugnon et Marseille-Rodez en Coupe de France. — Après le tirage au sort, mercredi 22 mai, les demi-finales de la Coupe de France de football opposeront Monaco (Division 1) et Gueugnon (Division 2), Marseille (D1) et Rodez (D2). Les matches auront lieu les 1^{er} et 2^e juin sur le terrain du club premier nommé. Monaco s'était qualifié, mardi 21 mai, en battant Cannes sur son terrain par deux buts à un.

L'Inter de Milan remporte la Coupe de l'UEFA. — Battu à Rome (1-0), mercredi 22 mai en finale retour, l'Inter de Milan a néanmoins remporté la Coupe de l'UEFA grâce à sa victoire au match aller (2-0).

Marseille termine le championnat sur une victoire. — Marseille s'est imposé à Nice (1-0) en match avancé de la dernière journée du championnat de France.

JUSTICE

L'élection des conseillers étrangers est annulée à Longjumeau (Essonne)

Le tribunal administratif de Versailles a annulé l'élection des trois conseillers municipaux associés qui avait eu lieu au sein de la communauté étrangère, le 18 novembre 1990 à la mairie de Longjumeau (Essonne). Comme dans deux autres communes socialistes, Les Ulis (Essonne) et Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle), les conseillers associés participaient aux travaux des conseils où ils n'avaient qu'une voix consultative.

Saisi par M. Pierre-André Wiltzer, député (UDF) de l'Essonne, le tribunal administratif de Versailles a pourtant considéré que le maire de Longjumeau, M. Philippe Schmit (PS) n'avait pas respecté le code des communes en organisant cette élection sans avoir eu, au préalable, délégation du conseil municipal. En outre, le tribunal a considéré que le maire avait

accordé aux conseillers associés « un pouvoir effectif d'intervention sur les délibérations du conseil municipal ».

« Il était prévu, précise le jugement, que leur présence serait permanente et que leurs votes, quoique comptabilisés hors séance et non portés sur les procès-verbaux, seraient pris en compte. » Ce point est contesté à la mairie de Longjumeau. « Les conseillers étrangers ne participaient pas aux délibérations du conseil », précise M. Eric Cochard, directeur de cabinet du maire. Ils pouvaient s'exprimer comme les trente-trois autres conseillers puis le maire faisait une suspension de séance et seuls les trente-trois conseillers municipaux votaient ».

Ce jugement, le premier du genre, pourrait faire jurisprudence et menacer l'existence des neuf autres conseils étrangers élus en 1990.

Condamnation pour la diffusion des Protocoles des sages de Sion. — L'un des fondateurs du Front national en Aveyron, M. Christian Ricard, âgé de soixante et un ans, a été condamné mercredi 22 mai par le tribunal correctionnel de Rodez, à 10 000 francs d'amende avec sursis et à une contravention de 1 500 francs, pour avoir « mis en vente, distribué ou fait circuler » les Protocoles des sages de Sion, ouvrage interdit par arrêté ministériel pour son contenu antisémite. M. Ricard est à l'origine du mouvement Pré-

sence et priorité françaises qui a pour objectif de « promouvoir et organiser la priorité française et occidentale ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SANS VISA

Six ans après le meurtre d'Abdallah Mokhtari

Un militant varois du Front national est inculpé d'homicide volontaire

Six ans après le meurtre d'Abdallah Mokhtari, à Pourrières (Var), un ancien policier municipal, Emilien Bonnal, soixante ans, a été inculpé le 22 mai d'homicide volontaire par M. Jean-Jacques Baudino, juge d'instruction à Draguignan. Ancien combattant en Indochine et en Algérie, M. Bonnal, qui ne cachait pas ses opinions en faveur de M. Jean-Marie Le Pen, avait été candidat aux élections cantonales du 17 mars 1985 à Saint-Maximin puis tête de liste du Front national aux municipales de 1989 à Saint-Maximin.

Le 18 septembre 1985, vers 21 h 30, M. Bonnal collait en compagnie d'amis des affiches à Pourrières lorsqu'il fut interpellé par le jeune homme, âgé de vingt-trois ans, monteur en échafaudages dans une entreprise de Vitrolles, qui, d'origine algérienne, avait adopté la nationalité française. M. Bonnal se serait saisi un fusil à pompe caché dans son véhicule et tiré une seule fois, blessant mortellement à la poitrine Abdallah Mokhtari.

Conduite par les gendarmes de la section recherches d'Aix-en-Provence, l'enquête, qui n'avait pas abouti, avait amené le juge d'instruction à délivrer un non-lieu en janvier 1988. Des confidences recueillies ensuite par les gendarmes ont permis l'interpellation, puis l'inculpation de l'ancien policier municipal. L'enquête a permis également d'interpellier Robert Ruffi, âgé d'une cinquantaine d'années, actuellement chef de la police municipale à Saint-Maximin chez lequel a été découvert un impor-

tant lot d'armes de guerre. Il a été inculpé de détention d'armes et écroué à la maison d'arrêt de Draguignan. — (Corresp.)

Mis en cause à propos de déportations
M. Michel Junot a été diffamé

Le directeur de la publication et deux journalistes de la République du Centre, MM. Marc Carré, Christian Bidault et Régis Guyotat, ont été condamnés mercredi 22 mai par la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris à 15 000 francs d'amende et à payer solidairement 55 000 francs de dommages et intérêts pour avoir diffamé M. Michel Junot, âgé de soixante-cinq ans, conseiller municipal de la ville de Paris. M. Junot, qui était sous-préfet du Loiret en 1942, avait demandé 2 millions de francs de dommages et intérêts pour avoir été mis en cause dans un article du 14 mai 1990, intitulé « Pithiviers 1942 : une sous-préfecture au-dessus de tout soupçon ». Cet article traitait de la déportation de juifs vers l'Allemagne à partir des camps d'internement de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande (Loiret).

« Je n'ai pas rencontré le nom de Junot dans les activités liées à la déportation des juifs dans ces deux camps », avait déclaré à l'audience du 17 avril M. Serge Klarsfeld. L'historien avait ajouté : « M. Junot a été un rouage dans le système de la déportation ».

سكنا من الامم

50121

SOCIÉTÉ

Plus de 13 000 manifestants à Paris

Le « ras-le-képi » des policiers

Deux cortèges policiers ont défilé séparément dans les rues de Paris, mercredi 22 mai, pour réclamer une revalorisation du pouvoir d'achat et une réforme de la police. Entre Danfort-Rochereau et le Champ-de-Mars, plus de dix mille policiers (vingt mille selon les organisateurs) ont répondu à l'appel de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire dans la police en tenue). Entre la porte Dauphine et la porte Maillot, trois mille manifestants ont défilé, eux, avec l'Union des syndicats catégoriels (USC, près de 30 % des voix), FO (5 % des voix), la CFTC, la CGC et la CGT-police (minoritaires).

Depuis que la gauche est au pouvoir, jamais autant de policiers n'ont manifesté dans la rue. Signe d'un mécontentement réel dans les commissariats, cette mobilisation traduit à la fois une inquiétude pour le pouvoir d'achat, qui est partagé par les autres catégories de fonctionnaires, et l'impatience devant une réforme de la police annoncée de longue date, mais qui ne vient pas.

Venus de toutes les régions de France, les gardiens de la FASP n'ont pas caché qu'ils en ont « ras-le-képi » et qu'ils veulent « des sous ». « On a été mobilisés à 100 % pendant le plan Vigipirate, dit un policier parisien. Mais aujourd'hui, c'est toujours Vigipirate. Remise à chaque manifestation, la feuille de slogans officiels : « Marchand, du pognon, assieds-toi et négocie ! » « A vite été remplacée par des refrains plus entraînants : « Cresson, pas de salade, de l'oseille ! », « Dix ans qu'on sème, on pourrait récolter » (en parodiant une affiche du PS), « Marchand (ou Tonton, selon les cas), t'es fort, la police est dans la rue ! », ou encore « Les flics et leurs meufs veulent du neuf ! » (à l'endroit : les flics et leurs femmes...).

A cette grogne catégorielle s'est ajoutée une contestation des missions, d'autant plus vive que les policiers sont en première ligne face à la hausse de la délinquance et aux incidents dans les banlieues. « Dans certaines cités, il n'est plus possible de faire une interpellation

une fois la nuit tombée », affirme un policier en poste en Seine-Saint-Denis, qui vient de passer deux nuits blanches à coller des affiches rouges sur les murs pour inviter les jeunes des banlieues à la fête de la police. « On reste à faire les plantons devant des bâtiments publics pendant que les délinquants courent les rues », se plaint un gardien parisien. « On nous immobilise pendant des week-ends entiers pour garder des centres commerciaux », renchérit un CRS.

Chez les policiers de province, qui forment les gros bataillons fédéraux et qui sont montés à Paris dans une centaine d'autocars, ces mécontentements se doublent d'une crainte de voir se fermer les « petits postes » de police dans les villes de moyenne importance.

Dans le calme

En chemise et sous le soleil, les manifestants ont défilé dans le calme. Aucun incident n'a troublé le cortège, protégé par le milieu de syndicalistes de la FASP affectés au service d'ordre interne. Tout au long du parcours, un dispositif de maintien de l'ordre avait, en outre, été déployé par la préfecture de police : quatre mille gendarmes mobiles, soit quatre fois plus que les effectifs des Compagnies républicaines de sécurité (CRS), étaient mobilisés pour éviter tout dérapage comparable à ceux observés, en juin 1983, lors de la précédente manifestation policière dans la capitale.

Du podium installé sur le Champ-de-Mars, à l'issue du défilé, M. Cebaud était visiblement satisfait d'une journée qui constitue un succès pour la FASP et pour son secrétaire général, sept mois après son arrivée en remplacement de M. Bernard Deleplace. Soucieux de se démarquer de son prédécesseur, M. Cebaud s'en est vivement pris aux « technocrates de la place Beauvau » qu'il accuse d'« occuper la police à des fins partisans ». Il s'est adressé directement au ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, pour réclamer l'ouverture de négociations immédiates : « Je demande la mise en place d'une réforme de la police sur nos bases - pour l'amélioration du pouvoir d'achat, l'application de l'accord Durafour, et le débat sur la loi de sécurité intérieure. »

ERICH INCIVAN

Sous le signe de la division syndicale

Faisant bande à part, trois mille policiers ont répondu à l'appel de l'Union des syndicats catégoriels (USC), de la CGC, de la CGT, de la CFTC et de FO, en défilant entre la porte Dauphine et le Palais des congrès de la porte Maillot, où ils ont tenu une réunion sous la bannière « La police professionnelle en colère ». Déclarée indésirable par la Fédération autonome des syndicats de police, soucieuse de faire une démonstration de force, les manifestants avaient sorti leurs pancartes et leurs sifflets de circulation pour réclamer, eux aussi, des avantages catégoriels.

Plusieurs centaines de gendarmes mobiles étaient en faction le long du parcours, armés de lance-grenades et de boucliers. Un jeune étudiant de l'université Dauphine osa profiter de la présence syndicale pour demander de faire « sauter » un PV que sa voiture venait de récolter ; il fut gémement éconduit.

Dans la salle du Palais des congrès, M. Pascal Bénéitez, responsable de la CGC, souleva son auditoire en fustigeant le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, et en remarquant que les gendarmes mobilisés par la manifestation « sont dotés de casques et de boucliers, des équipements qui ont cruellement fait défaut à nos collègues lors de la manifestation des étudiants du 12 novembre dernier ».

Le secrétaire général de l'USC, M. Gérard Boyer, a lancé à la FASP un appel à l'unité : « Afin qu'ensemble nous puis-

sions convenir de nouvelles formes d'action dans l'avenir, il est nécessaire que nous nous entendent avec les pouvoirs publics ».

Quant aux organisations majoritaires chez les inspecteurs et les commissaires, elles n'avaient pas appelé leurs troupes à se joindre aux manifestations du 22 mai. Sans doute M. Alain Brillet, secrétaire général du Syndicat national autonome des personnels en civil (SNAPC), et M. Jean-Pierre Havrin, son homologue du Syndicat national des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police (SNCHFP), jugent-ils, eux aussi, que les dossiers du pouvoir d'achat et de la réforme sont prioritaires. Mais, ont-ils expliqué mercredi lors d'une conférence de presse organisée avec la CFDT-police (minoritaire), ces syndicats préfèrent aborder ces dossiers « dans un esprit de responsabilité et de négociation avec le ministère de l'Intérieur ».

En clair, les deux responsables verraient d'un très mauvais œil que la Place Beauvau donne raison à la FASP en mettant fin au processus de concertation engagé, depuis octobre 1990, au ministère de l'Intérieur, sur la réforme des corps et carrières. Si la négociation devait se faire sur la base du projet de la FASP, comme le demande celle-ci, ce serait au tour des organisations majoritaires chez les inspecteurs et les commissaires d'appeler à défilé dans la rue.

o Toxicomane : Coup de filet anti-drogue à Nice. - Cent-soixante-dix personnes ont été interpellées, mercredi 22 mai, par la police dans un foyer de la Sonacotra, à Nice. Cette opération, effectuée par deux cents policiers, a permis de démanteler des « réseaux organisés » de vente d'héroïne qui opéraient essentielle-

ment dans l'enceinte du foyer Nice-Village, dans lequel résident huit cents travailleurs étrangers. En juin 1990, excédés par les menaces et les violences des dealers, les résidents de ce foyer avaient organisé leur propre auto-défense et dressé un grillage autour de leur « village » (le Monde des 6 et 7 juin 1990).

CARNET DU Monde

Naissances

- Florian DELCOMBRE est très heureux de faire part de la naissance de son petit frère,

Corentin,

le 15 mai 1991, à Montmorency.

Catherine DAVID et François DELCOMBRE, 12 bis, rue Paul-Eluard, 93200 Saint-Denis.

- M. Jean-Claude REVOL et M^{me}, née Catherine Migot, laissent à

Mathieu et Aurèle la joie d'annoncer la naissance de leur petite sœur

Estelle,

le 30 avril 1991.

Adoptions

- Florent et Pierre BAUJARD, ont la joie de faire part de l'entrée de

Ismaïla Cely

dans le cercle familial.

ORSTOM, BP 1386 Dakar (Sénégal).

Décès

- Marcel Bremond, professeur honoraire du Lycée français d'Oran,

Jean-Pierre Bremond, Son épouse,

Et leur fils Jacques, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la mort de

Marie-Hélène BREMOND, à l'âge de quarante-cinq ans.

87, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris. Les Champs-Élysées, avenue Jean-Jaurès, 30000 Nîmes.

- M^{me} Roland Buteau, Ses enfants, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland BUTEAU, survenu le 21 mai 1991, dans sa cinquante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 mai, à 14 heures, en l'église du Saint-Esprit, 186, avenue Daumesnil, Paris-12.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- Anne Commiot, sa femme, Bernard et Annie Commiot, Dominique Commiot et Antoinette Delafin, Brigitte et Jean Boudy, ses enfants,

Vincent, Thomas, Sophie, Mathieu, Lucie, Marie, ses petits-enfants,

Les familles Commiot, Mielle, Querry, Schlemmer et Odile, ont la douleur de faire part du décès de

Jean COMMIOU, ingénieur général géographe.

survenu le 21 mai 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux.

18, avenue Franklin-Roosevelt, 92330 Sceaux.

- Les familles Le Ky Huong, Hore, Micilino, Bori, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 13 mai 1991, en sa demeure de Moulins-Galant, à Moulins-Neuf (Dordogne), au sein de sa quatre-vingt-deuxième année, de

M^{me} Marie-Agnès FAURE, née Le Ky Huong, veuve de M. Daniel Faure, ancien administrateur en chef de la France d'Outre-mer.

Les obsèques religieuses ont eu lieu en la chapelle, et l'inhumation, au cimetière de Moulins-Neuf, le 15 mai.

Elle était femme d'amour, de devoir et de dévouement.

- M^{me} et M^{me} Michel Calvagne, Sa famille, Et ses amis, font part du décès du

docteur Marie-Jeanne GENTHON, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques,

survenu le 21 mai 1991, à Clairefontaine (Yvelines), dans sa quatre-vingt-troisième année.

Priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Clairefontaine, le vendredi 24 mai, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, dans le caveau de famille.

16, rue Lucien-Selva, 92400 Ivry-sur-Seine.

- Le Passage. Agen.

La comtesse Renaut de Gaulejac, son épouse, Didier et Christine de Gaulejac, Bertrand et Brigitte de Gaulejac, Antoine et Mireille de Gaulejac, Rémy et Charlotte de Gaulejac, Xavier et Anne de Gaulejac, Vincent et Christine de Gaulejac, ses enfants,

Caroline et Christian Reboul, Julien et Sébastien, Isabelle et Jean-Pierre Falco, Romarin et Tom,

Valérie et Pierre de Meridel, Charles et Pauline,

Marie-Ange et Philippe Pignard, Aurélie et Emeline,

Arthur, Benoît, Thibault, Vanessa, Stéphanie, Marie, Estelle, Sigolène, Clément, Damien,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le chagrin d'annoncer le décès du

comte Renaut de GAULEJAC, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 24 mai 1991, à 16 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-de-France, commune du Passage-d'Agen.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

« La Bâtisse », 47320 Le Passage.

- La société Guerlain-Parfumeur a le regret de faire part du décès de

M. Bruno GIRY,

survenu le samedi 18 mai 1991.

Chevalier de la Légion d'honneur, né le 13 février 1922, diplômé de l'Ecole des sciences politiques et docteur en droit, il a été directeur de la société Louis-Dreyfus et compagnie, jusqu'en 1962.

Directeur commercial puis président du directoire de Guerlain en 1981, jusqu'à sa retraite en 1989. Depuis cette date, il était membre du conseil de surveillance.

Administrateur puis président (1979-1981) du Syndicat français de la parfumerie, il en devient président d'honneur en 1989. Il a été également vice-président de prestige de la parfumerie française.

Le service religieux sera célébré le vendredi 24 mai, à 14 heures, en l'église Sainte-Marguerite du Vésinet.

- Frédéric Harlez-Loiseau, Marthe Harlez-Citi,

ont la douleur de faire part du décès de leur père

Patrick HARLEZ,

survenu dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 24 mai 1991, à 14 heures, à l'ancien cimetière, 3, rue Victor-Noir, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

- Famille Lazo, Carmen Souper, Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Carlos LAZO FRIAS,

survenu le 5 mai 1991, à Santiago-du-Chili.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 mai, à 19 heures, Centre pastoral les Halles-Beaubourg, en l'église Saint-Merri, à Paris.

- Le Père a rappelé auprès de lui

Antoine Alexandre LEJAUT,

dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 16 mai, en l'église de Jaunay-Clan (Vienne).

- M^{me} Raymonde Picard Et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 14 mai 1991, de

M. Roger PICARD, SYGMA-CEMA,

Une messe sera célébrée le jeudi 30 mai 1991, à 17 h 30, en l'église Saint-Charles de Monceau, 22 bis, rue Legendre, Paris-17.

9, rue Parmentier, 92600 Asnières-sur-Seine.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

- Claude, Christian, Alain, Sylvie, ses enfants,

Marie-Claude Quantin, sa belle-fille,

Jean-Claude Valeyre, son gendre,

David, Pauline, Thierry, Fanny, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Ginette QUANTIN-PONS,

survenue à Reims, le 19 mai 1991, à l'âge de soixante-neuf ans.

Us souhaitent associer à son souvenir celui de

Gérard QUANTIN,

décédé le 17 août 1990.

L'inhumation a eu lieu, dans l'intimité familiale, le 23 mai, au cimetière du nord, à Reims.

29, rue Werlé, 51100 Reims.

- Le docteur Paul Renard, Le docteur Laurent Renard, M. et M^{me} Yves Renard,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maryvonne RENARD, née Marty,

survenue le 21 mai 1991.

Les obsèques seront célébrées le samedi 25 mai, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Biencourt-sur-Orge (Meuse).

106, rue d'Assas, 75006 Paris.

- M. et M^{me} Pierre Gisserot, M. et M^{me} Marc Alexandre,

ses enfants,

M. et M^{me} François-Xavier Dehou, M. et M^{me} Hervé Gisserot,

M. Thierry Gisserot, M. Pierre-Olivier Gisserot,

M. Denis Alexandre, M. Laurent Alexandre,

ses petits-enfants, Benjamin, Domitille, Joris, Maxime et William,

ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gertrud VELLUZ,

survenue le 17 mai 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Montparnasse.

- Le 23 avril 1991, disparaissait en mer

M. Marjan VOLF.

Monique Volf, son épouse,

Valéry et Alexis, ses fils,

Et toute la famille, demandent une pensée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- En souvenir de

Jean-Marie VOLF,

disparu en mer, le 23 avril 1991.

ses amis se réuniront pour participer à une messe célébrée le jeudi 30 mai, à 18 heures, en la chapelle de la Mission italienne, 23, rue Jean-Goujon, Paris-8, par le Père Henri Caro, journaliste.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5526

une partie de plaisir. Victime de privations. - 4. Agit pour l'honneur. Point de départ de différentes destinations. - 5. Cause de nombreuses chutes. Sur l'oreiller. Agit vite. - 6. Fait beaucoup « descendre ». - 7. Est parfois perdu après avoir été longtemps conservé. Conjonction. - 8. Vit au ralenti. Forme de tête. - 9. Font des tas d'histoires.

Solution du problème n° 5525

Horizontalement

I. Orchestre. - II. Maralcher. - III. Brandie. - IV. Rentée. Ld. - V. Terrain. - VI. Suée. In. - VII. Paste. - VIII. Gigue. Eu. - IX. Roanne. Sa. - X. Ennéade. - XI. Lante.

Verticalement

1. Ombres. Grec. - 2. Rare. Union. - 3. Cranté. Gent. - 4. Hantée. Une. - 5. Elder. Pénal. - 6. Scierie. Ede. - 7. Thé. Ansa. En. - 8. Ré. Li. Tus. - 9. Erronée. Age.

GUY BROUTY

1985

7 12 25 27 32 37 28

20835

1 4 18 27 42 48 2

VERTICALEMENT

1. Le résultat de leur travail est plutôt léger. - 2. Sort les ordures. Fait briller l'asphalte. - 3. C'est

CULTURE

ARTS

Colères noires

1959-1963 : quatre années de l'œuvre
d'Antonio Saura. Années sombres, peinture sévère

ANTONIO SAURA
à la galerie Arcuriol

Antonio Saura peint la fureur. Que l'on n'attende de lui ni élégie ni ballade : la colère est sa force, le cri son mode d'expression. Il proteste, vitupère, insulte, dénonce, s'indigne, s'empêche, écume et explose. Sur la toile, il se rue, il la balaie de gestes obliques, lui jette de la couleur à la face, couleur qu'il griffe, racle, repousse et perce tant qu'elle est fraîche. Des éclaboussures, des taches, des coulures demeurent de cette frénésie noire et blanche, rehaussée tantôt de rouge sang-de-bœuf, tantôt de gris acier. Les sujets — crucifixions, foules, portraits, autoportraits, — il les maltraite et les balaie au point de les rendre presque méconnaissables. Il ne les dit, semble-t-il, que pour les défigurer et les oblitérer. Écorcher les visages, dénuder les ossements, éviscérer les corps, arracher les peaux. Sous la face, il voit le crâne, une forme pâle et anguleuse sous la femme, son squelette, un entrecroisement de traînées noires et charbonneuses. L'humanité lui est répulsive, il la pousse le jeu de massacre jusqu'au plus près de l'abstraction. Sans y consentir pour autant.

Le risque
du ressassement

Un art si complètement voué à la douleur et à l'effroi court le risque du ressassement, et d'autant plus que ses moyens sont plus réduits et violents. Le tragique tourne d'ordinaire assez vite à la rhétorique, qui le compromet, puis l'annule. Contre cet affaiblissement, Saura se défend en variant les formats, la construction de ses tableaux et ses motifs. Alors que l'exposition actuelle se borne à quatre ans de son œuvre, de 1959 à 1963, elle retient par la diversité des sujets et des compositions. Les crucifixions exigent de larges dimensions, un effet de symétrie et

une description anatomique très lisible. Les effigies féminines sont plus allusives, la part de la géométrie abstraite plus large. Certains autoportraits se regroupent en polyptyques, collections de têtes tranchées. De très rares travaux sur papier, un chromatisme inattendu chez Saura : du bleu, du vert, contenus, démentis, si l'on peut dire, par les cernes noirs qui les enferment.

Il en est même, intrigants, instructifs, où se reconnaissent des photographies collées et à demi recouvertes de peinture. A qui songer alors sinon à ces Américains qui, au même moment, la fin des années 50, comme lui héritiers indociles de l'expressionnisme abstrait alors régnant, se servent du cliché de magazine comme d'un correctif.

Le danger
du style

Quand Pollock, Motherwell et Kline se fient au pouvoir d'éloquence de la calligraphie noire sur fond blanc, Saura, comme Rauschenberg quoique de façon très différente, réintroduit l'image telle qu'elle se consomme dans les journaux et au cinéma, l'image d'actualité ou de publicité, l'irréfutable et obsédante image. Faute de ce support, l'action painting court le danger du style, du fairejoliment sombre où s'engloutit parfois Motherwell.

Saura l'a admirablement compris, qui conserve la figure comme il conserve des réminiscences picturales classiques, de Velasquez à Picasso en passant par Goya. Convaincu que sa peinture perdrait de son énergie si elle se passait de cet obstacle nécessaire, il a construit une représentation afin de la détruire ensuite et d'exhiber ses ruines — on sait leur sombre puissance poétique.

PHILIPPE DAGEN

► Arcuriol, 9, avenue Matisson, 75008 Paris ; tél. : 42-99-16-16. Jusqu'au 29 juin.

PHOTOGRAPHIE

La France profonde et l'Est européen

Sixième édition d'une manifestation qui s'affirme sans tapage

MAI DE LA PHOTO
à Reims

Au centre, la cathédrale ne bronche pas, attirant sans lever le petit doigt tout ce que la ville peut rassembler de visiteurs. Autour fleurissent en ce mois de mai une trentaine d'expositions réparties en vingt-cinq lieux qui font de Reims un rendez-vous sérieux de la photographie. Six éditions déjà ! Presque l'âge de raison, sûrement l'année de la maturité pour une manifestation qui s'impose sans tapage, à coups de commandes originales (Streit, Rondeau, et une « installation-tapisserie » lumineuse signée Tom Drabos au Musée des beaux-arts).

On rêve de cathédrale, et on se retrouve face à un château d'eau tout blanc qui s'élève au cœur du quartier populaire de Croix-Rouge. L'événement du Mai est là, à quelques kilomètres du centre, à l'intérieur de ce bloc de béton brut transformé en mur d'escalade pour les gamins et, pour l'occasion, en « musée Guggenheim » qui abrite le travail du Tchèque Jindřich Streit. Streit, à une gueule : quarante-cinq ans, barbe et cheveux en bataille, professeur Tournesol de l'image, parka sur le dos et gri-gri (une tétine en bois) sur le ventre, juste « pour intriguer les femmes ».

Streit a plus qu'une gueule : ce chroniqueur minutieux de son village morave des Sudètes (Sovinec, 27 habitants) est une des fortes personnalités de la photographie tchèque. Ancien instituteur, emprisonné pour ses photos hors ligne, aujourd'hui responsable du « Château », une galerie d'art qu'il a créée à Sovinec, et admirateur lucide de Václav Havel, Jindřich Streit présente à Reims des photos de son village ainsi qu'un reportage réalisé chez les habitants de Croix-Rouge.

La Tchécoslovaquie et la France. Dix ans de son hameau contre un mois d'une cité inconnue. Le défi était impossible, Streit en convient, qui n'a changé en rien sa façon de travailler : pénétrer et se fondre dans l'univers des foyers. Sovinec est un travail abouti. Croix-Rouge est une ébauche. Au-delà de ce décalage logique, les images soulèvent toujours la même question : les gens sont-ils les mêmes ici et ailleurs ? « Les relations entre les habitants sont identiques », répond Jindřich Streit. La télévision, par exemple, tient une place énorme. Ceux qui la regardent se ressemblent. La seule différence, c'est la marque et la grandeur du poste.

Jindřich Streit a investi Croix-Rouge d'abord avec une interprète, puis muni d'une pancarte sur le thorax : « Je suis un photographe tchèque : faites comme si je n'étais



Croix-Rouge vu par Jindřich Streit

pas là ! » Il est devenu « copain avec Georges », a été invité à un mariage, à un baptême, est tombé nez à nez avec dix-sept chiens dans un appartement. Il a pris quatre mille photos en un mois et a été frappé par « l'uniformité des lieux, des couleurs, des rythmes de vie, par la longue attente des chômeurs », autant d'éléments qui « compliquent le travail photographique ». Il ne sait toujours pas s'il a compris Croix-Rouge. « Il faut revenir ».

Le temps
du désenchantement

A la différence de Streit, Gérard Rondeau connaît parfaitement la région, en bon Champenois qu'il est, présentant « 100 portraits de Champagne-Ardenne ». Des portraits carrés, limpides, figés mais jamais maniérés ni prétentieux. Des légendes pointilleuses, écrites par les modèles et qui en disent parfois plus long que les images (on apprend qu'un tel est « photographe » et son voisin « reporter-photographe »). Rondeau n'est pas tombé dans le piège sans issue des notables ou des institutions, préférant se perdre dans un parti pris étonnant : des anonymes qui « font » la région (un cariste, un camelot, une volageuse, un décodeur, des champions de kick-boxing, un paysan écrivain), rythmés par quelques rares figures (les propriétaires du champagne

Krug, André Dhôtel, Yves Gibeau). « Je suis comme l'instituteur du dix-neuvième qui écrit la monographie de son village », explique Gérard Rondeau après trois ans d'un travail abouti.

Reims, c'est aussi toute une série d'expositions centrées sur une région du monde : cette année, « La création en Europe centrale », après la photo espagnole en 1990. Le pari était délicat, car le thème est un peu rabâché après les expositions fleuves de l'année dernière à Arles et à Lausanne sur le même sujet (à la mode). Avec des choix résolument plasticiens, les expositions autour du mur de Berlin, de l'Allemagne et de la Pologne sont des réussites, même si les lieux ne sont pas souvent adaptés aux images (à quand le FRAC comme centre d'exposition ?).

Après l'unification allemande, vient le temps du désenchantement. Le mur est tombé, s'érige un « autre mur » (économique ? sociologique ? mentalité ?) : tour à tour grillage sombre et numéroté (Fritz Galuschka), *No Man's Land* sinistre et compact (Klaus Eissenlohr) et surtout vision si décevante de l'« autre côté » à travers les brèches imaginaires enregistrées au sténopé par Marcus Kaiser. Dans la lignée des portraits documentaires d'August Sander, Thomas Ruff et Thomas Struth poursuivent leurs séries sur la réalité-fiction : le premier avec des photos d'identité si impersonnelles qu'elles « n'ont plus

rien à voir avec la personne », le second avec des vues urbaines trompeusement classiques où s'accumulent les couches du temps, preuves d'un passé révolu mais bien là. Un joli catalogue signé Christian Bouqueret donne les clés et le ton d'une création allemande souvent noire que l'on peut nuancer en allant déguster, comme un bonbon acide, les travaux des étudiants de l'école d'art de Bielefeld. Ceux-ci, outre une bonne dose d'humour, ont la bonne idée de tourner en dérision les travaux de leurs aînés.

Reste les Polonais. Jacqueline Salmon a rendu un hommage mérité à Jan Bulhak, qui, en 1912, avait pris deux mille photos de la ville lituanienne de Vilnius (alors russe). Une ville ? Plutôt une église. Ces petits tirages au format de la plaque ne sont que clochers, colonnes, couvents, cloîtres, processions religieuses, le tout baigné d'une douce lumière parfaitement jetée sur la pierre. « C'est un travail patriotique qui montrait combien le pays était beau... », explique Jacqueline Salmon. Bulhak nous fait remonter aux sources, en ce superbe palais du Tau, avant les recherches plasticiennes des Kuntars, Przyborsk, Olek, ou les montages nostalgiques de Prazmowski.

MICHEL GUERRIN

► Itinéraires de la création en Europe centrale, Mai de la photo à Reims. Jusqu'au 3 juin. Renseignements : 26-40-54-53.

DANSE A 20H30



JEAN GAUDIN

2 créations
28, 29, 31 MAI, 1^{er} JUIN
LA DAME
AUX CAMÉLIAS
Cie Jean Gaudin

JEUDI 30 MAI
LA TENTATION
Jean Gaudin Roland Rouse
un danseur, un plasticien
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SANS VISA

GOETHE-
INSTITUT
PARIS

CARTE BLANCHE
A LA POÉSIE
ALLEMANDE

Saïre GOETHE/HOLDERLIN
HEINE/LASKER-SCHÜLER

avec la participation, entre autres,
de Eva Mattes, François Chauterre
et Walter Schmiedinger
(en langues française et allemande)
du 23 au 30 mai, à 20 h 30
ENTRÉE LIBRE

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT,
2 bis, av. Franklin-D.-Roosevelt,
75008 Paris, 42-56-60-70/47-23-61-21
(Goethe-Institut).

APLA
Les Ateliers du Père
Lachaise Associés

50 ARTISTES
AU SUD DU PÈRE-LACHAISE

Ateliers Portes Ouvertes 1991
à partir de 18 h, le 24 mai
de 15 h à 21 h, les 25, 26 et 27 mai
M^{rs} Alexandre-Dumas - Marat/Chers -
Avron - Bus Ignas 76 et 26

POINTS D'INFORMATION
PENDANT LES JOURNÉES
PORTES OUVERTES

« La Pâleur », 16, rue de Bagnolet, Paris-20
« Chez Nous », 81, rue de Bagnolet, Paris-20

Ombres de lumière

ROSSELLA BELLUSCI
à la Bibliothèque nationale

« La lumière nous suffit. La lumière absorbe les objets. Les objets ne valent que par la lumière où ils baignent », écrivait Francis Picabia en 1913 dans *Camera Work*, la revue d'Alfred Stieglitz. Cette phrase sert de credo à Rossella Bellusci, qui a fait évoluer progressivement son travail vers une recherche stricte sur la lumière.

Dans ses dernières créations elle pousse à son paroxysme le jeu des formes et des lignes. Ne gardant plus qu'un détail, un trait, elle matérialise le visible à l'état pur.

Rien n'est présent à première vue sur l'écran vide du tirage. L'éclat aveuglant de la lumière consume et réduit les sujets à une simple matière lumineuse.

Devenu l'ombre de lui-même, le visage, avalé mais aussi révélé par la lumière, perd la face. Littéralement absorbé par l'émulsion, il se dissout dans la blancheur de l'épreuve photographique. Il n'en reste qu'une impalpable plage grise repérable à son contour.

Depuis qu'elle a abandonné le reportage en 1979, Rossella Bellusci continue d'éliminer radicalement toute figuration de son travail.

Ses séries sur l'autoportrait, le nu masculin et la nature morte présentent encore la réalité d'une situation visuelle. Stricte écriture de formes, son dernier travail confère au modèle l'aura d'une présence purifiée.

P. R.
► Ligne-portrait. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 75002 Paris. Jusqu'au 26 mai.

* Monographie. Œuvre photographique 1981-1990. Canal Édition

L'enfer des formes

PIERRE KELLER
à la galerie Urbi et Orbi

Des cadrages tronqués, des gros plans volés en hâte, sans recul, reviennent à l'insu des protagonistes des fragments d'actes et de postures qui ne sont pas lisibles au premier abord. L'agrandissement du Polaroid SX70, tiré sur négatif et reproduit au format du tableau, dénature et dilue la couleur. La lumière artificielle traduit par des tons saturés le climat glauque, lugubre, de ces lieux de fin du monde, saunas gay, et charniers pornos d'avant le sida où tout est autorisé. La vue la plus crue est assurément celle de cet homme nu, assoupi, de dos, et que l'auteur a prise en hommage à Bacon. « Ce qui m'intéresse, c'est de faire des images qu'on n'a jamais vues. Ces lieux sont publics, mais de là à les photographier, il y a encore un pas. Je m'accrochais. C'était à la fois dangereux, horrible et excitant », explique Pierre Keller.

Ces scènes, soigneusement choisies par Gilles Dusein, ont été prises de 1976 à 1988 dans des lieux de débauche parfaitement sordides, à New York, en Colombie ou dans un cimetière au Brésil. C'est avec la même impudeur et le même

impudence que Keller œuvre en 1988 dans les haras de Cluny. L'idée lui est venue lors d'une balade en Saône-et-Loire. Au mépris des rudes, il détaille et mitraille plein cadre, au plus près, les fesses luisantes, les croupes pleines et imposantes, lustrées, des étalons, pouliches et pur-sang. Sédit par les croupes moirées, rebondies, gonflées à bloc, il observe en anatomiste amoureux ces séants « sphériques et éclatants comme des astres ». Qualifié par Homère — le chroniqueur hippique de *Libération* — de « satologue du cul équin » (1), le photographe plonge dans les gouffres d'ombres et plus vertigineux d'un territoire aérien qu'il embrasse ébloui.

Porté par le voyeurisme et la transgression, Keller poursuit avec une perversité jubilante son exploration des formes de l'intime. Mais cet enfant terrible est un citoyen suisse au-dessus de tout soupçon : n'est-il pas l'un des principaux responsables du 700^e anniversaire de son pays ?

PATRICK ROEGERS

(1) Pierre Keller, *Horses*, préface par Homère, William Blake & C^{ed}. Musée de l'Elysée-Lausanne, 120 F.
► Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 75003 Paris. Jusqu'au 31 mai.

FORMIDABLE !

Moulin Rouge

LE PRESTIGIEUX CABARET DE PARIS

MONTMARTRE • PLACE BLANCHE • (1) 40 06 00 19

JEUNES-ETUDIANTS
SEJOURS EN FAMILLE

UN MOIS AUX U.S.A :
4900 FRANCS

TRANSPORT FACULTATIF = TARIF DE GROUPE - CALIFORNIE OU VIRGINIE

STAGES ANALOGUES EN CAMPUS AUX U.S.A. OU A OXFORD EN ANGLETERRE.

Pour recevoir gratuitement une brochure contactez :

BRITISH EUROPEAN CENTRE
5, RUE RICHELIEU - 75008 PARIS
TEL. : (1) 42.60.35.57

مكتبة الامم

CULTURE

THÉÂTRE

Turbulences à Strasbourg

Du 6 au 9 juin, le Maillon à Strasbourg accueille dans plusieurs lieux neuf compagnies théâtrales, choisies pour leur diversité. «Elles n'ont en commun que leurs goûts et leur curiosité pour les écritures contemporaines», précise Claudine Grönès, directrice du Maillon et organisatrice de ces Rencontres. Sont ainsi présentés : Harjo, de Mishima, par l'Antarctik (le 6 à 18 heures au Maillon); la Minute de silence, de Claude-Henri Buffard, par les Inachevés (6 à 20 h 30 et 23 heures, Collège Erasme); Gaspacho un chien mort, d'Oliver Py, par l'inconvénient des boursiers (6 à 21 heures, Cheval blanc à Schiltigheim); Bouche de nuit, de Jean-Paul Wenzel, par les France-Tireurs (à 18 heures au Maillon); Max, de Matthias Zachokke, et la Fin de la banane, d'Elisabeth Rasy, par Transfert-Théâtre (7 à 21 heures, Ancienne laiterie); le Dernier Quatuor d'un homme sourd, de Ruel et Carvantes, par l'Entreprise (8 à 15 h 30, Pôle Sud); Fen, de Caryl Churchill, par le Volcan bleu (8 à 18 heures, au Maillon); Nomades, de Hubert Colas, par Diphong (8 à 21 heures, Palais des fêtes); Monsieur Mockinport, de Peter Weiss, par les Acteurs de bonne foi (9 à 14 h 30, Ancienne Boucherie à Schiltigheim).

Des débats ont lieu les 7 et 8 juin, salle des Colonnnes, Palais des fêtes en présence des metteurs en scène.

► Renseignements et réservations : le Maillon, 13, place André-Mauvois, 67200 Strasbourg. Tél. : 88-27-61-81, et à la FNAC, Tél. : 88-23-52-93.

L'ombre d'un doute

Dans un dialogue sans issue, Arthur Miller raconte ses désarrois

COMME UNE HISTOIRE D'AMOUR
d'Arthur Miller

Une grande ville des Etats-Unis. Une heure avancée de la nuit. Une femme et un homme qui ne dorment pas, qui s'épuisent à parler. Bouillie de paroles, qui suscite une fatigue, qui relance les paroles. Le dialogue qui se mord la queue. Le théâtre lorsqu'il s'emballe. Arthur Miller s'amuse, comme le chat qui dévide une pelote de quelque chose. Lui est un ancien policier devenu détective parce qu'on lui a cherché des croix, l'inévitable private de la Série noire. Très à cheval sur la morale et sur ses obligations. Elle est une call-girl, blond platine - inévitablement «violée à dix ans par son père» - la plupart du temps dans les charmes et les vapes, avec des retours très brusques de présence d'esprit (la Série noire que singe Arthur Miller n'est pas celle des grandes surfaces, style Carter Brown, mais celle des vrais grands livres, les moins lus, ceux de John Mac Farland).

La pièce, un acte assez long (qui paraît court), a lieu dans sa chambre à elle : elle est étendue en désobéissance sur son lit en désordre. Lui est debout et vêtu. L'histoire (assez récente, 1983) a des airs de parodie. Un homme a été condamné. Il était innocent. Il est en prison depuis cinq ans. Sa famille a chargé notre private, Tom, de débrouiller l'affaire. Et Tom, depuis cinq ans, questionne Angela, notre call-girl. Sans succès. Il a l'intuition qu'elle sait la vérité. Pourquoi ? Alors qu'elle n'avait aucun lien avec le condamné, elle avait assisté à toutes les séances du procès, en prenant des notes.

Au cours de sa nuit en un acte, Arthur Miller fait avouer enfin par son Angela à un Tom médusé qu'elle a pour client (quatre visites

par semaine) le procureur général qui a fait condamner l'innocent à l'aide d'un dossier de police truqué, et qu'elle accorde aussi ses soins au chef de la police qui avait truqué le dossier. Information complémentaire : tout ce monde de bon aloi (le procureur a été séminariste, participe à des retraites dans des monastères) est intimement lié au commerce de la drogue.

Arthur Miller démarque sa pièce du roman policier habituel par un tour de passe-passe : rien ne prouve qu'Angela dit, une seconde, la vérité. Elle pourrait tout inventer, nuit après nuit, à seule fin de retener près d'elle ce Tom moins cynique, plus mûr, plus proche que sa clientèle, de ce qu'elle fut, elle, dans son enfance.

Question : pourquoi Arthur Miller a-t-il écrit cette pièce, qui n'est pas mauvaise, qui n'est pas non plus d'une dimension fracassante ? Le metteur en scène Alain Bézu, le traducteur Gérard Dalez, et le «dramaturge» Rémy Spinnwebber évoquent un «polar métaphysique» - ce qui est beaucoup dire - et semblent pencher pour un Arthur Miller qui, par cette œuvre entre deux eaux, ni plausible ni franchement rêvée, méditerait sur une Amérique désorientée, n'ayant plus d'Ouest à conquérir, plus d'univers à mater.

Ils se trompent sans doute. Il serait bien étrange qu'un Arthur Miller homme de gauche incorrigible

puisse jamais admettre qu'en réalité un gouvernement américain et une opinion publique américaine soient allés d'incertitude. Il sait que, le héros américain mettant le président et l'électorat dans sa poche, ce sera toujours un Schwarzkopf réduisant en bouillie l'adversaire au moyen d'une rationnée acrité super-géante. Non, tout se passe comme si Arthur Miller mettait seulement en doute sa vocation d'écrivain, son utilité d'homme public de théâtre. Douterait de lui-même. C'est une pièce pas mal morose, d'ailleurs touchante.

Alain Bézu a orienté les deux acteurs avec subtilité. Lucie Mouchel irradie très vite une présence aiguë, envoiante, et elle a des ruptures de jeu remarquables. Philippe du Janerand est «évident» aussi, dans les tons plus austères qu'exige le rôle. Il est seulement regrettable que l'un comme l'autre paraissent peu se soucier de se faire entendre. Ils parlent dans leurs dents, c'est très sourd. Entre les acteurs qui hurlent et ceux qui murmurent à peine - les deux maladies actuelles du théâtre, - n'y a-t-il vraiment pas un autre ton à tenter, au risque, tant pis, de paraître moins branché ?

MICHEL COURNOT

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Jeudi à 19h. Matinées à 16 h samedi et dimanche. Jusqu'au 30 juin. Tél. : 48-06-36-02.

La femme et l'argent

Agathe Alexis fait découvrir Zola dramaturge

RENÉE
CAC de Melun-Sénart

Agathe Alexis, qui alterne depuis dix ans le jeu et la mise en scène, monte le dernier volet d'une trilogie consacrée au thème de l'argent dans la société française du dix-neuvième siècle. Après deux courtes pièces d'Eugène Labiche, Un jeune homme pressé et La femme qui perd ses jureurs, puis la Révolte de Villiers de l'Isle-Adam, elle s'attaque à l'une des rares œuvres d'Emile Zola écrite directement pour le théâtre. Pièce interdite pendant six ans, car jugée scandaleuse par la plupart des directeurs de théâtre de l'époque, et qui n'a jamais été reprise depuis sa création en 1887.

Le drame, adapté du deuxième épisode des Rougon-Macquart, Le Curé, met en scène une jeune aristocrate, victime d'un viol, mariée par son père à un bourgeois, et qui deviendra la maîtresse de son beau-fils avant de se suicider. «Renée était une commande de Sarah Bernhardt», raconte Agathe Alexis, «ce personnage dévoré par la bourgeoisie financière, avait séduit. Zola a longtemps refusé, car il ne se voyait pas dramaturge, alors qu'il avait toujours accepté des adaptations de ses romans dont il n'était, apparemment, jamais satisfait. En dépit de son verisme, la pièce possède une certaine grâce. On y retrouve plusieurs thèmes intéressants, celui de l'inceste et celui

de la non-identité de la femme dans la société du dix-neuvième siècle.»

Agathe Alexis redécouvre-t-elle, après d'autres, les mirages de la Belle Epoque ? «Renée est une pièce qui peut paraître extrêmement mélodramatique. Je crois pourtant qu'elle n'est pas démodée dans la mesure où nous disposons aujourd'hui d'outils critiques - je pense notamment aux travaux de Michel Serres - sur l'écriture de Zola, sur sa façon de porter des femmes, dans un monde où elles n'ont pas la possibilité de s'exprimer, où elles ne sont que l'expression du désir des hommes. Zola est au cœur des préoccupations de notre trilogie : comment les rapports affectifs, érotiques, passent par la triviale de la finance. Il y a quelque chose de drôle et de tragique à la fois lors que le petit employé de bureau qui devient tout à coup une sorte de Tapie, se rend compte que l'éducation, le savoir de l'aristocratie lui échappent malgré la toute-puissance de son argent.»

Hors les murs de leur théâtre parisien l'Atalante, dans cette ville nouvelle de Melun-Sénart, où Georges Buisson et Alain Grasset, directeurs du CAC, leur font confiance depuis maintenant quatre ans, Agathe et Alain Alexis espèrent faire découvrir à leur public un Zola dramaturge.

ROLAND PUIG

► Du 21 au 26 mai à 20 h 30. Tél. : 64-88-89-11.

MUSIQUES

L'efficacité des Silencers

Le groupe britannique est en tournée en France

Les Silencers sont un jeune vieux groupe, formé à Glasgow en 1985, réaménagé de fond en comble par son leader Jimmy O'Neill en 1990. C'est cette nouvelle formation, responsable de Dance To The Holy Man, un album brillant sorti en mars, qui a transformé l'Olympia en sauna, le premier de la saison rock, mercredi soir.

En Grande-Bretagne, les Silencers ne sont qu'un groupe celtisant parmi beaucoup d'autres qui prétendent occuper les nombreux vides laissés par Simple Minds ou U2. En France, ils sont célèbres depuis leur deuxième et avant-dernier album A Blues For Buddha, qui a obtenu un disque d'or. A l'époque, les Silencers se plaçaient encore clairement dans la mouvance du rock héroïque (dans le meilleur des cas) ou pompier.

Après la démission du directeur de la musique et de la danse

Des précisions de M. Michel Schneider

En réponse à notre article sur la démission de M. Michel Schneider de la direction de la musique et de la danse (le Monde du 23 mai), où nous faisions état de ses sympathies intellectuelles pour M. Michel Rocard, M. Schneider nous prie d'apporter les précisions suivantes : « Comme le doit tout serviteur de l'Etat, j'ai exercé mes fonctions sans qu'interfèrent mes convictions politiques ; de même mon départ ne saurait être lié à ces mêmes convictions. »

D'autre part, dans un communiqué publié mercredi 22 mai, l'ancien directeur de la musique et de la danse : « Ni mon honneur d'homme ni mon statut de serviteur de l'Etat ne m'autorisent plus longtemps à assumer les fonctions de directeur de la musique et de la danse non plus qu'à admettre d'être (...) injurié en présence du ministre par Pierre Boulez et traité par lui comme un valet de ses intérêts. Je m'en vais un homme libre et, par mon départ, j'entends le rester (...) De plus en plus, entre Boulez et la musique, il faut choisir. »

Pourtant, la personnalité de Jimmy O'Neill sur scène, chaleureux et sans affectation, la qualité de ses mélodies, toujours plus fûtées que ce que le genre exige, distinguaient le groupe de leurs aînés précheurs. Dance To The Holy Man, album qui lorgnait sans fausse honte vers la pop classique, laissait espérer un autre spectacle que celui de l'actuelle tournée.

On peut mettre au compte de cette déception la section rythmique, d'une efficacité aussi implacable que l'ennui qu'elle suscite, ou les lumières d'une grande banalité, ou l'usage à contresens que Jimmy O'Neill fait de sa belle voix. De toute façon, les Silencers se mettent dans la situation étrange, surtout à l'heure où la poudre aux yeux a repris toute son importance, de ne pas savoir rendre justice à leurs propres compositions. Rien ne se joue pendant ce spectacle, tout est travaillé pour être rentable, en applaudissements, en briquets allumés pendant les chansons lentes. De ce point de vue les objectifs sont atteints, voire dépassés.

THOMAS SOTINEL

► Le 24 mai à Toulouse : le 30 à Rennes : le 31 à Nantes : le 1er juin à Lille : le 3 à Rouen : le 4 à Tours : le 5 à Clermont-Ferrand : le 6 à Annecy : le 8 à Montpellier.

CINÉMA

Il Effets de manches à la Cinéma-thèque de Marseille. - La Cinéma-thèque de Marseille a choisi une approche originale en proposant d'étudier l'image des avocats au cinéma. Même si onze titres semblent un peu insuffisants pour étudier une profession aussi souvent filmée et les stéréotypes qu'elle inspire, la sélection, qui va du Craignebille de Lherbier (1923) à Music Box de Costa-Gavras (1989), permet de se faire une idée et surtout de revoir des œuvres aussi indispensables que Young Mister Lincoln de Ford (1939), la Poison de Guitry (1951) ou le Procès Paradine d'Hitchcock (1948), ou de découvrir des curiosités comme les Deux Timides de René Clair (1929) ou Raasahv de la réalisatrice indienne Vigaya Mehta (1986).

► Jusqu'au 26 mai à l'UGC Capitoile de Marseille. Tél. : 91-28-50-50.

Standard... Printemps de Vivaldi
Re-standard... Eté de Vivaldi
Secrétaire... Automne de Vivaldi
On espère vous joindre avant l'hiver!

VIVALDI 1678-1741

NUMERIS aujourd'hui.

Directement votre correspondant. L'un des avantages de Numéris, c'est que chaque personne dans l'entreprise a son numéro. On peut la joindre directement. Sans intermédiaire. Sans perte de temps. Numéris aujourd'hui, c'est un seul et même réseau pour transmettre la voix, les données, les images, rapidement et avec la qualité numérique. Partout en France, quelle que soit la taille de votre entreprise, Numéris est disponible. Parce qu'il est un standard international, il vous garantit la pérennité de votre investissement. Pour découvrir tous les avantages de Numéris, consultez votre agence FRANCE TELECOM ou appelez le NEVNET 05 28 18 28

NUMERIS. TOUT COMMUNIQUER PLUS SIMPLEMENT.

FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

SPECTACLES

JEUDI 23 MAI

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ANDRÉ BRETON

Grande galerie - 5^e étage. Jusqu'au 26 août.

CAPITALES EUROPÉENNES DU NOUVEAU DESIGN. Galerie du CCI.

FRANK O. GEHRY. Projets en Europe. Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin.

MOUVEMENT X 2. Galeries contemporaines. Jusqu'au 16 juin.

LE MYTHE W. EUGENE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin.

CLAUDE VIALAT : DESSINS. Salle d'art graphique MNAM. Jusqu'au 3 juin.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-48-48-14). Mar., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFFICHES : LE CIRQUE. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

DESSINS DE CARPEAU. Rez-de-chaussée. Jusqu'au 23 juin.

DESSINS NÉO-IMPRESSIONNISTES. Exposition-dossier. Jusqu'au 7 juillet.

PHOTOGRAPHIES DES FRÈRES LUMIÈRE. Espace naissance du cinématographe. Jusqu'au 23 juin.

Palais du Louvre

Entrée par la Pyramide (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE. Hall Napoléon. Jusqu'au 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

DESSINS ESPAGNOLS : MAÎTRES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Pavillon de Flore. Jusqu'au 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 22 juillet.

REPERTIERS. Hall Napoléon. Jusqu'au 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1780-1830). Galerie de la Salle Molien. Jusqu'au 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall Napoléon. Jusqu'au 30 F (possibilité de billet couplé avec celui du musée). Jusqu'au 17 juin.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

PINO PASCAL ET TORE SPALLETI. Jusqu'au 30 F (possibilité de billet groupé : 35 F). Jusqu'au 30 juin.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Général-Eisenhower.

DE COROT AUX IMPRESSIONNISTES. DONATIONS MOREAU-NÉLATON. (42-88-23-13). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages. (42-88-54-10). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-88-23-13). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mer. à 21 h 15). Entrée : 37 F. sam. 24 F. Jusqu'au 12 août.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 24 MAI

« Le cabinet des arts graphiques. Histoire et présentation de quelques œuvres », par F. Macé de Lépinay, 12 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Gustave Moreau : l'assemblage de symboles », 10 h 30, 14, rue de la Rochefoucauld (L'Art et la manière).

« La place Dauphine, le Pont-Neuf, l'enceinte de Philippe-Auguste des douzième et treizième siècles », 10 h 30, 30, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« Manet et Degas au Musée d'Orsay », 11 heures, vestiaire collectif (G. Marbeau-Canet).

« L'Opéra-Bastille, sa salle de spectacle, son plateau et son quartier », 11 h 30, sur réservation au 49-80-42-51 (M.-C. Lesnier).

« Hôtels et maisons d'artistes de la plaine Monceau », 14 h 30, 30, rue Monceau (Paris pittoresque et insolite).

« A la découverte du Palais-Royal et de son quartier », 14 h 30, 30, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« Le Louvre, du donjon à la pyramide, et les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (connaissance de Paris).

« Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes », 14 h 30, 30, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« L'Hôtel-Dieu et la médecine au Moyen Âge », 14 h 40, 40, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« Exposition : le trésor de Saint-

MUSÉES

APPEL AUX JEUNES ARCHITECTES. 2^e SESSION. Pavillon de l'Arche. Jusqu'au 22 septembre.TRESORS DE BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais. Jusqu'au 1^{er} septembre.TRESORS DU MUSÉE ET TRESORS MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Musée d'histoire naturelle. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LA BRIGUE A PARIS. Pavillon de l'Arche. Jusqu'au 22 septembre.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Musée de la Ville de Paris. Jusqu'au 22 septembre.

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin. Jusqu'au 22 septembre.

DONS DE LA FAMILLE DAVID-WEILL. Musée Carnavalet. Jusqu'au 22 septembre.

LA FAÏENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniques. Jusqu'au 22 septembre.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode. Jusqu'au 22 septembre.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires. Jusqu'au 22 septembre.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES. Musée de la Poste. Jusqu'au 22 septembre.

ON A MARCHÉ SUR LA TERRE. Musée national d'histoire naturelle. Jusqu'au 22 septembre.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme. Jusqu'au 22 septembre.

PASSIONS MANDCHOUES : FIANÇONS A TABAC CHINOIS. Musée national des arts asiatiques - Guimet. Jusqu'au 22 septembre.

POUPÉES D'HIER. Créations d'aujourd'hui. Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 22 septembre.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France. 1450-1990. Musée d'histoire contemporaine. Jusqu'au 22 septembre.

DE COROT AUX IMPRESSIONNISTES. DONATIONS MOREAU-NÉLATON. (42-88-23-13). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages. (42-88-54-10). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-88-23-13). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mer. à 21 h 15). Entrée : 37 F. sam. 24 F. Jusqu'au 12 août.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 24 MAI

« Le cabinet des arts graphiques. Histoire et présentation de quelques œuvres », par F. Macé de Lépinay, 12 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Gustave Moreau : l'assemblage de symboles », 10 h 30, 14, rue de la Rochefoucauld (L'Art et la manière).

« La place Dauphine, le Pont-Neuf, l'enceinte de Philippe-Auguste des douzième et treizième siècles », 10 h 30, 30, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« Manet et Degas au Musée d'Orsay », 11 heures, vestiaire collectif (G. Marbeau-Canet).

« L'Opéra-Bastille, sa salle de spectacle, son plateau et son quartier », 11 h 30, sur réservation au 49-80-42-51 (M.-C. Lesnier).

« Hôtels et maisons d'artistes de la plaine Monceau », 14 h 30, 30, rue Monceau (Paris pittoresque et insolite).

« A la découverte du Palais-Royal et de son quartier », 14 h 30, 30, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« Le Louvre, du donjon à la pyramide, et les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (connaissance de Paris).

« Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes », 14 h 30, 30, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« L'Hôtel-Dieu et la médecine au Moyen Âge », 14 h 40, 40, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h.

Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.TRESORS DE BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais. Jusqu'au 1^{er} septembre.TRESORS DU MUSÉE ET TRESORS MONÉTAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE. Musée d'histoire naturelle. Jusqu'au 1^{er} septembre.

LA BRIGUE A PARIS. Pavillon de l'Arche. Jusqu'au 22 septembre.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Musée de la Ville de Paris. Jusqu'au 22 septembre.

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin. Jusqu'au 22 septembre.

DONS DE LA FAMILLE DAVID-WEILL. Musée Carnavalet. Jusqu'au 22 septembre.

LA FAÏENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniques. Jusqu'au 22 septembre.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode. Jusqu'au 22 septembre.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires. Jusqu'au 22 septembre.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES. Musée de la Poste. Jusqu'au 22 septembre.

ON A MARCHÉ SUR LA TERRE. Musée national d'histoire naturelle. Jusqu'au 22 septembre.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme. Jusqu'au 22 septembre.

PASSIONS MANDCHOUES : FIANÇONS A TABAC CHINOIS. Musée national des arts asiatiques - Guimet. Jusqu'au 22 septembre.

POUPÉES D'HIER. Créations d'aujourd'hui. Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 22 septembre.

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE. Histoire de l'affiche politique en France. 1450-1990. Musée d'histoire contemporaine. Jusqu'au 22 septembre.

DE COROT AUX IMPRESSIONNISTES. DONATIONS MOREAU-NÉLATON. (42-88-23-13). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages. (42-88-54-10). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-88-23-13). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mer. à 21 h 15). Entrée : 37 F. sam. 24 F. Jusqu'au 12 août.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 24 MAI

« Le cabinet des arts graphiques. Histoire et présentation de quelques œuvres », par F. Macé de Lépinay, 12 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Gustave Moreau : l'assemblage de symboles », 10 h 30, 14, rue de la Rochefoucauld (L'Art et la manière).

« La place Dauphine, le Pont-Neuf, l'enceinte de Philippe-Auguste des douzième et treizième siècles », 10 h 30, 30, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« Manet et Degas au Musée d'Orsay », 11 heures, vestiaire collectif (G. Marbeau-Canet).

« L'Opéra-Bastille, sa salle de spectacle, son plateau et son quartier », 11 h 30, sur réservation au 49-80-42-51 (M.-C. Lesnier).

« Hôtels et maisons d'artistes de la plaine Monceau », 14 h 30, 30, rue Monceau (Paris pittoresque et insolite).

« A la découverte du Palais-Royal et de son quartier », 14 h 30, 30, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« Le Louvre, du donjon à la pyramide, et les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (connaissance de Paris).

« Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes », 14 h 30, 30, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« L'Hôtel-Dieu et la médecine au Moyen Âge », 14 h 40, 40, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

« Exposition : le trésor de Saint-

PATRICE CADOU. Galerie Jacques-

ter, 153, rue Saint-Martin (45-78-16-66). Du 23 mai au 20 juillet.

LOUIS CANE. Galerie Beaubourg.

23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 15 juin.

JOHN CHAMBERLAIN. Galerie

Karsten Grève, 5, rue Dabellème (42-77-19-37). Du 23 mai au 29 juin.

THIERRY CHEVERNEY. Galerie

Prez-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Du 23 mai au 22 juin.

MARINA COX. Galerie Agathe

Galliot, 23, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 1^{er} juin.

THIBAUT D'AUCUN. Galerie

Hadrien Thomas, 3, rue du Pilâtre (42-78-03-10). Jusqu'au 22 juin.

MARCO DEL RE. Galerie Adrien

Maeght, 42-48, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 1^{er} juin.

BERNARD DUFOUR. Galerie Jac-

صلى الله عليه وسلم

LIVRES • IDÉES

Le chiisme entre Ciel et Terre

L'approche très fine de Yann Richard permet de comprendre l'univers spirituel de 100 millions de musulmans pas comme les autres

L'ISLAM CHITE
Croyances et idéologies
de Yann Richard.
Fayard, 300 p., 98 F.
L'ÂME DE L'IRAN
Collectif
(réédition avec
une nouvelle préface
du philosophe iranien
Darius Chayegani).
Albin Michel, 265 p., 98 F.

Disons-le tout de go, l'ouvrage de Yann Richard, iranologue de terrain, quoique officiellement chercheur au Centre national de la recherche scientifique, est celui que beaucoup attendaient depuis plus de dix ans. Depuis cette révolution musulmane d'Iran dont le moteur essentiel fut la variété chiite (environ 100 millions de croyants, dont à peu près la moitié en Perse) de l'islam (lequel compte approximativement un milliard de fidèles si on englobe les chiites).

Il est rare qu'un spécialiste, surtout en orientologie, parvienne à fournir au public cultivé sans être érudite un livre pas trop long, pas ennuyeux et pas mûr dans un langage hermétique. Et qui, en plus, dans tous les sens de l'expression, y compris le plus littéral, appelle un chah un chah (et non pas un schah...)

Yann Richard a en effet renoncé, dans *L'islam chiite*, à la graphie élitiste, incompréhensible pour le commun des mortels, consistant à écrire *Esfahân* au lieu d'*Ispahan* et ainsi de suite, graphique qui avait nui à sa précédente publication (*Le Chiisme en Iran*, Maisonneuve, 1980). L'auteur écrit bien encore *Azərbayjân* (Azerbaïdjan), *Mâshhad* (Méchhed) ou *Qoïbzâdeh* (feu le ministre Gholbzadeh) mais on ne le « chionnera » pas pour ces quelques incartades orthographiques.

Car il nous a donné bien du plaisir en nous emmenant dans un périple à la fois très prosaïque et hautement spirituel — cette ambivalence constante est l'un des « secrets » de l'islam, particulièrement de l'islam chiite, difficilement envisageable dans un Occident habitué à séparer ces domaines — à travers les pays qui, du Liban à l'Inde, tissent la trame d'une confession partout minoritaire, sauf en Iran.

Soleil du chiisme depuis un demi-millénaire, l'ancienne Perse



Un débat majeur au sein du chiisme : le clergé doit-il se mêler des affaires gouvernementales ou se consacrer uniquement au domaine spirituel ?

est, comme il se doit, au centre de la recherche de Yann Richard.

Son travail nous permet enfin de concevoir comment une foi « réactionnaire », selon la signification première du terme, a pu continuer non seulement à produire des ondes révolutionnaires (n'oublions pas la révolution constitutionnaliste de 1906), mais à entretenir en son sein un débat philosophique sinon constamment renouvelé du moins toujours vivifiant, caractéristique à peu près introuvable de nos jours dans le sunnisme majoritaire.

Un ayatollah nonagénaire

Ce débat est également — et traditionnellement — politique : le clergé chiite doit-il se mêler des affaires gouvernementales et même gouverner directement, comme c'est le cas à Téhéran

depuis 1979, ou bien a-t-il, au contraire, le devoir de ne se consacrer qu'au domaine spirituel et d'abandonner le pouvoir aux politiciens non religieux pourvu qu'ils n'enfreignent pas trop les règles coraniques ? En quelque sorte, un islam avant tout « juridique », par définition intransigeant, tel que celui établi par Khomeiny, doit-il avoir le pas sur un islam essentiellement « mental » tel que celui défendu par d'autres grands ayatollahs iraniens comme Aboul-Kassem Khoï (né en 1899, résidant en Irak), lequel passe aujourd'hui pour être le « modèle à imiter » de la moitié des iraniens...

Parmi les pages les plus novatrices de l'ouvrage, relevons celles relatives à l'évolution de Khomeiny, qui fut, en son jeune temps, quasiment un mystique, écrivant même de la poésie « céleste », aujourd'hui sous le boisseau, et évolua peu à peu vers

le combat politique tant par nationalisme (hostilité aux privilèges judiciaires accordés par le chah aux militaires américains) que par conservatisme (les réformes impériales, jamais prises au sérieux en Occident, constituaient pourtant bel et bien une sorte de kémalisme, lequel avait été très admiré par les Européens).

Le fait que la révolution islamique ait été déçue certainement un grand nombre de ses partisans iraniens (ne parlons pas des autres...) est dans l'ordre des choses — « la pureté d'une révolution peut durer quinze jours » avait fort bien résumé jadis Jean Cocteau — et ne signifie nullement, quel que soit l'avenir du régime de « régence théologique » laissé par Khomeiny, qu'il faille s'attendre, à vue humaine, à un recul de la religiosité persane, à une sorte de « désislamisation » en Asie centrale.

Yann Richard, qui a parcouru l'Iran jusqu'au fond de ses villages et a observé les rites des cérémonies chiites centrées autour du martyre de la famille de Mahomet (les similitudes sont nombreuses avec le dolorisme du catholicisme latin), s'attache à dégager les toujours très vivantes racines d'une croyance fondée sur la réapparition de l'imam « caché » : Mohammed l'Attendu, douzième descendant du Prophète, « occulté » en Irak il y a douze siècles et qui doit revenir à la fin des temps pour rétablir enfin le règne de la justice...

D'ici là, les chiites savent par nature que leur passage sur terre n'est pas pavé de roses malgré la profusion de celles d'Ispahan. Cependant, la loi chiite, contrairement à son universelle réputation d'austérité, sait ménager à ses adeptes des plages de détente physique comme ces « mariages de plaisir », unions provisoires parfaitement légales, pouvant même ne durer que quelques heures, auxquelles les occidentalisés de l'ère Pahlavi préféraient de vulgaires « 3 à 7 » mais qui ont été remises en honneur par la mollahie (*Le Monde* du 3 mai). Yann Richard (qui a été marié durablement à une Iranienne, comme il nous l'indique lui-même) brosse un chapitre particulièrement bien documenté sur cette pratique matrimoniale sui generis.

Yann Richard, et c'est heureux pour l'iranologie francophone, n'est pas unique en son genre. Il appartient à cette nouvelle vague de chercheurs encore peu connus et qui, de Bernard Hourcade à Jean-Pierre Digard, de Christian Bromberger à Christian Jambet et à quelques autres, préparent un apport de qualité inédit à une science plus que jamais nécessaire à l'heure où Téhéran et Paris vont sceller leurs retrouvailles par un sommet Rafsanjani-Mitterrand.

Les nouvelles recherches ne doivent évidemment pas faire oublier le brillant passé de notre iranologie, et c'est pour cela qu'il faut saluer la réédition de *L'Âme de l'Iran*, ouvrage collectif de 1951 où une dizaine de noms éminents d'hier (Henry Corbin, René Grousset, Henri Massé, Louis Massignon, etc.) composent un collier persan ancien du plus bel orient.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Le désir attrapé par la vue

Les brillantes qualités d'essayiste de Patrick Drevet apparaissent dans ses romans et se révèlent dans ses huit petites études sur le désir de voir, à travers des textes sur la lecture, le cinéma, la rencontre de l'autre...
Page 22

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Que ferez-vous en 1880 ?

Une révolution venait d'échouer, et l'illusion lyrique qui l'accompagnait s'était vite dissipée. Après 1848, le dix-neuvième siècle continuait d'être sombre et féroce. Deux livres sont consacrés à cette seconde moitié d'un siècle où les écrivains éprouvaient des vertiges de changement, où certains découvraient la « vie de bohème ».
Page 22

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les belles autrichiennes

Pour leur quinzième édition, « Les belles étrangères » sont consacrées à la littérature autrichienne. Du 27 mai au 8 juin, dix écrivains feront connaître leur œuvre qui n'a pas, ici, la célébrité de celles de Thomas Bernhard, Peter Handke ou Elfriede Jelinek, dont le dernier livre, *Lust*, fait scandale.
Page 32

Le Portugal pour héros

A travers le destin de deux femmes, Alexandra Alpha de José Cardoso Pires est le roman d'un pays sortant de sa léthargie

ALEXANDRA ALPHA,
de José Cardoso Pires.
Traduit du portugais
par Michel Laban.
Gallimard, 418 p., 158 F.

Si riche et divers soit-il, le roman portugais contemporain semble se retrouver avec une belle constance autour d'un personnage central, d'un héros commun : le Portugal. Approché sous toutes les coutures, historique et géographique, mythique ou réaliste, il résiste, ce héros, et ne s'épuise point. C'est comme si les écrivains portugais n'en avaient jamais fini de s'affronter à lui, de s'expliquer avec lui, de se comprendre en lui.

On ne peut être au cœur d'une question et prétendre l'analyser avec la distance et le détachement nécessaires. Les explications des intéressés, de ceux qui font la diversité du roman portugais, sont d'abord individuelles et ne peuvent être que descriptives.

Auteur depuis 1949 d'une œuvre importante — romans, nouvelles

essais — saluée dans son pays et reconnue à l'étranger grâce à de nombreuses traductions (1), José Cardoso Pires ne cherche pas à se faire le porte-parole d'une génération. Né en 1925, il a connu, comme le pays entier, les longues années de plomb et d'empêchement de la dictature. « *Ecrire pour moi correspond à une demande d'identité, à travers la langue du peuple, du pays* », affirme-t-il. « *Cette demande, on l'a toujours à l'esprit quand on écrit une histoire* ».

Il y a eu aussi, après avril 1974, la respiration soudaine retrouvée de l'esprit, l'apprentissage — beaucoup plus bouleversant et difficile que ne veut bien le laisser croire un spontanéisme sans réflexion — de la pensée, de la création. Depuis cette époque, toutes les questions — politiques, sociales, mais aussi existentielles — qui étaient restées sans réponse, enfouies, soumises à la censure, ont vieilli, comme les hommes. Cela, le large courant néo-réaliste, trop soucieux des intérêts immédiats et des incertitudes de la

lutte politique, est prompt à l'oublier. Le rêve ou le mythe d'une jeunesse perpétuelle, mais aussi « les préjugés et les complexes » dont parle l'écrivain naissent de cette amnésie.

Marqué par les manières effaçantes, par l'art du discours direct américain, par des romanciers comme Steinbeck, Caldwell, Hemingway... et aussi par Roger Vailland, José Cardoso Pires s'est tenu à l'écart du néoréalisme, même si les préoccupations sociales et politiques sont très présentes dans son œuvre. L'allégorique figure du docteur Salazar en *Dinosaur* excellentissime (1972) — que l'on pourra découvrir prochainement en français dans un recueil de nouvelles à paraître chez Gallimard — par exemple, doit peu aux lourdeurs du style réaliste.

« *La politique est optimiste par principe* », souligne Cardoso Pires. *La littérature, en revanche, donne un point de vue subjectif, intouchable, quelquefois pervers ; jamais elle n'accepte. L'écrivain ne doit pas être le collimateur d'un temps ; mais il*

est utile parce qu'il vit avec des choses qui ne sont pas vraiment établies ; il organise et prépare un climat de compensation de cet optimisme du pouvoir ».

Alexandra Alpha, ample roman publié au Portugal en 1987 et que vient de traduire Michel Laban (l'exercice était manifestement délicat, et son résultat est fort probant) se démarque sans ambiguïté des tentations étroitement réalistes et témoigne des influences que nous évoquons. Influences qui n'enferment pas mais au contraire nourrissent une œuvre ambitieuse et forte. L'histoire rigoureusement construite est celle du destin de deux femmes et, à travers elles, du Portugal sortant de sa léthargie, accédant à la respiration.

Patrick Kéchichian.
Lire la suite page 27

(1) Trois autres romans ont été traduits chez Gallimard : *L'anne de Job* (1967) ; *Le Dauphin* (1970), le plus connu des livres de l'écrivain ; *Bataille de la plage aux chiens* (1986).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

HUIT PETITES ÉTUDES SUR LE DÉSIR DE VOIR

de Patrick Drevet. Gallimard, 120 p., 75 F.

L'AMOUR NOMADE

de Patrick Drevet. Gallimard, 220 p., 96 F.

DE quelle nature est la distance qui me sépare de ce que je désire ? De quelle sorte singulière d'espace s'agit-il ? Il ne s'évalue pas en kilomètres, en heures, en centimètres ni en secondes, c'est une dimension éminemment fluide et courbe, traîtresse et indéfinissable ; plus qu'une dimension, à vrai dire, c'est une expérience : chaque fois que je tends la main, l'objet s'éloigne, s'amplifie, change de contours, multiplie les frontières. Bientôt, je renonce au geste qui bouleverse et fait fuir. Je me contente d'observer, je me coule dans le plaisir du regard qui désire. Le désir : l'état de sidération de celui qui a perdu son astre, son étoile.

Encore ne sait-on pas toujours ce qui se transmet par le regard, dans quel sens cela circule entre les yeux et la chose ou la personne. Ainsi, au détour d'un paragraphe, Patrick Drevet note : « En raison de la position de sa tête, ses paupières sont un peu abaissées, elles ne laissent entre les cils qu'une mince fente d'où fuse, au sein d'un continu étincelant, son regard braqué sur moi. » Le regard comme une lumière émanant des yeux pour s'emparer de l'objet convoité (comme on peut l'entendre dans un film d'épouvante assez drôle et qui a beaucoup de succès ces temps-ci : « On convoite ce qu'on voit ») est un fantasme ancien qu'illustrent nombre d'images modernes, les bandes dessinées de Mandrake le magicien, la science-fiction. On a beau nous enseigner que les yeux reçoivent les images et la lumière, nous conservons une foi — aveugle en l'occurrence — dans la puissance magique du regard de l'hypnotiseur.

Ce quiproquo perpétuel, cet infernal va-et-vient entre l'œil et la cible, Patrick Drevet s'y attache dans la première et la plus réussie de ses huit petites études sur le désir de voir, une leçon limpide et magistrale, digne d'être apprise dans les collèges, sur la lecture, sur les rapports de l'homme avec les signes, aussi bien celui qui les trace que celui qui les inscrit. « Lire, je crois, c'est d'abord accueillir la solitude. [...] La lecture est une activité qu'il est impossible de partager : pareille en cela aux expériences les plus denses, le sommeil, la souffrance, l'amour, elle mobilise jalousement tout l'être. » Lire exige du silence, de la solitude, la quietude des heures de la sieste ou de l'insomnie.

Contrairement aux plaisirs du spectacle, théâtre ou cinéma, la lecture ne se partage pas, le regard jeté par-dessus notre épaule sur la page que nous lisons nous agace, quand bien même c'est celui de la personne qui nous a conseillé ce livre. Pudeur inexplicable dans l'instant, qui naît de l'alchimie très singulière entre le lecteur et son livre. « Comme si, en cours de lecture, le livre avait absorbé ce qu'il y a de plus intime en nous et qu'il devait désormais éternellement le détenir : confondu aux émotions vécues en le lisant, il deviendra le souvenir indélébile et chèrement tu de notre secrète blessure. »

La solitude du lecteur n'a d'équivalent que celle de l'écrivain



Patrick Drevet : « Lire, c'est d'abord accueillir la solitude. »

Le désir attrapé par la vue

qui s'est confié à nous par ce qu'il avait de plus secret, qu'il n'aurait sans doute pu dire avec la voix. Drevet note justement que nous exprimons bien plus de choses complexes ou délicates dans une lettre que dans une conversation au téléphone. C'est un privilège de l'écriture, parole silencieuse, d'autoriser une rencontre entre deux êtres, différée mais plus intense que dans la présence de l'autre. « La lecture, qui permet le contact de ce qu'il y a de plus intime en nous avec ce qu'il y a de plus intime en l'autre, reste l'expérience la plus pudique qui soit. Nous y avons la révélation de la solitude d'autrui mais aussi la certitude que cette solitude connaît la nôtre : c'est, par-dessus le temps et l'espace, la découverte d'une infinie fraternité. »

Un des lieux où devrait le mieux se satisfaire le désir de voir est la salle de cinéma, le film bénéficiant en partie du statut d'objectivité de la photographie. Mais on n'a pas tardé à se défaire de ce faux prestige : le cinéma est certes une représentation fidèle d'un fragment de la réalité, comme la photographie,

mais, plus encore que celle-ci, il est un langage, il possède une syntaxe, il dispose d'effets de style, il s'articule par le biais d'un découpage et d'un montage qui ne se trouvent en aucun cas dans la réalité mais dans l'œil et l'atelier du cinéaste. « La réel est continu, la reproduction est discontinu. » Lorsque Andy Warhol filme en continu un homme qui dort pendant deux heures ou laisse tourner une caméra à l'entrée de sa Factory, il n'est pas plus « objectif ». « Les films tournés en de telles conditions sont insupportables, à la limite de la visibilité ; ils démontrent toutefois le mensonge sur lequel reposent les autres et démontrent en même temps l'échec auquel on se vouerait à croire le cinéma capable de conserver ne serait-ce que l'empreinte du réel. »

Bien que Patrick Drevet se soit privé d'un développement qui s'imposait sur le cinéma pornographique, il remarque néanmoins avec pertinence que l'image est toujours hantée de ce qui ne s'y trouve pas. C'est également la condition du désir de nous hanter par ce qui nous manque, et l'on n'a pas tort de dire couramment, lorsqu'on en pince pour une qui se refuse encore, qu'on se fait du cinéma.

Dans une autre de ses études, complémentaire de celles sur la lecture et le cinéma, Drevet poursuit sa réflexion sur les voies, parfois obliques, improvisées, par lesquelles nous rencontrons l'autre. Pourquoi, pour qui, au juste, essayons-nous de nous « faire beau » ? Pour lui plaire ? Pas si simple. Vouloir être beau pour l'autre, c'est tenter d'échapper à son emprise, d'esquiver la rencontre. « Ce qui me plaît en lui, je voudrais le faire mien, non pour être ce qu'il est mais pour jouer par moi-même de lui. C'est le désir d'être moi-même et l'autre à la fois, sans avoir à passer par la fatigue de la quête, par la souffrance du refus possible, par la peur du contact vrai, par la terreur de la présence effective, par l'énormité de la chair d'autrui, par l'immensité de son corps. »

Ces brillantes qualités d'essayiste que nous relevons à chaque paragraphe de ce livre trop bref, on les avait pressenties dans les précédents romans de l'auteur, notamment *Une chambre dans les bois*, et on les retrouvera, pleinement épanouies, dans les pages sensuelles et lumineuses de *L'Amour nomade*. La passion que voue le narrateur à son ami d'adolescence, Marc, n'est pas chaste et ne s'épuise pas d'être maintes fois assouvie. Mais c'est avant tout une fascination, une affaire de regards qui se croisent au sein d'un petit groupe d'amis des deux sexes où Marc règne comme un Rimbaud énigmatique et versatile.

« Aujourd'hui, j'envisage la ferveur qui, dans les groupes de jeunes gens qui déambulent par les rues, isole les visages absorbés dans la contemplation d'un de leurs semblables. C'est le visage de ma jeunesse qu'il m'est donné de voir, qui m'est étranger désormais, ainsi que la qualité de la sensibilité dont son érection témoigne. Je sais que j'ai connu cet état d'adoration avec Marc. J'ignorais qu'il s'agissait d'une grâce. » Une grâce, sans doute, et un supplice comme toujours. Ni les paroles, ni les baisers, ni les caresses ne peuvent venir à bout de ce qui effleure le regard dans l'amour : « l'immensité de son corps ». Est immense, éty-mologiquement, ce qui ne se mesure pas.

UN GRAND DÉSERT D'HOMMES 1851-1885

de Claude Mouchard. Hatier, coll. « Brèves », 342 p., 98,50 F.

PARIS BOHÈME 1830-1930

de Jerrold Siegel. Traduit de l'anglais par Odette Guillard. Gallimard, 422 p., 185 F.

QU'EST-CE qu'une époque ? C'est une chose nécessairement décevante et morose, qu'il est naturel de dénigrer. Toutes les époques se lamentent de leur mauvais sort. Dieu souffre d'amnésie, disent-elles, et le bonheur pose des lapins. Elles envient le futur et jalousement le passé. Elles leur prêtent des charmes ou des vertus dont elles s'estiment cruellement démunies. Que la vie était jolie, et qu'elle sera belle ! La nostalgie et l'espérance sont les sentiments préférés de l'espèce humaine.

« Époque — La nôtre. Tonner contre elle. Se plaindre de ce qu'elle n'est pas poétique », notait Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues*. Et Baudelaire parlait d'un « grand désert d'hommes ». Les deux écrivains avaient quelques raisons de trouver leur époque très maussade. L'illusion lyrique de 1848 s'était vite dissipée, et le dix-neuvième siècle confirmait sa réputation. Il continuait d'être sombre et même féroce. « Notre chez nous, c'est la place publique », avait écrit George Sand en mars 1848. Et Baudelaire avait aimé ces quelques semaines où l'on « faisait des utopies comme des châteaux en Espagne ». Mais l'Histoire avait aussitôt démenti les rêves du printemps. Et la même George Sand s'était reproché de « jouer encore d'un certain bonheur domestique ».

Professeur à l'université de Paris-VIII, Claude Mouchard a poursuivi le « roman de la litté-

ture » entrepris chez Hatier, dans la collection « Brèves ». Il évoque les années 1851-1885, c'est-à-dire le Second Empire, la guerre de 1870, la Commune et les débuts de la troisième République. Il a retenu précisément les mots de Baudelaire, « un grand désert d'hommes », pour en faire le titre de son livre. Composé de courts chapitres, celui-ci procure tous les agréments de la promenade. Claude Mouchard ressuscite la seconde moitié du dix-neuvième siècle à travers une série de miniatures ou d'esquisses qui nous invitent à rêver l'Histoire autant qu'à la connaître.

QUE faisiez-vous en décembre 1851 ? Victor Hugo se trouvait parmi les gens qui avaient élevé des barricades dans Paris, afin de s'opposer au « coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte ». Il serait bientôt forcé de s'enfuir et de s'exiler. Michelet ferait retraite à Nantes, et Flaubert s'enfermerait pour se consacrer à *Madame Bovary*. Certes, écrire ou peindre, c'est s'isoler, se retrancher et prendre ses distances avec le monde. Mais les écrivains d'alors étaient très fâchés avec leur siècle. Ils en détestaient le climat. Ils déplorait sans cesse le mauvais temps.

Car la météorologie devenait la mode. C'était nouveau. C'était sans doute un héritage du romantisme. Jadis, on ne mettait pas le nez à la fenêtre. Dans les salons du dix-huitième, on ne s'inquiétait guère de savoir s'il pleuvait ou s'il neigeait. Et voilà que les gens des années 1850-1880 associaient leurs

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Que ferez-vous en 1880 ?



états d'âme avec les couleurs du ciel. Le dedans se mariait avec le dehors, et l'on ne savait plus lequel commandait l'autre. Certains, comme Jules Laforgue, donneraient au climat intérieur la prédominance sur le climat extérieur. L'auteur des *Moralités légendaires* parlerait d'un « temps artiste ». « Un temps, dirait-il, qui n'est vraiment d'aucune saison. » Flaubert laisserait, en guise de testament, le plus magique des bulletins météo. Cela serait la première phrase de *Bouvard et Pécuchet* : « Comme il faisait une chaleur de 33 degrés, le boulevard Bourdon se trouvait absolument désert. » Comment suggérer autant de choses avec une telle sobriété ? Dommage que ce boulevard ne soit pas un lieu

de pèlerinage ! Les miracles de la littérature valent bien les autres miracles.

Que ferez-vous en 1880 ? Flaubert allait mourir le 8 mai. Rimbaud ferait ses valises pour l'Abyssinie. Verlaine mènerait une existence de « clochard céleste ». Et le jeune peintre hollandais qui se nommait Van Gogh s'aventurerait à pied dans la campagne française. Il espérait « surprendre » les corbeaux de Millet, ou plutôt le « regard » que Millet avait posé sur les corbeaux.

L'AUTRE nouveauté de l'époque, c'était l'accélération de l'Histoire et les sentiments que cela inspirait. Le Second Empire semblait immobiliser la société française, mais cette apparence ne résistait pas à l'examen.

L'Histoire se dépêçait. Avec qui avait-elle rendez-vous ? Depuis la Révolution de 1789, elle ne parvenait pas à se calmer. La révolution industrielle et urbaine succédait aux révolutions politiques. Les écrivains étaient à la fois désemparés et fascinés par l'existence moderne.

Flaubert ne vitupérait pas seulement la « bêtise » bourgeoise. Il « engueulait » toute l'espèce humaine, car elle courait vers ce qu'elle ne savait pas. Le triomphe de la médiocrité, sans doute. Et Baudelaire incriminait le despotisme de la multitude. Dans les rues de Paris, il éprouvait la « tyrannie » des milliers de visages qu'il rencontrait. « Tu ne saurais croire jusqu'à quel point la race parisienne est dégradée », écrivait-il à sa mère, M^{me} Aupick, le 10 août 1862. C'était un siècle de misanthropes et de solitaires qui remplaçait le siècle de l'urbanité.

A la fin de 1883, un jeune professeur s'ennuyait au lycée de Tournon. La vallée du Rhône lui semblait le bout du monde. Il s'appelait Mallarmé. Il regrettait la capitale, quand les autres la discréditaient... Cependant, Baudelaire n'avait pas que des répugnances à l'égard de celle-ci. Il était attiré par ses mystères. Il aimait explorer les « profondeurs » de la ville, ressentir le « tumulte » et les impatiences de l'existence moderne.

Les écrivains éprouvaient le vertige du changement, même si leur célèbre « spleen » les avertissait que tout était déjà consommé. En 1871, Baudelaire serait mort depuis quatre ans,

mais il aurait noté ces phrases prémonitoires sur la « guerre civile » : « Des gémissements de victimes et des hurlements de sacrificateurs se font entendre... C'est l'humanité qui cherche le bonheur. » Les hommes de lettres furent effrayés par la Commune, et leur misanthropie s'en trouva renforcée. Ils confondirent le désespoir et la « barbarie ». Ils prirent les émeutes populaires pour du « banditisme ». L'année d'après, Victor Hugo allait dénoncer la répression qui avait frappé les communards. Mais les seuls à prendre la part de l'insurrection furent Vallès, Verlaine et Rimbaud, c'est-à-dire la « bohème littéraire ».

L'UNIVERSITAIRE américain Jerrold Siegel vient de publier une étude volumineuse (et parfois laborieuse) sur la bohème parisienne de 1830 à 1930. Cette aventure ou mésaventure sociale eut sa bible en 1849, avec la *Vie de bohème* d'Henry Murger. Celui-ci se préoccupait de géographie. Il voulait définir les « frontières » de cette étrange nation dans laquelle se rencontraient des étudiants misérables, des ouvriers désespérés, des grisettes (quel joli mot !) et des peintres ou des poètes démunis.

Leurs traits communs, c'était de rêver immodérément, de n'avoir ni domicile fixe ni moyens d'existence et de fréquenter les « bas-fonds ». Ces jeunes gens étaient les « spectres » de la ville moderne. Leur liberté de mœurs et leur vie nomade s'opposaient à la « morale économique de la bourgeoisie ». Menant à son terme la logique d'émancipation qui avait entraîné la Révolution française, la bohème voudrait abolir la séparation entre l'art et la vie. Cela deviendrait un vieux rêve, comme le sont tous les rêves de jeunesse.

* Signalement également l'épave de Jean-Claude Caron : *Généralités romantiques, les étudiants de Paris et le Quartier latin (1814-1850)*, éditions de Mouton Armand (Armand Colin, 436 p., 195 F.).

LIVRES • IDÉES
POÉSIE

Les livres de l'inachèvement

Les derniers recueils d'Edmond Jabès, mort le 2 janvier, à soixante-dix-huit ans

LE LIVRE DE L'HOSPITALITÉ
d'Edmond Jabès.
Gallimard, 105 p., 72 F.
DÉSIR
D'UN COMMENCEMENT
ANGOISSE D'UNE SEULE FIN
d'Edmond Jabès.
Fata Morgana, 56 p., 54 F.

« Écrire, maintenant, uniquement pour faire savoir qu'un jour j'ai cessé d'exister : que tout, au-dessus et autour de moi, est devenu bleu, immense étendue vide pour l'envoi de l'aigle dont les ailes puissantes, en battant, répètent à l'infini les gestes de l'adieu au monde. »
« Oui, uniquement pour confirmer que j'ai cessé d'exister le jour où l'oiseau rapace a occupé seul l'espace de ma vie et du livre, pour régner en maître et dévorer ce qui, une fois encore, cherchait, en moi, à naître et que je tentais d'exprimer. »
Quand il trace ces deux phrases, les place en exergue, Edmond Jabès sait qu'il vient d'ouvrir son livre ultime, qu'il vient d'ébaucher les derniers signes de son passage et

que sa vie va s'effacer. Lucidité, clairvoyance, maîtrise de soi, du souffle et du temps, ce qui s'inscrit alors témoignage d'une expérience exemplaire, d'une sagesse alarmée, et pourtant souveraine, dont le message n'est pas de tout repos. On ne peut suivre un tel parcours vers la fin annoncée sans percevoir, le cœur serré, l'espace qui s'amenuise, la parole qui se perd, l'écriture qui se dilue. Les lecteurs de Jabès éprouveront cette approche de la mort dans les mots comme une entrée en déshérence, comme une marche au néant, sans illusion, mais légère. Car le but n'est pas le but, et il n'est pas de salut pour une œuvre à jamais blessée. C'est donc l'inachèvement qui ne cesse de hanter l'existence qui s'achève.
« Ainsi, la « chose à transmettre » n'était que poussière de sable et le livre, poussière de vocabulaire. »
« Tout est à récrire. »
Le titre de l'ouvrage final fait de l'hospitalité son emblème et rassemble une fois encore les idées-forces du dialogue, du partage, de l'accueil. Jabès, à son habitude, explore tous les accès possibles au

vocabulaire dont il a décidé qu'il serait son refuge provisoire et le catalyseur de ses doutes, de ses attentes, de ses questions : où, quand, pourquoi y a-t-il hospitalité ? Celle-ci se découvre-t-elle ou se révèle-t-elle avec le langage ? Est-elle divine, est-elle nomade, est-elle l'ultime voix ?
Une hospitalité réciproque
« Le sage – disait-il – est celui qui a gravi tous les degrés de la tolérance et découvert que la fraternité a un regard et l'hospitalité, une main. » Mais cette main s'offre-t-elle à l'autre, au frère vivant, au frère absent, au sable, ou bien carresse-t-elle le vent ? Quelle hospitalité attend le sage hospitalier, l'écrivain, le poète, l'étranger ? Jusqu'au vertige, Jabès multiplie les réponses : « Variable espace de l'hospitalité. / Deuil et puis, soudain, renaissance. » Et puis plus loin : « Austère hospitalité. / Celle du désert. / Celle de sa race. / Celle de l'oubli. »
Tout le livre serait à citer mot à

mot, phrase à phrase, tant il se développe par jeux d'échos, résonances infinies, silences peuplés des reflets du ciel et de la terre. Chaque page se fait miroir, éclair, source, support de méditation.
Cependant, si le cheminement spirituel s'impose intensément, à l'apogée, il n'exclut nullement les engagements précis, les révoltes quotidiennes. Ainsi Jabès, tandis qu'il sent que le temps devant lui se dérobe, reprend-il dans le mouvement de son texte un article de journal qui appelait Israéliens et Palestiniens à la concorde, c'est-à-dire à l'octroi d'une hospitalité réciproque.
Rien de gratuit dans cette interruption du présent, de l'actualité, une leçon de dignité au contraire, et de courage. Un jugement exact aussi, d'une modestie aigüe et désespérée : « Une parole solitaire ne dit, d'abord, que la solitude dans laquelle elle se débat. » Car pour lui, et il le note brutalement, l'année prochaine ne sera ni à Jérusalem ni dans la félicité d'une improbable Jérusalem céleste. Ce sera : « L'an prochain, la nuit. »
« Notre est la couleur de l'éternité », écrivait-il également dans les aphorismes composés en marge du *Livre de l'hospitalité* et qui paraissent regroupés sous le titre en deux versants de *Désir d'un commencement*. Angoisse d'une seule fin. Ces bribes sereines et douloureuses, lumineuses et vives, prolongent la prise de distance définitive, comme s'il s'agissait d'une poignée d'oracles jetés au désert et au Livre que Dieu « ne nous a jamais légué ». « Ce qui nage à l'âge de l'eau. / Ce qui respire à l'âge de l'air. / Ce qui s'estompe à l'âge du temps. »
Depuis le 2 janvier 1991, Edmond Jabès a l'âge du temps. L'âge immémorial de la sagesse qui a su conserver intacte sa jeunesse et toute sa subversion. Et avec le sage qui avait son visage, il a confié l'épilogue de son adieu : « A Dieu, le fardieu du Tout. / A l'homme, la part du peu. » Mais sa part à lui, singulière, imprévisible, ce fut le feu de l'être et la blessure des mots.

Le printemps des poètes

LA VIE PROMISE
de Guy Goffette.
Gallimard, 120 p., 75 F.
LE VOLEUR DE SOUFFLE
de Marc Guyon.
Gallimard, 110 p., 80 F.
UN SILEX A LA MER
de Michel Calonne.
Gallimard, 112 p., 85 F.
UNE INQUIÉTUDE
de Bernard Simeone.
Verdier, 74 p., 80 F.
LE VIN D'AMOUR
de Paul Le Jéloux.
Obsidiane, 54 p., 32 F.
107 AMES
de Jacques Jouet.
Seghers, 126 p., 85 F.

L'attente du printemps est placée chez Gallimard sous le signe de la poésie : pas moins de six recueils depuis le début de l'année. Belle réponse, dirait-on, au reproche fait fréquemment aux grands éditeurs de négliger la poésie.
Tempérons un peu cet enthousiasme. D'une part, le reproche demeure largement justifié pour les autres « grands ». D'autre part, cette moisson dans le champ

Volonté de souffler, une démarche d'introspection et d'interrogation. Les poèmes sans titre qui se suivent dans ce recueil d'un seul bloc, d'un seul « souffle », sans chapitre, sont des étapes, des haltes, des constats : « Celle que j'aime est la cendre de celle que j'aime, / sa beauté n'est que brûlure, tel un autre jour à l'intérieur des journées. » « Mon âme est une hâte désaccordée », écrit Marc Guyon. De ce désaccord, il ne fait pas un refuge en opposition au monde. « Sans force et désarmé(e)s », les « sources » n'en existent pas moins et, avec elles, l'oiseau et le vent, le miel et l'aimée. Les nommer, composer ce chant, est chercher la force d'un nouvel accord.
Un sillex à la mer est le premier recueil de Michel Calonne. A l'intimité et à l'économie de Goffette et de Guyon répond ici une luxuriance verbale et poétique, une richesse d'images, de rythmes et de rimes. Comme Verlaine ou Laforgue, Calonne aime raconter des histoires, évoquer en quelques vers des figures, des époques, mettre en chanson des mondes. Des enfants et des statues, Harpagon, des animaux de fable ou de chair habitent ces poèmes dans lesquels pointe souvent « l'aube noire » de la mort... « Mais un rivage naît au fond de l'écriture / les mots brûlent l'air et sculptent des deux nus / Ces ombres fugitives que les soleils captivent / enlacent à mourir des arbres inconnus. »
Pour Bernard Simeone, l'exercice de la poésie est un travail de réminiscence, une exploration des signes, de chaque nom et lieu, que l'« hier immobile » recèle. Mais les mots ne peuvent dire qu'une perte, tracer dans l'air incertain le visage d'un deuil – celui par exemple de l'ami, le poète Giorgio Caproni – constater enfin le vide laissé derrière « la trace exacte de mourir ». « La main, quoi qu'on dise, ne tremble pas dans les mots », écrit Simeone, comme pour mieux assurer son geste poétique. C'est « inquiétude » est pourtant, de part en part, tremblement ; tremblement qui l'émotion du lecteur, reconnaissant son propre motif, perçoit en lui-même... « Viendrait, plus que la délivrance / ou l'oubli, le chant qu'aujourd'hui tu refuses, et rien, pour toi, pour les autres, n'en sera faussé. »



Guy Goffette.

Gallimard rend davantage justice à un certain courant de la poésie française contemporaine qu'à toute la diversité de celle-ci. De là à parler, à propos de cette mouvance, d'une nouvelle « école » de la NRF, il n'y a qu'un pas... raison suffisante pour ne pas la franchir trop vite et ne pas tirer des conclusions désobligeantes de l'indéniable ressemblance de ton, d'ambiance, de sensibilité, de références implicites qui relie Jacques Réda (avec Claude Roy – du choix des poètes publiés et partie), Guy Goffette, Marc Guyon, Michel Calonne, Jean-Claude Masson (*Le Testa-ment du printemps*) et Luc Estang (*Mémoire plénète*). Ce lien informel, on pourra surtout le percevoir dans une commune méfiance à l'égard des hermétismes et des obscurités, dans un goût commun pour une immédiate lisibilité, enfin, souvent, dans une spiritualité vive.
La poésie de Guy Goffette – à qui l'on doit un bel *Éloge pour une cuisine de province* (Champ Vallon 1988, « Le Monde des livres » du 9 décembre 1988) – semble provenir d'une source d'eau limpide clairement identifiée, située non au tréfonds de soi mais à la surface tremblante de l'intimité. Chaleureuse, elle raconte avec pudeur le monde proche, se dégage de « la noire et lourde argile des fatigues » afin de dire cette proximité qui recèle assez de joie pour suspendre l'angoisse : « Laisse aller, laisse, car tout est parti / à qui vient prendre – et nommer est-ce autre chose ? » Cette *Vie promise*, Goffette n'en rêve pas la légende ou le mythe. Promesse et proximité ne se contredisent pas. Pour croire en cette promesse, il faut que l'objet en soit proche, à portée de voix ou de prière. Quant au titre, en forme de jeu de mots, d'une série de poèmes – « La montée au sonnet », – il ne s'imposait pas.
C'est à une source plus profonde, dans un lyrisme plus âpre, que puise la poésie de Marc Guyon. Auteur de plusieurs recueils de poèmes et de deux beaux recueils – *Le Principe de solitude* (Gallimard, 1979) et *Le Cœur ténébreux* (idem, 1990), – il poursuit, avec le

La rime « berrychonne »
« Le temps n'est plus à la tristesse / même si les jours sont purs et froids / et que le cœur est une gorge mélancolique », écrit Paul Le Jéloux dans un très beau livre, *Le Vin d'amour*. Beauté qui tient à un juste équilibre entre l'ivresse des mots et leur maîtrise, entre la souplesse de l'expression et la profusion des images. Il y a dans le mince recueil de Le Jéloux une voix souveraine qui chante la passion et l'émotion, le désir et les fruits du monde. Mais cette voix superbement incarnée sait aussi moduler les plus sombres accents, laisser monter un pur lamento : « Jour après jour, je vais vers l'abîme / et la mer trouble à robe verte / fête mon corps stupide, égaré / dans la matière putride, dans le temps, / les marchés, et l'accueil d'une musique sourde / qui n'est audible qu'à la pensée. »
Le registre poétique de Jacques Jouet, auteur de *107 Ames*, qui doit peu à l'inspiration – il y aurait même ici une tacite manière de nier l'existence de celle-ci, ou de la reléguer au magasin des vieilleries – et beaucoup au calcul, est fondamentalement différent. Oulipien conséquent, Jouet se fixe, comme il se doit, des contraintes et des règles, définies dans la préface. La rime par exemple sera « berrychonne », c'est à dire, bien sûr, issue du poète américain John Berryman. Le poème s'y coule avec délectation et les *107 Ames* choisies y gagnent une identité singulière, une existence que seuls les mots, et les règles dont nous parlions, sont aptes à lui accorder. Le résultat est convaincant, si l'on reste dans le cadre préalable. Pourquoi « 107 Ames », d'ailleurs ? Et pas 108, ou 109 ? Sans cette âme, que nous manque-t-il donc ?
Patrick Kéchichian

Réda au fil du temps

Le calendrier d'un poète qui explore les ressources de la prosodie

LETRES SUR L'UNIVERS ET AUTRES DISCOURS EN VERS FRANÇAIS
de Jacques Réda.
Gallimard, 92 p., 68 F.
UN CALENDRIER ÉLÉGIAQUE
de Jacques Réda.
Fata Morgana, 90 F.

« Sur le cadran des mois qui tournent et repassent » s'égrènent les instants, saisis dans l'intensité fragile de la sensation. Mars : pâles reflets d'un « soleil fourbu » ; juin : odeur du foin coupé trop tard ; novembre : demi-sommeil frileux dans le brouillard. Douze magnifiques poèmes captent, avec une vibrante nostalgie, les signes fugitifs qui rythment « l'inlassable manège » des saisons. Ce *calendrier élégiaque*, on aimerait le relire, en feuilleter, mois après mois, les pages, comme celles de : *Tel vieux calendrier resté dans une armoire / Avec ces jours lointains où l'on n'existait pas / Ou si peu qu'on en a perdu toute mémoire*. L'emprise ravageuse du temps prend une

forme plus ironiquement allégorique dans *Letres sur l'univers et autres discours en vers français*, lorsque par exemple Réda utilise la *terza rima* pour décrire l'enfer dantesque d'un supermarché. Ou lorsque, évoquant en alexandrins le « boulevard mécanique » qui relie les correspondances du mètre, le poète précise : *Je ne suis plus de ceux qui toujours accélèrent / Non tant pour éviter un effort musculaire / Que par crainte d'aller plus vite que mon temps / Le sachant, désormais comploté*.
Ce recueil où Jacques Réda joue avec un savoir naturel de toutes les ressources de la prosodie, allongeant souvent la cadence jusqu'au vers de quatorze syllabes, semble parfois renouer avec la tradition de l'épître ou du discours en vers didactique. C'est d'ailleurs par les poèmes *Sur la ville et aux animaux* que Réda avait contribué aux numéros du *Temps de la réflexion* consacrés à chacun de ces thèmes. Mais il y a bien d'autres échos, la mélancolie d'Ovide dans *Ex Ponto V*, l'ampleur de Lucrèce dans la *Lettre sur l'univers* – une rêverie cosmique adressée à Lorand Gas-

par. Sans compter un hommage à Wang-Wei et Li-Po, ces anciens poètes chinois qui surent donner « aux instants un goût d'éternité ». Parmi ces longs poèmes, certains sont plus intimistes. La confiance se fait parfois narquoise pour évoquer, lors d'un détour à Saint-Thomas-Aquin, la « difficulté d'un retour à Dieu quand on a trop pris le large ». A voix plus sourde, plus voilée, Réda parle aussi de son enfance, de la ville de garnison dont il a cherché partout ailleurs à retrouver le « plan magique ». De l'ennemi, son « vieux marane », lui est retrouvé dans tant de trajets et d'errances : *C'est lui que j'ai cherché dans tant de tristes gares / Dans les vagues terrains des faubourgs...*
Dans *Suite bourguignonne*, le retour au « vieux terroir » où rien n'a changé, sauf le silence, mêlé dans une ardeur douce, vivants et morts « également seuls », tandis que l'ode adressée aux disparus célèbre la charnelle *Splendeur des anciens étés*.
Monique Petitillon
* Signalons également aux Editions Fata Morgana : *Affranchissons-nous*.

GOUGAUD

Par l'auteur de
L'Inquisiteur
et
L'Homme à la vie inexplicable

Henri Gougaud
L'Expédition
Roman
Seuil

Editions du Seuil

VIENT DE PARAÎTRE

LES PARADIS PERDUS V

LES GRANDES FÊTES
D'AOUT (1938)JACQUES
DARCANGES

Les Éditions de l'Éclat

"Un des plus grands auteurs
français" - Oleg Jensen.

DISTRIBUTION [distri] 5, rue de la Tave - B.P. 65 - 28112 LUCÉ

LIVRES • IDÉES

CIVILISATIONS ORIENTALES

L'autre visage de Rûmî

Le grand texte de ce poète et mystique du treizième siècle peut désormais être lu en français dans une traduction qui n'évite pas le ridicule

MATHNAWI
LA QUÊTE DE L'OISEAU
de Djâlâl-od-Dîn Rûmî.
Traduit du persan et présenté par
Eva de Vitray Meyerovitch et
Djamchid Mortazavi.
Éditions du Rocher.
1705 p., 680 F.

Poète et mystique de langue persane, né en 1207 dans la cité afghane de Balkh, mort en 1273 dans la ville turque de Konya, Djâlâl-od-Dîn Rûmî est désigné dans tous les pays islamiques sous le nom de Mawlânâ (notre Maître) et vénéré à l'égal d'un saint. Son œuvre, immense, jouit d'une faveur et d'un ferveur considérables, ses odes et ses quatrains étant dits ou psalmodiés par cœur, ses contes donnés en exemple, ses réflexions sans cesse citées et commentées.

En France, la traduction des *Rubâ'iyât* (1), du *Livre du dedans* (2) et des *Odes mystiques* (3) a déjà imposé l'image d'un grand inspiré, tout à

la fois philosophe, poète et voyant, capable de composer d'admirables histoires initiatiques comme de transcrire de fulgurantes intuitions. Son *Mathnawî* nous est désormais accessible dans la version qu'en proposent Eva de Vitray Meyerovitch et Djamchid Mortazavi. Nous nous trouvons d'emblée devant un ouvrage gigantesque, proliférant, inclassable.

« S'agit-il, s'interrogent les traducteurs, d'un livre de poésie, d'un système philosophique, d'un commentaire général de la théologie islamique, d'une doctrine métaphysique, d'un exposé de la pensée et de la vision mystiques ? » En fait, tous ces éléments concourent au mouvement de cette étude synthétique qui, s'appuyant sur un ensemble de notes en marge du Coran, tend à baliser le cheminement de l'âme vers Dieu.

On voudrait saluer sans réticence un tel livre, louer une entente prise de cette œuvre et qui donne désormais à lire en français, dans son intégralité, l'un des grands textes mystiques de la Perse et, au-delà, de l'Islam. Mais

les 1700 pages de cette interminable *Quête de l'absolu* ne vont pas sans éveiller bien des doutes, sans susciter incompréhension, effarement et, parfois, répulsion. Suffit-il de présenter Djâlâl-od-Dîn Rûmî comme « l'un des plus grands génies mystiques de tous les temps » pour lire d'un œil distrait nombre d'affirmations, préceptes, injonctions au fort accent d'intolérance et de xénophobie ?

Faut-il uniquement s'attarder sur les plus hauts sommets du périple spirituel, repérer la vaste trame philosophique, goûter les récits initiatiques, s'abandonner au verbe visionnaire et pieusement passer par profits et pertes de moins glorieuses imprécations ?

Ainsi : « Va, sois violent avec les impies, renonce à l'amitié avec les étrangers. » Ou bien cet asservissement glorieux de la poésie à Dieu : « La poésie, l'homonymie et les rimes, ô Toi qui sais, sont les esclaves de Ton Ordre, par peur et par crainte. » Plus loin, ce constat que l'on pourrait dire désarmant : « L'ennemi est la condition nécessaire de la guerre sainte. » Ail-

leurs, un mot sur la femme, dont le « défaut, comme dans le cas de l'âne, provient de la sottise ». Enfin, un bon conseil au vrai Croyant : « Garde ta religion, dissimule ton secret à ces méchants juifs... »

Un trouble profond

A quels commentaires aveuglés ou avisés faut-il donc recourir pour changer de telles phrases (et elles abondent dans l'ouvrage) en paroles de concorde, d'amour et d'humanité ? La figure de Rûmî, le Soufi merveilleux voué à l'ivresse de la danse, de la musique et du chant, qui faisait communier dans une même extase l'univers entier et en chacun de ses atomes, cette figure apparaît singulièrement assombrie au sortir du *Mathnawî*. Il n'est nullement question de dévaluer ici nombre de pages sublimes, ni d'oublier qu'à la mort du Maître tous les habitants de Konya, sans distinction de croyances, prirent le deuil, mais de témoigner d'un trouble profond. Rûmî, qui annonce qu'il s'en ira en dansant « vers l'autre pays, le pays de la lumière », n'envisage-t-il de passer au-delà qu'avec les seuls musulmans ?

Pour finir sur un registre plus allègre, et prouver que, décidément, le ridicule se porte au mieux, signalons l'incroyable pudibonderie des traducteurs qui, à l'instar d'un Anglais des années 20, ont décidé l'emploi du latin pour « traduire certains vers qu'il semblait quelque peu osé de rendre en français ». Résultat : une dizaine de chapitres caviardés ligne à ligne ou strophe à strophe et devenus parfaitement illisibles, sauf à s'en faire une lecture bouffonne à haute voix.

Ainsi de cette scabreuse aventure où s'activent un âne, une servante, une vieille femme, et dont voici l'annonce : « Histoire de la servante qui avec un âne herbe su libidine exercebat et eum tanquam caprum et usum docuerat libidine more humano exercere et verteret asini cucurbitam affligebat ne modum excederet. Sa maîtresse le découvrit, mais ne perçut pas à quoi servait la course... » Dernière question aux théologiens : au jeu du « cachez cet âne que l'on ne saurait voir », qui blâmerait ? L'auteur en son texte nu ou les traducteurs dans leurs voiles ?

A.V.

(1) Albin Michel.
(2) Sindbad.
(3) Klincksieck.

Michel Sot

Mahomet en latin

Le voyage nocturne du Prophète dans l'au-delà

LE LIVRE DE L'ÉCHELLE DE MAHOMET

préface de Roger Arnaldez,
traduit du latin par G. Besson
et M. Brossard-Dandré.
Le livre de poche,
coll. « Lettres gothiques »,
377 p., 65 F.

Par les degrés de cette échelle, Mahomet, durant le « voyage nocturne » évoqué par le Coran, est monté jusqu'à « l'horizon le plus haut, à deux portes d'arbore de l'arbre de Dieu ». Le livre ne précise pas comment l'imaginaire des simples fidèles et le désir des plus grands mystiques se sont rencontrés pour lui bâtir cette échelle merveilleuse qui symbolise les divers degrés de la progression vers Dieu, l'amour étant le plus haut.

C'est Mahomet qui parle... en latin ! Singulier destin en effet que celui de ce somptueux poème, dont l'original arabe est perdu et dont le plus ancien témoin est une traduction latine du treizième siècle, conservée dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale avec la signature du copiste : Hervé Keyn-houarn, « Breton du diocèse de Léon ».

Une dynamique équipe pluridisciplinaire de jeunes chercheurs, linguistes, historiens et spécialistes des religions en donne dans le livre de poche une édition et une traduction élégante en français moderne, accompagnée d'introductions qui apportent toutes les initiations nécessaires, mais le plaisir du lecteur est dans le texte lui-même.

Il y suit le Prophète, appelé et conduit par l'ange Gabriel, depuis son départ pour le temple de Jérusalem, et de là à travers les cieux successifs. L'ange ne le laisse seul que pour ses rencontres avec Dieu qui, par étapes, lui prescrit les obligations du croyant et lui confie le Coran. Ces moments-clés sont insérés dans de vastes fresques où tous les sens sont sollicités, décrivant la beauté et les délices des différents cieux jusqu'au paradis sur-tout, mais aussi les douleurs et les horreurs des différentes terres jusqu'à l'enfer.

Le lecteur occidental pense évidemment à la Divine Comédie et à Dante, qui peut avoir connu ce texte presque contemporain. Mais le voyageur de l'au-delà est ici le Prophète lui-même, ce qui donne à l'Échelle

de Mahomet une autre importance.

« Quand moi, Mahomet, j'eus vu ces grandes merveilles et que j'eus bien regardé les paradis et les dames dont vous venez d'entendre parler, Gabriel et Ridouan qui étaient avec moi, me conduisirent en un vaste lieu et me montrèrent un arbre si grand et si beau que je pourrais à peine vous le raconter. Cet arbre était fait d'une seule perle d'une blancheur merveilleuse... A ses pieds coulait une source d'eau plus claire et plus transparente que toute chose, plus douce aussi que le miel. Je demandai à Gabriel quelle était cette fontaine. Il me dit que c'était la fontaine de grâce parfaite. Il me dit encore : « Sache Mahomet que Dieu a créé cette fontaine seulement pour toi. En cela il t'a accordé plus de faveur qu'il ne l'a fait pour aucun prophète qui a existé jusqu'à ce jour et qui viendra par la suite. A dater de ce jour, tu peux plus que tout autre le dire prophète et messager de Dieu. »

Dans ce long poème, c'est bien le Prophète qui parle au cœur et à la sensibilité des fidèles, celui par lequel Dieu s'est fait parole et livre.

Michel Sot

Sollers tel qu'en lui même...

Philippe
Sollers
Improvisations

Folio

Folio. Ma préférence.

1990
guerre ou paix?

JOURNAL DE L'ANNÉE

ÉDITION 1991

Larousse / Le Monde

12 mois d'actualité
1 an d'histoire

Lettre adressée au Général de Saint-Hillier par Jean-Jacques Servan-Schreiber concernant son livre "PASSIONS".

Paris, le 15 mai 1991

"Monsieur le Président,

Devant l'émotion compréhensible suscitée par le passage de mon livre où il est question du Général Koenig, j'ai décidé de demander à l'éditeur de supprimer le passage. C'est aujourd'hui chose faite ainsi que vous pourrez le constater dans l'exemplaire du tirage modifié en accord avec l'éditeur Bernard Fixot.

Le souvenir du différend que j'avais entre Bollardière et le Général Koenig s'efface devant votre témoignage.

Les rectifications que vous souhaitiez sont donc faites.

Avec mes sentiments déferents.

Jean-Jacques Servan-Schreiber

La lampe magique
d'Henry Corbin

L'IRAN ET LA PHILOSOPHIE

d'Henry Corbin. Fayard,
coll. « L'espace intérieur »,
270 p., 120 F.

HENRY CORBIN, LA TOPOGRAPHIE SPIRITUELLE DE L'ISLAM IRANIEN

de Darius Chayegan.
La Différence,
coll. « Philosophia perennis »,
306 p., 138 F.

« La vérité d'une signification se mesure non pas à l'étendue de ses données matérielles, mais à la hauteur d'horizon qu'elle indique. » Cette phrase, prononcée par Henry Corbin en 1948 à Téhéran, pourrait figurer en exergue à toute son œuvre - dont l'étendue considérable importe moins que la puissance spirituelle. « Philosophie poursuivie se quitte partout où l'esprit le guide », selon ses propres mots. Henry Corbin fut notamment éditeur et traducteur de Sohravardi et de nombreux textes arabes, premier traducteur de Heidegger en français, grand découvreur des trésors de l'Islam iranien, où connaissance philosophique et expérience spirituelle sont indissociables.

L'Iran et la philosophie réunit plusieurs conférences inédites et articles dispersés, rédigés entre 1948 et 1976. On y trouve d'importantes analyses sur le statut de la « science des religions », et sur ses relations à la philosophie, ainsi que des méditations lumineuses sur certains thèmes majeurs de la mystique iranienne. Rien ne peut laisser indifférent de ce qu'écrivit l'homme à la lampe magique. Ce sumon, Daryush Chayegan le forgea un jour pour Henry Corbin. Connaissant intimement l'homme et son œuvre, il a composé un essai original. Ni biographie intellectuelle du maître disparu en 1978, ni étude critique de sa démarche, cet Henry Corbin dessine la carte des pèlerins spirituels du « pèlerin de l'Occident » en Islam iranien. L'ouvrage est utile à ceux qui désirent approcher l'œuvre de Corbin comme à ceux qui en sont familiers.

R.-P. D.

* A signaler également : *Qu'est-ce qu'une révolution religieuse ?* de Darius Chayegan, paru en 1982 aux Presses d'Aujourd'hui, vient d'être réédité dans la « Bibliothèque des idées », Albin Michel (270 p., 120 F.).

La liberté héroïque

LA GRANDE RÉSURRECTION D'ALAMUT

Les formes de la liberté dans le chiisme ismaélien, de Christian Jambet.
Verdier, 422 p., 180 F.

Au cœur des monts iraniens du Daylam, adossée au roc à quelque 2 000 mètres d'altitude, se trouve la forteresse d'Alamut. C'est un des hauts lieux de l'ismaélisme, rameau singulier, et souvent méconnu, de l'Islam chiite. Un jour, qui est pour nous le 8 août 1167 (17 du ramadan, 559 de l'Hégire), l'imam Hassan proclama au pied de cette forteresse, devant une foule de disciples venus de loin, l'événement de la « Grande Résurrection ». Au nom de la liberté indicible du principe divin, l'imam messianique instaure l'obligation de renoncer à la loi. Il décrète l'abolition des contraintes rituelles et juridiques de l'Islam - la fin du Coran.

L'étude érudite de cet événement paradoxal et lointain est pour Christian Jambet un moyen et non une fin. Il ne se contente pas, en historien, de replacer savamment cette journée dans la longue série des actes messianiques répétés du chiisme ismaélien en Iran. Il

ne lui suffit pas, en philologue, de disposer autour de ce centre une constellation de textes qui l'éclaireraient tout autant qu'ils en recevraient une autre lumière. C'est en philosophe que Christian Jambet interroge ce moment d'histoire en rupture.

Bien qu'ils fussent nourris de Platon et du néoplatonisme, l'optique des ismaéliens et de leur théologie de l'imam n'est pas celle des philosophes grecs. Cela n'empêche nullement que leur démarche pose au philosophe des questions. Celle qui soutient ce livre se formule ainsi : quelle forme de la liberté se trouve exigée, et élaborée, par la grande Résurrection d'Alamut ? Dans cette fracture ouverte dans le cours du monde, Christian Jambet discerne l'irruption d'une liberté héroïque, retus radical de se soumettre à l'ordre plat de l'humain, affirmation du désir d'immortalité. « Le rêve de quelque chose que la nature ne tolère pas. »

Depuis l'Arge (en collaboration avec Guy Lardreau, Grasset, 1976) et la Logique des Orientaux (Seuil, 1983), la réflexion de Christian Jambet a évolué par bien des traits. Mais le visage insaisissable de la rébellion absolue en demeure le motif.

Roger-Pol Droit

صحنه من الامم



LIVRES • IDÉES
CIVILISATIONS ORIENTALES

Le fleuve Adonis

L'un des plus grands poètes arabes poursuit son combat avec le langage

MÉMOIRE DU VENT
Poèmes 1957-1990
d'Adonis.
Préface et choix d'André Veller.
Bilingue, traduit de l'arabe par
Chawki Abdelamin, Claude Esteban,
Serge Sautreau, André Veller et Anne
Wade Minkowski, revu par l'auteur.
Gallimard, coll. « Poésie », 1991.
196 p., 59,50 F.

CHRONIQUE DES BRANCHES
d'Adonis.
Bilingue, traduit de l'arabe par Anne
Wade Minkowski.
Préface de Jacques Laccorrière.
La Différence, coll. « Orphée »,
126 p., 29 F.

CÉLÉBRATIONS
d'Adonis.
Traduit de l'arabe
par Anne Wade Minkowski,
avec la collaboration de l'auteur.
La Différence, 291 p., 98 F.



Adonis : la fonction du poète est dans le perpétuel refus.

Que faire de la critique, du regard porté sur une œuvre, quand celle-ci est, de par sa nature même, combat avec son langage et ses fins ? Il y a quelque chose de maritime dans la poésie d'Adonis, mieux : elle est tout entière mer, en perpétuel travail sur elle-même, et avec quelle puissance ! Jugeons-en plutôt : ces mois derniers ont offert au lecteur français pas moins de quatre recueils du grand poète arabe de ce temps (1). Ils n'épuisent pas, tant s'en faut, une œuvre entreprise dès les années 50 (2), mais en éclairent les grandes lignes.

Celles-ci, en réalité, se sont fondées, de plus en plus, en une seule, axe majeur d'une vie, depuis l'enfance paysanne, dans le nord de la Syrie, jusqu'à l'UNESCO, en passant par l'enseignement à l'université de Beyrouth, la fondation de revues poétiques d'avant-garde, l'engagement social et politique. Cette voie royale et difficile est celle du message poétique. Qu'il s'agisse de vieux thèmes de la poésie arabe classique, des mythes de l'Orient ancien, de la nature et de la ville, du pays natal et de l'exil, des luttes de ce monde ou de son éternité, le poète est là pour voir ce qui se refuse aux autres.

Tout, en dernière analyse, est message, toute perception, éclate immédiatement en fulgurations. Formulées autrement, la fonction du

poète est dans le perpétuel refus : le refus de s'en tenir là. Avec, se nourrissant de lui comme le gui de l'arbre, la déchirure impitoyable, le rêve jamais assouvi d'une « Andalousie des profondeurs », perdue et pourtant si présente qu'elle en arrive à être la vie même.

Pour le dire, tous les moyens, affirmait-on, furent bons, vers classiques, structures métriques traditionnelles mais intégrées à de nouvelles dispositions du vers ou de la strophe, vers libre ou prose poétique, maximes ou longues pièces au souffle inépuisable. Mais là encore, toutes les recherches n'en font finalement qu'une : l'affrontement du poète à son langage, pour contraindre celui-ci à voir et dire très précisément comme le veut le maître du jeu. Maître, vraiment ? Il en est du rapport à la langue comme de tout amour : Adonis la cherche, la séduit, la force, mais c'est elle, à son tour, qui l'assujettit, le mène là où elle l'entend, aux pays nouveaux dont elle seule tient la clé. C'est cette passion, ce combat, qui éclairent en dernière analyse tous les autres rapports que le poète peut nouer avec les êtres et les choses, déformés, ou plutôt détournés de leur sens commun, mis à nu dans leur nature et leur fonction essentielles : dire la vérité du poète, qui est la vérité tout court.

Les grands thèmes de toute poésie, l'amour et la mort, la nature et les hommes, Dieu, l'angoisse, que

sais-je, figurent au catalogue de celle-ci. Mais, on vient de le dire, régulièrement, obstinément transfigurés. Par où l'œuvre d'Adonis échappe à tout ancrage territorial et devient, au choix, international, mythique ou mystique. Alors, dirait-on, n'y aurait-il plus rien d'arabe là-dedans ? Oh, que si ! Mais tout ce qu'il l'est devient, par la volonté du poète, éternel : *Nadir le Noir* est comme l'éternité/paysan de l'Euphrate. Il recoupe la blessure de l'eau et le ciel.

Ailleurs, c'est l'écho de la poésie arabe courtoise, amour et jardins, qui revit : *Mon amitié est pour le narcissisme* mais mon amour est pour une autre fleur que je ne nommerai pas. Ailleurs encore, on peut entendre, derrière la voix d'Adonis, celle d'un de ses préférés, Abou l-Ala al-Ma'arri : *Ce qui fut entre nous n'était pas distance/L'arbre de*

l'amour est poussière/El la nuit, vaisseau portant mes pas et le désert/Ce qui fut entre nous n'était pas distance/L'heure était nue/Ma mort, vêtement...

Moisson, moisson immense... Il n'est pas jusqu'à la jactance, l'une des formes les plus anciennes de la poésie arabe, qui ne soit ici renouvelée, jaillie d'un terroir pour être chant universel : *L'inscription qui subsiste du palais de Ghumdan sait mon nom/la pierre dressée à la gloire d'Ishtar s'en souvient/dans la terre du Yémen je trouve une racine/Inamable est mon argile, libre mon instinct/la légende, c'est moi/L'air est mon corps indestructible*.

Pour finir, cette question : qui fait naître vraiment le poète ? Sa venue au monde, son avènement à la poésie ou, son œuvre interrompue, l'éternité, « tel qu'en lui-même enfinit... » ? Pour Adonis, la réponse est claire : sa vraie naissance, après celle de la nature et de la vocation, est une fois de plus, dans les mots. Infinitement dévolue, celle-là, mais aussi infiniment renouvelée, tant que le poète est à l'œuvre et tant qu'il y aura, après lui, des hommes pour redire, peut-être avec des sens nouveaux, les mots écrits par lui.

La seule certitude, après tous les refus, est là, et c'est pourquoi il passe, dans cette découverte, comme un clair et glorieux chant d'annonciation : *J'entends des carillons sonner dans les mois/ils annoncent une troisième naissance*.

André Miguel

(1) *Le Temps des villes*, trad. Jacques Berque et Anne Wade Minkowski, avec la collaboration de l'auteur, Mercure de France/UNESCO, 1990.

(2) La bibliographie d'Adonis est donnée à la fin de *Chronique des branches*, avec indication des traductions en français (signalées également dans *Mémoire du vent*).

Les mots transparents

TRANSPARENCE A VIF
de Jamaledine Bencheikh.
Ed. Rougerie, 113 p., 75 F.

Le sixième recueil de poèmes de Jamaledine Bencheikh porte un titre qui annonce clairement la couleur : *Transparence à vif*. En fait de couleurs, elles n'apparaissent guère ici sous leurs noms, enchaînées qu'elles sont dans des choses ou des personnes qui les portent peut-être, mais les subliment, les effaçant presque dans un unique enjeu, celui de la lumière contre toutes les ombres, de la mort, du doute, de la séparation ou de l'exil. Lutte acharnée, qui, du corps du poète, passe à l'aventure cosmique ou se fixe à un point infini : « Sentinella, écoute la pierre du rempart : Quelque part une foumi s'obstine à la confiance ».

Nous sommes, en cette poésie française, au confluent de deux cultures, toutes deux, comme il aime à le dire, consubstantielles à la vie et à l'œuvre de Bencheikh. Char, Eluard et tant d'autres les ont nourries aussi bien que les grands classiques arabes, auxquels fut consacrée une thèse magistrale (1). L'hommage à Char, d'entrée de jeu, sonne comme un de ces vieux chants guerriers d'Arabie, qui faisaient du poète le héros et le héros de la tribu : celle, ici, de tous les poètes du monde, avec le constat de ceux qui vivent encore, « taillés dans l'urgence ». « Nous avons peu de temps pour réinventer nos aïeux mortels », tous promus ou promis au statut « d'ancêtres de pierre », dans ce cri : « Que le soleil me fouille d'épines si ma parole ne se

balance plus aux branches comme un fruit » : Hallé, le grand mystique, supplicié au dixième siècle, est encore et toujours dans ces mots-là.

Cette position, au premier sens du terme, du poète, Bencheikh la tient, campé jusqu'au bout, même en cas, vers où la femme, le sol, l'air respirent inviteraient à la pure et simple joie de l'instant. De ces minutes où « tu es si nue en moi qu'il faudra la vie pour te voir », le poème rejette sur le monde, Bencheikh interpelle, à tout vent, à toute mer, à toute heure, celle des matins dont la poésie « commence toujours par un meurtre fécond », ou à l'autre bout du jour, quand « naît en nous le péri des pages nocturnes ». Le tout, toujours, entre l'angoisse et la paix.

D'un côté, le refus d'être écartelé, de choisir entre deux vies ou deux cultures, « s'il faut mettre entre vides l'une ou l'autre de mes existences », s'il faut « imaginer une carte où ne s'inscrivent aucune rive à partir d'égéries ». En face, l'éternel recommencement de la « patience à vivre », du jour nouveau à proclamer, aussi longtemps que « le volet complice laisse passer juste ce qu'il faut d'espérance ». De tous les prisonniers et prisonnières qui composent le monde, notre monde, le poète sait qu'il peut au moins rendre sa liberté à un être, un seul, et que le choix de l'être est simple, car en vérité il s'impose : au prix de sa propre contrainte, c'est la parole qu'il délivre.

A. M.

(1) *Poétique arabe, les voies d'une création*, 2^e éd., Gallimard, coll. « Tel », 1989.

Autres parutions

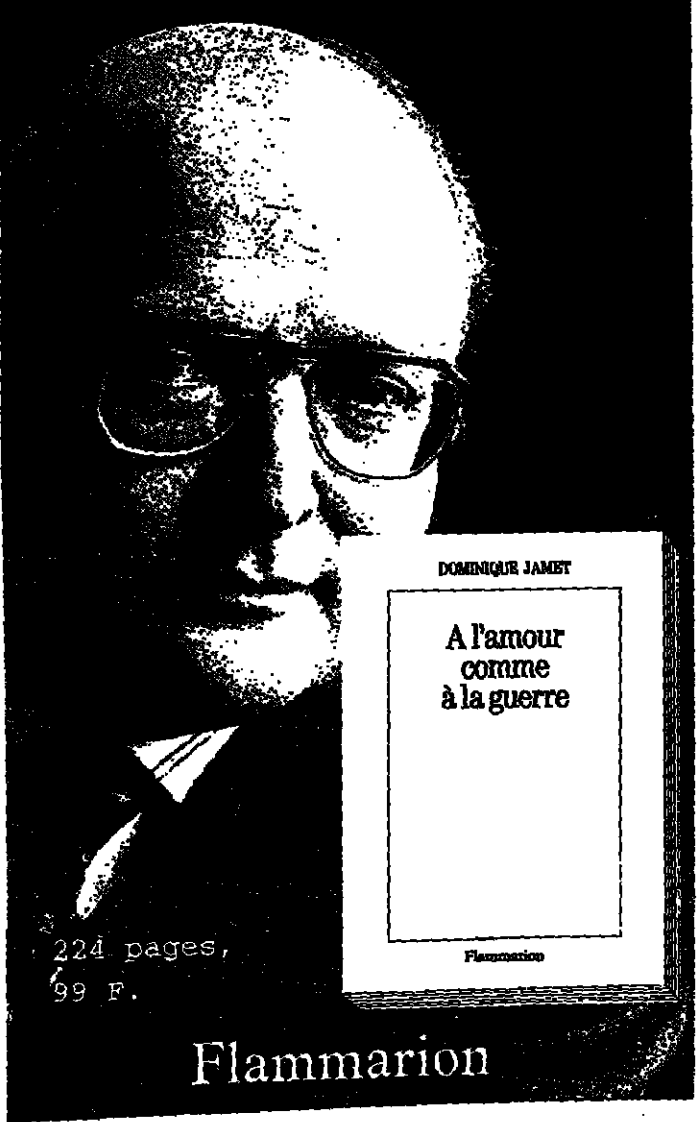
• *Le Livre réunissant les deux sagesse*, de Nasire Khosraw. — Ce traité datant du onzième siècle, traduit du persan par Isabelle de Gastines, présente, sous forme dialoguée, la doctrine ismaélienne à la veille de la réforme d'Alamut. (Fayard, collect. « L'espace intérieur », 346 p., 130 F.)

• *Le Jardin des roses*, de Saadi. — Réédition en poche de ce classique de la spiritualité persane du treizième siècle. Traduit et présenté par Omar Ali Chah (Albin Michel, « Spiritualité vivante », 250 p.)

• *Une sérénité désenchantée*, de Ibn Zaydun. — Ces poèmes vieux de près de mille ans appartiennent à la littérature arabe d'Espagne, ces textes, qui « restituent les splendeurs et les misères de Cordoue » (La Différence, « Orphée », bilingue, 122 p., 29 F.)

• Dans la même collection « Orphée », Darius Chayegan a traduit, sous le titre *les Pas de l'eau*, des poèmes de l'iranien Sohrab Sepehri, mort en 1980 (bilingue, 128 p., 29 F.)

DOMINIQUE JAMET.



MURIEL SPARK

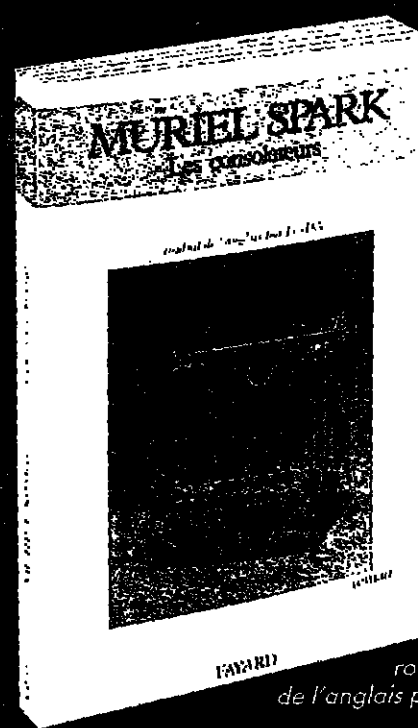
A travers l'écriture transparente de Muriel Spark, tout un petit monde est mis en place en une image et deux mots. C'est diabolique.

Françoise Giroud.



190 p.
98 F

roman traduit de l'anglais par Léo Dile



288 p.
120 F

roman traduit de l'anglais par Léo Dile

Déjà parus chez Fayard

- *Les Célibataires*, roman traduit de l'anglais par Léo Dile.
- *La Place du conducteur*, roman traduit de l'anglais par Alain Delahaye.
- *Ne pas déranger*, roman traduit de l'anglais par Jean-Bernard Blandemier.
- *Une serre sur l'East River*, roman traduit de l'anglais par Philippe Mikriammos.
- *L'Appropriation*, roman traduit de l'anglais par Philippe Mikriammos.
- *Intentions suspectes*, roman traduit de l'anglais par Alain Delahaye.
- *L'Unique Problème*, roman traduit de l'anglais par Léo Dile.
- *Le Pisseur de copie*, roman traduit de l'anglais par Léo Dile.
- *Pan! pan! tu es morte*, nouvelles traduites de l'anglais par Léo Dile.
- *Mary Shelley, la mère de Frankenstein*, biographie critique traduite de l'anglais par Léo Dile.
- *L'Ingénieur culturel*, roman traduit de l'anglais par Alain Delahaye.

FAYARD

Les dérives de l'information

Yves Mamou cherche à comprendre l'évolution du journalisme au moment du triomphe de la « communication »

C'EST LA FAUTE AUX MÉDIAS !
Essai sur la fabrication de l'information
d'Yves Mamou.
Payot, 244 p., 120 F.

Notre collaborateur Yves Mamou vient de consacrer un livre à « la fabrication de l'information ». Nous avons demandé à Thierry Pfister, qui fut journaliste au *Monde* et au *Nouvel Observateur* avant d'être chargé de mission auprès de M. Pierre Mauroy, puis éditeur, d'en rendre compte.

Il existe au moins deux manières d'aimer le pouvoir : l'exercer et l'analyser. Yves Mamou préfère, à l'évidence, la seconde. Il l'avait déjà prouvé il y a trois ans en décodant à notre intention la direction du Trésor (1). Un centre de pouvoir réel, considérable même, mais qui emprunte au moins autant à la technique des réseaux d'influence qu'il n'est de l'acte d'autorité. Une forme d'exercice du pouvoir que la presse connaît bien puisqu'elle ne cesse de l'utiliser. Il n'est donc pas surprenant de voir le même auteur se pencher à présent sur la fabrication de l'information dans un essai intitulé *C'est la faute aux médias !*

Le titre pourrait laisser penser à un plaidoyer *pro domo*. Il n'en est heureusement rien. Yves Mamou cherche à comprendre l'évolution de sa profession, ce qui le conduit à en souligner les dérives. L'espace public de débat semble en effet se pervertir au fur et à mesure que triomphe la « communication ». Alors que chaque intervenant jure ne vouloir que la transparence, les manipulations s'avèrent toujours plus subtiles, au grand dam de la démocratie. Yves Mamou recense ces pratiques, parfois avec la moue gênée d'un chef de cuisine contraint d'avouer les supercheries de ses gâte-sauces. Il en résulte une curieuse oscillation de l'ouvrage entre le constat des perversions qui entachent la transmission des informations et la volonté de défendre une profession indispensable à toute vie démocratique. La force et la faiblesse du livre découlent de cette dualité.

La force résulte de la franchise du reportage. Mamou explore les coulisses de l'information avec une rare acuité. Les exemples qu'il détaille, souvent tirés de la rubrique financière dont il a la charge, illustrent à merveille la complexité de la relation qui s'instaure entre le journaliste et ses informateurs. L'émergence d'une nouvelle n'est

jamais innocente. Elle ne s'ébruite que parce que quelqu'un, à tort ou à raison, a cru de son intérêt de la faire sortir. Dans cette optique, le journaliste n'est qu'un rouage. Il est nécessairement manipulé au départ du processus. Sa liberté – relative – ne se retrouve que dans le choix du traitement de l'information.

Il importe, en effet, de tordre le cou au mythe d'un journalisme d'« investigation ». L'affaire du Watergate, qui lui aurait donné ses lettres de noblesse, illustre au contraire ce caractère manipulateur si bien mis en évidence par Yves Mamou. A l'origine de la démarche des journalistes du *Washington Post* se situe un informateur demeure mystérieux qui, en distillant son dossier au fond d'un parking, poursuivait un objectif personnel en utilisant la presse pour l'atteindre. Mamou montre que, chaque jour, il en va de même. Par exemple, dans la manière dont Bernard Tapie a utilisé les médias pour parvenir à racheter Adidas ; ou encore tout au long de l'offensive menée contre la Société générale, lors des déboires de Perrier sur le marché américain ; à l'occasion, enfin, de la publication du rapport La Gendreau sur la gestion des gouvernements socialistes entre 1981 et 1986.

L'éphémère absolu

Pour mener à bien cette désinformation, ces trucs, ces manipulations, des rouages intermédiaires ont été créés entre les centres de pouvoir et les journalistes. Leur rôle ne cesse de s'accroître. Il suffit pour s'en convaincre de constater la place prise dans les entreprises comme dans la vie politique et sociale par les services de communication. Plus la communication se professionnalise, moins la vérité y gagne. La sévérité du jugement porté par Yves Mamou sur les responsables des relations publiques de Paribas en porte témoignage.

Si le dossier rassemblé par l'auteur est passionnant, la dimension « essai » laisse en revanche le lecteur sur sa faim. Mamou est un homme de l'écrit, c'est-à-dire d'une forme de presse qui connaît une dérive beaucoup moins accentuée que celle qui subit l'audiovisuel. Le journalisme de quotidien, même s'il est contaminé par les accroches des radios et des télévisions – la presse ne cessant de se nourrir d'elle-même – conserve le temps nécessaire à un travail d'élabora-



JEAN-CLAUDE COUTAIS/AGF

tion original, à une vérification minimale. Cet espace tend à disparaître dans l'audiovisuel dès lors que la primauté est accordée à l'instantanéité, au nom d'une concurrence sans frein. Se brancher sur la télévision roumaine avant-hier ou sur CNN hier, c'est se limiter à la fonction de diffuseur, nier l'originalité du travail journalistique. Ces cas extrêmes se situent dans une tendance lourde de l'audiovisuel qui consiste à transformer de plus en plus les journalistes en animateurs, à en faire, comme dirait Jack Lang de passage chez Anne Sinclair et citant Nietzsche, la cerise sur le gâteau.

Dans la tourmente qui agite le monde de l'information, ce n'est pas un hasard si les réflexions les plus charpentées, les interrogations les plus franches et les jugements les plus critiques viennent des hommes de l'écrit. Ils résistent mieux que leurs confrères de l'éphémère absolu. Ils prennent conscience des incommensurables limites de leur fonction et acquiescent de ce fait une marge d'appréciation par rapport à leurs informateurs, donc une marge de liberté. Car il n'existe pas plus d'information neutre qu'il n'y a de journalisme objectif. Le monde de la presse, comme celui de tout pouvoir, est nécessairement subjectif. Ce qui ne doit pas empêcher de tendre vers l'honnêteté. Ce que fait Yves Mamou tout au long de son livre.

Thierry Pfister

(1) Une machine de pouvoir. La direction du Trésor. La Découverte, 1988.

Wolton donne l'alerte

La guerre du Golfe est l'occasion d'appeler les journalistes à prendre conscience de leurs responsabilités

Game est à la fois polémique et prospectif. Polémique, lorsque l'auteur étudie le comportement de la presse, notamment pendant la guerre du Golfe. Prospectif, lorsqu'il incite les journalistes à corriger leurs défauts.

La partie polémique n'est pas la plus convaincante. Ce n'est pas qu'elle soit fautive, mais on aimerait une argumentation plus serrée et des exemples plus développés. Il ne suffit pas de condamner l'information-spectacle, la logique de la concurrence ou les abus du direct. Il faudrait aussi tenter de définir, sur des cas d'espèce, les limites qui séparent l'information du spectacle et celles qui font la différence entre le bon usage du direct et les dérives auxquelles il donne lieu. On souhaiterait aussi que l'auteur établisse la réalité de ce « désarroi » prêt à l'opinion, dont on ne sait si l'auteur le partage ou non.

Tantôt, en effet, Dominique Wolton paraît s'associer aux critiques, qu'il exprime d'une façon fort péremptoire. Ainsi présente-t-il comme une des erreurs les plus « célèbres » de la guerre le compte rendu par l'AFP d'une déclaration du général Schmitt sur les pertes de l'aviation irakienne, sans tenir compte du script diffusé ultérieurement par l'agence, qui donnait raison à celle-ci. Ainsi encore considère-t-il comme une « autocensure » le fait que, selon lui, les médias n'aient pas cherché à approfondir les réactions européennes à la guerre alors que « l'absence de l'Europe en tant que telle était un fait des plus importants ». Admettons. Mais si ce choix rédactionnel, comme les autres, mérite discussion, a-t-on le droit de conclure d'une manière aussi tranchée que le fait l'auteur ?

La nécessité de filtrer

Tantôt, au contraire, Dominique Wolton rend hommage aux médias en soulignant qu'il n'y a pas eu de « graves erreurs » ni de « profonde désinformation », que la presse a fait preuve de « maturité » en refusant notamment d'exhiber des cadavres, que « les journalistes ont montré dans l'ensemble un comportement sérieux » et « une capacité à résister à une certaine facilité, témoignant d'une vraie réflexion sur le statut de l'information en temps de guerre ».

Objectera-t-on qu'il n'y a pas de

contradiction entre la critique et l'éloge, dans la mesure où l'auteur s'attache à distinguer l'essentiel de l'accessoire ? On serait alors tenté de lui retourner le compliment qu'il adresse lui-même aux journalistes en lui disant que, à le lire, on est moins choqué par le fond de ses observations que par le ton employé.

Sur le fond, en effet, c'est-à-dire sur la partie prospective du livre, qui expose les exigences du journalisme contemporain et la difficulté d'y faire face, on ne peut qu'approuver sans réserve les thèses de Dominique Wolton. Oui, l'accroissement du volume de l'information rend plus nécessaire que jamais un travail de filtrage, de sélection, d'élaboration qui requiert du journalisme honnêteté et compétence. Oui, le besoin d'explication et de commentaire qu'entraîne cet accroissement suppose une bonne répartition des tâches entre le journaliste généraliste, le journaliste spécialiste et le spécialiste non journaliste – le militaire dans le cas d'une guerre.

Oui, les citoyens, à la différence des journalistes, ne sont pas obligés de vivre en permanence « avec le monde dans la tête ». Oui, la logique du profit ne se concilie pas toujours aisément avec l'information. Oui, « plus il y a d'information, moins celle-ci a le même sens pour tout le monde ». Oui, « l'hypermédiatisation » accentue les déséquilibres de l'information en médiatisant davantage ce qui était déjà plutôt qu'en élargissant le champ d'investigation.

Sur toutes ces questions, qui sont aujourd'hui au cœur de la « médiatisation » du monde, Dominique Wolton a mille fois raison de mettre en garde les professionnels de l'information contre l'euphorie de la communication généralisée et la toute-puissance du « modèle occidental ». Et c'est un paradoxe fécond que celui qui consiste à plaider, comme il le fait, pour un « universalisme relativiste », en soutenant que l'Occident n'a pas plus vocation à « imposer sa représentation du monde et de l'information » qu'il n'a à « renier sa propre conception de l'universalité ». Cette leçon-là, les journalistes sont sans doute prêts à l'accueillir.

Thomas Ferenzy

Magiciens sans magie

SPLENDEURS ET MISÈRES DES JOURNALISTES
d'Yves Roucaute.
Calmann-Lévy, 417 p., 130 F.

Les journalistes dont il est question dans cet essai constituent une sorte d'aristocratie de la profession. Non parce qu'ils seraient les plus talentueux – ils le sont parfois – mais parce qu'ils occupent des positions dominantes, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Un réseau de cent cinquante personnes environ, « présentateurs, responsables de magazine, éditoriaux, rédacteurs en chef dans un grand média parisien d'informations générales » : ils sont, écrit Yves Roucaute, « la haute clergy », ceux qui contrôlent la diffusion des messages sur l'espace public.

S'ils ont, de plus ou moins bon gré, participé à l'élaboration de ce message-là, qui les concerne au premier chef, ils ne l'ont point contrôlé ; en l'occurrence, son contenu leur a échappé et ils ne sont pas totalement maîtres de sa diffusion, encore qu'ils peuvent la relayer ou non. Comme cette profession est sujette au narcissisme et, pis encore, à l'autocélébration, il y a lieu d'espérer que ce courageux travail d'information et de réflexion sur les « médiocrates » aura l'audience qu'il mérite, bien au-delà des frontières de la tribu.

Yves Roucaute commence par une étude sociologique du milieu : origines familiales, formation, modes de vie, inclinations politi-

ques, appartenances claniques, rémunérations, mobilité, tout y passe avec force détails, anecdotes et citations, comme les journalistes savent le faire quand ils parlent des autres. En livrant un tableau aussi complet, l'auteur ne cherche nullement à épingle les « médiocrates » connus : ce qui l'intéresse, c'est le rôle social qu'ils jouent et les questions que tout citoyen informé, ou qui aspire à l'être, est en droit de se poser à leur égard. Plus précisément, il traque les formes de connivence qui peuvent d'autant plus altérer la capacité d'informer qu'elles supposent une servitude résignée ou volontaire. Connivences avec les intérêts divers des pouvoirs porteurs d'information, des propriétaires des médias, des autres élites sociales, de la corporation, de la publicité et, même, du public, surtout lorsqu'il est baptisé opinion publique.

Fort heureusement, ces sources de pression potentielles n'agissent pas toutes dans le même sens et, parfois, la concurrence aide, se corrige les unes les autres. Si l'auteur avance la notion de connivence, c'est parce qu'elle correspond à un lien qui se fonde plus sur le jeu subtil de la séduction que sur la pratique grossière de la manipulation. La puissance de séduction s'accroît avec les vertus et de l'autorité prêtées au discours de la compétence, que leurs interlocuteurs opposent souvent aux « médiocrates » démunis. Le journaliste est fréquemment placé dans la position de celui qui ne

sait pas, toute sa science, toute son exigence, consistant à rassembler les éléments d'une vérité qui ne serait pas embellie d'avance. Selon Yves Roucaute, ils sont aidés en cela par la demande de plus en plus forte du public.

Cependant, la pression du public n'est pas que des effets positifs. Dans le débat intellectuel, par exemple, les vedettes familières sont celles qui « passent le mieux », et elles échappent de plus en plus à la demande de plus en plus forte du public. Le désir du public pousse aussi à faire du traitement de l'actualité un spectacle, quitte à en déplorer spectaculairement les excès : « Cette connivence avec le public est peut-être la plus pernicieuse de toutes les formes de complicité », observe Yves Roucaute, car la mise en spectacle de l'événement transforme le journaliste en animateur (ajoutons que cette dérive-là n'est pas l'appartenance de la télévision).

Pour résister, le « médiocre » – auquel on rendra, dans ce cas, son nom de journaliste – n'a que sa passion des faits, sa quête du sens, son style propre d'empêchement de tourner en rond, son esprit subversif, son insouciance et sa capacité d'exorcisme. Il est, assure Yves Roucaute, « le magicien sans magie de nos sociétés, son prêtre sans soutane... plus hat qu'almé ». Une idole fragile, volontiers sacrifiée sur l'autel où elle était célébrée. Il est salutaire de se l'entendre rappeler.

André Laurens

Autres parutions

● *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français, 1950-1990*, sous la direction de Marc Martin. – Les actes d'un colloque tenu en octobre 1988 à Paris X-Nanterre sur les transformations du journalisme en France (Albin Michel, 306 p., 120 F.).

● *Les médias, presse écrite, radio, télévision*, de Roland Cayrol. – Nouvelle édition d'un ouvrage qui propose une présentation d'ensemble des grands moyens de communication en France et dans plusieurs pays étrangers : États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne, Japon, URSS, Chine (PUF, coll. « Thémis », 480 p., 160 F.).

● *La Presse en France de 1945 à nos jours*, de Jean-Marie Charon. – Un essai sur les mutations de la presse en France et sur la recherche d'un modèle français capable de résister à l'influence du modèle anglosaxon (« Points-Seuil », 423 p., 47 F.).

● *Journalisme et métainformation*, d'Andreas Freund. – Par un ancien journaliste du *New York Times* et de l'AFP, un recensement des diverses formes de truquage, volontaire ou non, de l'information (La Pensée sauvage, coll. « Média-Discours », 365 p., 130 F.).

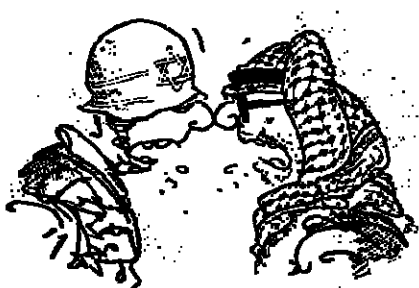
● *Textologie du journal*, numéro spécial des *Cahiers de textologie*. – Parmi les textes réunis et présentés par Pierre Rétat, d'excellents articles de Roger Bellet, Jean-François Tétu, Maurice Mouillaud sur la mise en page des journaux de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième (Minard, 174 p., 120 F.).

Le Monde
EDITIONS

VIENT DE PARAÎTRE

PLANTU
REPROCHE-ORIENT

De la guerre du Kippour à la guerre du Golfe



Le Monde
EDITIONS

EN VENTE EN LIBRAIRIE

كتاب الامل

LETTRES PORTUGAISES

Sirènes lusitaniennes

L'esprit portugais est vagabond et navigateur.
Mais Lusitania dit surtout la nostalgie du retour au port

LUSITANIA
d'Almeida Faria.
Traduit du portugais
par Anne-Marie Quint
et Maryvonne Boudry.
Belfond, 177 p., 120 F.

A quel refrain succombent donc les âmes portugaises ? Par quelle damoiseau s'ancrent-elles inébranlablement sur les portes de Lisbonne ? « On dirait que c'est le destin lusitanien de naviguer même contre la marée », énonce, en préambule, Almeida Faria dans *Lusitania*. Et, semble-t-il, de retourner au port. Car l'esprit portugais est vagabond et navigateur, léger comme une mer de paille accueillant de lourds vaisseaux. Mais le navigateur souffre, sans cesse. D'une inexorable et chronique péritonite de nostalgie qui, de la naissance à la mort et par-delà les océans, lui noue tripes et boyaux.

Troisième volet de la « Trilogie lusitanienne » de Faria commencée en 1969 avec *Passion*, *Lusitania* est un roman par lettres et, fondamentalement, de l'ère portugaise. En détresse, triste et nostalgique. Dernier volet à être (admirablement) traduit en français (1), il est, comme les autres, un roman du chaos. Grand chambardement épistolaire, il dépeint le chaos de « l'invention fleuriste » — la « révolution des caillots » — qui offre en avril 1974, aux yeux de l'auteur-navigateur, moins qu'elle ne promet par ses airs de fête.

Il brosse celui de cette vieille famille latifundiaire de l'Alentejo, désintégrée, sinistrée, pleurée par Marina la mère et bientôt veuve,

meurtre par le sang du père assassiné anonymement ou de Moïse, fidèle vacher, qui se pend à ses désillusions et au bout d'une corde raide comme la mort. Inquisiteur enfin, il détaille celui, plus intérieur, qui remue le cœur de Jean-Carlos, le fils cadet de dix-huit ans, « el desdichado, le ténébreux, absent aux moments-clés, celui qui a oublié la clef, s'il y en a une »...

Navigateurs oniriques

Jean-Carlos s'est envolé, avec Marta la libre, vers Venise, fuyant les fantasmagoriques devoirs familiaux, décidé à « ne jamais avoir d'enfants afin de ne pas prolonger la chaîne de montage de la convention, de la servitude et de l'apathe ». Le père mort, Jean-Carlos reviendra-t-il ? *Lusitania* jauge l'âme portugaise de ce marin de fortune. Entre les sirènes du Tage et celles de la lagune, entre la démocratie en marche et l'immobilisme architectural, son cœur et sa barque balancent. Un poète-chanteur brésilien contemporain fredonne à bon escient : « Navegar e preciso, viver não se precisa (2) ». Et Jean-Carlos le sent bien, qui revient au pays en septembre pour prendre en pleine face les éblouissements du jeu social en période de crise, quand Marta, au loin, continue de brandir l'étendard du libre choix, de la libre conscience.

Mais il y a dans *Lusitania* de grands et de petits chaos. Pour le plaisir de lire. Ceux de Jo et Tiago, les enfants, par exemple, naviga-

teurs oniriques, qui vivent la révolution comme on fait l'école buissonnière et qui apprivoisent la mort comme on adopte le loup, en comptines. Il y a d'autres sirènes aussi. Celles qui sifflent aux oreilles d'André, le frère aîné, qui doit faire face à tout, aux déficits qui se creusent et aux pleurs qui gonflent. Ces sirènes océaniques ont pour nom Brésil et Angola, grandes filles portugaises, émancipées pour l'une, en passe de l'être pour l'autre.

Critique, ironique et tendre à la fois, Almeida Faria transforme de son navire en Argonautes déboussoillés. Avec pour Atalante une Vénitienne d'adoption qui, aux idées de mars, aura le dernier mot. Son livre projette violemment la lumière des façades d'azulejos dans le prisme doucereux des calles de la Cité des doges. Il conjugue habilement le trouble océanique au calme lagunnaire.

Jean-Michel Dumay

(1) *La Passion, Déchirures*, les deux premiers volumes, et *Chevalier errant*, le dernier, ont tous paru aux éditions Belfond. Le dernier roman d'Almeida Faria, *O Conquistador*, publié au Portugal en 1990, paraîtra ultérieurement chez le même éditeur.
(2) « Naviguer est nécessaire, vivre n'est pas nécessaire. »

Brûlants prodiges

LA JOURNÉE DES PRODIGES (O Dia dos Prodígios)

de Lidia Jorge.
Traduit du portugais
par Geneviève Leibrich
et Nicole Bires.
Editions Métailié, 185 p., 110 F.

Il est des livres promenades, des romans fleuris, de jolis jardins qui se perdent sans bruit dans des sous-bois incolores. Et puis d'autres, comme la *Journée des prodiges*, qui mènent par des sentiers pierreux, rêches sous la botte, épuisants parfois, jusqu'à de beaux soleils escarpés. Le premier roman de l'écrivain portugais Lidia Jorge, qui paraît en France onze ans après sa publication à Lisbonne, n'est pas tissé dans l'étoffe dont on fait les best-sellers. Moins affiné que le *Rivage des murmures*, autre ouvrage du même auteur, il a les défauts du premier cri que l'on pousse au sortir d'un long silence. Mais il en a aussi la violence et la beauté, celle d'une écriture qui fut, au Portugal, l'une des découvertes d'après la dictature.

Dès la première page, il y a ce soleil de plomb qui vitrifie les bêtes et les gens, qui transforme la terre en poussière et les sentiments en souffrance. Dans le village isolé de Vilamainhos, une poignée d'habitants vivent entre roc et ciel, entre

un passé de légende et un avenir sans consistance. Le temps lui-même vacille sous l'effet de la chaleur, transformant l'Histoire en mirage. Il y est question d'un roi que l'on ne sait même plus nommer, d'un échec d'ancêtres aux noms presque identiques, d'une vague guerre dont « on est définitivement loin », d'un bataillon de morts sans visages et de tous ces mois qui se mélangent dans les mémoires.

Une vipère tombée du ciel

Un jour, pourtant, les gens de Vilamainhos s'éveillent brusquement de leur sommeil. Rien ne sera-t-il plus jamais comme avant ? Dans les ruelles en pente du village « collé aux sphères par les bords de la terre, toute couverte de quêtes », dans cette île en pleine terre où le car « ne s'arrêtera même pas », où il passe « par simple hasard », une vipère est tombée du ciel, annonciatrice de changements. Alors commence le grand poème orchestré par Lidia Jorge, le chant d'un monde qui se prépare à basculer dans l'inconnu. Le texte entier pivote autour de deux pôles qui se répondent, comme dans une antique comptine : « avant » et « maintenant », l'autrefois si fragmenté que renvoie mille souvenirs et le futur dont nul ne connaît la conjonction. L'instant lui-même est contaminé

par cette désagrégation. Pour le rendre, Lidia Jorge a choisi des phrases discontinues, écartelées par des césures sauvages, irritantes à force d'être hachées menu. L'écriture en est âpre, itannique, souvent pénible et parfois impénétrable. Mais si les phrases désossées jouent à saute-mouton avec les verbes, abusent de la ponctuation, elles n'ont jamais la mollesse exaspérante de ces textes inventés que l'on a vu, sous d'autres plumes, prétendre à la pureté par l'ellipse.

L'ensemble produit l'effet d'un haïkement, d'une voix sans cesse interrompue par le souffle du vent brûlant. Et le lecteur — est-ce une forme d'insolation ? — se sent parfois pris d'éblouissement devant la beauté qui surgit de l'univers fermé de Vilamainhos, comparable à « un œuf cuit, qui pue et n'écloît pas ». Ce village, où le péché originel arrive par un serpent, est un lieu où les hommes sont encore mêlés à la nature, comme à la veille de la chute. Ils s'appellent Passaro (Oiseau), Branca (Blanche), Rosa (Rose), Palha (Paille), et la mule se nomme Jaune-File. Ils rêvent que des lézards pourraient sortir de leurs visières, que la mer est « comme un champ de blé couleur de ciel, bleu », ils se rêvent eux-mêmes jusqu'à devenir éternels.

Raphaële Rérolo

Le Portugal pour héros

Suite de la page 21

« Alexandria Alpha est une discussion sur le Portugal, sur Lisbonne aussi, explique Cardoso Pires. Il faut inventer un pays pour pouvoir y vivre, y avoir une place. Je voudrais restituer le climat de la réalité et surtout du futur de la réalité. Il faut d'abord régler son compte au passé ; ceux qui viennent du passé au présent viennent chargés de préjugés », ajoute-t-il. Les acteurs de la « révolution aux caillots » n'échappent pas à cette règle.

Fidèle à une certaine tradition picaresque, José Cardoso Pires n'entre pas dans l'intériorité, dans la psychologie ou encore dans l'âme de ses personnages. Il se tient en marge, en témoin. Leur épaisseur, les héros la gagnent au fil du livre et de l'histoire — de l'Histoire, aussi — dont le roman se fait le reflet, dont il se veut la reconstruction. Le

critique Eduardo Lourenço parlait récemment, à propos de l'art de Cardoso Pires, des « intermittences des gestes et des voix plutôt que du cœur ». Les péripéties, comme souvent dans la vie ordinaire, commandent, ou du moins infléchissent, le destin.

La fiction, ici, permet de comprendre une réalité immédiatement vécue et peut-être d'agir sur elle. « La littérature est un moyen de corruption » de cette réalité, affirme José Cardoso Pires ; « corruption des rapports établis et même de la langue. Celui qui est content de sa langue est absolument tranquille... et est un mauvais écrivain. On ne corrompt pas sans aimer ». Cette longue discussion amoureuse avec le Portugal qu'est *Alexandra Alpha* est une manière de le démontrer.

Patrick Kéchichian

Autres parutions

• Carlos de Oliveira : *Petits bourgeois*. — Œuvre marquante du néoréalisme portugais parue en 1948, *Pequenos burgueses* raconte une partie de campagne et la sourde violence d'une société dans laquelle s'échangent des passions à la mesure des bourgeois sans envergure qui la composent. Comme dans *Une abeille dans la pluie* (José Corti). Voir « Le Monde des livres » du 12 mai 1989. Carlos de Oliveira (1921-1981) part de la description du milieu rural pour atteindre à la dimension d'une réelle tragédie. Traduit par Adrien Roig. (José Corti, 196 p., 90 F.)

• Urbano Tavares Rodrigues : *les Oiseaux de nuit (As Aves da Madrugada)*. — Autour

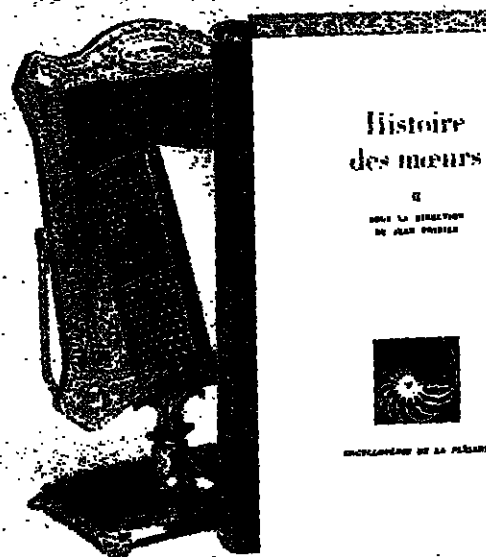
de la mort d'un client, Orquídes la prostituée raconte les pauvres désirs, les plaisirs dérisoires et la triste chair qui forment son univers. « Tout changeait, le mal cessait d'être le mal, et le bien était déjà quelque chose d'autre. Seule la pitié, parfois — bien rarement, — survenait dans ce puits d'indifférence. » La Différence avait déjà publié, en 1989, un beau roman de Tavares Rodrigues, *la Vague de chaleur*. Traduit par Françoise Lave. (La Différence, 100 p., 69 F.)

• Fernanda Botelho : *Cette nuit j'ai rêvé de Bruegel (Esta noite sonhei com Bruegel)*. — Roman dans le roman, autobiographie fictive en contrepoint de la réalité portugaise de ces dernières années. Par une romancière née à Porto en 1926. Traduit par Claude Barousse. (Actes Sud, 322 p., 145 F.)

• Eça de Queiroz : *202, Champs-Élysées, et le Mystère de la route de Sintra*. — Deux nouveaux romans traduits à La Différence (le deuxième écrit avec Ramalho Ortigao) du grand écrivain portugais de la seconde moitié du dix-neuvième siècle. *202, Champs-Élysées* est traduit et présenté par Marie-Hélène Piwnik (242 p., 138 F.) ; *le Mystère de la route de Sintra*, qui fut publié en feuilleton en 1870, est traduit par Simone Biberfeld et présenté par Luis Dos Santos Ferro. (230 p., 128 F.)



Enfin, la suite!



Histoire des mœurs Tome II.

Quelles sont les relations de l'homme avec les autres ?
L'homme et le rire ?... et l'amour ?... et la mort ? Mixoir passionnant
d'un sujet qui nous est cher ; nous-mêmes !



Gallimard

LE MAI
L'ARTSortir
du ghetto

Les livres d'art sont des livres à part entière. Même s'ils coûtent cher, même si l'art a conservé un aspect luxueux, rare et ostentatoire, ils ne veulent plus être réduits à l'état de cadeaux que l'on offre à l'occasion des fêtes de fin d'année. Mais pour briser cette image, il faut déjouer une logique commerciale en forme de cercle : comme leurs clients ne demandent des livres d'art qu'au mois de décembre, les libraires n'en commandent aux éditeurs que pour cette période, et ceux-ci, par nécessité, ont tendance à n'en produire qu'en vue des fêtes. C'est ainsi que se forme un ghetto.

Pour tenter de briser le cercle, des éditeurs — une quarantaine cette année — ont donc décidé de lancer « Le Mai du livre d'art », de faire vendre au printemps ce que la tradition réservait à l'hiver. Encore fallait-il que les éditeurs présentent à cette occasion des nouveautés — et ne cherchent pas seulement à vendre en mai ce qu'ils n'avaient pas réussi à épuiser en décembre. Encore fallait-il aussi que les libraires soient étroitement associés à cette opération. C'est ce qui paraît avoir été réalisé cette année enfin.

Pour la troisième édition du « Mai », les éditeurs participant se sont engagés à présenter chacun au moins une nouveauté qu'ils proposent au public à un prix de lancement. Les quatre cents libraires qui participent à l'opération vont décerner « le prix du Mai des libraires », qui sera choisi parmi les nouveautés proposées.

Enfin, un certain nombre de manifestations devraient contribuer à faire de ce mois de mai un véritable rendez-vous du livre d'art : le Forum international du livre d'art, ouvert au public, et qui se tiendra à l'Ecole nationale des beaux-arts du 24 au 27 mai ; une vente de livres modernes, le 15 juin à l'Hôtel George-V ; plusieurs manifestations en province et la remise de plusieurs prix : prix Vasari, prix Beaux-Arts magazine.

Quarante livres nouveaux sur l'art sont donc apparus sur les tables des libraires. Nous avons choisi ici de présenter, en priorité, ceux qui traitent des arts plastiques, la rencontre du livre avec le peintre ou le sculpteur apparaissant la plus féconde. On ne saurait pourtant passer sous silence des réalisations éditoriales aussi réussies que l'« Age d'or des synagogues (Herscher) », le « Catalogue raisonné de la cinématheque française (Maeght) », « Mille ans de costumes français (Gérard Klopp) » ou chez Flammarion, l'« Histoire des jardins de la Renaissance à nos jours. » (Le Monde du 23 mai.)

P. L.



Eugène Boudin : Foire dans le Finistère, dessin à la mine de plomb.

Le XIX^e en figures imposées

De Géricault à Rodin, les éditeurs ne se lassent pas du XIX^e siècle et des monographies. Quelques auteurs tentent de renouveler l'exercice

UN RÊVE DE PIERRE
Le Radeau de la Méduse,
Géricault
de Michel Schneider.
Gallimard, 180 p.,
290 F jusqu'au 30 juin,
340 F ensuite.

MANET
d'Eric Darragon.
Citadelles, 446 p., 343 ill.,
960 F jusqu'au 30 juin,
1200 F ensuite.

EVA GONZALES
de Marie-Caroline Sainsaulieu
et Jacques de Mons.
Bibliothèque des Arts, 300 p.,
124 ill., 720 F.

EUGÈNE BOUDIN
Dessins
réunis par Laurent Manœuvre.
préface de Roseline Baudou.
Anthèse, 226 p., 268 ill., 595 F.
LE RETOUR DE RODIN
de Leo Steinberg.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Michelle Tran Van Khai.
Macula, 98 p., 99 ill., 150 F.

Le XIX^e siècle est sans nul doute le grand siècle de l'art français, puisque c'est de lui que les expositions sont le plus nombreuses et achalandées et les éditeurs les plus constants propagateurs. Nulle surprise donc pour le printemps : Géricault, Boudin, Manet et Rodin tiennent les premiers rôles, chacun dans un « one-man-show » monographique. Les sujets, même inépuisables, manquent un peu de nouveauté, la méthode aussi. Il ne reste aux auteurs que le mérite difficile de manifester quelque singularité dans leur exercice de style et d'éviter les conventions.

Qu'écrire sur le Radeau de la Méduse qui ne l'ait été déjà ? Le récit du naufrage, le détail de l'exécution du tableau, les péripéties de son exposition, la carrière météorique de Géricault, tout a été étudié à proportion de la célébrité de la toile. De cette science, Michel Schneider a tiré parti afin d'alimenter un livre étrange, qui tient du poème en prose et de l'éloge funèbre. Attentif aux modifications des poses et de la com-

position qu'il observe dans la suite des esquisses, plus attentif encore à la peinture des chairs et de la mort, il décrit, avec une précision acharnée, l'amaigrissement des corps, la corruption des chairs, l'accablement, les gestes de la folie et ceux du deuil.

Chaque phrase se veut la transcription d'un fragment de la peinture, aussi sévère, aussi tragique que lui. Obsédé par ce qu'il voit — et que l'illustration admirable de son ouvrage place devant le lecteur avec une belle efficacité, — il se défait de son obsession par la parole, parole pathétique et d'une éloquence un peu trop à la Malraux quelquefois. Peu importe, cependant, l'abus de la rhétorique, que l'œuvre est bien assez forte pour supporter : Schneider « dit » Géricault comme l'on chante un hymne, avec une violence et une conviction remarquables.

Car tel est le péril majeur : que la phrase paraisse en deçà de son objet, l'écrit faible en comparaison de l'image qu'il se donne pour motif. Le rapport de l'imprimé et de son illustration s'inverse alors, la reproduction l'emporte, et c'est un catalogue chatoyant que l'on feuillette, non plus une étude. Si érudit soit-il, si largement enrichi de citations, articles, fragments de correspondances et détails pratiques, le Manet de Darragon se défend mal contre ce glissement. Non que le peintre n'y soit présent, car, assurément, l'historien sait tout de lui, de sa vie, de ses ateliers, de ses amis et amies et de ses affaires de famille. Mais d'une peinture fondée sur la brièveté et la justesse du geste, d'un art de l'élosion et de l'essentiel à ce livre abondant et énumératif, la distance est par trop grande.

L'œil y circule entre des aqua-

relles et des huiles qu'aucun superflu n'alourdit, au risque de négliger parfois le texte, peu entraînant. Pourquoi écrire au mépris de toute élégance qu'un « second envoi au Salon relançait un sentiment de contradiction » ou que « le devenir politique de la société française et l'actualité esthétique aboutissent à un point de convergence » ? Quelque souci de légèreté de style ne serait pas inutile, à la mesure de la légèreté exacte de Manet.

Principe
d'abstinence

Le plus simple est d'écrire le moins possible au bas et autour des photographies. Les auteurs du catalogue d'Eva Gonzales, l'unique élève de Manet, ont sagement suivi ce principe d'abstinence. Ils avancent des dates, ils corrigent des attributions, ils suggèrent des

parallèles judicieux, ils constituent le premier essai de catalogue de l'œuvre, sans abuser du commentaire et de l'anecdote. Heureuse prudence du reste : si plaisante, si délicate soit-elle, l'œuvre d'Eva Gonzales n'endurerait pas sans danger des comparaisons et des analyses trop développées. Pastiche, et du plus difficile à imiter des peintres, — elle ne démontre guère que l'influence du maître, qui mit à la mode les figures de jeunes femmes en blanc et les natures mortes de fruits pourpres et bleus.

Même discrétion de la part de Laurent Manœuvre, qui a réuni une anthologie des dessins, aquarelles, gouaches et huiles sur papier de Boudin. Peut-être l'a-t-il voulu trop nourrir, car l'habileté de Boudin ne le sauve pas à tout coup du soupçon de ressassage. Des fleurs, des flots, des voiles, il en a figuré inlassablement — mais la séduction n'opère pas chaque fois en dépit de l'excellence des reproductions et de la sobriété de la maquette.

La seconde partie de l'album, consacrée aux voyages de l'artiste en Bretagne, surprend davantage. Boudin s'y révèle portraitiste efficace et chroniqueur ethnologique épris de pittoresque local. Bien avant Gauguin et les siens, il observe pardons et calvaires, paysannes dans les chemins creux et pêcheurs sur les quais. On ne saurait trouver illustrations mieux accordées au texte pour une édition voluptueuse du *Par les champs et par les grèves* de Flaubert.

Le meilleur pour finir, qui n'est ni le plus long ni le plus coûteux : en une centaine de pages, l'apologie de Rodin par Leo Steinberg, traduction d'un essai polémique publié aux Etats-Unis en 1963. Contre les dédains des modernistes convaincus que la sculpture dite moderne gagnerait à ignorer Rodin et à ne se réclamer que de Brancusi, contre les simplifications et les ignorances en usage dans la critique américaine façon Rosalind Krauss, Steinberg affirme la grandeur et la variété du sculpteur.

Il entreprend l'analyse du modèle et de la technique du fragment, le travail des surfaces griffées et scarifiées, la représentation du mouvement par l'écartèlement et la mutilation. La plupart des études rodiniennes exécutées depuis les années 60, jusqu'à la récente exposition dite du « Corps en morceaux » mise en scène à Orsay, empruntent à Steinberg, parfois sans l'avouer, l'essentiel de son argumentation. C'est dire l'importance et la qualité de l'ouvrage.

Philippe Dagen

Au rythme de la page

LA MISE EN PAGE
de Massin.
Ed. Hoebeke, 138 p., 320 F.

La mise en page est l'art de se faire oublier. Le graphiste, selon Massin qui a poussé cet art à une sorte de perfection, est « un architecte, un scénographe, un cinéaste, voire un compositeur faisant de la musique sans le savoir ». De cet art de l'espace et du mouvement, Massin vient de donner une belle et adéquate

démonstration dans un album des éditions Hoebeke. Pour raconter et expliquer, il a mis en page son récit et son explication. Cela était aussi logique que légitime, et le résultat est conforme au projet.

Parmi les rapprochements intéressants, celui d'un manuscrit médiéval et d'une page d'un journal moderne. La manière de rendre visible et éloquent la page imprimée demeure, en dernière analyse, la même. Massin sait aussi bien le montrer que le démontrer.

P. K.

Hartung dans son siècle

HARTUNG
de Pierre Daix.
Ed. Bordas / Daniel Gervis,
410 p., 469 ill., 900 F.

C'est ce que l'on appelle d'ordinaire un monument : une monographie où l'abondance des planches, la rareté des œuvres reproduites et la précision du texte s'accroissent. En étudiant point par point la genèse de l'abstraction dans l'œuvre d'Hartung, Pierre Daix suit la méthode analytique et historique qui fait la force de ses travaux sur Picasso. Ni rhétorique ni effets de style : l'œil sur les toiles. Daix suit l'évolution du trait, il mesure la liberté des éliminations qui réduisent peu à peu le « motif » à un tracé sténographique. De l'expressionnisme allemand et de Rembrandt et Goya, l'artiste retient que le geste a son éloquence propre, déliée du sujet. Du

cubisme, auquel il s'expose à Paris dans les années 20, il apprend la nécessité de la construction en peinture selon des lignes directrices et des rythmes définis.

Si autobiographique et « inspirée » que soit son œuvre, Hartung n'improvise ni ne se fie aux hasards de la matière. Il retient et calcule son geste, il compose ses toiles en apparence les plus échelonnées, il joue de la chorégraphie des touches et des griffures, il maîtrise les dissonances chromatiques et jusqu'au trajet des éclaboussures. De cette science, Daix démontre les principes et les procédés patiemment, en analyste positif indifférent aux faux-semblants et à la poésie pseudo-philosophique dont la critique a abusé à propos d'Hartung. Ainsi le met-il à son rang, parmi les plus sûrs et les plus puissants praticiens de l'abstraction.

Ph. D.

Kounellis et l'éphémère

KOUNELLIS
de Gloria Moure.
Cercle d'art, 314 p., 560 F.

Il s'agit du premier ouvrage — hormis les catalogues monographiques — publié en France sur Jannis Kounellis, artiste grec, né au Pirée en 1936, et qui s'est imposé au monde de l'art international au début des années 70.

On y trouvera la présentation des trois expositions majeures organisées autour de Kounellis, celle de Bordeaux en 1986, de Chicago en 1986 et de Barcelone en 1989.

Et comme les œuvres de Kounellis sont, pour la plupart, inséparables des lieux pour lesquels elles ont été élaborées, qu'il s'agit d'interventions plastiques éphémères que l'on est obligé de détruire à la fin de l'exposition, ce livre, conçu en collaboration entre les éditeurs, Gloria Moure et l'artiste lui-même, est en soi-même une œuvre : la trace du travail accompli par Kounellis lors de ces trois exhibitions.

L'art de Kounellis est volontiers hermétique, secret. Ces agencements dans l'espace d'objets sans grâce immédiate — blocs métalliques, quartiers de viande, cordes de jute, chalu-meaux crachant leur propane enflammé, animaux vivants (chevaux, perroquets), fragments de moules de plâtre

et de bois trempés dans la peinture, vieux vêtements, sommiers, étagères de fer — sont autant de manières insistantes d'exiger que le spectateur réinvestisse de sa sensibilité, de ses émotions, un monde asséché, « technicisé », qui laisse une place subalterne à la subjectivité, au rêve, au sacré, à l'irrationnel.

Omniprésence
de l'humour

Kounellis, lui, héritier des Lumières et des présocratiques, n'hésite pas à provoquer, par l'humour, par l'ironie, par la mise en scène, par le paradoxe, afin de nous rendre le sens du chaos, du sentiment, de la poésie, du sacré, de l'altérité, sans lequel l'esprit s'endort et meurt.

Encore faut-il savoir le voir et savoir lire son message philosophique et plastique. L'art contemporain exige souvent des clés, et nous ne sommes maintes fois de passer à côté d'œuvres importantes parce que ces clés nous font défaut.

La lecture des écrits de Kounellis, intégralement réunis ici, vient opportunément éclairer la démarche de l'artiste, ses références picturales, la caractéristique poétique, social et métaphysique de son activité créatrice, et l'omniprésence de l'humour, forme supérieure de l'hygiène de l'esprit.

P. L.



Elargissant toujours son cercle d'art, Philippe Monsel, grâce aux livres, fait de la librairie un nouveau lieu de rencontre avec la peinture.

Zao Wou-Ki
Editions Cercle d'Art

Le musée imaginaire de Lothar Schirmer

Mêlant l'univers du show-business, de la mode et du cinéma, l'éditeur allemand bâtit son panthéon personnel de l'art moderne

Fondées en 1974 à Munich par Erik Mosel et Lothar Schirmer, les éditions Schirmer-Mosel maintiennent un niveau d'exigence rare dans l'édition et mènent avec succès une carrière internationale. L'Europe autant que l'Amérique distribuent les cent soixante titres disponibles du catalogue où les Becher, Cindy Sherman et Mapplethorpe côtoient Malevitch, Cy Twombly ou Sigmar Polke. Malgré les trente titres qu'il publie par an, Lothar Schirmer parfait sans cesse la qualité de reproduction et de présentation de ses livres. Moustache, nœud papillon et lunettes rondes caractérisent cet esthète exigeant et sympathique de quarante-cinq ans, qui a façonné sa maison d'édition à son image.

« Quelle était, à vos débuts, votre politique éditoriale ? »

« Ce qui m'intéresse, ce sont d'abord les images. Qu'il s'agisse de peinture, de cinéma ou de photo. Nous avons commencé en publiant de la photographie parce que, à l'époque, en Allemagne, c'était un champ ouvert. Personne ne s'y intéressait. Les paysages d'August Sander furent notre premier livre. C'était du noir et blanc. Ce n'était pas trop cher. Sa conception a pris un an. Nous avons mis six mois rien que pour décider l'emplacement des légendes. Sous la photo, à droite ou à gauche ? J'en suis sûr aujourd'hui. Mais à l'époque, c'était un problème crucial. L'année d'après, nous avons publié deux livres. Et trois l'année suivante. »

« Comment avez-vous eu l'idée de mélanger les genres ? »

« J'avais un ami qui était proche de Beuys. Et je collectionnais un peu l'art contemporain. J'ai donc commencé à publier Beuys. A New-York, où j'étais allé voir son exposition au Guggenheim, on voyait partout des affiches d'Hanna Schygulla dans le *Marriage de Maria Braun* de R. W. Fassbinder. Je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose. J'ai appelé Hanna Schygulla, je lui ai demandé si elle avait des photos. Elle m'a dit non. Alors, j'ai été à la cinémathèque de Munich. J'ai visionné tous ses films et j'ai extrait les plans où elle figurait. Je possédais, en fait, toute la vision qu'en avait Fassbinder. Et c'est ainsi que j'ai publié mon premier livre de cinéma. Fassbinder en a écrit la préface. Et le livre a été un succès. La même année, à la Foire de Francfort, on m'a proposé le travail de Cindy Sherman. Elle était inconnue. C'était sa première création. On aurait dit du cinéma. C'était comme les extraits des films d'Hanna Schygulla. J'ai réalisé que les trois domaines qui m'attiraient (peinture, photo, cinéma) s'inscrivent mutuellement. Il y a des interférences constantes entre les arts. Mon but, au départ, n'était pas de me spécialiser. Mais la photo définissait notre identité. La caution des beaux-arts et du cinéma a aidé la photo à exister. »



Une photo de William Klein (1960), publiée dans *Appearances. History of Fashion Photography Since 1945* (aux Editions Schirmer/Mosel).

« Comment opérez-vous vos choix ? »

« Mon choix est surtout guidé par l'intuition. La condition essentielle c'est que le travail me plaise. J'ai une grande culture visuelle. Partout où je vais, je vois beaucoup d'expositions. Plus on voit de choses, mieux on les sent. Je ne fie d'abord à mon propre goût et à ma culture. Je suis indépendant. Je décide seul, sans comité. »

« Vous préoccupez-vous du public ? »

« Ce n'est pas une priorité. Mon vrai souci est de motiver la presse, principal relais auprès du public. Je vends en exclusivité des portfolios aux journaux et aux maga-

zines. Par exemple, à *Stern*. C'est du marketing. Mais il y a des livres qu'on ne peut pas lancer de cette façon. Personne, en 1981, ne connaissait Cindy Sherman. Aucun représentant ni aucun libraire n'en voulait. Il fallait trouver le moyen de les rassurer. Je suis allé voir *Der Spiegel*. Ils lui ont consacré une double page en couleurs. Et les libraires ont commandé le livre. »

« Il y a cinq étapes dans la vie d'un livre : l'éditeur, le représentant, le libraire, le client et les médias. Le livre n'arrive en librairie qu'après avoir franchi les trois premiers paliers. Mais si on ne va pas au bout du parcours, il y a la sanction des retours. Au début, on vendait 30 % à 50 % de notre pro-

duction. Le tirage moyen est de 3 000 exemplaires pour le noir et blanc et de 5 000 pour la couleur. Notre marché repose surtout sur l'Allemagne, la France et les États-Unis. »

« Depuis trois ans, vous publiez directement certains ouvrages en français. Pourquoi ? »

« Les éditeurs français sont très créatifs. Ils font de beaux livres de peinture. Mais ils ne croient pas à la photographie noir et blanc. La scène artistique française est très riche et la photo y est traitée en parent pauvre. Je me considère comme un éditeur européen, sinon plus. Au départ, les éditeurs américains étaient notre modèle. Nous avons atteint une qualité égale. Notre travail n'est pas industriel mais artisanal. Créer un livre prend du temps. De six mois à six ans. Il faut des livres à vendre. Nous achetons donc un tiers de notre production en Angleterre, aux États-Unis ou en France. Nous avons d'excellents contacts avec Gallimard. Contrejour ou les Editions du Regard. »

« Votre catalogue est à la fois moderne et très classique. Est-ce un musée imaginaire ? »

« C'est à la fois un musée imaginaire et une collection privée. Je suis fidèle à certains auteurs : les Becher, Newton, Bruce Weber ou Mapplethorpe, qui n'avaient pas d'éditeur lorsque je l'ai publié. Ce sont des stars. Ils savent ce qu'ils veulent. Je satisfais leurs besoins. »

« Comment les avez-vous séduits ? »

« Au début, c'était très difficile. Nous avons débuté avec des livres historiques. Il y avait des droits, mais minimes. C'était relativement simple. Ces ouvrages ont impressionné les photographes très connus. J'ai commencé à les approcher pour les publier. J'ai acheté leurs livres à l'étranger. Puis j'ai dressé une liste. Le deutchemark est une monnaie forte. Et j'ai la réputation de payer mes auteurs. Maintenant, ce sont eux qui veulent être publiés chez nous. Le marché du regard est international. »

« Y a-t-il des auteurs vivants que vous rêvez d'avoir ? »

« Votre question m'embarrasse. Je ne veux pas répondre. J'ai une liste d'attente. Elle n'est pas très longue. Seulement cinq ou six noms. »

« Pourquoi publiez-vous si peu de livres de texte, d'analyse ou de réflexion ? »

« Nous avons publié les trois volumes de Wolfgang Kemp, *Theorie der Fotografie*. Pour moi, l'impact du texte est relatif. Je publie d'abord des livres d'images. Pour présenter Bruce Weber, deux lignes de poésie peuvent suffire. Les photographes décident eux-mêmes du texte. Les bonnes photos n'ont pas besoin d'explications. Mais cela varie pour chaque livre. Les libraires aiment avoir du texte. Mais le public ne s'en soucie pas. Cela ne change pas son rapport avec les images. L'expérience m'a appris que les livres de photographie n'existent pas en tant que tels dans l'esprit du public. Ils existent en tant que livres sur des sujets. C'est comme le roman. Au début, seule l'histoire intéresse. L'essentiel, c'est que les photos soient bonnes. L'intérêt du public évolue d'histoire en histoire. »

« Y a-t-il eu une évolution en quinze ans ? »

« Oui. Il y a une légère évolution. L'approche est plus fine. Et en même temps plus populaire. Je puis me permettre d'éditer les dessins de Pontorno, et en même temps les douze titres de la « Bibliothèque visuelle » (James Dean, Madonna, Hopper, Munch, Monroe, Warhol). C'est notre ligne de prêt-à-porter. Aujourd'hui, les gens croient en nous. Après quinze ans, on commence à connaître nos éditions. Le public augmente progressivement. Mais cela ne m'influence pas. Mon premier critère reste la qualité. »

Propos recueillis par Patrick Roegiers

★ Les éditions Schirmer/Mosel viennent de publier *Horst*, six décennies de photographies (200 p., 180 planches, 295 F.), *Appearances. History of Fashion Photography since 1945* (312 p., 230 planches en couleurs, 450 F.), *Cindy Sherman. History Portraits* (88 p., 32 planches, 300 F.), *Bernd et Hilla Becher, typologies*, catalogue de la 44^e Biennale de Venise (148 F.) et *Bruce Weber, the Bear Pond Book* (204 p., 82 planches, 398 F.).

Écrivains amoureux

Les Editions Flohic ne sont pas allées chercher très loin dans l'originalité le nom et l'idée de la collection « Musées secrets », dans laquelle un écrivain commente l'œuvre d'un peintre. Mais la qualité de l'édition, de sa présentation à son impression, rattrape cet aspect un peu convenu.

Les trois premiers titres choisis — Georges de La Tour, Giacometti et le Greco — la sélection conséquente des œuvres et des détails de celles-ci, le grand format qui en donne la mesure... concourent à la qualité des ouvrages. On prendra plaisir également à lire les textes des écrivains — respectivement Pascal Quignard, Tahar Ben Jelloun et Fernando Arrabal — qui se confrontent littérairement aux œuvres des peintres. Textes d'amoureux — assurément — plus que de spécialistes, et qu'il faut lire comme tels. En marge de la leçon que, sans les mots, de La Tour, Giacometti et le Greco ne cessent de dispenser.

P. K.
► Georges de La Tour, texte de Pascal Quignard, Alberto Giacometti, texte de Tahar Ben Jelloun, Le Greco, texte de Fernando Arrabal. Ed. Flohic (33, rue de la Brèche, 75012 Paris), chaque volume : 80 p., 38 ill. en couleurs, 140 F.



Carrefour international des livres d'art

L'inauguration du premier Carrefour international des livres d'art aura lieu à Paris, le jeudi 23 mai, à l'Ecole nationale des beaux-arts, dans le cadre de la fête « Saint-Germain des Beaux-Arts », qui attire, depuis plusieurs années déjà, des dizaines de milliers de visiteurs dans les galeries du quartier ouvertes toute la soirée. Le lendemain, toujours à l'Ecole nationale des beaux-arts, 14, rue Bonaparte, « Journée des érudits » : les éditeurs sortent leurs fonds.

Le samedi 25 et le dimanche 26, dans l'amphithéâtre de l'école, colloques et débats internationaux : « L'avenir des grandes bibliothèques d'art » (25 mai, 14 h 30) ; « L'avenir des grandes encyclopédies d'art » (25 mai, 17 h) ; « Le système des coéditions » (26 mai, 10 h) ; « Un livre », à propos de *Vers le retour à l'ordre : l'avant-garde parisienne - 1915-1925* (26 mai, 12 h) ; « Comment les libraires et les bibliothécaires spécialisés diffusent-ils le livre d'art ? » (26 mai, 14 h).

Prix Vasari

Décernés par un jury de critiques d'art et de journalistes spécialisés, les grands prix Vasari du livre d'art, remis le mercredi 15 mai à l'Hôtel de Ville de Paris ont été attribués aux ouvrages suivants :

— Prix international du livre d'art en langue française : *Duchamp, Dada et compagnie*, de Michael Gibson (Casterman) ;

— Prix Vasari de l'édition d'art française : *L'art magique*, texte d'André Breton (Phébus-Adam Biro) ;

— Prix international de la revue d'art : 303, revue d'art de la région des Pays de Loire ;

— Prix de l'essai et de la biographie en langue française : *Degas*, d'Henri Loyrette (Fayard).

« Neiges » et « Palmes »

Afin de « fixer à tout jamais ce qui pourrait disparaître » et de « témoigner par la photographie de ce monde qui change parfois trop vite pour nous », les éditions Contrejour viennent de lancer « Pour mémoire », une collection de livres d'images thématiques. L'objet est séduisant : format moyen et carré, couverture blanche (en opposition avec le noir de la collection « Photo Poche »), la signature d'un spécialiste, cinquante-cinq photos, des éléments de légende et de biographie à la fin de l'ouvrage. Il y a du contraste dans les deux premiers numéros : l'ambiance chaude et humide des *Palmes* et la froide mélancolie des *Neiges*.

M. G.
► *Neiges*, par Elisabeth Foch, *Palmes*, par Pierre Marc Richard. Editions Contrejour, collection « Pour mémoire », 80 p., 150 F.

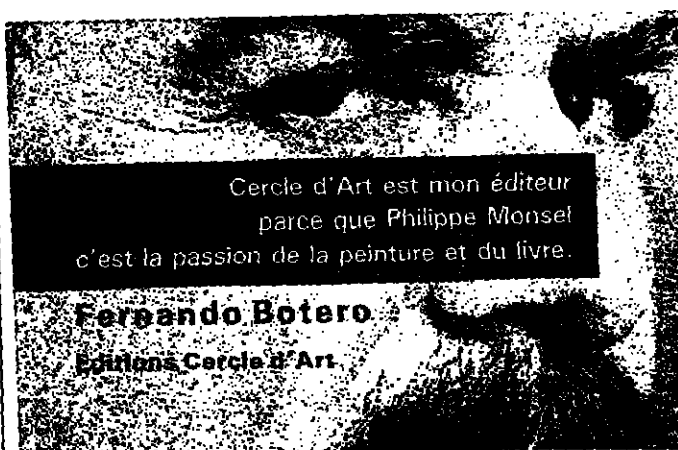
Un peintre de génie en Italie

COROT
EN ITALIE



Splendide illustré, le livre de Peter Galassi est un texte essentiel pour l'histoire de l'art et invite à une redécouverte de l'œuvre de Corot.

GALLIMARD



Cercle d'Art est mon éditeur parce que Philippe Moncel c'est la passion de la peinture et du livre.

Fernando Botero
Editions Cercle d'Art

Les cinquante ans de Laffont

L'histoire d'un éditeur qui adore les « coups »

« Etonnants voyageurs » de Saint-Malo

« Etonnants voyageurs »... Sous cette belle invocation baudelairienne (*« Etonnants voyageurs/Quelles nobles histoires/Nous lisons dans vos yeux profonds comme les mers »*), du 18 au 20 mai, la seconde édition du Festival international du livre d'aventures et de voyages de Saint-Malo avait attiré dans la ville corsaire les écrivains, cinéastes, illustrateurs amoureux de tous les ailleurs. Tous amoureux de Saint-Malo qui participait avec tous ses habitants à une fête de toute la ville, qui servait de cadre au Festival des « Etonnants voyageurs », créé l'an dernier par Michel Le Bris, l'ancien militant mao et de la Cause du peuple, l'auteur de *l'Homme aux semelles de vent* (Grasset, 1977), grand amateur de frêle jazz, devenu un activiste de l'édition de voyage (chez Payot, Phébus, Lattès, etc.). Le pape du travel writing à la française...

Ecrivains voyageurs pas tous étonnants, pas tous étonnés, aventuriers ou esthètes, sportifs à la recherche de l'exploit ou bien marcheurs, bourlingueurs impénitents ou bien nostalgiques de leurs lectures d'enfance, qui cherchent ailleurs, dans la réalité, la source de leurs reportages ou de leurs fictions. Mais des écrivains vivants, tous habitués de cette curiosité, cette aptitude à rêver, qui fait que les écrivains voyageurs sont, pour la plupart, plus sympathiques que ceux qui ne voyagent pas... Encore faut-il connaître ce que Nicolas Bouvier nomme *l'Usage du monde* (Ed. La Découverte) : « On croit qu'on va faire un voyage, mais bientôt c'est le voyage qui vous fait, ou vous défait », écrit-il.

Ces trois jours de Saint-Malo méritaient... le voyage. Pour écouter Ella Maillart (dont une exposition de quelque 200 photos illustre les livres comme un carnet de notes). Et pour Alvaro Mutis, Alain Borer, Jacques Meunier, Cees Nooteboom, Jérôme Charyn, Norman Spinrad, Redmond O'Hanlon, Gregory Corso, le beatnik. Mais aussi pour le festival du cinéma d'aventure, pour les expositions. Sans oublier la grande librairie de livres de voyages.

N. Z.

L'ÉCOLE CAROLINGIENNE D'AUVERGNE
DE MURETHACH A REMI 830-908
ENTRETIENS D'AUVERGNE 1989
PRÉFACE DE GEORGES DUBY
de l'Académie Française
504 pages 210 FF
BEAUCHESNE
72, rue de Saint-Pères 75007 PARIS

— LA VIE DU LIVRE —

Michel Folco
signera son livre.

DIEU ET NOUS SEULS POUVONS,

paru aux Éditions du Seuil,
le vendredi 24 mai 1991
à partir de 18 h 30.

à la Librairie DÉDALE,
4 ter, rue des Ecoles
75005 Paris.

À l'occasion de la parution
aux Éditions AUTREMENT de
« TERRE INDIENNE »
la librairie MILLEPAGES
vous invite à une SOIRÉE-DÉBAT
consacrée aux

INDIENS
d'Amérique du Nord

en compagnie de P. Jacquin,
J. Roskowski, et N. Delanoë,
le mercredi 29 mai à 20 h 30
Théâtre Daniel-Sorano à Vincennes
entrée libre, réservation
au 43-24-04-15
Librairie MILLEPAGES
474, rue de Fontenay, Vincennes

Pour fêter un demi-siècle d'édition, plusieurs conditions sont requises. Certaines sont assez ordinaires : commencer jeune et vivre assez longtemps, par exemple. Robert Laffont avait vingt-cinq ans en 1941 lorsqu'il créa à Marseille l'entreprise éditoriale à qui il donna son nom. Aujourd'hui, il est très fier de pouvoir dire qu'aucun ouvrage ne sort de sa maison sans qu'il ait été au moins consulté. A soixante-quinze ans, plus de cinq mille titres après ses débuts, Laffont n'a pas encore connu l'ennui de travailler.

Pour éditer pendant cinquante ans dans la même entreprise, il faut aussi savoir durer. Les entreprises d'édition qui fondées il y a plus d'un demi-siècle ont encore à leur tête aujourd'hui leurs fondateurs ou leurs descendants se comptent sur les doigts d'une main. Certes, Robert Laffont n'est plus le propriétaire de son affaire : le développement et le succès de ses éditions, l'absence de fortune personnelle, la logique financière, l'ont obligé à céder peu à peu le contrôle économique. C'est désormais, via Havas, le Groupe de la Cité qui prend les décisions stratégiques et financières. Mais Robert Laffont, débarrassé des contraintes de la gestion, continue de faire ce qu'il a toujours aimé : publier des livres.

Même si Robert Laffont a écrit un livre sur son métier d'éditeur, on chercherait vainement chez lui une théorie de la réussite. Depuis ses débuts, il cherche simplement à

En guise d'anniversaire, nous avons demandé à trois fidèles de Robert Laffont leur témoignage. Serge Lentz a obtenu en 1985 le prix Interallié dans une maison que l'on dit boudée par les jurys. Claude Michelet est devenu un romancier à succès après que Robert Laffont lui eut demandé un livre sur son métier d'agriculteur. Adolfo Bioy Casares, romancier et nouvelliste argentin, est un des plus beaux fleurons de la collection « Pavillons ».

Un homme et son métier

Je l'avoue, c'est avec quelques appréhensions que j'ai poussé un jour la porte du 6 de la place Saint-Sulpice... nous étions alors dans les années 70. Je venais à signer mon premier service de presse sous la jaquette d'Arion et son dauphin, dans la collection « Un homme et son métier ». La liste impressionnante des personnalités contactées pour animer cette collection — à commencer par Robert Laffont, éditeur, en personne ! — me laissait perplexe quant au devenir d'un ouvrage consacré au métier d'agriculteur !...

L'objectivité m'oblige à dire qu'il nous fallut des années, à Robert Laffont et à moi, pour atteindre les rapports d'amitié qui sont aujourd'hui les nôtres.

Oui, s'il est bien vrai que nous partageons la même passion pour les livres — si tel n'était pas le cas, il ne serait pas éditeur et je ne serais pas auteur, — un point d'importance nous sépare à jamais ! Je le compris la première fois que Robert m'invita à déjeuner dans un petit restaurant italien de la rue des Canettes. D'abord, je réalisais vite qu'il y avait en lui une certaine timidité, ou rien n'est plus paralysant que les timides ! Mais, bon, il faut faire avec !



Robert Laffont à Marseille en 1941, au moment où il crée sa maison d'édition.

atteindre un équilibre entre ce qu'il aime, ce qu'il sent que le public aime et ce qu'il prévoit que le public aimera, un jour, plus tard. Le cocktail est subtil : si subtil même qu'il arrive souvent qu'on hésite à lui trouver du goût. Mais cette impression s'évanouit quand on considère le catalogue dans son ensemble.

Alors, on risque de ne plus se souvenir que Robert Laffont est un

éditeur qui adore les « coups ». Pas les livres dont on sait, à cause de leur auteur ou des circonstances, qu'ils feront des « best-sellers », mais ceux qui n'auraient sans doute jamais connu le succès si Laffont n'avait pas été là pour en avoir l'idée, pour les faire naître, pour trouver parfois les porte-plume nécessaires à leur rédaction, pour les faire connaître et les vendre. Ainsi ont vécu *Papillon*, *Au*

nom de tous les miens, *le Jour le plus long*, de Cornelius Rayan, les ouvrages de Lapierre et Collins ou les romans paysans de Claude Michelet ; entre des centaines d'autres.

Mais le bonheur commercial de nombreux livres édités par Laffont, cette manière de pressentir les goûts d'un large public, puis de faire se rencontrer un auteur et ses lecteurs, a aussi déformé l'image éditoriale du patron de la place Saint-Sulpice. On a cru, parce qu'il savait si bien éditer les documents extraordinaires, les récits de vie étonnants et les aventures folles, que Laffont n'aimait pas la littérature. L'édition parisienne est ainsi faite qu'elle conçoit mal qu'un commentateur avisé puisse avoir des goûts d'intellectuel. Qu'on se souvienne seulement que Laffont a publié Buzzati, Henry James, Graham Greene, Bettelheim, Salinger, Bioy Casares, pour choisir quelques noms au hasard de la mémoire, et que les plus grands écrivains lui sont demeurés fidèles même lorsque les plus prestigieuses maisons « littéraires » les ont sollicités.

Cette fidélité a aussi été le fait des directeurs de collection que Robert Laffont a su attirer sous son aile et défendre, même si, dans les premiers temps, le succès se faisait attendre. C'est ainsi que s'est développé « Pavillons », une des plus riches collections de littérature étrangère : « Best-sellers », avec Jean Rosenthal et Henriette Joël, « Ce jour-là », avec Max Gallo,

« Réponses », la collection de psychologie de Joëlle de Gravelaine, « Ailleurs et demain », la prestigieuse collection de science-fiction de Gérard Klein, « Libertés 2000 », avec Jean-François Revel et Georges Liebert. C'est ainsi que Guy Schoeller a pu créer chez Robert Laffont « Bouquins », malgré l'avis de tous les « experts » en technocratie éditoriale, qui affirmaient que le projet n'était pas viable.

Une maison d'édition se juge à son catalogue. Si l'on cherche dans celui de Robert Laffont l'image d'une littérature éternelle, on trouvera que la récolte est d'un rendement moyen : une petite centaine de titres, peut-être, sur des milliers. Mais si l'on cherche à retrouver les passions, les découvertes, les étonnements, les rêves de ces cinquante dernières années, si on juge qu'un éditeur peut conjuguer l'éphémère et la longue durée, l'événement et l'histoire, le présent et la postérité, alors on se dira que cet homme farouchement indépendant, ce contempteur du copinage des prix littéraires a pleinement rempli le contrat qu'il s'était fixé il y a cinquante ans : faire du livre le reflet de toutes les formes de la vie. « Tous les moyens sont bons pour attirer les gens à la lecture. Il y a les bons et les mauvais livres. Dans chaque catégorie ».

Pierre Lepage

Robert, le patron

Robert l'Eclectique ! La première fois qu'il m'a reçu dans son bureau bleu et blanc, style goélette américaine, je l'ai trouvé à demi allongé dans un siège de repos à l'ottomane, regardant sans cesse autour de lui comme s'il guettait l'arrivée d'un taxi. Je n'ai jamais osé lui avouer que, ce jour-là, il m'avait fait penser

à une mangeuse de loukoums sur le qui-vive. Une heure plus tard, il ne restait rien de cette fausse nonchalance qui lui sert de paravent et, tout en torturant un trombone entre ses doigts, il me parlait de *Papillon*, de Graham Greene et de Sophia Loren avec une même passion d'adolescent.

Robert le Pieux ! La première fois qu'il est venu passer le week-end dans ma campagne, il s'est dirigé d'emblée vers la bibliothèque dont il a fouillé les rayons comme chez un bouquiniste, mordillant un bout de cigare tout en relisant des passages préférés. Au déjeuner, ignorant nos regards de réprobation à le voir mettre des glaçons dans un glorieux pape-clément, il s'est lancé dans une suite d'anecdotes littéraires dont il riait lui-même avec tant de bonheur que nous avions quelques difficultés à en saisir les chutes. Ensuite, ayant délogé mon chien de son canapé favori, il s'est allongé, il a sorti de son sac un épais manuscrit dont il a lu les trois premières pages avant de perdre un match de Coupe d'Europe sur une erreur d'arbitrage.

Robert la Confiance ! Il n'y a jamais eu de première fois dans ce domaine. En dépit des trahisons et des désillusions diverses, la confiance lui demeure aussi naturelle que le nez au milieu de la figure.

Robert le Brave ! La première fois qu'il m'a fait peur, c'est en le voyant chanter. En privé, il aime à fredonner d'une voix charmante des bluettes surannées qu'il termine le plus souvent en éclat de rire parce qu'il en a oublié les paroles. Or, pour une émission de télévision consacrée à Pierre Seghers, il obéit au vœu du poète et se laisse convaincre d'interpréter en direct une chanson de son vieil ami. Lui qui déteste s'exhiber et fuit les mondanités comme s'il craignait d'y rencontrer des coupeurs de têtes, lui que le trac saisit parfois au point de lui faire perdre l'usage des mots, il prend le micro, se met à trembler de la tête aux pieds et se lance dans l'aveugle d'une voix chevrotante. Devant leur récepteur, ses amis sont subitement assis sur la pointe des fesses. Premier couplet, second couplet... Seigneur, il y en a quatre, il y va, pourtant, Dieu sait comment. Aussitôt après, le téléphone brûle dans Paris. Nous nous congratulons avec ivresse et, à travers cette avalanche d'exclamations et de rires soulagés, c'est presque avec étonnement que nous mesurons d'un seul coup l'immense tendresse

que nous inspire ce bonhomme. Il doit y avoir une raison... et même plusieurs.

Robert le Susceptible ! La première fois qu'il m'a lancé un regard peiné, je venais de lui dire en plaisanterie que le dauphin légendaire qui orne ses couvertures me faisait plutôt l'effet d'un morse à qui l'on aurait soudain enfoncé un parapluie dans le fondement. Il m'a répondu qu'il lui trouvait au contraire une allure enjouée et tout à fait aimable. Puis, il a haussé les épaules et m'a fait la tête durant un bon quart d'heure.

Robert le Patriarche ! La première fois que j'ai compris que sa maison était une famille plutôt qu'une entreprise, c'est en remarquant que, de la standardiste au directeur de collection, tout le monde parlait de ses propres activités à la première personne du pluriel.

Robert la Grogne ! La première fois (et la seule, je crois) où je l'ai vu manifester une fureur indignée, l'Olympique de Marseille venait de perdre un match de Coupe d'Europe sur une erreur d'arbitrage.

Robert le Juste ! La première fois qu'il m'a engueulé, c'était pour me reprocher un jugement sévère sur un homme qu'il n'aimait pas non plus, mais dont il voulait que j'admetsse le respect qu'il nourrissait pour son œuvre littéraire, laquelle était d'ailleurs éditée chez un de ses plus farouches concurrents.

Le Grand Robert ! La première fois qu'il m'est venu l'envie de jeter une pierre par la fenêtre, c'est le jour où un bas-bleu à gros collets s'est permis de le calomnier en ma présence. Après que l'on m'eut ramené au calme, je me suis rendu compte que tant de bassesse procédait surtout de l'ignorance. A ne jamais se mettre en avant et à vivre aussi discrètement qu'il le fait, on ne sait presque rien de cet homme dont tout le monde connaît le nom. C'est avec une modestie toute provinciale qu'il a passé cinquante ans à bâtir une maison dont il ne possède plus rien, pas même la présidence. Pourtant, demain encore, et pour toujours sans doute, lorsqu'on parlera du patron, place Saint-Sulpice, chacun saura de qui il s'agit.

Serge Lentz

L'ami imprévisible

C'est en 1952 que sortit dans les librairies françaises *l'Invention de Morel*. C'était mon premier livre traduit. Il fut publié par la maison Laffont.

Dès lors, chaque fois que j'arrive à Paris, je vais voir Robert Laffont, le plus fidèle des éditeurs. Bien que nous n'ayons jamais eu la moindre dispute ni le moindre désaccord, il m'est parfois arrivé de croire que son caractère était un rien imprévisible. Un jour, il me reçut avec cette nouvelle : mes livres se vendaient peu, mais il m'assura que parmi ses auteurs il y en avait un dont il était très satisfait : un Nord-Américain qui écrivait avec ses pieds et qui, sans doute pour cette raison, atteignait des chiffres de vente extraordinaires. Une autre fois, lorsqu'il m'a dit mon espoir de voir s'améliorer les ventes de mes livres, il me demanda : « Pourquoi ? Les bons livres ne se vendent jamais bien. »

Comme sa maison d'édition se trouve place Saint-Sulpice, j'avais pris l'habitude de passer par l'église avant d'aller rendre visite à Laffont. Mon prétexte était d'aller voir les tableaux de Delacroix, mais je profitais de l'occasion pour demander au ciel que Laffont veuille bien me recevoir avec hospitalité. J'avoue qu'il ne m'est jamais arrivé de penser que son caractère imprévisible ait pu avoir une relation quelconque avec mes apparitions-surprises.

En effet, par crainte qu'on ne m'organise des conférences de presse, des émissions de radio ou de télévision, je n'annonçais jamais les dates de mes séjours en France. Quelques jours après mon arrivée, je faisais un saut à la maison d'édition et je demandais à voir Laffont. Mes visites n'ont peut-être pas toujours été opportunes. Mais il est certain que rien de cela ne parvint à nous éloigner l'un de l'autre. Pour moi Robert Laffont n'est pas seulement un excellent éditeur : c'est un vieil ami pour lequel j'éprouve une grande estime et beaucoup d'affection.

Adolfo Bioy Casares
(traduit par Michèle Pardini)

DREVE

la sortie du dict
des formes of
"SCOOL
OU
EXCLUSIV

le JOURNAL OFFICIEL
qui reconstruit
des formes officielles de

PARIS DÉDALE 75007 PARIS

صلى الله عليه وسلم

صباح الامل

LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS

La mort de Michel Robida

Né en 1909 à Paris, petit-fils du dessinateur Albert Robida, Michel Robida revendiquait « l'héritage, la succession, l'enchaînement d'une lignée de parents exquises, fortunés et charmants ».

Journaliste, il fit toute sa carrière, à partir de 1939, à la Radio-diffusion française et y fut, de 1950 à 1965, directeur des échanges internationaux. Durant la guerre, il fut arrêté et incarcéré, à Fresnes et à Compiègne, par la Gestapo.

Auteur de romans, Michel Robida a obtenu le prix Fémina en 1946 pour le roman *Le long patient*. Cet « héritage » dont il parlait, il en a fait la matière de ses livres de souvenirs qu'il a commencé à publier en 1968 sous le titre *Un monde englouti*. Les livres de Michel Robida ont été publiés chez Julliard.

P. K.

□ GENET À L'ODÉON. — Des journées internationales Jean Genet, organisées par l'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) et Albert Dichy, se dérouleront les 25, 26 et 27 mai au théâtre de l'Odéon. Parmi les thèmes retenus : « Jean Genet, un écrivain à part » (le 25, à 14 h) ; « Itinéraire politique de Jean Genet » (le 26, à 19 h) ; « L'œuvre théâtrale de Jean Genet » (le 27, à 14 h). Renseignements à l'IMEC (42-61-29-29) ou à l'Odéon (43-25-80-92).

Sartre et « le mot de la fin »

Publication en volume des entretiens du philosophe avec Benny Lévy

L'ESPOIR MAINTENANT
de Jean-Paul Sartre
et Benny Lévy.
Verdier, 104 p., 85 F.

Sous le titre *L'Espoir maintenant*, de Jean-Paul Sartre et Benny Lévy, les éditions Verdier rééditent les entretiens parus dans le *Nouvel Observateur* les 10, 17 et 24 mars 1980, sans autre nouveauté que, de la plume de Benny Lévy, des titres de chapitre, une présentation et l'article paru en 1990 dans *Les Temps modernes* : « Le mot de la fin ».

Ce document est actuellement la seule trace accessible au public de « Pouvoir et Liberté », le livre que préparait, en collaboration depuis l'automne de 1975, Sartre et Benny Lévy, qui portait alors le nom de Pierre Victor. Ils se sont rencontrés en 1970, quand le dirigeant « mao » demande à Sartre de prendre la direction de la *Cause du peuple*. Ils ont déjà élevé la « discussion » morale et politique au niveau d'une aventure et d'un genre en publiant en mai 1974, avec Philippe Gavi, *On a raison de se révolter*.

Devenu presque aveugle en juin 1973, Sartre a recouru à la collaboration quotidienne de Victor pour continuer à travailler : il n'a pas encore renoncé au tome IV de *l'Idiot de la famille*. A partir de l'automne 1975, ils consacrent trois heures par jour à l'élaboration de « la morale et la politique » que Sartre voudrait avoir terminées à la fin de sa vie, sous

la forme, nouvelle pour lui, d'un livre à deux voix : « Nous savons que nous différons totalement sur certains points ; nous voulons que ça se sente. » Les entretiens sont enregistrés et partiellement transcrits, paraissent au début de 1980, comme le *Nouvel Observateur* voulait publier un entretien de Sartre avec Maria-Antonietta Macciocchi, paru en septembre 1979 dans *l'Europeo*. Sartre propose plutôt un dialogue qui fasse le point sur leur travail en cours.

En mars 1980, les relations entre Benny Lévy et l'équipe des *Temps modernes*, qu'il a quittée l'année précédente, sont conflictuelles, et l'état de santé de Sartre s'aggrave. Dans ces circonstances dramatiques, *L'Espoir maintenant*, par Jean-Paul Sartre, suscite des interprétations violentes et contradictoires. Jean Daniel le présente comme « le dernier en date des grands textes de Jean-Paul Sartre », qui, « malade », par l'un de ses plus proches collaborateurs, de ses plus proches collaborateurs, infléchit son œuvre sans la renier ; Raymond Aron, Simone de Beauvoir, y verront un désaveu d'athéisme extorqué par « détournement de vieillards ».

« Le livre que nous faisons actuellement est un livre par-delà les choses écrites, [...] je le fais comme une dernière œuvre, et en même temps comme une œuvre à part, qui n'appartient pas à l'en-

semble, quoique naturellement ayant des traits communs : la saisie de la liberté par exemple », confiait Sartre à *Libération* en 1977. A-t-il donc prononcé dans ces entretiens « le mot de la fin » ? L'objet essentiel des débats publiés, c'est bien la finalité de l'action : la contradiction entre les idées d'échec et d'espoir, les « fins sociales de la morale », l'éthique comme fin dernière de la révolution, les fins messianiques du marxisme ou du judaïsme. Mais ce dialogue n'est pas un testament philosophique, le point final de l'œuvre : Sartre se donne encore cinq ou dix ans de vie pour répondre aux questions posées.

S'il affirme avoir traité du désespoir comme de la nausée sans les avoir éprouvés, de la condition juive sans s'être documenté, cela n'invalide pas sa réflexion. Le thème biblique de la résurrection des corps n'est pas pour lui objet de foi : il lui « plaît », comme autrefois l'idée d'immortalité de l'âme. En attendant de pouvoir consulter la totalité des entretiens, voilà donc un témoignage à lire en nuances, sur un travail en cours que la mort a interrompu, comme toujours, « par rencontre ».

Geneviève Idt

Au vide du sujet

NABE'S DREAM
Journal intime
de Marc-Edouard Nabe.
Le Rocher, 826 p.,
plus index, 195 F.

Si l'on professe que la littérature est un terrain de défoulement, une marmite où faire bouillir ses humeurs et ses rancœurs, alors Marc-Edouard Nabe est un écrivain notable. Si l'on considère qu'une pensée du monde, qu'une conscience de soi et de chaque parole prononcée, sont des oripeaux inutiles dénaturant la « pure » violence verbale, souillant la source limpide des invectives et imprécations qui viennent à l'esprit, à la plume ou à la langue, alors il faut proclamer que Marc-Edouard Nabe a une place dans la république des lettres, qui sait se faire bonne fille.

Une référence constante, obsédante et obsédée, court tout au long des neuf cents pages du *Journal intime* 1 de MEN : Léon Bloy — aussi souvent cité, si l'on en croit l'index de l'ouvrage, que Céline, chez qui rien, absolument rien, ne semble gêner l'auteur de *Au régal des vermines*...

La volonté puérile de tirer à soi cette haute figure, de pousser un mort vers une paternité

dont on peut être sûr qu'il l'aurait — pour le coup, avec une saine violence et quelques invectives — refusée, donne à réfléchir. Pour le dire rapidement : sur la malhonnêteté foncière qui consiste à disjoindre le cri d'un homme et la raison de ce cri, à séparer la parole du sens qu'elle veut transmettre.

Les oubliettes de l'actualité

Au prix de cette tricherie, on pourra dire de MEN : « C'est peut-être un méchant, un intréquantable gâment, mais quel tempérament, quel style, quel écrivain !... » Mais une fois dépassé ce fantôme de scandale que représente la gestulation de MEN, cette disjonction laisse sur place ce qu'elle peut : un vide, un vide affligeant.

Vide qui est, plus que la haine, plus que la vulgarité, plus que le mépris, plus encore que la lacération et le piétinement du sens et de la parole, le fil invisible du journal de MEN. Arrivé au terme de cette lecture, ouvrons toutes grandes, sans colère, les oubliettes de l'actualité littéraire parisienne afin d'y laisser, doucement et sans haine, Marc-Edouard Nabe s'évanouir.

P. K.

ROMANS POLICIERS

Perle noire d'Italie

OUTLAND ROCK
de Pino Cacucci.
Traduit de l'italien
par Benito Merlino.
Bourgois, 360 p., 170 F.
LE BRUIT DU FLEUVE
de Joseph Périgot.
Calmann Lévy, 175 p., 89 F.
LA PROVOCATION
de Vladimir.
Denoël, 331 p., 120 F.

C'EST peut-être parce que sa vie politique et sociale ressemble à un thriller permanent que l'Italie produit aussi peu de romans. Comme si, dans un pays qui a élevé le fait divers à la hauteur d'un art national, la seule lecture des journaux pouvait tenir lieu de fiction violente et déglutir. Comme si écrire un roman italien était une tâche aussi ardue que de vendre des climatiseurs au pôle Sud ou des poêles à mazout en Afrique centrale. Raison de plus pour saluer la brèche que Pino Cacucci, jeune romancier piémontais, vient de percer dans un genre laissé quasiment vierge par ses compatriotes.

Outland Rock est un recueil de cinq thrillers, trois courts et deux longs, survoltés, qui, parce qu'ils ne font aucune référence au folklore de la réalité criminelle italienne, ont la fraîcheur et la nouveauté imprévues d'une nouvelle manière d'accommoder les vieilles recettes du polar. Sans parodier le genre, Cacucci s'amuse à le brocarder, mélange allégrement les codes du récit d'espionnage et du roman noir et, avec une réjouissante virtuosité, capture l'attention du lecteur sans cesser de lui adresser des clin d'œil.

Outland Rock est une surprenante perle noire, et Pino Cacucci, un acrobate de l'écriture comparable à Jim Harrison pour la souplesse et la netteté de son souffle narratif.

parce que la mort est une donnée fondamentale de l'histoire, le roman de Joseph Périgot est une étrange parabole sur l'optimisme de l'instinct vital.

Ces deux personnages qui n'ont plus rien à espérer qu'une mort rapide et sans souffrances vont, pour l'amour d'un nouveau-né qu'ils ne verront jamais grandir, qu'ils ne verront jamais grandir, se battre les armes à la main et transformer leurs derniers jours en épopée. En surimpression à la mort se dessine alors une sorte de bonheur paisible dégusté à même l'instant. Lancinant comme un blues, *Le Bruit du fleuve* est une ballade triste qui distille une formidable envie de vivre. Evitant constamment les pièges de la sentimentalité, servi par une écriture ciselée et musicale, dosant à la perfection l'humour et la tendresse, le roman de Périgot est de ceux qui, une fois fermés, continuent de chanter.

TOUTE ressemblance entre la *Provocation*, le dernier roman de Vladimir, et des faits réels pourrait bien ne pas être fortuite. Un prince du sang, et baron de la République, assassiné dans son château au cours d'une réception, un commissaire qu'on charge d'abord de l'enquête et que l'on met rapidement à la retraite anticipée, des services de police qui se fauchent les dossiers, un doigt de KGB et une vieille odeur de trafic d'armes.

Mais, bien plus que les relets plus ou moins explicites d'une actualité romancée, c'est l'habileté de Vladimir à lier la sauce qui fait de ce gros roman une somme particulièrement jubilaire. Construit sur la technique d'un flash-back permanent, agrémenté d'une jolie étude de milieu sur le tarot et ses arcanes, la *Provocation* est un conte de fées moderne qui se déguise d'autant plus facilement que le style de Vladimir, mélange cocasse de classicisme vieillot et de fantaisie argotique, surprend constamment.

Patrick Raynal

UN frère et une sœur qui meurent doucement dans les brumes rouennaises ; lui d'un infarctus rampant, elle d'un cancer de la gorge. Elle, starlette puis prostituée, a usé sa beauté jusqu'à la solitude ; lui, conduit son taxi de nuit en charentaises sur des airs d'opéra et s'anesthésie au whisky. Aussi, quand une petite gitane accouche sur le banquet arrière du taxi avant de s'enfuir dans le brouillard, le frère et la sœur, parents d'un gémot inespéré, deviennent aussi mari et femme. Parce qu'il entend d'emblée les illusions d'un happy end,

■ 1841-1991, on cent cinquante ans de polars. — C'est à cet anniversaire que les promoteurs de « La ville est un roman », la ville est un roman, seize romanciers représentant table métropolitaine tiendront table ouverte à Paris et en Seine-Saint-Denis. Rencontres, signatures, concerts de jazz, expositions et séances de cinéma animeront ces journées, avec, pour point d'orgue l'inauguration, le dimanche 26, de la place Dashiell-Hammett à Bobigny. Tél. : 48-57-57-78.



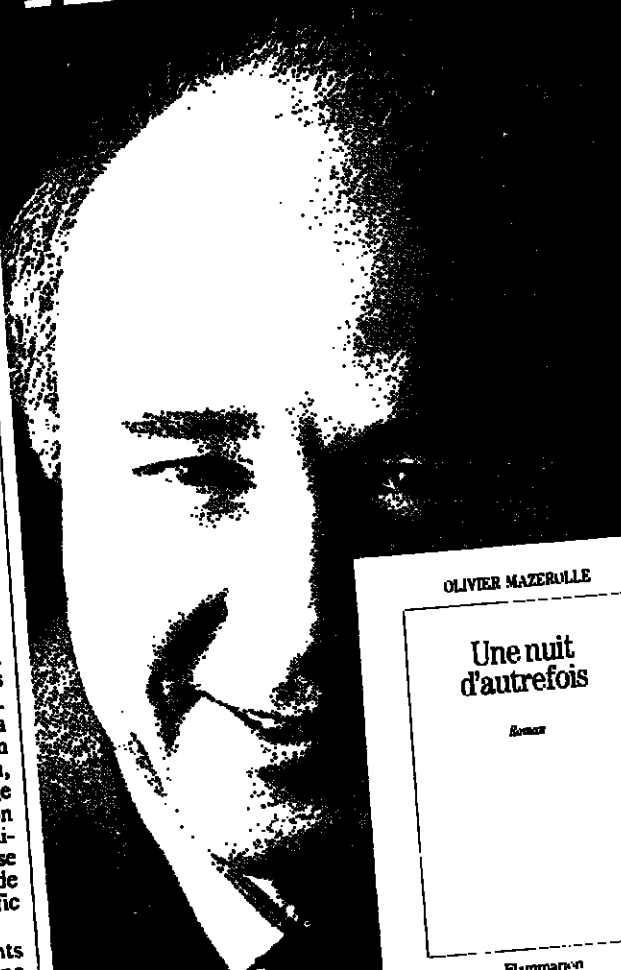
PATRICK DREVET
L'AMOUR NOMADE
roman
collection Blanche
HUIT PETITES ÉTUDES SUR LE
DÉSIR DE VOIR
Le Livre de Poésie
GALLIMARD

la sortie du dictionnaire
des termes officiels
"SCOOP"
OU
EXCLUSIVITE?

Le JOURNAL OFFICIEL édite le seul ouvrage
qui recense l'ensemble
des termes officiels de la langue française.

26, RUE DESAIX 75727 PARIS CEDEX 15 - TEL. 40.58.76.00

OLIVIER MAZEROLLE.



238 pages,
99 F.

Flammarion

OLIVIER MAZEROLLE

Une nuit
d'autrefois

Flammarion

L'ODYSSÉE
D'EL MAARIB

DAVID LAW



Cette aventure
au siècle
d'Alexandre le Grand
nous captive et jette
une singulière
lumière sur
notre époque.

Un vol. 254 p., 98 F

ÉDITIONS
PARTAGE

B.P. 50
91416 DOURDAN CEDEX

L'ÉNIGME DE L'ARRIVÉE

de V. S. Naipaul.
Traduit de l'anglais
par Suzanne Mayoux.
Christian Bourgois, 446 p., 200 F.

COMME il agace, V. S. Naipaul ! D'abord, parce qu'il n'est jamais où on l'attend. En Inde, en Afrique, au mur de Berlin, en Argentine, dans les Caraïbes, dans le sud des États-Unis, dans le monde musulman (1), à Trinidad, où il est né, en Angleterre même, dans le Wiltshire, où il vit. Romancier, reporter, historien, explorateur du présent et du passé, avec une alacrité, une agressivité, une arrogance qui se démentent rarement, un rejet des bons sentiments et des raisons d'État. Anti-conformiste dans ses écrits, volontiers conformiste dans son goût du confort, son obsession de l'hygiène, son côté costume-cravate (ne s'étonne-t-il pas franchement de constater que, pour l'enterrement de sa sœur, le fils de cette dernière se montre grave et se tienne bien « malgré son blue-jean » ?). Et aussi sa rage contre les éditeurs, qui ne sont que des illettrés.

Il agace aussi, ce colonisé qui s'est fait un look plus british que les natifs authentiques et qui n'épargne ni le colonisateur ni les anciens colonisés. Il ne se contente pas d'avoir écrit de grandes œuvres de fiction (notamment ce grand roman qui est *Une maison pour M. Biswas*, écrit en 1961 - Gallimard, 1964), mais il joue de toutes les cordes de la littérature et du reportage pour disséquer, pour dépecer à cru un monde de mutations et de conflits, avec un pessimisme qui ne se dément pas. Et que la réalité nous permet mal de contredire.

En a-t-il fini avec les voyages, le Trinidadien volant ? Son dernier livre, *l'Enigme de l'arrivée*, qui s'inspire d'un tableau de Chirico (qu'on reconnaît sur la couverture), pose la question. Choisi à cause de son titre - donné par Apollinaire et non par le peintre - parce qu'il « se réfracte, d'une manière indirecte et poétique, à quelque chose que j'avais vécu moi-même », le tableau montre « un décor classique, méditerranéen, d'époque romaine, ou, du moins, c'est ainsi que je le percevais. Un quai ; au fond, derrière des murs et des portes (semblables à des découpages), on voit le haut du mât d'un navire antique ; au premier plan, dans une rue déserte par

L'enracinement de Sir V.S. Naipaul

ailleurs, se dressent deux silhouettes emmitouflées, l'une pouvant être la personne qui vient d'arriver et, l'autre, quelqu'un du port. C'est une scène de désolation et de mystère : elle parle du mystère de l'arrivée ».

Il raconte magnifiquement l'angoisse et l'allure empruntée du jeune garçon de dix-huit ans à peine, Trinidadien de famille hindoue brahmane, qui arrive de son île natale des Petites Antilles en 1950 avec une bourse d'études pour Oxford et l'ambition de devenir écrivain : « Un voyage en mer au grand soleil, qui aboutissait dans une dangereuse cité antique. » Car il est un des premiers de ce grand mouvement des peuples du Commonwealth prenant sa place dans la capitale du vieux empire qui se désagrège, annonciateur « du grand mouvement de populations qui allait se produire pendant la seconde moitié du vingtième siècle, un mouvement et un mélange culturel plus amples que le peuple des États-Unis d'Amérique, qui avait essentiellement consisté en une migration d'Européens vers le Nouveau Monde. (...) Les villes comme Londres allaient changer ; elles allaient devenir les capitales du monde. Elles allaient accueillir tous les peuples barbares de la terre ».

EXILÉ, étranger, sombre de peau, petit de taille, refusant d'être un hindou à Londres, ignorant des usages de ce monde inconnu, avec une pauvre bourse qui le cantonne à de minables pensions, Naipaul n'oublie sans doute jamais ce que c'était que d'arriver des colonies. Il avait déjà conté dans le « Prologue » à une autobiographie (dans le recueil *Sacrifices*, Albin Michel, 1984) son pays natal et ses origines :



Sir Vidiadhar Surajprasad Naipaul

venu accomplir, en quelque sorte, le rêve que son père, journaliste et écrivain raté, n'avait pu réaliser.

Dans *l'Enigme de l'arrivée*, nous le retrouvons, trente ans plus tard, auteur reconnu et honoré de plus de vingt livres de fiction et de non-fiction, « arrivé » à quelques miles de Salisbury, profondément ancré dans le gîte du

Wiltshire, opiniâtrement anglais, avec tout ce que cela représente de connaissance acquise de la flore et de la faune, des mœurs et des saisons, du respect d'une culture et de ses traditions. On l'a même annobli récemment, Sir Vidiadhar Surajprasad Naipaul, qu'une de ses amies trouvait plus comode d'appeler Victor !...

Pourtant, ce livre, qualifié par l'auteur de « roman » et non d'autobiographie, et qui exploite toute l'étrangeté du titre du Chirico, est d'un abord étrange, presque... exotique, contemplant au long des quatre saisons les champs plats et noyés, la vallée de l'Avon, qui n'est pas la rivière de Shakespeare, et la neige qui a toujours paru magique à l'enfant des Tropiques. Exotique, dans sa construction ressassante, avec ses descriptions et ses angoisses, qui se succèdent et se répètent comme des vagues, dans une présentation remarquable de fidélité et de précision de l'Angleterre rurale où l'auteur s'est fixé depuis vingt ans. Étranger qui s'est établi dans un pavillon isolé, non loin du manoir dont il n'approchera jamais le propriétaire, malade gardé par un couple d'infirmiers ; un être souffrant, selon ce récit de Naipaul, d'une maladie mystérieuse, intraduisible, l'« acedia », dont le dictionnaire Webster nous dit qu'il s'agit, « primo, d'un poison plat des Antilles », « secundo, du « péché mortel de la paresse » et, par voie de conséquence, d'une « torpeur et apathie de l'esprit » !

Le manoir, construit à l'apogée de la puissance et de la richesse de l'Empire britannique, avec son église, son parc immense et soigné où travaillaient jadis pas moins de seize jardiniers, et d'où l'on chassera bientôt le dernier est un

endroit qui fonctionne encore plus ou moins. Une grande maison, mais d'un entretien ruineux, bâtie comme un paquebot, « mais, comme un paquebot, il était exposé à la panne, au vieillissement. Un jour, une chaudière explosa ; une autre fois, un morceau de toiture s'envola. Chaque accident devait coûter des milliers de livres ». Le parc, qui se dégrade, retourne à l'état sauvage, envahi par les mauvaises herbes, avec ses rosiers mal taillés réduits à l'état de ronces inextricables, et le lierre qu'on ne coupe jamais sur l'ordre du maître et qui étouffe toutes choses. Ce que l'auteur interprète non pas forcément comme une dégradation, mais comme « une expression du changement, du déclin des choses par rapport à un état de perfection ». Le cycle inéluctable de la vie.

S'AGIT-IL, dans cette *Enigme de l'arrivée*, seulement d'une métaphore trop évidente à propos de cette Albion qui a perdu sa perle en même temps que sa grandeur, ce pays qui s'est endormi, étouffé par une végétation sauvage, où les arbres finissent par mourir, guettés par les lotisseurs et par les vols compacts de cornelles croassantes chassées de leurs nids quand les ormes sont morts ? Ou l'ordre des choses et des saisons disparaît ? Ou tout finira par être mis en vente ? Il serait trop simple de ne voir en Naipaul qu'un nostalgique pessimiste qui s'« était entraîné à l'idée du changement pour éviter d'en souffrir ». Mais la cinquantaine passée, confronté à l'idée de la mort, celle de ses frères et sœurs plus jeunes que lui, toujours aussi matérialiste, l'auteur a vu, comme malgré lui, son « roman » devenir de plus en plus proche de son histoire personnelle.

Naipaul, le voyageur (surtout pas « écrivain-voyageur » !), le polémiste, celui qui est allé ausculter beaucoup des gâcheries de notre monde, Naipaul l'écrivain est parti à la découverte de l'écriture, poussé à écrire par l'urgence de la mort, cramponné comme le lierre à un monde, fini ou à demi fini, où l'histoire continue. Est-il « arrivé », Sir V. S. Naipaul, de Salisbury et de Fort-of-Spain ?

(1) Curieuse coïncidence du livre qui annonce Crémence sur l'Islam : voyage au pays des voyants (croyants-voyants, même combat) ?

★ Vient de paraître également un roman de 1967 sur son arrivée à Londres et sur l'indépendance de son île : *les Hommes de paille*.

Les « Belles autrichiennes »

Dix écrivains mal connus

« Ce qui d'abord porte préjudice à la littérature autrichienne, c'est qu'elle soit trop souvent assimilée à la littérature allemande », prévient Lionel Richard pour présenter les « Belles étrangères autrichiennes » qui vont avoir lieu, à Paris et en province, du 27 mai au 8 juin. Organisée à l'initiative du ministère de la culture et de l'Association dialogue entre les cultures (ADEC), cette manifestation - la quinzième de la série - s'est donné pour but de faire découvrir aux lecteurs français et, surtout, aux éditeurs des auteurs qui n'ont pas, chez nous, la célébrité de Peter Handke ou de Thomas Bernhard. Ou de Elfriede Jelinek, plus connue par le scandale

de Lust que par ce beau roman qu'est *la Pianiste*, et qui refuse de voyager. Tout comme Erich Hackl, dont *l'Adieu à Sidonie*, best-seller de l'an dernier, vient de paraître chez Alinéa.

Dix écrivains d'aujourd'hui, venus des différents pays qui constituent la République fédérale autrichienne, dont six qui n'ont pas été traduits en français, nous sont complètement inconnus, tels Elfriede Czurda (née en 1946 près de Linz), Antonio Fian (né en 1956 à Klagenfurt), Anselm Glück (né en 1950 à Linz), Klaus Hoffer de Graz (né en 1942), Evelyn Schlag, Josef Winkler (né en 1953 en Carinthie). Né en 1902, le doyen de la déléga-

tion, Albert Drach, auteur d'une œuvre dont l'importance est, paraît-il, considérable, émigré en 1938, prix Buchner 1988, a publié ses *Mémoires de l'émigration en France*, le *Voyage non sentimental* (Flon, 1989). De Gertrude Jellinek nous avons pu lire *Musique lointaine* (Gallimard, 1983). Peter Stephan Jungk (né en 1952 en Californie) est l'auteur de la biographie de Franz Werfel, *Une vie de Prague à Hollywood* (Albin Michel, 1990), tandis que paraît cette semaine chez Jacqueline Chambon *Messager viride*, quatre-vingt-dix rêves de Hans Carl Artmann illustrés par Ernst Fuchs.

Lors de la séance inaugurale, une présentation des écrivains sera faite par François-Régis Bastide, ancien ambassadeur de France (lundi 27 à 20 h 30, au Dancing de la Coupole). Suivront des lectures : à la librairie Le roi des Aulnes (mardi 28 à 18 h 30), à la Maison des écrivains (mardi 28 à 20 h 30), à la Maison de la poésie (mercredi 29 à 20 h 30), ainsi que des débats : « Histoire, mémoire et écriture » (FNAC Forum, mercredi 29 à 17 h 30), « L'Autriche entre l'Allemagne et la Mitteleuropa » (FNAC Etoile, jeudi 30 à 17 h 30). Enfin, un entretien avec Albert Drach sera précédé du film de Christian Delage *Ecrire et vivre à Vienne* (Centre Pompidou, jeudi 30 à 20 h 30).

Par ailleurs, en cette année Mozart, l'Autriche, invitée d'honneur du Festival de Paris, est omniprésente, avec des manifestations diverses patronnées par l'Institut autrichien. Notamment des Journées Ingeborg Bachmann (jeudi 30 et vendredi 31 mai à la Maison de la poésie. Renseignements : 42-36-27-53) ; du théâtre : *le Voyage de Mozart* à Prague, une fantaisie écrite et mise en scène par Nicolas Bataille (Théâtre de la Potinière), reprise de *Avant la retraite*, de Thomas Bernhard (Théâtre de la Colline, jusqu'au 16 juin), *Trakl ou le Verger du jumeau* (Maison de la poésie, du mercredi au samedi à 20 h 30, jusqu'au 29 juin) ; une exposition de photos sur « Deux architectes entre Vienne et Prague » : Adolf Loos et Jan Kotera (Institut autrichien, 30, boulevard des Invalides, Du 30 mai au 14 juin).

L'orgie verbale d'Elfriede Jelinek

L'écrivain autrichien ridiculise l'obscénité... en en faisant largement usage

LUST
d'Elfriede Jelinek.
Traduit de l'allemand (Autriche)
par Yasmine Hoffmann
et Maryvonne Litalie.
Ed. Jacqueline Chambon,
282 p., 105 F.

Longtemps attendu, devenu, dès sa parution en 1989, un best-seller outre-Rhin - 100 000 exemplaires vendus en un an, - ce roman (1) a fait couler beaucoup d'encre. Elfriede Jelinek s'y attaque à un thème considéré comme une chasse gardée entre toutes de la littérature masculine. *Die Lust*, c'est, en allemand, le plaisir, l'envie, la jouissance, la volupté et bien d'autres choses. Bravo pour avoir gardé tel quel ce titre si beau et si mystérieux.

Dans un entretien en postface avec Yasmine Hoffmann, l'une de ses deux traductrices, l'auteur explique comment elle avait conçu son livre au départ comme un contre-projet de *l'Histoire de l'œil*, de Georges Bataille, et comment, s'étant aperçue de l'impossibilité pour la femme, objet de la pornographie, de trouver un discours spécifique du plaisir et de l'obscénité, elle avait finalement choisi d'attaquer celui-ci à rebours en le ridiculisant. « L'objet se dresse et raille la langue de son seigneur et maître. C'est la seule manière pour celle dont on ne parle pas, qui ne peut et n'a pas le droit de parler, de régner sur son objet à elle ».

Un village des Alpes autrichiennes, transformé comme chez Thomas Bernhard en lieu d'horreur, est le cadre du roman. Hermann, directeur de l'usine locale de papier, exerce son règne absolu sur ses ouvriers, son enfant, « tendre boudin blanc » auquel il essaie, avec force gifles, d'inculquer le violon, et sur sa femme. La peur du sida (puddiquement désigné « la maladie ») étant gage de fidélité, Hermann a renoncé à aller « butiner ailleurs ». Le temps qu'il ne passe pas à inventer de nouveaux programmes informatiques et à « vailler sur la chorale de son entre-

prise, il le consacre désormais à faire ses emplettes au rayon boucherie de son épouse ». Celle-ci, Gertrude, la quarantaine un peu blême, se réfugie dans l'école pour oublier sa condition d'essayeuse sexuelle et rêve qu'elle mène « pour son propre compte la vie glorieuse des illustres ». Ce qui ne l'empêche pas, en attendant mieux, de cueillir sans complexe « ce fruit clément, l'argent, sur l'arbre de son mari ».

Lorsqu'elle croit avoir découvert l'amour, en la personne d'un jeune étudiant, Michael, « l'image même du beau blond sur un écran de cinéma », qui l'a ramassée à demi ivre morte sur la route, cet espoir se révèle être une illusion. Après avoir à son tour abusé d'elle, son sauveur s'empresse de l'éconduire. Victime une fois de plus, Gertrude rentre à la maison où elle « prend un sac en plastique, le passe sur la tête de son enfant et le resserre en bas, afin que le souffle de l'enfant s'y brise en paix ».

Un livre étouffant

Lust est un livre irritant, écorçant, révoltant, voire par moments étouffant, ses seuls rebondissements étant les scènes d'ébats sexuels, cette « chaîne infinie de répétitions », pour reprendre les termes de l'auteur, « qui chaque fois nous placent un peu moins, habitués que nous sommes par les médias à recevoir chaque fois du neuf à domicile ». Et néanmoins, c'est un livre étrangement fascinant : non point, certes par ses personnages, simples stéréotypes, ni même par son déroulement, inspiré en partie par l'affaire Gregory, revue par Marguerite Duras, mais par l'époustouflante orgie verbale dont l'histoire est le prétexte.

Saluons au passage la performance des traductrices qui ont réussi à « recréer » la langue, a priori intraduisible, d'Elfriede Jelinek. Empruntant ses comparaisons au règne animal, végétal, celle-ci parodie tour à tour le langage publicitaire, celui de l'industrie, des transports en commun...

Les métaphores désignant les organes sexuels féminins - « boîte à gants », « atelier de réparation », « parking souterrain », « caisse d'épargne autrichienne »... - forment à elles seules une litanie. Passant du « je » au « nous », Elfriede Jelinek profère au passage des imprécations contre l'Autriche - « le Hitlerland » - lance des réflexions ironiques ou désabusées « on se supporte à peine et on voudrait supporter les autres » ; « sable dans l'horloge du monde, nous ruisselons vers la vallée ».

Ce serait diminuer singulièrement la portée de ce livre que de le limiter à la dénonciation de l'aliénation de la femme. Au-delà des descriptions horribles de l'amour en tant que rapports de maître à esclave, c'est d'une aliénation beaucoup plus générale qu'il s'agit : celle de toute une société, normalisée, standardisée, médiatisée, abêtie.

Jean-Louis de Rambures

(1) Deux autres romans d'Elfriede Jelinek, *la Pianiste* et *les Exilés*, ont déjà paru chez le même éditeur.

HENRI
RACZYMOW
NÉ EN 1917
Maison de la poésie

LE POINT THÉOLOGIQUE 55

MAX-ALAIN CHEVALLIER
SOUFFLE DE DIEU
LE SAINT-ESPRIT
DANS
LE NOUVEAU TESTAMENT
VOLUME III
200 pages 90 F.
BEAUCHESNE
2, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

34 Les consommateurs n'ont plus de ministre
Important investissement français en Pologne

35 La réunion de la commission mixte CEE-URSS
40 Le Sénat met en cause la gestion d'Air France

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

Le couperet du Cocom

Ces jeudi 23 et vendredi 24 mai à Paris, la guerre du Golfe sera, sinon au centre, du moins en toile de fond des débats des participants à la réunion du Cocom (comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations). Ce comité, mis en place en 1949, en pleine guerre froide, pour limiter les exportations de technologies stratégiques vers l'URSS et les pays de l'Est, avait en 1990 adopté un ton beaucoup plus libéral. Car, pour que la chute du mur permette aux pays de l'Est de se développer et aux industriels occidentaux de profiter de ces nouveaux marchés, encore fallait-il ne plus mettre de bâtons dans les roues des exportateurs sous prétexte que leurs produits pouvaient aider les pays en question à développer leur arsenal.

Le Cocom boudait plus particulièrement les fabricants de technologies duales, c'est-à-dire pouvant être utilisées dans un but aussi bien civil que militaire : entreprises d'informatique, de télécommunications et de machines-outils essentiellement. Décidé en juin dernier, cet état de libéralisation fut remis en question en fin d'année pour cause de guerre du Golfe. Et la réunion à haut niveau qui devait avoir lieu en février dernier fut ajournée, pour des raisons techniques selon les uns, politiques selon les autres. Les techniciens des dix-sept pays membres du Cocom ont toutefois poursuivi leur tâche visant à revoir complètement les listes de produits soumis à contrôle. Aux cent-vingt catégories de produits, réparties en dix sections, va être substitué un «noyau dur» de technologies jugées particulièrement sensibles. Si un consensus a pu être rapidement atteint dans le domaine de la machine-outil, il n'en a pas été de même en informatique et surtout dans les télécommunications. En informatique, si l'attention s'était jusqu'à présent surtout focalisée sur le matériel, une plus grande vigilance devrait être accordée aux logiciels de communication, indispensables au bon fonctionnement des postes de commandement en cas de conflit. Pour les mêmes raisons, les réseaux de télécommunications sont aussi dans le collimateur. A l'ouverture de ces négociations, les firmes d'informatique et de télécommunications sont dans l'expectative. La position du couperet ne sera sans effet sur leurs résultats pour les années à venir.

ANNIE KAHN

Le projet de budget aux Etats-Unis

Les parlementaires veulent réduire les crédits pour l'Initiative de défense stratégique

Le Congrès des Etats-Unis a approuvé mercredi 22 mai un projet de budget de 1450 milliards de dollars pour la période octobre 1991-septembre 1992. Ce projet, qui prévoit un déficit de 278,8 milliards de dollars, inférieur à celui du budget qui s'achève, estimé à 318 milliards de dollars, ne retient pas le plan Bush de réduction des dépenses de santé.

La Chambre des représentants a adopté mercredi 22 mai un projet de budget de dépenses de 291 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1992, réduisant considérablement le montant d'investissement demandé par le président George Bush pour l'Initiative de Défense Stratégique.

Ce projet rétablit les fonds pour les armes conventionnelles, notamment les chasseurs-bombardiers F-15 et F-16, ainsi que les chars M-1 qui ont fait leurs preuves durant la guerre du Golfe mais

Un entretien avec le président de Gaz de France
«Le monopole est garant de la sécurité d'approvisionnement en gaz», nous déclare M. Francis Gutmann

Le monopole de Gaz de France est attaqué à Bruxelles et au Parlement. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Francis Gutmann, président de GDF, explique pourquoi le monopole d'importation et de distribution de gaz de la société nationale est, à ses yeux, le garant de la sécurité d'approvisionnement du pays.

«Gaz de France a subi récemment plusieurs attaques. A Bruxelles, son monopole d'importation est remis en cause. A Paris, l'Assemblée nationale a voté un amendement qui remet en question son monopole de distribution. Le statut de GDF est-il réellement menacé ?

«Le statut de Gaz de France ne me semble pas réellement menacé mais plutôt mal compris. On y voit un archaïsme et on oublie complètement la nécessité économique à laquelle il répond, plus encore que par le passé. Ce statut, hérité de l'histoire mais fondamentalement actuel, comporte trois aspects : Gaz de France est seul en France à pouvoir importer du gaz naturel. Il est le seul, avec des filiales communes Elf-GDF, à pouvoir y transporter du gaz. Et il est le seul, à part quelques régies ou sociétés d'économie mixte qui existent au moment de la Libération, à pouvoir le distribuer.

«Ce statut n'est pas un «vieux truc», c'est notre base nationale, et il y a un risque à la morceler. Le gaz naturel prend de plus en plus de place dans l'économie, il touche désormais tous les secteurs, et la France est importatrice à plus de 90 %. Les réserves pétrolières extérieures sont très importantes, mais les champs gaziers sont de plus en plus éloignés, il faut des investissements considérables pour acheter le gaz dans de bonnes conditions de sécurité et de prix. Dans quinze ans, il n'y aura que quelques très grandes entreprises extérieures dans le monde qui seront capables d'obtenir de très bonnes conditions d'approvisionnement.

«Le problème est que la France conserve la taille critique sur ces marchés. Aujourd'hui, avec Gaz de France, notre pays a l'une des trois ou quatre premières entreprises gazières du monde. Il faut donc plutôt augmenter notre taille - d'où notre développement à l'étranger - et certainement pas commencer à morceler et à affaiblir la base arrière, la base nationale.

«L'amendement Derossier risque-t-il vraiment d'affaiblir cette position ?

«Cet amendement est une péripétie mais il soulève aussi un problème véritable. La péripétie d'abord : certaines communes avaient souhaité créer ou étendre une régie gazière en contradiction avec la loi. Le Conseil d'Etat a annulé leur décision. Ces communes ont donc tenté de faire changer la loi et elles ont fait voter un amendement en ce sens une nuit, à l'occasion du projet de loi sur la répartition territoriale. J'espère que la suite de la procédure parlementaire

taire ramènera les choses à leur juste mesure. Cela dit, il y a aussi un problème réel avec les collectivités locales qui, depuis la loi Defferre, ont pris plus de responsabilité. Au lieu de nous opposer, il s'agit au contraire de réfléchir ensemble à la façon de concilier deux impératifs, deux évolutions : celle d'un gaz naturel qui demande que nous soyons de plus en plus forts à l'échelle de la France pour être un des très grands gaziers de demain, et celle des collectivités qui sont plus soucieuses de leurs responsabilités qu'autrefois. Aujourd'hui, je souhaite que nous nous réunissions ensemble réfléchir à des formes de partenariat qui fassent de la concession autre chose qu'une simple formule juridique.

«Quelles formules ?

«La concertation d'abord, continue, organisée si nécessaire. Mais ce n'est pas tout. Actuellement nous desservons seulement un tiers des communes, qui abritent plus de 70 % de la population. A la différence de l'électricité, nous n'avons pas d'obligation de desserte mais nous n'avons jamais reçu aucune aide financière de l'Etat. Nous amenons le gaz là où c'est financièrement équilibrable.

«Certaines communes non desservies assurent que le gaz aurait un effet d'aménagement du territoire bénéfique. Dans ce cas, nous sommes prêts à examiner toute formule de partenariat avec une commune, une région ou un département. Cette ville nous dit : on voudrait bien le gaz car cela va attirer les petites industries. Nous répondons : vous avez trois cents habitants et vous êtes situés à quatre-vingts kilomètres de la commune que nous voulons desservir. Nous sommes prêts à faire notre part, mais il faudrait que vous fassiez la vôtre au titre de l'aménagement du territoire. On peut s'accorder, la commune y trouvera son intérêt. Mais avant de développer ces nouvelles formules de partenariat, il faut que nos bases légales soient clairement consolidées.

«Êtes-vous bien sûr qu'il s'agit d'une péripétie ? N'y a-t-il pas d'autres gens en France qui ont intérêt à ce que le monopole de distribution ?

«Je crois qu'il y a deux choses : un certain état d'esprit et peut-être les intérêts de certaines sociétés. L'état d'esprit, on le trouve à Paris mais aussi ailleurs en Europe chez des gens de parfaite bonne foi. Il y a eu une époque où, au

nom du sens de l'Histoire, on disait : il faut toujours plus d'Etat ; maintenant, encore en invoquant le sens de l'Histoire, on dit : il faut toujours désengager l'Etat. Le sens de l'Histoire, que de contresens on commet en son nom !

«Quant aux intérêts... Que certaines sociétés - vous pensez aux compagnies des eaux - puissent être tentées par le gaz, c'est possible. Je pense qu'étant donné l'importance croissante du problème de l'eau en France, elles devraient avoir d'autres priorités que le gaz.



«Les pouvoirs publics français vous soutiennent-ils sur ce point ?

«Cela dépend un peu de quel pouvoir. Mais ce n'est pas le problème qui me préoccupe le plus.

«Vous avez aussi des difficultés avec la Commission européenne...

«Le raisonnement néolibéral à Bruxelles est un peu le même, bien que le problème posé soit différent. Bruxelles, en principe, est le consommateur qui paierait le surcoût qui résulterait inévitablement de cet affaiblissement. Attention : il y a des erreurs à ne pas commettre car, s'agissant d'un produit de plus en plus nécessaire à tous les secteurs de l'économie, c'est l'économie entière qui serait affectée, et durablement. Si on se trompe, on ne pourra pas rapidement redresser le tir : il faut dix à douze ans pour qu'un gisement soit équipé et opérationnel, le gaz n'est pas un bien de consommation courante. Une petite provision peut être comblée en un ou deux ans, il n'y aura pas, comme dans

l'électronique, de Japonais de service pour nous rattraper !

«Mais a-t-on besoin du monopole d'importation pour garantir les approvisionnements ? Si en France un autre pétrolier, une compagnie pétrolière par exemple, pouvait importer en concertation avec GDF, cela nuirait-il à la sécurité ?

«Tous ceux qui en ont droit ont un monopole d'importation - Belges, Danois, Français - y sont attachés. L'autre problème, qui mobilise toutes les sociétés gazières, est celui de l'«open access», qui consiste à obliger quelqu'un qui a des gazoducs à transporter le gaz sur ses propres gazoducs, lorsqu'il y a une capacité disponible, pour le compte de très gros clients qui ne sont pas les siens.

«Actuellement, il y a deux écoles. Certains à Bruxelles veulent appliquer ce schéma-type. D'autres, comme les sociétés gazières et un certain nombre de personnes, par exemple au Parlement européen, estiment au contraire que le problème numéro un est la sécurité d'approvisionnement à terme.

«L'Europe dépend déjà à plus de 50 % de ses importations et cela va en augmentant. Ses fournisseurs possibles sont au nombre de quatre, cinq, au maximum six pays. Le gaz naturel ne se transporte pas dans le monde entier. Il y a pas de commerce mondial du gaz. Ces cinq, six pays ne pourront faire les investissements massifs, nécessaires à leur équipement, qu'à la condition d'avoir des débouchés très importants. Si on morcelle les achats européens, ils n'auront plus la sécurité des débouchés nécessaires. Les investisseurs n'investiront pas et c'est nous, les Européens, qui n'aurons plus la sécurité de nos approvisionnements.

«Quelques gros acheteurs seulement pourraient recourir à l'«open access» ? Ce serait quand même morceler la force d'achat européenne, et ce serait le petit consommateur qui paierait le surcoût qui résulterait inévitablement de cet affaiblissement. Attention : il y a des erreurs à ne pas commettre car, s'agissant d'un produit de plus en plus nécessaire à tous les secteurs de l'économie, c'est l'économie entière qui serait affectée, et durablement. Si on se trompe, on ne pourra pas rapidement redresser le tir : il faut dix à douze ans pour qu'un gisement soit équipé et opérationnel, le gaz n'est pas un bien de consommation courante. Une petite provision peut être comblée en un ou deux ans, il n'y aura pas, comme dans

l'électronique, de Japonais de service pour nous rattraper !

«Mais a-t-on besoin du monopole d'importation pour garantir les approvisionnements ? Si en France un autre pétrolier, une compagnie pétrolière par exemple, pouvait importer en concertation avec GDF, cela nuirait-il à la sécurité ?

«Vous pensez à Elf ou à Total, mais il ne faut pas s'imaginer que ce serait nécessairement des Français. Cela dit il est normal que les pétroliers français s'intéressent au gaz naturel et qu'ils se préoccupent de valoriser les gisements. Mais aucun d'entre eux n'a aujourd'hui la maîtrise complète d'un gisement de gaz naturel accessible au marché français. Que ce soit au Qatar, en Grande-Bretagne, au Nigeria ou en Norvège, ils ne sont jamais chefs de file. Si c'était le cas nous discuterions de la valorisation de ce gaz.

«Mais le vrai problème est que les gisements de gaz intéressants dans le monde sont de plus en plus disputés. La sagesse serait de s'associer sur certains grands projets pour conjuguer nos forces à l'étranger, pas de se chipoter à la française. Aucune de nos compagnies, même les deux pétroliers, n'est seule assez puissante pour être où que ce soit chef de file, alors qu'en additionnant nos forces nous pouvons être très grands. Ce n'est pas gagné, mais je crois que les pétroliers sont en train de le comprendre.

«Y a-t-il réellement un risque de manquer de gaz ?

«Non, si on part des réalités économiques et non pas des théories. Oui, à terme, si nous ne donnons pas nos forces. Il y a encore deux ou trois ans, on considérait le marché comme un marché d'acheteurs. Depuis un an, on a compris qu'on était revenu dans un marché de vendeurs, et de vendeurs de plus en plus sollicités avec des besoins de capitaux énormes. Je ne suis pas inquiet pour la France pour les dix prochaines années, nous avons des contrats à long terme, mais le problème se pose après l'an 2000. Comment voulez-vous que je puisse prévoir raisonnablement les besoins d'importation et signer en conséquence des contrats à vingt ou vingt-cinq ans si n'importe qui espère pouvoir importer en France en cavalier seul ?

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUIS

Selon un rapport du PNUD sur le développement humain

La pauvreté tient plus aux erreurs de politique qu'au manque d'argent

En quelques chiffres et formules (et il n'est pas sage de vouloir franchir un abîme en deux fois), le second rapport du PNUD (1) sur le développement humain, publié le 22 mai, montre combien la pauvreté tient davantage aux erreurs de politique qu'au manque de ressources financières.

Si l'on en croit les experts du PNUD, l'accès au bien-être n'est pas une question d'argent mais de volonté et de discernement de la part des Etats. «La restructuration des budgets nationaux et de l'aide internationale en faveur du développement humain peut libérer un immense potentiel de ressources», indique le document. Les pays du tiers-monde pourraient dégager jusqu'à 50 milliards de dollars par an et les allouer à des usages plus productifs à condition de renoncer à certains excès.

Une grande partie de ces fonds (10 milliards de dollars par an) pourrait ainsi venir du simple gel des dépenses militaires, qui absorbe 5,5 % du produit national brut (PNB) du monde en développement. On note qu'en Angola, en Ouganda, au Zaïre, au Tchad, au Pakistan, au Pérou et en Syrie, les dépenses consacrées aux armements sont au moins deux fois plus élevées que les dépenses de santé et d'éducation... Autre pactole à récupérer : les capitaux en fuite. Ils ont représenté

80 % de l'encours de la dette aux Philippines entre 1962 et 1986. «Au Mexique et en Argentine, précise le rapport, au moins 50 % du montant des emprunts des quinze dernières années ont été utilisés à des sortes de capitaux.» Quant à la corruption, qui n'est pas une exclusivité des pays pauvres, elle sévit à tous les niveaux des sociétés du tiers-monde, à leur sommet comme aux plus modestes rangs de leur bureaucratie. Au Pakistan, les gains illégitimes réalisés dans l'exercice de fonctions publiques sont estimés à 4 % du PNB. Le Zaïre, la République dominicaine ou l'Indonésie sont les plus fortement touchés par ce fléau.

Les objectifs de l'aide internationale

Outre la restructuration des dépenses, de la dette et des entreprises publiques, il faudrait selon le PNUD réviser les objectifs de distribution de l'aide internationale. «Si un tiers de l'aide accordée actuellement était affectée aux secteurs humains prioritaires, l'appui à ces secteurs s'en trouverait quadruplé», note le rapport. Globalement, l'aide publique au développement ne représente que 0,3 % du PNB des pays donateurs, au lieu du 0,7 % auquel ils se sont engagés. Surtout, leur aide ne porte que très marginalement sur les dépenses humaines primaires de santé, d'éducation ou d'approvisionnement en eau.

Une forte proportion du soutien

américain est ainsi destinée à des dépenses de défense en Israël, en Egypte, au Pakistan et en Turquie. L'aide dite «humaine» ne représente que 0,01 % du total. D'après le PNUD, de toutes les catégories d'aide au développement, c'est l'assistance technique qui a le plus besoin d'être réévaluée. «Le problème vient de ce que l'on dépense souvent trop en compétences techniques étrangères et trop peu pour insérer des institutions locales ou mobiliser les compétences nationales.» L'Afrique fournit l'exemple le plus flagrant de cette inefficacité : chaque année, ce continent reçoit 6 milliards de dollars d'assistance technique, soit plus de 22 dollars par habitant (contre 5 dollars en Asie). Malgré cet afflux d'argent, le bien-être humain de l'Afrique reste l'un des plus bas du monde.

Le rapport du PNUD assène des chiffres qui, pour être réducteurs, n'en frappent pas moins les esprits. Ainsi, «le coût de dix jours de la guerre du Golfe suffirait pour vacciner tous les enfants du monde dans les dix ans à venir contre les maladies pour lesquelles un vaccin est efficace (...). Les dépenses militaires des pays en développement ont augmenté trois fois plus vite que celles des pays industrialisés». Notons au passage que les pays riches fabricants d'armes n'ont pas été étrangers à cette «militarisation» du tiers-monde.

D'autres données incitent à s'interroger sur la persistance d'une

situation de précarité au Sud où un milliard de personnes vivent dans la pauvreté absolue, un autre milliard se saturent à lire ni écrire, 180 millions d'enfants connaissent une grave malnutrition, 1,5 milliard d'hommes et de femmes n'ont accès à aucun soin de santé.

Or, en 1990, 93 % des naissances ont eu lieu dans ce tiers-monde où la réalité exprimée à travers la statistique paraît bien peu accablante. Conclusion des experts : «Les migrations internationales à venir dépasseront celles qui ont créé les Etats-Unis, le Canada et l'Australie...» Car si 200 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté dans les pays riches, ces derniers continuent d'exercer un attrait croissant sur les populations désertées. L'indice de développement humain (IDH), calculé par le PNUD selon divers critères de revenu, d'espérance de vie et d'alphabétisation, (2) place le Japon au premier rang des pays industrialisés et la Roumanie, au dernier. La Barbade se situe en tête des pays en développement, et la Sierra-Leone ferme la marche.

E. F.

(1) Programme des Nations unies pour le développement.

(2) L'indice tient compte notamment de la moyenne des années de scolarité et de la part de revenu supérieure au seuil de pauvreté.

ÉCONOMIE

La réunion de la commission mixte CEE-URSS et la coopération avec les pays de l'Europe de l'Est

Le programme d'aide des Douze à Moscou devrait démarrer fin juin

La commission mixte instaurée par l'accord de coopération conclu entre la CEE et l'URSS s'est réunie mercredi 22 mai à Bruxelles. La rencontre, initialement prévue pour le début de l'année, avait été reportée en raison de l'intervention de l'armée rouge dans les Républiques baltes. L'exécution de l'aide communautaire à l'URSS devrait démarrer avant la fin juin. Le programme d'assistance technique en faveur des anciens pays satellites de l'Europe de l'Est est mis en œuvre par la CEE à un rythme satisfaisant.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

L'important programme d'aide alimentaire et d'assistance technique en faveur de l'URSS, décidé par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze à Rome en décembre dernier (1), n'a pas encore démarré en raison de la gabegie qui règne du côté soviétique. Cependant, les premières livraisons devraient intervenir avant la fin du printemps. On n'a pas été surpris, à Bruxelles, par la demande d'une aide de 100 milliards de dollars, présentée mercredi à Moscou par M. Gorbatchev (lire en première page). Il reste à voir comment l'Europe de l'Ouest, les Etats-Unis et le Japon pourront répondre à une telle requête alors que le ralentissement de la conjoncture conjugué à des sollicitations de plus en plus nombreuses (Proche-Orient, Afrique, Bangladesh) commence à provoquer un certain freinage politique à l'égard de ces appels à la solidarité.

Mais la mise en œuvre par la Communauté du programme « phase » d'aide au redressement économique des six pays d'Europe centrale et orientale (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie) s'opère dans des conditions plutôt satisfaisantes. Cet effort est accompli dans le cadre du G24, qui rassemble les pays de l'OCDE et les institutions financières internationales, mais, au moins en ce qui concerne les dons, la part de l'Europe de

l'Ouest (les Douze de la CEE plus les Sept de l'AELE) (2) est fait prépondérante, atteignant 70 % du total. Les Japonais taillent des croupières aux Européens lorsque leurs investissements sont prometteurs, mais ils n'ouvrent guère leur porte-monnaie. Et les Américains considèrent de plus en plus que la remise à flot de l'Europe de l'Est est principalement l'affaire de la Communauté. La prochaine réunion du G24, au niveau ministériel, aura lieu à l'automne. Ces réticences américaines et japonaises se sont vérifiées dans les négociations sur l'octroi aux pays de l'Est de prêts visant à soutenir la balance des paiements et à favoriser le retour à la convertibilité des monnaies.

La Commission de Bruxelles négocie aussi activement la conclusion d'accords européens avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, dont l'objet est de renforcer les liens politiques et économiques et de préparer une adhésion de ces trois pays à la Communauté, désormais reconnue comme l'objectif à atteindre. Les partenaires de l'Est demandent avec insistance un meilleur accès au marché des Douze pour leurs exportations de produits agricoles, sidérurgiques et textiles. Malgré cette difficulté, on espère des deux côtés pouvoir conclure les pourparlers avant la fin de l'année.

Le cœur
de la réforme

En 1990, l'aide en faveur des pays de l'Europe de l'Est prise en charge par le budget communautaire s'est élevée à 500 millions d'écus (3,5 milliards de francs), dont 200 en faveur de la Pologne et 100 pour la Hongrie. S'ajoutent à ces montants les aides d'urgence (alimentaires et médicales) ainsi que les concours fournis de manière bilatérale par les Etats membres.

En 1991, l'aide budgétaire communautaire atteindra environ 800 millions d'écus, et les premières décisions de financement pour une dizaine de projets ont été arrêtées. La Commission a réussi à éviter d'annoncer une répartition du trésor de guerre ainsi disponible. Mais on devrait assister en 1991 à un réajustement des flux financiers, la Pologne et la Hongrie, d'abord seuls bénéficiaires, ayant été l'an

passé très avantagées.

Pour ces deux pays, il faut s'attendre à un certain déplacement de l'aide. En 1990, il a fallu parer au plus pressé et en particulier sauver la production agricole. En Pologne, 100 millions d'écus ont ainsi été affectés à l'achat de pesticides, d'aliments du bétail ainsi qu'à la fourniture aux exploitants de petits outillages et d'équipements de base qui faisaient cruellement défaut. Dans ces deux pays, la CEE a financé un important programme d'amélioration de l'environnement.

En 1991, la Communauté, sans renoncer aux projets sectoriels, voudrait s'attaquer davantage au cœur de la réforme. Il s'agit de favoriser la création de PME, déjà amorcée, ce qui signifie la mise en place de réseaux bancaires en mesure d'accorder des petits prêts aux candidats hommes d'affaires ainsi qu'à tous les niveaux un effort de formation et d'assistance technique important. Il s'agit surtout d'aider le gouvernement à mettre en place un système de privatisation qui fonctionne dans des pays où il n'y a pas de marché des capitaux et où les investisseurs étrangers sont loin de se précipiter. Un projet adopté début 1991 (20 millions d'écus) et qui concerne les six pays bénéficiaires du programme « phase » vise à inciter les PME ouest-européennes à créer des entreprises communes

avec un partenaire local à l'Est.

La Pologne et la Hongrie ont bénéficié de prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) afin de moderniser leurs infrastructures : 120 millions d'écus pour les chemins de fer polonais ; 95 millions pour le réseau électrique hongrois. Les interventions de la BEI seront élargies aux autres pays d'Europe centrale et orientale.

La belle assurance
des Tchèques

Les experts bruxellois dressent un bilan plutôt optimiste des dix-huit mois passés. L'agriculture polonaise ne s'en est pas mal. « L'hiver 1990, ils craignaient de ne pas pouvoir remplir les magasins, cette année ils se préoccupent d'exporter leurs excédents. Malgré la sécheresse, la Hongrie n'a pas de problèmes d'approvisionnement. Elle nous reprocherait plutôt de lui prendre ce marché en offrant une aide alimentaire à l'URSS. D'une façon générale, on constate un réveil de l'offre. La production dans les entreprises d'Etat a plongé mais est, en partie, compensée par le développement important des PME », commente un haut fonctionnaire bruxellois.

En Tchécoslovaquie, le processus d'assainissement économique n'a démarré qu'à la fin 1990. Le pays possédait un outil de pro-

duction à peu près en état de marche, il n'y a pas de brèche énorme à colmater immédiatement, si bien que l'aide communautaire peut s'intéresser au plus long terme. On sent cependant une pointe d'agacement à l'égard des Tchèques et de leur belle assurance. « Ils se prennent pour des Tarzan », plaisante-t-on. Une priorité devrait figurer dans les programmes d'action de 1991 et 1992 : l'énergie. Le gaspillage est considérable, la sécurité des centrales nucléaires est à revoir (autant de Tchernobyl en puissance) et il convient d'interconnecter les réseaux : électricité, gaz, etc. - avec ceux de l'Occident. Le financement du projet sur la Tchécoslovaquie devrait être décidé de façon imminente.

Bien différente est la situation en Roumanie et en Bulgarie, où les besoins urgents sont immenses. « Il faut reprendre le problème de zéro comme on l'a fait avec la Pologne en 1990, réparer ce qui existe, financer l'importation de petit matériel, de pièces de rechange pour relancer la production, prêter des experts », nous explique-t-on. En 1990, un programme d'aide alimentaire et de fournitures médicales d'un montant de 100 millions d'écus a été approuvé par les Douze en faveur de ces deux pays. Il est en cours d'exécution. La Communauté rénove les maternités de Sofia et, non sans peine, les orphelinats de

Bucarest. Les équipes bruxelloises réagissent de façon plutôt positive. « En Roumanie comme en Bulgarie, nous trouvons en face de nous des gouvernements déterminés, entourés de quelques technocrates efficaces. Le problème, c'est le relâchement au niveau de l'administration. Personne n'est formé, quelques-uns sabotent. »

Début 1991, la Communauté a cessé le boycottage du gouvernement de M. Petre Roman poursuivi par les Etats-Unis. « Les Américains ne s'opposent pas à ce que nous y intervenions mais ils ne s'associent pas à notre effort. Nous pensons qu'il faut accompagner le mouvement vers le marché. » Le redémarrage de la production agricole, combiné à un début de privatisation, y serait plutôt encourageant. La Commission, pour appuyer le mouvement, vient d'approuver un programme de 25 millions d'écus en faveur de l'élevage. L'assistance technique à la Yougoslavie continue au ralenti. Mais les tensions entre les Républiques provoquent chez les Douze un attentisme de plus en plus fort.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) 250 millions d'écus d'aide alimentaire, 500 millions d'écus de crédits garantis pour approvisionner les magasins, 400 millions d'écus pour l'assistance technique. 1 écu = 7 francs.

(2) L'Association européenne de libre-échange rassemble l'Autriche, la Suisse, la Finlande, l'Irlande, le Norvège, la Suède et le Liechtenstein.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

THYSSEN AKTIENGESellschaft

Le rapport intermédiaire portant sur l'évolution des affaires du Groupe Thyssen pour la période du 1^{er} octobre 1990 au 31 mars 1991 (premier semestre de l'exercice 1990-1991) est disponible. Les personnes intéressées peuvent le demander auprès de L'Européenne de Banque, 21, rue La Fayette, B.P. 304.09, 75428 Paris Cedex 09.

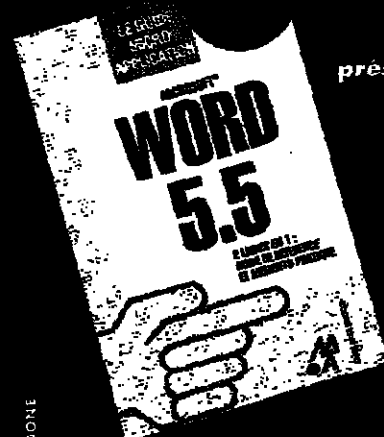
Düsseldorf, mai 1991

Le Directeur

INFORMATIQUE

Pour le savoir-faire suivez le guide!

Les Guides Micro
Application une
présentation thématique
pour accéder à
l'information d'un
seul coup d'œil.



MS-DOS • CLIPPER 5 •
WINDOWS 3 • WORD POUR
WINDOWS

MICRO APPLICATION

EN VENTE A LA FNAC ET LIBRAIRIES SPECIALISEES TEL. (1) 47 70 32 44

Traduction de l'annonce ci-dessus : « LE MONDE ENCADRÉ. »

BULLETIN D'ABONNEMENT

Le Monde

AFFAIRES

Soleil levant sur les polders

Les géants japonais préfèrent de plus en plus les Pays-Bas au Royaume-Uni comme porte d'entrée en Europe. Leurs investissements y ont été multipliés par cinq en trois ans

AMSTERDAM

de notre correspondant

Chantre de la résistance à l'offensive japonaise sur l'Europe, le PDG de Peugeot-Citroën, Jacques Calvet, ignore sans doute qu'il a un adepte aux Pays-Bas. Il s'appelle H. Deetman et habite Alkmaar. Dans le quotidien de Volkskrant du 4 mai, il a signé une lettre ouverte contre l'entrée du groupe nippon Mitsubishi dans le capital de Volvo Car, aux côtés de Volvo AB et de l'Etat néerlandais (le Monde daté 5-6 mai).

« Il y a encore une génération qui voit rouge lorsqu'elle entend certains noms japonais, et Mitsubishi est de ceux-ci », écrit notamment H. Deetman. Pendant le dernier conflit mondial, des prisonniers de guerre ont été liquidés dans ses usines métallurgiques et ses chantiers navals. Dans les environs de Nagasaki, par exemple. Mon père n'a pas quitté vivant les camps de Fukuoka. » Beaucoup de Néerlandais vivent toujours dans le douloureux souvenir de l'occupation par le Japon de l'Indonésie, alors colonie des Pays-Bas, et il est probable que nombre de ses compatriotes partagent l'émotion de H. Deetman. Mais à l'exception de cette minorité, l'arrivée de Mitsubishi n'a suscité aucune réaction de rejet dans les milieux politiques et économiques néerlandais. Au

contraire !

Dans cette affaire, la commission parlementaire permanente des affaires économiques avait donné son feu vert à la conclusion de l'accord, avant sa signature le 3 mai. Le patronat est resté muet, de même que les centrales syndicales nationales. Au plan local, les syndicats de Volvo Car ne craignent rien tant que le désengagement brutal de l'Etat et le contrôle intégral de l'entreprise ambitionné un temps par les Suédois. Mitsubishi est donc un copatron bienvenu, synonyme d'une production accrue et à coûts maîtrisés, d'investissement et de modernisation, de rentabilité retrouvée et d'emplois aussi nombreux que possible. « La continuité de l'industrie automobile aux Pays-Bas est garantie et son avenir est assuré », se félicite le ministre des affaires économiques, Koos Andriessen, à l'issue de la cérémonie des fiançailles néerlandais-suedo-nippones.

Credo libre-échangiste

Concédant qu'il ne croyait pas aux chances de survie de Volvo Car sans aide extérieure, Koos Andriessen précisa spontanément que c'est le gouvernement de La Haye lui-même qui avait approché le groupe japonais à l'automne dernier. « Lorsque les discussions avec

Volvo Suède étaient dans l'impasse ». En revanche, il ne fit aucunement référence à l'intention exprimée le 30 avril par la Commission de Bruxelles de négocier avec les constructeurs nippons un plafonnement de leurs ventes de voitures en Europe, y compris celles fabriquées dans la CEE (le Monde du 3 mai). Et pour cause : Koos Andriessen considère, à l'instar du MITI, ministère japonais du commerce extérieur et de l'industrie, que les Mitsubishi produites aux Pays-Bas seront « des voitures européennes ». En clair, elles ne devraient pas être comptabilisées dans les normes d'importation de véhicules japonais.

Cette « différence » néerlandaise s'explique au moment où les dirigeants de Philips refusent de constituer avec Thomson et Siemens un groupe européen de semi-conducteurs (le Monde du 4 mai) et n'entonnent plus le chant des lamentations cher à leurs prédécesseurs sur la nocivité des concurrents d'outre-Pacifique. Cette convergence Volvo-Philips est-elle le fruit du hasard ? Ou les Pays-Bas, à qui le credo libre-échangiste tient lieu de « politique industrielle » sont-ils, avec la Grande-Bretagne, le « ventre mou » des Douze face aux coups de bélier japonais ?

« Au plus haut niveau politique »

« Notre attitude à l'égard des investisseurs étrangers est traditionnellement libérale », expose Jan Van Den Brink, chef du bureau « Asie » de la Netherlands Foreign Investments Agency (NFIA), le commissariat aux investissements étrangers. L'antenne que cet organisme public a ouverte à Tokyo emploie dix personnes – trois Néerlandais et sept Japonais. Leur métier : « promouvoir l'Europe en focalisant sur les Pays-Bas », explique Jan Van Den Brink. L'implantation de Mitsubishi constitue à cet égard une récompense appréciée à sa juste valeur : « Cela fait trois ans que nous approchions les constructeurs automobiles japonais. Nissan, Toyota et Honda ayant des usines en Grande-Bretagne, Mitsubishi était l'une des deux dernières possibilités », constate-t-il avant de décaler, en passant, une pointe ironique aux fabricants français :



« L'industrie automobile allemande n'a pas peur des véhicules japonais ».

Le dossier Volvo Car ayant été traité « au plus haut niveau politique », la NFIA n'a pas eu à s'en occuper directement. En revanche, elle a été impliquée dans trente-six projets d'investissement menés à bien aux Pays-Bas, entre 1988 et 1990, par des entreprises de l'archipel nippon. Au 1^{er} janvier 1991, 287 sociétés étaient inscrites à la chambre de commerce néerlandaise à Amsterdam et procuraient quelque 10 000 emplois. Ces chiffres, inférieurs aux statistiques équivalentes pour la France (350 entreprises japonaises assurant 22 000 emplois), ou pour l'Allemagne (850 entreprises, 43 000 emplois), ne reflètent en rien la stratégie d'investissement à l'étranger du Japon.

Selon le ministère des finances à Tokyo, 45 milliards de dollars ont été investis en Europe du 1^{er} avril 1951 au 31 mars 1990.

CHRISTIAN CHARTIER
Lire la suite page 39

Amsterdam déroule le tapis rouge

AMSTERDAM

de notre correspondant

Amsterdam est déjà une enclave japonaise. Plus de 150 entreprises de l'archipel y ont déjà élu domicile. Pourtant, les autorités régionales et municipales prétendent s'accorder, selon Jan Leijen, le « M. Japon » du département du développement économique de la mairie, aucune incitation financière, ni en matière immobilière, ni en termes de subvention à l'emploi, ni dans le domaine fiscal. En dehors de ses prix immobiliers avantageux (de 280 à 300 francs annuels par mètre carré de terrain et un maximum de 1 500 francs par an par mètre carré de bureau en location) et du bouche à oreille qu'assurent les entreprises déjà établies dans ses murs, Amsterdam aurait donc un secret.

Une atmosphère hospitalière

« Nous n'agissons pas seulement selon la lettre des contrats, mais aussi dans leur esprit », révèle Jan Leijen. Concrètement, lorsqu'une entreprise japonaise désire s'installer, les services municipaux coordonnent leurs actions entre eux mais aussi avec les intervenants extérieurs. La mairie veille aux petites détails qui comptent : « Nous nous arrangeons pour que l'eau, le gaz, l'électricité soient branchés le jour de l'entrée dans les murs », expliquent-ils en guise d'exemple. Amsterdam, en clair, crée une atmosphère hospitalière.

« Nous nous sommes sentis ici bienvenus », assure ainsi Shun Tokunada, chef de la représentation que la Hiroshima Bank a ouvert en octobre 1990 dans la capitale néerlandaise, à la suite de quatorze de ses consœurs (1). Amsterdam l'a emporté sur Bruxelles et Francfort, où, par ailleurs, s'avère l'installation s'avère beaucoup plus difficile à obtenir.

Amsterdam, au contraire, s'attache à faciliter la vie des Japonais. « Notre bureau est à la disposition des expatriés et des membres de leur famille », peut-on lire dans un document de présentation du... Foreign Investment Office de la mairie, prêt à résoudre nombre de problèmes de visas de séjour, de permis de travail, de location de

logements ou de scolarité des enfants. Lorsque l'Ecole japonaise d'Amsterdam, où la communauté nipponne compte 3 500 âmes, a dû s'étendre pour cause de succès, la municipalité a d'ailleurs donné en bail 7 000 mètres carrés de terrain pour la somme symbolique d'un florin (trois francs) ! C'était en mars 1983. En juillet 1989, un nouvel agrandissement de l'établissement s'est révélé nécessaire : la ville a alors donné en bail 1 125 mètres carrés supplémentaires. Dans les mêmes conditions.

Point de ralliement

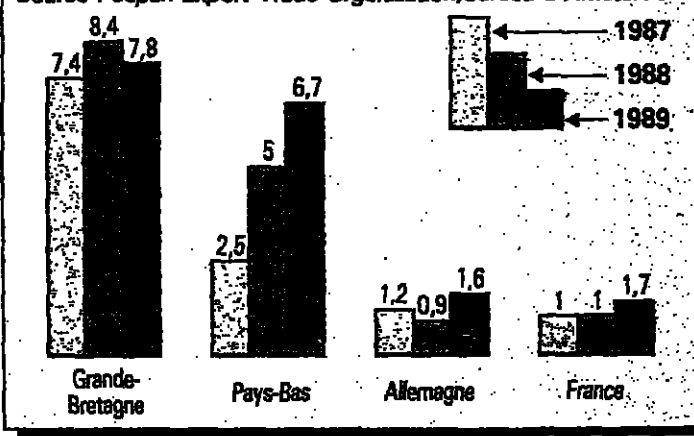
Ce sens de l'hospitalité est apprécié au Japon. En président à Tokyo et à Osaka, les 18 et 19 mars dernier, deux députés au cours desquels elle présentait les Pays-Bas comme « la porte de l'Europe », le ministre des transports, Hanja Maij-Weggen, a entendu un homme d'affaires lui demander l'ouverture de deux autres écoles, à Rotterdam et dans le sud du pays. Le ministre a promis d'en parler avec les autorités locales concernées. A suivre...

Il ne s'agit en l'occurrence que d'écoles primaires. Mais un collège pour jeunes filles est d'ores et déjà prévu : c'est celui qu'envisage d'établir le Tokyo University Group, propriété d'un riche industriel, Shioichi Ukinaga, qui a acheté à cette fin pour 30 millions de francs un château dans les environs de Maastricht. Cette ville pourrait même devenir un point de ralliement pour l'ensemble de la communauté japonaise en Europe : Shioichi Ukinaga, qui a débouché le correspondant à Tokyo du premier quotidien néerlandais pour le représenter aux Pays-Bas, a également racheté, pour 150 millions de francs, les bâtiments de l'hôpital universitaire, où il prévoit de créer, entre autres, un centre de soins préventifs ainsi qu'un laboratoire de médicaments orientaux.

Ch. Ch.

Parts de quatre pays européens dans les investissements japonais

Source : Japan Export Trade Organization, bureau d'Amsterdam.



Le Japon à la conquête d'Albion

Plus de neuf cents compagnies nippones sont implantées en Grande-Bretagne. Un pays où les cadres japonais se sentent bien

LONDRES

correspondance

Plus de 900 compagnies japonaises – dont 130 sociétés industrielles, employant plus de 35 000 personnes – sont implantées en Grande-Bretagne, un pays qui draine 36 % des investissements industriels japonais en Europe, 50 % si l'on inclut la City. Si les businessmen des deux nations se comprennent et s'apprécient, cela tient notamment de la similitude des comportements insulaires.

Milton-Keynes, une « ville nouvelle », fondée dans les années 70, située à mi-chemin entre Londres et les Midlands, accueille la plus forte concentration de firmes industrielles japonaises installées en Grande-Bretagne. Télématique, informatique, distribution : 40 sociétés nippones, fournissant plus de 2 300 emplois, ont élu domicile dans ce pôle économique de 145 000 âmes.

La Milton Keynes Development Corporation (MKDC), la société régionale de développement, équivalente britannique de la Datar française, est le bras séculier de cette présence. La MKDC a ouvert un bureau à Tokyo en 1987 pour faire la chasse aux investisseurs de l'archipel. Elle a financé une partie de la construction du plus important pensionnat japonais en Europe, capable d'accueillir plus de 500 enfants d'expatriés.

« Les Japonais se sentent bien à Milton-Keynes, une ville dont la majorité de la population est jeune et

n'a pas connu la guerre du Pacifique. L'attitude envers le Japon, synonyme de haute technologie, est positive. Les cadres japonais dévoués se sentent compris et appréciés », explique David Stabler, responsable des affaires japonaises auprès de la MKDC.

Des attitudes similaires

La première implantation japonaise en Grande-Bretagne date de 1972. En 1990, on en compte plus de 900 dont plus de 130 implantations industrielles. Dans huit usines automobiles édifiées ou en projet, les chaînes devraient produire 500 000 voitures d'ici à la fin du siècle et assurer un bon tiers de la production insulaire. Trois mégas-investissements – Nissan (Sunderland), Honda (Swindon) et Toyota (Burnaston) – symbolisent l'engouement des constructeurs japonais pour la Grande-Bretagne, utilisée comme tremplin européen.

Pourquoi avoir choisi Albion ? « Les Japonais et les Britanniques sont des insulaires, tous deux situés face à des continents importants dont ils ont importé la culture », explique Lord Trenchard, directeur chez Kleinwort-Benson. C'est en Grande-Bretagne que les cadres japonais se sentent le moins dépayés. « Les Britanniques partagent la lenteur des réactions des Japonais, leur prudence en affaires, l'état d'esprit collectif, le goût du travail en commun. Leurs attitudes sont très similaires : courtoisie, respect des usages, retenue », confie un financier londonien.

Les cadres des deux pays aiment également les sports de grand air, à commencer par le golf et le rugby. Les subtils divisions de classes, les titres, le code de conduite du gentleman n'ont pas de secrets pour les hommes d'affaires japonais. La « société d'hommes », préservant des bastions de la supériorité masculine – comme les clubs – leur plaît. Ainsi, Nomura engage désormais plus de diplômés d'Oxford que le Foreign Office.

Paradoxalement, les syndicalistes se sont aussi très bien accommodés de ces personnages venus d'ailleurs qui bouleversent les relations sociales dans l'entreprise. Les ouvriers de l'usine Nissan de Sunderland apprécient que le directeur du personnel porte le même bleu de travail, partage la même cantine et le parking. Les salaires sont payés au mois et non pas à la semaine comme chez Rover, suivant une échelle que chacun est à même de gravir à un rythme qui dépend de ses performances individuelles. Si les responsables du Trade Union Congress (TUC) refusent l'exclusivité de la représentation syndicale exigée par les Japonais, la base apprécie les salaires plus élevés qu'ailleurs.

Les pouvoirs publics, au niveau national comme régional, ont mis le paquet pour convaincre les Japonais de s'installer outre-Manche. Le libéralisme thatchérien, l'hostilité des Tories à l'égard des syndicats, le style « musclé » de l'ex-hôtesse de Dow-

ning Street ont séduit un patronat nippon fort conservateur.

Au moyen d'exonérations fiscales et de prêts à des conditions avantageuses, les entreprises japonaises ont été encouragées à s'installer dans les régions en déclin économique, plutôt que dans le Sud en plein essor. En Ecosse (télévision), dans le Nord-Est (automobile, composants), les sociétés nippones ont contribué à régénérer un tissu industriel dévasté par le déclin des industries traditionnelles.

Pourtant, malgré cette vague d'investissements, les Japonais ne sont encore que le septième investisseur étranger au Royaume-Uni, loin derrière les Etats-Unis (qui emploient 500 000 personnes en Grande-Bretagne) ou les pays européens. N'empêche, même s'il convient de relativiser le volume des investissements réalisés, le Japon a le vent en poupe : à condition que la tendance actuelle se poursuive, il deviendra le deuxième investisseur d'ici à la fin de la décennie.

« Qualitativement, les investissements japonais sont particulièrement prisés. Leur valeur ajoutée est particulièrement intéressante, comme les transferts de haute technologie, l'introduction de nouvelles techniques de management et l'accent mis sur la formation professionnelle », souligne Steven Kremer, analyste auprès de l'Anglo-Japanese Economic Institute. Que peut-on vouloir de plus ?

MARC ROCHE

صكنا من الامم

صكنا من الامال

AFFAIRES

La chute de l'empire suisse de Werner K. Rey

Lâché par les banques, l'enfant terrible de la finance helvétique, patron du conglomerat chapeauté par Omni Holding, a fait les frais d'un endettement disproportionné

BERNE

de notre correspondant

«A lui seul, il incarne le miracle économique suisse», écrivait en 1989 à son propos l'hebdomadaire *Sonntags Zeitung* de Zurich. Admiré par les uns, vilipendé par les autres, Werner K. Rey se trouvait alors en pleine ascension et rien ne semblait devoir l'arrêter. A la même époque, le mensuel économique *Bilan* le présentait comme «l'un des Helvètes les plus riches», le créditant d'une fortune de plus d'un milliard de francs suisses (4 milliards de francs français environ).

Parti de presque rien, cet ancien employé de banque avait réussi en moins de vingt ans à constituer un véritable empire financier. La société Omni Holding, qu'il avait fondée en 1986 pour le chapeauter, contrôlait entièrement ou en partie des entreprises faisant ensemble plus de 12 milliards de francs suisses de chiffres d'affaires et occupant plus de 50 000 employés. Bâti dans le sillage de l'euphorie boursière des années 80, le groupe de l'homme d'affaires zurichois n'a cependant pas résisté à la chute des cours. De montages hasardeux en jongleries financières et en emprunts faramineux, il s'était fortement endetté et n'a pas tardé à faire les frais de la flambée des taux d'intérêt.

Déjà de grâce

Les difficultés d'Omni se sont précipitées à la fin de l'année dernière avec la baisse de son paquet d'actions.

Signe avant-coureur, en octobre déjà, Werner Rey avait subitement annoncé son intention de céder la participation majoritaire qu'il détenait depuis 1989 dans la société Adia, numéro deux mon-

dial du travail temporaire. En moins d'un an, les titres Adia avaient chuté de plus de 60 %.

Pris au dépourvu pour rembourser ses emprunts, Werner Rey se voyait acculé à vendre et à entamer le démantèlement de son empire. Coup sur coup, il s'était d'abord séparé de ses intérêts dans les assurances, SIS Holding, la Swiss Cantobank, et le voyageur international Leisure Group-Hudson Place, deuxième société britannique de transport aérien et de voyage organisé. Ensuite, il dut se résoudre à se défaire d'Adia, considéré comme le fleuron de son empire.

Après diverses péripéties, Omni annonçait, fin février, la cession de 53 % du capital d'Adia au groupe allemand de commerce de détail Asko et au financier Klaus Jacobs, ancien propriétaire de Jacobs-Suchard. Conséquence de la reprise du groupe, les nouveaux actionnaires ont déjà obtenu pour le 12 juin la démission de l'administrateur délégué, Yves Paternot (qui sera remplacé par M. Nico Isenmann, ancien directeur général de Jacobs-Suchard), ainsi que de deux autres membres de la direction. La transaction se serait chiffrée à 770 millions de FS. Ce montant se révélant toutefois insuffisant pour rembourser ses dettes, Werner Rey préférait finalement jeter l'éponge et céder sa place à la tête du groupe à l'un de ses collaborateurs, Jean-Claude Vagnières, administrateur délégué des Ateliers mécaniques de Vevey. Afin de limiter les dégâts, le nouveau président d'Omni était chargé de négocier avec les banques et de solliciter un sursis concordataire.

La vente des participations d'Omni Holding se poursuit depuis que le tribunal de district de Berne a accédé à cette requête en lui accordant, début avril, un délai de grâce de quatre, voire six mois. Le premier morceau de l'empire de Werner Rey, vendu pendant la

période de sursis concordataire, a été le groupe de presse Jean Frey, qui publie notamment l'hebdomadaire *Weltwoche*, le mensuel économique *Bilan* et le journal *Sport*. Omni, qui contrôlait cette entreprise d'édition à 100 %, l'avait acquise en 1987 pour 120 millions de FS, mais avait, entre-temps, réalisé une partie de son patrimoine immobilier. Mise aux enchères le 18 avril, la société Jean Frey a été rachetée, pour un montant évalué à 70 millions de FS, par le groupe Beat Curi, éditeur et propriétaire de plusieurs chaînes de magasins d'alimentation (*le Monde* du 24 avril 1991).

Relations privilégiées

S'estimant satisfait des résultats de cette vente, l'administrateur judiciaire ne désespère pas de voir la majorité des créanciers rentrer dans leurs fonds. Le tribunal a évalué à 1,7 milliard de FS, dont plus d'un milliard envers les banques, les dettes d'Omni. L'éventuel remboursement de ce montant dépendra de la durée de la liquidation, des arrangements à trouver avec les créanciers et, surtout, des conditions de vente des actifs restants. Ainsi, des propositions de rachat auraient été faites au groupe allemand Harpener (transports, énergie et immobilier), contrôlé à 54 % par Omni. Reste également à trouver une solution pour la participation de 30 % détenue par Werner Rey dans l'entreprise de machines-outils Sulzer. Le conseil d'administration de celle-ci s'est cependant déclaré opposé à la vente de ce paquet d'actions, rappelant que lorsque Werner Rey l'avait achetée, en 1988, il s'était engagé à ne pas s'en défaire avant 1994.

Un autre problème demeure : la dette privée du financier zurichois et les relations privilégiées qu'il entretenait avec Omni et certaines

banques. L'expert chargé par le tribunal d'examiner le bilan de la société avait soupçonné M. Rey d'avoir soustrait 368 millions de FS à Omni et indiqué qu'un contrôle juridique était en cours. L'influent quotidien *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), qui tient depuis longtemps le financier dans le collimateur, n'avait pas hésité à parler de «manœuvres dilatoires». Or, à en croire un porte-parole d'Omni, cette somme correspondrait à un crédit accordé par ladite société à Werner Rey pour la vente par ce dernier à Omni d'actifs lui appartenant.

Se référant à une liste établie par son bureau d'avocats, la NZZ a évalué à plus d'un demi-milliard de FS la dette privée du financier. Selon le même quotidien, 49 millions de FS seraient dus à la Banque cantonale de Berne (BCB), ce qui a cependant été démenti par cette dernière. En tout cas, la BCB s'est suffisamment engagée auprès d'Omni pour que le Parlement cantonal s'en inquiète ouvertement. Aussi, en signe de défiance à l'égard de ses dirigeants, vient-il de refuser d'avaliser les comptes et le rapport de gestion de la BCB, tout en exigeant des informations complémentaires.

Nombreux points obscurs

La Commission fédérale des banques (CFB) a, elle aussi, tancé sévèrement certains établissements bancaires. Sans les citer nommément (outre la BCB, la Société de banque suisse, le Crédit suisse et la Banque cantonale de Zurich se trouvaient parmi elles), l'autorité de surveillance leur a reproché de s'être exposées imprudemment. «La complexité du groupe Omni révèle nombre de points obscurs», a déclaré le directeur de la CFB, avant d'inviter les banquiers «à renoncer parfois à des affaires, aussi séduisantes soient-elles». Pré-

cisant néanmoins qu'aucune d'entre elles n'était menacée, la CFB a ouvert une enquête visant à déterminer si les banques n'ont pas pris de risques inconsidérés et accordé une «confiance aveugle» à Werner K. Rey.

Il aura fallu une campagne de presse bien ciblée pour que le financier zurichois soit enfin lâché par ses bailleurs de fonds. Une fois de plus, la NZZ avait tiré la sonnette d'alarme en présentant comme «un tour de passe-passe» l'annonce, à la mi-janvier, de la vente par Omni de 53 % du capital d'Adia à la société Comco de Bienne, filiale du groupe allemand Asko. Simultanément, Omni devait prendre une participation de 48 % dans Comco, l'opération étant financée par des crédits bancaires. La NZZ dénonça l'accord comme «purement fictif» afin d'embellir le bilan d'Omni. Selon la presse, les actions d'Omni auraient été rachetées à 1 800 FS par Comco, alors qu'elles se traitaient à 750 FS seulement en Bourse. Une fois évitée l'affaire, les banques ont préféré retirer leurs billes.

Le rejet par l'establishment

En fait, la haute finance zurichoise n'aura jamais pardonné à Werner K. Rey sa fulgurante ascension hors des chemins battus. Né en 1943 dans une famille d'origine modeste, il avait d'abord entrepris un apprentissage dans une petite banque privée de Zurich avant de passer par l'IOS, le célèbre fonds de placement du financier américain Bernard Cornfeld qui a fini en une retentissante déconfiture.

En 1967, Werner K. Rey épouse l'unique héritière du propriétaire d'une grande entreprise écossaise de produits alimentaires. Partageant son temps entre Zurich et Londres, il est à la fois directeur d'une banque spécialisée dans les

investissements et conseiller en projets industriels. A l'en croire, ses activités lui auraient permis d'accumuler une fortune de 12 millions de FS entre 1972 et 1975.

En tout cas, c'est à partir de ce moment que Werner K. Rey pose les premiers jalons de son futur empire. Sans crier gare, il parvient, en 1976, à prendre le contrôle de l'une des plus prestigieuses entreprises du pays, la fabrique de chaussures Bally. Mais l'irruption de ce «nouveau riche» sur la scène financière helvétique dérange. La presse s'interroge sur l'origine de sa fortune tandis que son arrivée suscite des résistances jusqu'à la direction de Bally. La NZZ le soupçonne déjà de transactions aux contours plutôt flous. Sentant le vent tourner, Werner K. Rey préfère alors revendre ses actions, non sans avoir réalisé un bénéfice substantiel au passage.

Depuis lors, le financier zurichois n'a cessé de défrayer la chronique, reprenant des entreprises en difficulté et faisant main basse sur tout ce qui s'offrait à sa convoitise. Appelé «la fusée de la finance» par la presse helvétique alors qu'il se trouvait au sommet de son ascension, il avait décidé, en 1988, d'ouvrir Omni au public et de porter son capital de 466 à 600 millions de FS.

Confiant dans l'avenir, Werner K. Rey ne dissimulait pas son ambition de jouer toujours plus gros. «Mon rêve, expliquait-il, est de constituer une vraie institution du type Nestlé ou Ciba-Geigy». Si tout pouvait lui paraître facile en période d'argent abondant, il ne devait pas tarder à découvrir la fragilité d'une construction financière essentiellement basée sur l'effet de levier. «Les surfeurs ne surfent pas très longtemps», avaient prédit ses adversaires. Il a suffi d'une vague un peu plus forte pour faire trébucher ce «finambule de la finance helvétique».

JEAN-CLAUDE BUHRER

7 H 25. NOUVEAU VOL PARIS/BARCELONE.

Premier parti.



Premier sur place.



Premier rentré.



Iberia, le premier en Espagne. Le premier pour l'Espagne.

Depuis octobre 90, vous appréciez le premier vol Paris/Madrid de la journée. A partir du 1^{er} juin 91, vous pourrez également utiliser le premier vol Paris/Barcelone de la journée, départ 7 H 25

Orly-Sud, arrivée 9 H 00 à Barcelone. Grâce à cette nouvelle fréquence quotidienne, Iberia vous offre désormais la possibilité d'arriver très tôt à Barcelone et donc de mieux

gérer votre temps de travail ou de loisirs. Avec Iberia, vous avez ainsi l'avantage de voyager plus rapidement mais

aussi et surtout de voyager encore mieux : flotte aérienne moderne, confortable, qualité du service... Sans compter

qu'avec le nouveau vol Paris/Barcelone de 7 H 25, vous pouvez, si vous le souhaitez, effectuer un rapide aller-retour

dans la journée. Avec Iberia, le premier parti est aussi le premier sur place et bien entendu le premier rentré.



LA CHALEUR EN PLUS

AFFAIRES

Bull revend une branche aux salariés

Les salariés de Prologue vont racheter au numéro un français de l'informatique sa filiale d'édition de logiciels. Une séparation financière qui consacre un divorce technologique

«D'EPUIS un an, je consacre la moitié de mon temps au RES [rachat de l'entreprise par les salariés]. Il a fallu préparer le dossier, rechercher des financiers, expliquer le projet aux salariés...» Georges Seban, PDG de Prologue, une filiale de Bull qui édite des logiciels, devrait enfin atteindre son but. Décidée en avril 1990 par Francis Lorentz, le patron de Bull, la reprise par son personnel de Prologue (88 millions de chiffre d'affaires, 90 salariés) à sa maison mère, le groupe public d'informatique, n'attend plus que l'accord du ministère des finances.

Une conjoncture informatique difficile, la crise du Golfe paralysant le monde de la finance, et puis, pour finir, un remaniement ministériel inattendu : jusqu'au dernier moment, la partie était incertaine pour cette « mini-privatisation ».

Francis Lorentz, un homme qu'il avait rencontré quelques années auparavant à la Lyonnaise des eaux, Georges Seban est alors chargé d'établir un diagnostic sur la micro-informatique du groupe et sur cette petite équipe de développeurs de logiciels réunie au sein de ce qui n'est alors qu'une division de Bull-Micral. Cette division, qui s'appelle déjà Prologue, vend des logiciels qui donnent aux micro-ordinateurs commercialisés alors par Bull les fonctionnalités d'une unité centrale. A cette époque, la totalité de l'activité de Prologue est réalisée avec Bull.

Respect de la parole donnée

Pendant trois ans, Georges Seban va diriger Bull-Micral, mais, avant même que la micro-informatique du groupe ne soit réorientée pour aboutir en 1989 au rachat du fabricant américain de micro-ordinateurs

Zenith, il avait déjà quelques idées sur l'avenir de cette équipe de développeurs de logiciels réunis au sein de Prologue. Très tôt, il commence à préparer son projet. « Francis Lorentz était d'accord pour faire de Prologue un éditeur de logiciels qui compte en Europe. Il a respecté la parole donnée en nous laissant prendre notre indépendance, c'était indispensable pour assurer notre crédibilité vis-à-vis de nos autres partenaires », raconte-t-il aujourd'hui.

Dès 1986, très doucement, le divorce par consentement mutuel se prépare. Cette année-là, la division devient filiale. L'indépendance commence à se construire : la petite fille obtient d'avoir sa propre communication. L'arbre de Bull n'apparaît pas dans sa publicité. Elle mène sa propre politique salariale. Son personnel renonce à toute mobilité dans le groupe Bull. Mais surtout, Prologue va pouvoir engager une politique commerciale autonome. La stratégie

est double : sortir de la « monoculture Bull » en diversifiant les produits aux autres constructeurs et mettre en place, en accord avec l'actionnaire, un processus de vente aux salariés de 25 % du capital sous forme d'options de souscription d'actions.

Une fois ces deux objectifs atteints, la séparation d'avec Bull pouvait alors prendre plusieurs formes : la revente à un concurrent, l'introduction en Bourse ou... le rachat de l'entreprise par les salariés. C'est le principe du RES qui a été choisi à la fois par la direction de Prologue et par l'actionnaire principal. L'intérêt de la petite filiale était évident : la part de Bull dans le chiffre d'affaires total diminuait régulièrement (17 % en 1989, 6 % en 1990). Pour Prologue, les perspectives de développement ne sont pas liées à Bull, bien au contraire. Le RES est ensuite une excellente affaire pour les premiers souscripteurs. Achetés

100 francs, les actions de Prologue valent déjà 230 francs et vaudront peut-être beaucoup plus dans cinq ans. Enfin, avec des perspectives de croissance raisonnable et des investissements sages, les salariés de Prologue peuvent espérer à l'issue du RES se retrouver propriétaires de l'entreprise.

Un prix raisonnable

Sur les 90 salariés présents depuis plus de six mois dans l'entreprise, 53 participent au RES : les fondateurs et les cadres, évidemment, mais aussi des salariés plus modestes. Ancienne dans l'équipe, la standardiste explique : « J'ai acquis 300 actions après les 40 auxquelles j'ai eu droit l'an dernier. Dans l'ensemble tout le monde était d'accord. Pendant cinq ans on aura rien du tout, mais après on sera propriétaire de notre entreprise. »

L'avantage de Bull dans l'opération est plus difficile à déterminer. Le prix obtenu par le groupe informatique est raisonnable - sept à huit fois les bénéfices de Prologue, qui s'élevaient à 12 millions de francs en 1990. Une goutte d'eau évidemment comparée aux 6,8 milliards de francs de pertes annoncées par Bull pour 1990. Mais surtout, le constructeur informatique laisse filer une société qui défend un standard français qui représente plus de 60 % du marché de la micro-multiprocesseurs de gestion et 15 % du marché européen grâce à ses cinq filiales européennes.

Ce choix de Bull s'explique peut-être mieux quand on sait que le concurrent de Prologue est le système américain Unix que la firme de Francis Lorentz privilégie. Les deux sociétés avaient donc déjà divorcé technologiquement, le RES consacre maintenant une séparation financière.

MICHEL LEFEBVRE

Roissy se métamorphose en aéroville

Aéroports de Paris veut damer le pion à Londres et à Francfort en misant sur le développement de Charles-de-Gaulle

MALGRÉ les crises du Golfe et du pétrole et en dépit des ralentissements cycliques de la conjoncture, la demande de transport aérien ne cesse de progresser. Aéroports de Paris (ADP) accueillait 1 million de passagers en 1950, 12,5 millions en 1970 et 47 millions en 1990. Les projections laissent espérer 70 millions de passagers en l'an 2000 et 100 millions en 2015. Mais ADP ne veut pas se contenter de suivre. Son président, Bernard Lathière, et son directeur général, Jean-Pierre Beysson, entendent poursuivre dans la voie de leurs prédécesseurs et damer le pion à Londres et à Francfort pour la première place parmi les aéroports européens.

Leur atout maître ? L'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Bien sûr, la plate-forme d'Orly continuera de jouer son rôle. Elle a accueilli, l'an dernier, 24 millions de personnes, mais son environnement très urbanisé et son « couvre-feu » l'empêchent d'accroître ses capacités au-delà de 30 millions. C'est donc Roissy (23 millions de passagers en 1990) qui

incarne l'avenir. Avec une superficie de 3 100 hectares, cet aéroport dispose de deux fois plus d'espace que ses concurrents les plus dangereux, Londres-Heathrow et Francfort. ADP a mis en route des plans de développement ambitieux qui l'amèneront à dépenser, d'ici à 1996, 11 milliards de francs, dont 9 milliards à sa seule charge, afin d'accueillir 40 millions de clients à la fin du siècle. Dans vingt-cinq ans, Charles-de-Gaulle sera l'un des rares aéroports du monde à compter cinq pistes. Pas de développement possible sans des liaisons terrestres efficaces. Malgré le doublement de l'autoroute A1 entre Aulnay-sous-Bois et l'aéroport, les liaisons routières restent aléatoires. ADP milite pour la construction d'une autoroute souterraine à péage, « l'écure ». En revanche, de vraies améliorations sont programmées dans les transports en commun : en 1993, la ligne B du RER sera prolongée dans l'aéroport et le TGV Nord s'y arrêtera. D'autre part, une navette automatique reliera les aéroports.

Le cœur des constructions qu'ADP entend réaliser dans les cinq pro-

chaines années est le « module d'échanges » qui mettra en communication automobiles, RER, TGV, navettes, commerces, garages. Situé entre les aéroports 2 et 3, ce module empiètera les niveaux de circulation et sera coiffé par un hôtel, ainsi que par une grande verrière centrale destinée à introduire la lumière au plus profond de l'ouvrage.

La protection des rivières

L'aéroport 3 sera composé de deux bâtiments en arc de cercle et comportera du côté des pistes des « péninsules » destinées à réduire au minimum les déplacements vers les avions. La distance qui sépare la porte d'entrée des comptoirs d'enregistrement sera de 45 mètres. En matière d'architecture, le projet de Paul Andreu joue sur une opposition entre le bâtiment principal, coque de béton, et les « péninsules » lancées vers les avions, où les verrières dominent.

Roissy-Charles-de-Gaulle ne sera pas seulement une machine à voyager fonctionnant vingt-quatre heures sur

vingt-quatre, mais se métamorphosera en une ville, ou plutôt une aéroville. ADP entend en faire l'un des premiers pôles tertiaires européens, avec 100 000 mètres carrés de bureaux qui accueilleront 70 000 emplois. Ad France viendra ainsi rejoindre dans cette cité de l'air des sociétés déjà installées comme Bull ou le quotidien Le Figaro.

Et comme on ne peut développer sans précaution un tel mastodonte, ADP promet de surveiller le respect des règles strictes d'utilisation des avions, en complétant ses équipements pour être capable de juger immédiatement la trajectoire de ceux-ci. Bernard Lathière signera avec le ministre de l'Environnement un contrat pour progresser encore dans la protection des rivières d'un aéroport qui ambitionne de devenir l'un des plus grands du monde.

ALAIN FAUJAS

► Aéroports de Paris organise une exposition consacrée aux métamorphoses de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle au Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morand, Paris 4^e. Jusqu'au 9 juin, du mardi au samedi de 10 h 30 à 18 h 30, le dimanche de 11 heures à 19 heures. Entrée libre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MAJORETTE

Résultat 1990 :

En léger profit, malgré une année très contrastée

1990 restera pour MAJORETTE une année caractérisée par des contrastes importants :

- + 48 % de progression pour le premier trimestre ;
- 35 % pour le dernier ;
- 7,3 % de chiffre d'affaires par rapport à 1989 ;

Baisse significative de la rentabilité (pertes de change, frais financiers liés à l'augmentation des stocks...).

Malgré ces bouleversements, MAJORETTE termine l'année avec un léger profit de : 1 587 971 F.

En consolidé, la baisse du chiffre d'affaires est plus réduite (- 2,80 %) et fait apparaître un bénéfice net global de 1 985 100 F pour un chiffre d'affaires total de 704 485 millions de francs.

Le Conseil d'administration, réuni le 17 avril dernier, a décidé de proposer à l'Assemblée générale, qui se tiendra le 11 juin 1991, la distribution d'un dividende de 5 F par action, auxquels s'ajoutent 2,50 F d'avoir fiscal.

Les ventes du 1^{er} trimestre 1991 sont proches des objectifs, bien qu'en recul de 28 % par rapport à la même période 1990, elles-mêmes en progression de 48 % par rapport à 1989.

L'année 1991 devrait bénéficier :

- de taux de change plus favorables, notamment sur les créances provisionnées aux cours de fin 1990 (crédits US...);
- de la revalorisation des tarifs export établis à l'automne 1990 ;
- de l'excédent des amortissements sur les investissements ;
- de la réduction des stocks entraînant une diminution des frais financiers ;
- de la mise à niveau en France des effectifs par rapport aux besoins de production.

Ces derniers éléments ainsi qu'un contrôle plus strict des filiales à l'étranger engagent le Groupe à envisager cette année 1991 avec sérénité, d'autant plus que les usines de Bangkok et de Porto renforcent le potentiel de production et contribuent, en complément des autres filiales de production françaises (Solide, Verem, Majorette Pub), à l'augmentation des marges et au retour à une rentabilité plus conforme aux objectifs du Groupe.

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton (Mab.-Mut.) F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e T.I.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du matin, dans un cadre à découvrir. Déj. Diner. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX ARTS RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

MANIÈRE DE VOIR 12

LE MONDE diplomatique

ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

100 pages

42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Asie: vous allez loin, allez-y vite.

Vous aimez gagner du temps ? Vous aimerez voler vers l'Asie en EuroClass SAS. Toutes les semaines, depuis Copenhague notre plaque tournante, SAS vous propose deux vols vers Pékin, cinq vers Tokyo, et des vols quotidiens vers Singapour et Bangkok.

Pour limiter au maximum la durée de votre voyage, tous les vols vous assurent des correspondances rapides. En fait, vous constaterez très vite que les deux vols Paris-Pékin, non-stop au départ de Copenhague, figurent parmi les meilleures liaisons express avec la Chine.

Pour connaître les horaires et effectuer les réservations, appelez nos agences à Paris, au (1) 47 42 06 14, Lyon (16) 78 63 64 56, Nice (16) 93 21 34 55.



21 vols hebdomadaires vers l'Asie.

SAS SCANDINAVIAN AIRLINES

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الامل

AFFAIRES

Soleil levant sur les polders

Suite de la page 36

Un gros tiers de ce pacte est allé à la Grande-Bretagne (15,8 milliards de dollars) et... un petit quart aux Pays-Bas, qui ont recueilli 10,1 milliards de dollars (23 %) contre 3,4 milliards pour l'Allemagne (8 %) et 2,9 milliards pour la France (6 %). Plus remarquable encore, mais passé tout aussi inaperçu : sur les quelque 10 milliards placés aux Pays-Bas, rien moins que 7,8 l'ont été entre avril 1987 et mars 1990 ! Pendant cette période, les investissements japonais ont progressé de... 550 % aux Pays-Bas, soit influant plus vite que n'importe où ailleurs dans le monde, Grande-Bretagne (plus 111 %) et États-Unis compris (plus 121 %). D'avril à octobre 1990, derniers chiffres connus - les Pays-Bas n'ont reçu « que » 1,7 milliard de dollars contre 2,8 milliards pendant les six mois correspondants de 1989, subissant ainsi le contre-coup du ralentissement général des investissements nippons mais n'en méritant pas moins, aux yeux des entreprises japonaises, le titre de « plus important accès au marché européen ».

Une progression fulgurante et discrète

N'est-ce pas à Sneek, dans la Frise néerlandaise, que le groupe Yoshida avait ouvert, en 1964, la première usine japonaise en Europe ? Il s'agit d'une fabrique de fermetures à glissière (toujours en service), précise Stephan Steiger, de la Japan External Trade Organisation (JETRO) dont le bureau d'Amsterdam est installé dans le World Trade Center avec 41 autres sociétés nippones. Depuis, l'idée du marché commun a fait son chemin, et c'est pour mieux profiter de l'ouverture totale des frontières intra-européennes en 1993 que les industriels japonais ont jeté leur dévolu sur les Pays-Bas. « Avec un certain sentiment d'urgence », Stephan Steiger interprète en tout cas la progression de leurs investissements à partir de 1987. Une progression brutale, fulgurante mais surtout discrète, sinon silencieuse.

Selon le bureau d'études et de conseil Buck Consultants International, de Nimègue, 60 % des sommes investies ces dernières années par les chefs d'entreprise japonais aux Pays-Bas... n'ont jamais atteint ces derniers que sur le papier : il s'agit en effet d'investissements consentis sous la forme de sociétés de financement. Sony, Mitsubishi, Asahi Breweries, Mitsui Construction, Sumitomo Metal Mining, tels sont quelques-uns des groupes japonais qui, d'après une étude de la Nikkei Newsletter Bond and Money portant sur les entreprises cotées à Tokyo, Osaka et Nagoya (à l'exception des banques et des compagnies d'assurances), ont ouvert à Amsterdam une filiale

financière. Des sources japonaises estiment que de 100 à 150 des sociétés immatriculées dans la capitale néerlandaise, soit près de la moitié du total, sont « des sociétés de papier ».

Le rôle de ces dernières a évolué, passant de l'émission d'obligations ou d'autres titres commerciaux pour financer les activités de production ou de vente installées en Europe, à celles de petites banques, jouant des différences de taux (de change et d'intérêt) entre les pays européens. Mais leur intérêt demeure : les bénéfices réalisés à l'occasion de ces opérations peuvent être reversés, libres d'impôt, comme dividendes aux sociétés mères.

Avantages fiscaux

La législation fiscale néerlandaise offre également des avantages en matière de royalties ou de rapatriement par un holding des bénéfices enregistrés par ces filiales. Ainsi s'explique la localisation aux Pays-Bas du siège européen de dix-sept importants groupes japonais (1).

Les plus importants d'entre eux y ont, de plus, établi leur centre de distribution pour l'Europe. C'est le cas de Fuji, Sony, JVC, Canon et Nissan. La position géographique des Pays-Bas, marchepied continental du marché européen, et leur savoir-faire en matière de distribution (les Néerlandais transportent près de 30 % des marchandises entrant dans la CEE, notamment par Rotterdam, premier port du monde, et par Amsterdam, dont l'aéroport est le quatrième européen) motivent de façon décisive, selon la JETRO, le choix des investisseurs japonais pour ce pays comme base commerciale stable que le climat politique. Buck Consultants International affirme, pour sa part, que l'activité distribution accapare 20 % de la masse totale des investissements japonais aux Pays-Bas, soit la moitié des investissements « visibles ».

Une proportion équivalente serait consacrée au financement des activités de production. Mais le sixième rapport annuel de la JETRO ne recense, au 31 mars 1990, que 34 unités industrielles japonaises aux Pays-Bas, joint-ventures comprises. « Les investissements productifs ont surtout été consentis en Grande-Bretagne », relève Stephan Steiger.

Toutefois, les provinces néerlandaises du Brabant et du Limbourg ont su, grâce notamment à des subventions à la création d'emplois, attirer certains groupes de l'archipel : Fuji, par exemple, produit depuis 1982 des pellicules photographiques dans deux usines situées à Tilburg. Les électroniques Omron et Kuron ont, de leur côté, opté pour Den Bosch et Heerlen ; et Nissan Food

Products, important producteur alimentaire, a annoncé mercredi 15 mai son arrivée à Venlo (est des Pays-Bas) d'ici à la fin de 1992. En outre, les Pays-Bas séduisent de façon de plus en plus marquée les industriels japonais. Fritz Michel, brinck, dirigeant de la NFIA, signalait ainsi l'an dernier un « réchauffement » de leurs investissements : « les entreprises japonaises créent ici des activités de recherche et de développement » et de citer Fuji, Omron et Mitsubishi (appareils de mesures de précision). Dernier exemple en date : depuis le 1^{er} mai 1991, Philips et le groupe TTK sont associés à 49 %/51 % au sein de la société Noble-Europe, installée dans le sud des Pays-Bas, pour développer et produire des blocs de télécommandes intégrés aux appareils électroniques.

Autre tendance récente : le rachat d'entreprises néerlandaises. En même temps qu'était négociée l'entrée de Mitsubishi dans Volvo Car, le chimiste néerlandais Akzo cédait les peintures Tollens à Sakura-Color Products et le groupe Yamanuchi rachetait la branche pharmaceutique de Gist-Brocard pour près de 1,5 milliard de francs, soit vingt-quatre fois le bénéfice 1990.

Des autorités pragmatiques

Certes, les Pays-Bas ne sont pas bon marché. Ils sont même l'un des pays européens où les coûts salariaux moyens sont les plus élevés. Mais, outre que les entreprises sont majoritairement saines et leur productivité élevée, les acquéreurs japonais y trouvent en général « l'environnement prévisible » qui leur convient. La communication est facilitée par la pratique quasi naturelle de l'anglais par les Néerlandais, qui apprécient de leur côté le souci du dialogue direct, de la concertation permanente

de la recherche du consensus dont font preuve les managers nippons. Fréquence des pauses café ou travail en musique : les « *conflits* » ne porteraient que sur des points de détail. « Les malentendus sont rares et de courte durée », affirme Jan Van Den Brink (NFIA).

L'ambiance néerlandaise plait d'autant mieux aux Japonais que « les autorités sont pragmatiques », comme le dit le président Yamazaki de Nissan. Explication de texte : le constructeur automobile a eu le droit d'acheter le terrain sur lequel il a construit son centre de distribution européen dans la partie ouest du port d'Amsterdam, alors que d'ordinaire la municipalité ne signe que des baux. Par ailleurs, la publication officielle *Inside Amsterdam* vient d'annoncer que « des études sérieuses » étaient en cours quant à « l'adaptation » des écluses de IJmuiden, à l'entrée du canal de la mer du Nord, à la unique voie d'accès au port de la capitale néerlandaise : « Notamment les embarcations, hautes et difficiles à diriger, servant au transport de voitures Nissan ont besoin de place pour manœuvrer. » Bien sûr, Nissan n'a rien demandé, dit-on à l'hôtel de ville. Mais « l'élargissement des écluses lui est favorable », constate Jan Leijon, « project officer », chargé du Japon au département du développement économique de la mairie d'Amsterdam.

En attendant, la « fièvre néerlandaise » des investisseurs japonais ne semble pas s'expliquer autrement que par le refus de tout protectionnisme qui imprègne la morale économique des Pays-Bas, nation éminemment commerçante... qui vend avec conviction son meilleur produit : elle-même, sa position géographique, ses services financiers, son infrastructure de transports et ses capacités de distribution. Mais la cession d'une partie du capital de Volvo Car et les

hoquets européens de Philips - qui est sorti d'une partie du programme JESSI mais qui poursuit sa route avec Thomson vers la télévision à haute définition - concernant le secteur industriel, le plus sensible dans la compétition Europe-Japon : s'agit-il d'exceptions à la règle ou d'un tournant dans l'attitude des Pays-Bas ?

Le commentateur économique du quotidien de référence des décideurs, le *NRC Handelsblad*, a publié dernièrement un article en forme de plaidoyer : « Les entreprises néerlandaises ne peuvent pas s'en sortir seules au sein de la CEE (...), elles doivent donc chercher du soutien en dehors de l'Europe (...). Le rattachement à des entreprises japonaises semble être la meilleure manière, sinon la seule, de conférer à la base industrielle des Pays-Bas une position autonome en Europe (...). Les milieux économiques s'adaptent plus

vite que les politiques au monde qui change : ils voient les Pays-Bas comme un Singapour ou un Hongkong (...). Mais les milieux politiques restent toujours les Pays-Bas comme un membre à part entière de la CEE. » De quoi sans doute apporter matière à méditation à Edith Cresson dont le hasard a voulu qu'elle prenne son premier déjeuner de chef de gouvernement, le 16 mai à l'Elysée, en compagnie de son homologue de La Haye, Ruud Lubbers.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Les 17 groupes japonais qui ont leur siège aux Pays-Bas sont : Canon, Casio, Epson-Seiko, Hosokawa-Micron, Hoya, Kinaseu International Express, Koike, MHI Equipment, Mita, Mitsubishi Motors, Nissan, Ohbayashi, Omron, Ricoh, Topcon, Yanmar et Yokogawa. Source : The Japan Economic Journal, 19 mai 1990.

SCIENTIFIQUES. VOUS AVEZ VOTRE PLACE A HEC

Jeunes diplômés : ingénieurs, médecins, architectes, Sciences Po, juristes, littéraires, économistes... HEC vous ouvre ses portes. Votre point commun est d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur et l'ambition d'accéder au monde des affaires. Évalués en fonction de votre domaine de spécialité, vous pouvez directement entrer en 2^e année grâce à une formule d'admission qui valorise votre formation d'origine. En deux ans, vous atteindrez une parfaite maîtrise des techniques actuelles de la gestion et renforcerez vos capacités d'analyse et de décision. Depuis toujours, HEC forme, dans une perspective internationale, des hommes d'action dans tous les domaines du management. Pour les procédures d'admission, nature des épreuves, dossier d'inscription, adressez-vous à :

HEC

Direction des Admissions et Concours
BP 31 - 78354 Jouy-en-Josas, France
Téléphone : 33 (1) 39.67.71.55

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 38.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur licitation, Pal. Just. de CRÉTEIL (94), JEUDI 6 JUIN 1991, à 9 h 30
APPARTEMENT à PARIS-15^e
76, RUE DUTOT, 1^{er} ET. BAT. S. COUR. 2^e PORTE A DR. 2 PIÈCES ET CAVES
M. à P. : 100 000 F S'adr. à M^{re} TH. MAGLO, avocat à CRÉTEIL (94000), 4, allée de la Toison-d'Or. Tél. : 49-50-01-85.

VENTE par ADJUDICATION AMIABLE, à la Chambre des notaires, 119, rue de Cochin, à NANTES, par le ministère de M^{re} Eric HAURAY, le 19 JUIN 1991, à 14 h 30.

UNE PROPRIÉTÉ à LA BAULE (44)
AVENUE DE LYON, à 300 mètres du remblai, comprenant :
4 HA ENV. DE TERRAIN BOISÉ, CONSTRUCTIBLE
cadastre section BH n° 3 et 191.

MISE à PRIX : 22 000 000 de francs - Frais en sus
S'adr. pour renseignements à M^{re} Eric HAURAY, notaire à NANTES, 6, rue Voltaire, tél. : 40-73-04-82, dépositaire du cahier des charges.

A Rennes,
la recherche
va plus loin et s'applique
au quotidien.
Et c'est ça,
vivre en intelligence.

Ecoutez les 3500 chercheurs de Rennes. Ils vous parleront mailloge, intelligence artificielle, microélectronique. Maintenant, écoutez les 330 000 Rennais de l'agglomération. Ils vous parleront minitel, ordinateur de voiture, TV haute définition, développés à Rennes.

La réussite de Rennes n'est-elle pas là ? Précisément dans le fait que chacun peut aujourd'hui parler recherche, haute technologie, avec passion, chacun à sa façon. C'est ça, vivre en intelligence.

RENNES
VIVRE EN INTELLIGENCE



Prototype de l'ordinateur d'aide à la circulation (CCETT)

salariés

MOJORETE

allez-y vite

SAS

MARCHÉS FINANCIERS

Un rapport sénatorial demande une privatisation prudente du capital d'Air France

Créé par le Sénat, le 13 décembre 1990, et présidé par M. Ernest Carigny, sénateur UDF de la Seine-Saint-Denis, la commission de contrôle sur la gestion d'Air France a rendu public, le 23 mai, un rapport ambigu, qui critique la gestion de la compagnie nationale sans proposer de remèdes originaux.

La commission, dont le rapporteur était M. Serge Vinçon, sénateur RPR du Cher, avait d'abord pour mission d'examiner les conditions de rachat de la compagnie UTA par Air France. Elle conclut que le prix de 7 milliards payés pour UTA et Air Inter est « élevé sans être excessif » et que ce regroupement doit être accepté.

En ce qui concerne la réaction de la compagnie aux nouvelles conditions de concurrence imposées par Bruxelles, le rapport regrette qu'Air France ait raté ses expériences de dessertes au départ de la province. Il constate, cependant, la fin des protections publiques accordées au groupe Air France.

C'est dans la troisième partie de ses travaux sur la situation du groupe en 1991 que la commission sénatoriale administre une volée de bois vert à la compagnie publique, jugée peu rentable et sur la voie de la décadence. Elle estime que les synergies du rapprochement Air France-UTA-Air Inter n'ont pas encore été exploitées et

que les rapports avec l'Etat ne sont pas sains. Celui-ci « contrôle tout mais ne maîtrise rien ». Il oscille entre une logique économique qui imposait des décisions « radicales » sur les effectifs et une stratégie à plus long terme. L'ouverture au capital privé est donc « inéluctable », au moins pour 15 %, comme le prévoit le code de l'aviation civile.

Enfin, le rapport demande un véritable regroupement aboutissant à la définition d'une stratégie offensive et permettant d'obtenir des personnels une meilleure productivité, soit par des réductions d'effectifs, soit par une meilleure utilisation des talents.

Très critiques sur la gestion d'Air France, les sénateurs se sont montrés très prudents sur de nombreux chapitres. Ils ne se sont pas hasardés à chiffrer les sureffectifs qu'ils pressentent à la compagnie nationale. Les salaires des pilotes français, qui sont parmi les plus élevés du monde, ne les choquent pas. Surtout, ils ne trouvent à proposer comme remède aux maux dont souffre le transporteur qu'une ouverture du capital prévue depuis 1948. Il faut dire que la droite (majoritaire au Sénat) n'a pas moins protégé Air France et sa technocratie des affaires de la concurrence lorsqu'elle était aux affaires que la gauche ne le fait aujourd'hui.

ALAIN FAUJAS

Un investissement de 630 millions de francs

Tioxyde va protéger l'environnement autour de son usine de Calais

Les poissons de la Manche peuvent dormir tranquilles. La firme Tioxyde (groupe britannique ICI), deuxième producteur mondial d'oxyde de titane, a décidé de dépenser 630 millions de francs pour protéger l'environnement autour de son usine de Calais. Jamais une somme aussi importante n'avait été consacrée sur un seul site à lutter contre la pollution. Mais Tioxyde est décidée à ne pas en rester là. La firme va encore débours 270 millions de francs pour aménager son autre usine de Grimsby, outre-Manche. Au total, ce sont donc 900 millions de francs (10 % des investissements du groupe ICI), qui vont être dépensés pour préserver la nature.

L'oxyde de titane est un pigment blanc utilisé comme base

dans de nombreuses applications. Les peintures constituent son principal débouché (60 % de son chiffre d'affaires). Les industriels du plastique en emploient aussi beaucoup (18 %). Le marché mondial de l'oxyde de titane, évalué à 40 milliards de francs, est dominé par Du Pont (Etats-Unis). A la deuxième place (6 milliards de francs de chiffre d'affaires), Tioxyde tient le haut du pavé en Europe (30 % du marché). Les effluents de l'oxyde de titane ne sont pas toxiques. Mais, à l'heure où la lutte pour protéger l'environnement devient la priorité des priorités, Tioxyde a décidé de s'acheter un brevet de bonne conduite. A quel prix ?

A. D.

Moyennant des concessions

Bruxelles autorise le transfert chez Fiat des batteries d'Alcatel-Alsthom

Fiat va pouvoir fusionner ses activités batteries d'automobile avec celles de la Compagnie européenne d'accumulateurs (CEAC). Le 29 mai, la Commission de Bruxelles a en effet approuvé le rachat par Magneti-Pirelli (filiale de Fiat) de la CEAC, filiale d'Alcatel-Alsthom, opération qui constitue le dernier volet des vastes accords de rapprochement industriel conclus entre le groupe français et le groupe italien en octobre 1990. Pour obtenir la bénédiction de Bruxelles, le groupe turinois aura dû toutefois accepter de sérieuses concessions et fournir les garanties exigées par Sir Leon

Brittan, le très sourcilieux commissaire européen à la concurrence. En début de semaine, pour déboucher le dossier, Fiat s'est finalement résolu à réduire son contrôle sur un autre fabricant français de batteries automobile, la Compagnie française d'électrochimie. La participation de Fiat dans la CFEC devrait ainsi être ramenée progressivement de 75 % à 10 %. L'ensemble constitué par Magneti-Pirelli et la CEAC devrait ainsi donner naissance au premier fabricant européen de batteries d'automobile et au cinquième du secteur au rang mondial.

NEW-YORK, 22 mai ↑

Séance irrégulière

A l'issue d'une séance marquée par une grande irrégularité des cours, la Bourse de New-York a terminé la séance de mercredi 22 mai sur une note légèrement soutenue. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 910,33, en hausse de 4,25 points (0,15 %).

Quelque 180 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en baisse a légèrement dépassé celui des valeurs en hausse : 784 contre 761. Le cours de 505 titres est resté inchangé. Les investisseurs se sont montrés très prudents en attendant la fin des adjudications du Trésor et des signes tangibles de reprise de l'économie américaine.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, sont montés à 8,27 % mercredi en fin d'après-midi contre 8,25 % mardi soir.

IBM, American Cyanamid et UAC étaient bien orientés tandis que Caterpillar, General Electric et Chevron cédaient du terrain.

VALEURS	Cours du 21 mai	Cours du 22 mai
Alcoa	87 5/8	87 3/4
AT&T	101 1/2	101 1/2
Bell	46 1/8	46 3/4
Chase Manhattan Bank	18 1/8	18 5/8
Du Pont	41 1/8	41 1/8
Exxon	41	41 3/4
General Electric	58 7/8	59
IBM	101 1/2	101 1/2
Johnson & Johnson	72 5/8	71 3/8
Merck	58 1/8	58 3/8
Motorola	29 1/2	29 1/2
Rockwell	101 1/2	101 1/2
Union Carbide	65 3/4	65
Walt Disney	58 1/8	58 3/8
Westinghouse	24 3/4	24 3/4
Yale	52 3/4	52 1/2

LONDRES, 22 mai ↓

La baisse revient

Les valeurs ont clôturé en nette baisse mercredi au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 16,8 points, soit 0,7 % à 2 469,99. Il avait gagné près de 6 points en début de séance. Le volume des échanges a atteint 422,6 millions de titres, contre 422,6 millions mardi.

Le marché a été déprimé par la publication de plusieurs résultats négatifs, notamment de la part de la British Petroleum et de la British Airways, qui ont entraîné la baisse du produit intérieur brut britannique (-0,6 % au premier trimestre), qui confirme l'attente de la récession. Cette baisse, la troisième consécutive, s'est effectuée en dépit des commentaires du Trésor britannique, qui se réjouit d'un « net ralentissement » du déclin.

Des augmentations de capital de 220 millions de livres ont été lancées, la plus importante par la chaîne de librairies W.H. Smith pour 147,8 millions de livres.

PARIS, 23 mai ↓

Recul

Pour la deuxième séance consécutive, les valeurs françaises se sont repliées jeudi à la Bourse de Paris. Après la séance de la veille, qui s'était soldée par un léger retard de 0,11 % dans les dernières minutes de cotation, celle de jeudi a plus franchement affiché la couleur des le départ. Dans le rouge au début des transactions avec une baisse de 0,59 % dans le rouge, toujours à la mi-journée avec un retard un peu plus prononcé de 0,71 % dans le rouge encore peu avant que ne débute les échanges à la Bourse de New-York, le CAC 40 abandonnait 0,77 %.

Selon les intervenants, le marché des actions a marqué son désappointement tout au long de cette journée, non pas en réaction directe au discours de la veille de M. Edith Cresson mais plus par appréhension devant la baisse du MATIF. Comme le constatent un « trader » interrogé par l'agence Reuters : « On suit le MATIF, et le Matif baisse parce qu'on attend que le Trésor annonce des taux et qu'il est présent surchargé ».

Par ailleurs, cette séance était la dernière du terme boursier de mai. Traditionnellement, les journées de liquidation sont relativement actives et rarement positives. La baisse était là, la revanche elle n'a pas été accompagnée par des volumes de transaction très importants. A la mi-séance, les transactions approchaient seulement le milliard de francs sur les marchés à réglementations mensuelles et comptables confondues. Cela étant, cette liquidation restait encore gagnante de plus de 2 % avant le terme des échanges. Ce sera la quatrième liquidation gagnante consécutive. Il faut remonter à l'été 1988 pour trouver quatre termes boursiers consécutifs d'affilée. Notons pour cette séance les suspensions de cotation des titres Bon Marché et Conforama, dans l'attente d'un communiqué publié par ces sociétés.

TOKYO, 23 mai ↑

Redressement

Après trois séances consécutives de repli, la Bourse de Tokyo a retrouvé le chemin de la hausse, jeudi 23 mai, en clôture. L'indice Nikkei s'est apprécié de 24,89 points à 2 564,85, soit un gain de 0,95 %. Le volume de transactions s'est légèrement accru, passant de 350 millions de titres, mercredi, à 370 millions.

Le marché a bénéficié, selon un analyste de Sanjo Securities, des achats d'arbitrage et du sentiment qu'ont les boursiers sur le fait que la cote japonaise ayant baissé onze fois sur les trois dernières séances, elle a ainsi atteint son niveau de soutien.

VALEURS	Cours du 22 mai	Cours du 23 mai
Alia	1 100	1 150
Alcatel	1 020	1 050
Canon	1 480	1 480
Fuji Bank	2 780	2 800
Hitachi	1 300	1 310
Hitachi Ltd.	1 610	1 630
Hitachi Heavy	762	757
Hitachi Ltd.	5 780	5 800
Toyota Motors	1 780	1 780

FAITS ET RÉSULTATS

■ Rhône-Poulenc recherche un partenaire pour racheter l'usine Rhône-Poulenc est à la recherche d'un partenaire industriel pour sa filiale Thana et Mulhouse, spécialisée dans l'oxyde de titane, indique mercredi 22 mai M. François Guinot, directeur général du secteur des intermédiaires de 43 millions de francs, du groupe chimique, lors d'un voyage à Baton Rouge (Louisiane). Thana et Mulhouse, qui emploie 1 320 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs et un bénéfice de 230 millions. Cette somme avait été versée à la fin de l'année dernière, qui avait annoncé en mars qu'elle entendait la prélever, pour « conforter » ses propres résultats. Depuis, le tribunal de grande instance de Mulhouse, saisi en référé par les salariés de l'entreprise, a annulé la réunion du conseil d'administration qui a voté cette décision. Il devrait trancher sur le fond le 31 mai prochain.

■ Le Cour d'appel relève le sursis à exécution de l'OPA sur les Nouvelles Galeries. — La cour d'appel de Paris a rejeté, mardi 21 mai, la demande de sursis à exécution déposée le 14 mai par le groupe Devanlay et la Société générale contre la décision du Conseil des Bourses de valeur autorisant les Galeries Lafayette à lancer une OPA sur les Nouvelles Galeries. Mais le CBV s'est engagé à ne clore l'OPA que cinq jours après la décision de la cour d'appel sur le fond (à savoir si l'OPA doit porter sur les deux tiers du capital, comme prévu, ou sur la totalité, comme le souhaite le groupe Devanlay). Les plaignants auront lieu le 14 juin l'arrêt définitif. Dans les dix jours, d'autre part, la cour s'est réservée le droit de réexaminer la situation si une autre offre était déposée.

■ Renault-Uclaf : plusieurs multigés pour le premier trimestre. — Pour le premier trimestre de 1991, le troisième fabricant français de médicaments annonce un chiffre d'affaires de 3,65 milliards de francs, une augmentation de 2,9 % par rapport à la période corres-

pondante de 1990 mais seulement de 1,5 % par rapport au premier trimestre 1991. Cependant, le bénéfice net n'atteint que 132 millions de francs, en recul de 8,8 %. Ce résultat est assez mitigé dans la mesure où il est difficilement comparable. Celui du premier trimestre 1990 avait supporté une provision exceptionnelle de 66 millions de francs. A l'inverse, il avait été avantagé par une parité dollar-franc plus forte. De toute façon, ces chiffres ne préjugent rien de la performance 91 en entier, qui verra le lancement de plusieurs produits internationaux, de la rationalisation des productions projetée en Europe (France comprise) d'ici à 1993, des provisions ont été constituées, qui augmentent le résultat 1991 de 60 à 80 millions de francs.

■ Bridgestone injecte 1,4 milliard de dollars dans Firestone. — Le siège de pneumatique, la firme américaine Firestone, va procéder à une augmentation de son capital de 1,4 milliard de dollars afin de se doter des moyens financiers de régler ses arriérés de paiements. Sa maison mère japonaise, la firme Bridgestone, soutiendra entièrement à cet appel de fonds. Les fonds pour cette injection de capital frais seront levés sur les marchés de capitaux, précise Bridgestone. « Il s'agit de revitaliser nos activités américaines et faire du groupe le numéro un mondial du pneumatique », a commenté le président de Bridgestone, M. Akira Yairi.

■ L'ULI prend 51 % de la Laiterie Mont-Saint-Michel. — L'Union laitière normande (Elle-et-Vire, Emmement, Nova) vient d'acquiescer 51 % de la Laiterie Mont-Saint-Michel, exploitée par le groupe Denrée (Ille-et-Vilaine), a indiqué mercredi 22 mai l'ULI dans un communiqué. La Laiterie Mont-Saint-Michel a réalisé un chiffre d'affaires de 500 millions de francs en 1990 et emploie deux cents personnes. Cette laiterie collecte 100 millions de litres de lait auprès de huit cents producteurs, localisés principalement dans le nord du département d'Ille-et-Vilaine.

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3890	3822	ICC	234 80	234 30
Amstel Assoes	280	288 40	IDA	342	342
B.A.C.	165	155	Idem	140	142
Banque Paribas	970	972	Idem	1330	1337
Banque Paribas	375	379	Idem	130	100
Banque Paribas	210	210	Idem	281	
Banque Paribas	1068	1102	Idem	37 50	85
Banque Paribas	353	380	Idem	123 20	119
Banque Paribas	641	631	Idem	139	
Banque Paribas	169	169	Idem	85 35	85
Banque Paribas	278	267	Idem	382	372
Banque Paribas	909	909	Idem	642	632
Banque Paribas	257	256 20	Idem	301	301
Banque Paribas	884		Idem	170	172
Banque Paribas	235	226 50	Idem	89 70	89 70
Banque Paribas	389	391	Idem	490	490
Banque Paribas	952	952	Idem	131	115
Banque Paribas	399	400	Idem	257 50	252 50
Banque Paribas	280		Idem	294	291
Banque Paribas	1035	1120	Idem	320	323
Banque Paribas	380		Idem	222	219
Banque Paribas	139 90	140	Idem	98	85 05
Banque Paribas	225	225	Idem	178	161
Banque Paribas	326	326			
Banque Paribas	128 90				
Banque Paribas	125	125			
Banque Paribas	278 40	276			
Banque Paribas	429	430			
Banque Paribas	218				
Banque Paribas	734	721			
Banque Paribas	951	951			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 mai 1991

Nombre de contrats : 71 440

COURS	juin 91	sept. 91	dec. 91
Dernier	106,38	106,38	106,42
Précédent	106,42	106,46	106,70

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
juin 91	juin 91	juin 91
sept. 91	sept. 91	sept. 91
106	0,48	1,46
	0,20	1,02

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Mai	juin	juillet
Dernier	1 840	1 837,50	1 831
Précédent	1 849,50	1 847	1 823

CHANGES

Dollar : 5,8585 ↑

A Paris, jeudi 23 mai, le dollar a continué sa baisse à 5,8585 F contre 5,8440 F à la clôture des échanges interbancaires de mercredi, et 5,8225 F au fixing du même jour. A Tokyo, jeudi 23, le dollar américain a clôturé à 137,95 yens, en hausse de 0,50 yen par rapport à la clôture de mercredi à 137,45 yens.

FRANCFORT	22 mai	23 mai
Dollar (en DM)	1,7144	1,7264
TOKYO	22 mai	23 mai
Dollar (en yen)	137,45	137,95

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (23 mai) : 9,58 - 9,34 %
New-York (22 mai) : 5,98 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

21 mai 22 mai

Valeurs françaises : 119,10 119

Valeurs étrangères : 114,10 114,90

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 486,46 486,62

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 833,09 1 831,13

NEW-YORK (Index Dow Jones)

31 mai 22 mai

Industriel : 2 906,08 2 910,33

LONDRES (Index Financial Times)

21 mai 22 mai

100 valeurs : 2 482,70 2 465,90

30 valeurs : 1 942,50 1 933,40

Mines d'or : 159,20 165,90

Fonds d'Etat : 84,37 84,49

FRANCFORT

21 mai 22 mai

Dax : 1 617,40 1 647,69

TOKYO

22 mai 23 mai

Nikkei Dow Jones : 25 396,66 25 643,65

Indice général : 1 933,57 1 948,87

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep.	ou dép.	Rep.	ou dép.	Rep.	ou dép.
\$ E.-U.	5,8535	5,8555	+ 160	+ 170	+ 308	+ 328	+ 820	+ 880
\$ can.	5,9900	5,9940	+ 15	+ 11	+ 37	+ 8	+ 60	+ 60
Yen (100)	4,2454	4,2465	+ 45	+ 55	+ 88	+ 105	+ 279	+ 337
DM	3,2924	3,2955	+ 2	+ 18	+ 4	+ 25	+ 16	+ 37
Pluris	3,0125	3,0145	+ 1	+ 6	+ 3	+ 14	+ 28	+ 25
FB (100)	16,4890	16,4990	+ 40	+ 90	+ 50	+ 150	+ 60	+ 240
PS	4,0002	4,0029	+ 27	+ 42	+ 60	+ 82	+ 162	+ 216
F (1 000)	4,5549	4,5584	+ 97	+ 76	+ 173	+ 147	+ 522	+ 460
£ (1 000)	10,9750	10,9840	+ 220	+ 190	+ 410	+ 370	+ 1050	+ 900

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16
Yen	7 7/8	8	7 7/8	7 15/16	7 13/16	7 7/8	7 5/8	7 3/4
DM	7 7/8	8 1/8	8 1/16	8 1/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9
Pluris	8 3/4	9 1/4	8 7/8	9	8 15/16	9 1/16	9	9 1/8
FB (100)	8 3/4	9 1/8	8 1/4	9	8 15/16	9 1/16	8 7/8	9 1/8
PS	7 7/8	8 1/8	8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 1/16	8 3/16
F (1 000)	11 1/2	12 1/2	10 7/8	11 3/8	10 7/8	11 3/8	11	11 1/2
£ (1 000)	12 5/16	12 3/8	11 13/16	11 11/16	11 5/8	11 1/8	11 1/8	11 1/4
Prime	9 1/2	9 5/8	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/16	9 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeudi 23 mai
Bernard Lathière,
président d'Aéroports de Paris,
« Le Monde Affaires » du 24 mai
publie une enquête
sur Aéroports de Paris.

Vendredi 24 mai
Soirée football.

سكنا من الاميل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 MAI

Cours relevés à 13 h 48

[illegible]

COMPTANT

(sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations						Etrangères								
Emp.Ét. 0,957...	128	8 45	C.I.M.	910	910	Mogal	760	....	A.E.G.	570	700	A.E.G.	570	700
Emp.Ét. 0,957...	101 53	8 45	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	Alco. H. Soc.	337	....	Alco. H. Soc.	337	....
10,00% 79/94	102 45	7 72	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	Alcan. Alumin.	112	....	Alcan. Alumin.	112	....
Emp.Ét. 13,45/83	103 85	5 81	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
Emp.Ét. 12,25/84	103 50	7 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
Emp.Ét. 11% 85...	110 70	....	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
10,25% rev. 85...	105 18	9 89	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
OAT 9% 5/2/2001	104 85	4 38	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
OAT 9,5% 1/2/1997	104 85	3 03	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
OAT 9,5% 1/1/1995	104 85	3 03	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
OAT 10,25% 1985	1791 60	....	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
PTT 11,25 % 85	105	4 94	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CF 10,35% 86	101 10	3 12	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CF 10,25% nov 86	104 85	1 95	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CNA 10 % 1978	101 78	2 25	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210	....	American Bank	210	....
CHB 6000	98 78	3 98	C.I.T.R.A.M. B.	2425	2328	Mil. Dépt.	576	....	American Bank	210				

SICAV

(reflection)

VALEURS		Emission Francs Incl.	Rachet net	VALEURS		Emission Francs Incl.	Rachet net	VALEURS		Emission Francs Incl.	Rachet net
A.A.A.	1046 14	1023 56	Forcizance	852 97	932 17	Pons Gaudon	58707 14	56707 14	10678 16	10673 99	
A.A.I.	221 63	212 70	Forcizone	29 48	23 74	Pravny, Eschal	10084 16	10084 16	10038 38	10038 38	
Aggrég.	705 67	761 94	Fract-Prémont	11676 89	11405 80	Pravny, Eschal	23827 24	23827 24	10629 64	10629 64	
Amid-gov	7291 02	7010 80	Fractone	4660 70	4848 33	Prav. Associations	10674 24	10674 24	10629 64	10629 64	
Amplitude	651 68	613 26	Gasellon	1518 23	1286 08	Profibus	131 69	1286 08	131 69	1286 64	
Arbitrage Court.T.	6555 93	6542 73	Gen. Associations	13517 08	13468 83	Quaker	928 77	901 72	928 77	901 72	
Asac	1161 65	1102 05	Gen. Associations	166 78	160 11	Quaker	131 69	1286 08	131 69	1286 08	
Asac Faser	137 81	382 76	H.M. Monahan	1209 81	1174 57	Reverend Tidmore	5300 84	5257 27	5300 84	5257 27	
Asac Faser	1274 13	1237	H.M. Monahan	12654 30	12653 07	Reverend Tidmore	1167 34	1167 34	1167 34	1167 34	
Asac Faser	1862 84	1849 94	Interlog	10576 88	12710 37	St Honoré Bio-Alim.	636 06	636 06	636 06	636 06	
Asac Faser	109 58	106 38	Interlog	527 81	512 63	St Honoré Bio-Alim.	10255 05	10255 05	10255 05	10255 05	
Asac Faser	150 27	150 27	Interlog	171 65	166 85	St Honoré Bio-Alim.	753 34	719 18	753 34	719 18	
Asac Faser	7181 88	7181 88	Japane	365 26	262 41	St Honoré Bio-Alim.	193 87	193 87	193 87	193 87	
Asac Faser	131 77	125 10	Japane	231 39	221 26	St Honoré Bio-Alim.	612 87	585 08	612 87	585 08	
Asac Faser	115 74	118 32	Laffine Améric.	252 32	241 83	St Honoré Bio-Alim.	020 51	496 91	020 51	496 91	
Asac Faser	135 74	110 37	Laffine Améric.	251 24	241 83	St Honoré Bio-Alim.	1364 19	1359 84	1364 19	1359 84	
Asac Faser	108 28	106 45	Laffine Améric.	230 90	224 37	St Honoré Bio-Alim.	050 51	496 91	050 51	496 91	
Asac Faser	122 70	117 42	Laffine Améric.	230 90	224 37	St Honoré Bio-Alim.	050 51	496 91	050 51	496 91	
Asac Faser	5762 09	5768 27	Laffine Améric.	434 03	418 36	St Honoré Bio-Alim.	1050 19	1050 19	1050 19	1050 19	
Asac Faser	5945 28	6857 42	Laffine Améric.	136 51	132 64	St Honoré Bio-Alim.	1656 26	1656 26	1656 26	1656 26	
Asac Faser	1203 37	1203 37	Laffine Améric.	194 86	186 52	St Honoré Bio-Alim.	700 38	697 88	700 38	697 88	
Asac Faser	1222 48	20 98	Laffine Améric.	361 78	368 22	St Honoré Bio-Alim.	1686 13	1686 13	1686 13	1686 13	
Asac Faser	3198 10	3191 31	Laffine Améric.	2058 53	1480 15	St Honoré Bio-Alim.	669 68	619 68	669 68	619 68	
Asac Faser	394 96	370 15	Laffine Améric.	1408 30	8307 48	St Honoré Bio-Alim.	1005 07	1005 07	1005 07	1005 07	
Asac Faser	484 12	414 02	Laffine Améric.	11204 07	11204 07	St Honoré Bio-Alim.	5500 00	5500 00	5500 00	5500 00	
Asac Faser	1187 28	1164	Laffine Améric.	28623 84	28623 84	St Honoré Bio-Alim.	1444 16	1381 97	1444 16	1381 97	
Asac Faser	1231 17	1132 17	Laffine Améric.	853 36	875 84	St Honoré Bio-Alim.	420 56	403 36	420 56	403 36	
Asac Faser	859 81	803 05	Laffine Améric.	2100 25	2079 75	St Honoré Bio-Alim.	223 76	219 37	223 76	219 37	
Asac Faser	260 70	97 05	Laffine Améric.	24055 79	24055 79	St Honoré Bio-Alim.	1168 00	1168 00	1168 00	1168 00	
Asac Faser	193 78	238 99	Laffine Améric.	632 70	611 20	St Honoré Bio-Alim.	327 61	327 61	327 61	327 61	
Asac Faser	152 05	145 50	Laffine Améric.	704 84	694 31	St Honoré Bio-Alim.	1020 27	1020 27	1020 27	1020 27	
Asac Faser	1052 42	1036 87	Laffine Améric.	186 57	181 41	St Honoré Bio-Alim.	1020 27	1020 27	1020 27	1020 27	
Asac Faser	138 26	123 30	Laffine Améric.	10101 42	10000 41	St Honoré Bio-Alim.	1349 28	1349 28	1349 28	1349 28	
Asac Faser	2369 02	2336 58	Laffine Améric.	5170 50	5720 50	St Honoré Bio-Alim.	567 86	567 86	567 86	567 86	
Asac Faser	2169 80	2169 80	Laffine Améric.	61824 24	61824 24	St Honoré Bio-Alim.	2153 91	2148 91	2153 91	2148 91	
Asac Faser	4357 88	4357 88	Laffine Améric.	64524 50	64524 50	St Honoré Bio-Alim.	818 97	818 97	818 97	818 97	
Asac Faser	36386 95	36386 95	Laffine Améric.	74658 85	74658 85	St Honoré Bio-Alim.	1286 10	1286 10	1286 10	1286 10	
Asac Faser	2222 01	2222 01	Laffine Améric.	12365 52	12365 52	St Honoré Bio-Alim.	1007 94	1007 94	1007 94	1007 94	
Asac Faser	2003 88	1994 04	Laffine Améric.	152 33	145 77	St Honoré Bio-Alim.	588 54	588 54	588 54	588 54	
Asac Faser	533826 15	533826 15	Laffine Améric.	25827 00	25827 00	St Honoré Bio-Alim.	100 72	100 72	100 72	100 72	
Asac Faser	26 86	273 88	Laffine Améric.	16257 76	16096 79	St Honoré Bio-Alim.	140 63	134 63	140 63	134 63	
Asac Faser	4257 88	3270 50	Laffine Améric.	127 83	128 21	St Honoré Bio-Alim.	1184 60	1172 60	1184 60	1172 60	
Asac Faser	4357 88	4272 92	Laffine Améric.	132 13	129 40	St Honoré Bio-Alim.	13083 94	13083 94	13083 94	13083 94	
Asac Faser	24768 88	24722 81	Laffine Améric.	1216 33	1282 40	St Honoré Bio-Alim.	117698 01	117698 01	117698 01	117698 01	
Asac Faser	8821 83	9724 28	Laffine Améric.	2319 58	2319 56	St Honoré Bio-Alim.	51 65	51 65	51 65	51 65	
Asac Faser	614 06	614 06	Laffine Améric.	529 56	518 48	St Honoré Bio-Alim.	562 72	562 72	562 72	562 72	
Asac Faser	1751 69	1704 81	Laffine Améric.	1425 33	1387 18	St Honoré Bio-Alim.	624 38	59 38	624 38	59 38	
Asac Faser	93 28	93 28	Laffine Améric.	64055 44	64055 44	St Honoré Bio-Alim.	593 27	593 27	593 27	593 27	
Asac Faser	635 15	635 15	Laffine Améric.	1025 46	1018 14	St Honoré Bio-Alim.	2503 54	2503 54	2503 54	2503 54	
Asac Faser	184 42	184 42	Laffine Améric.	11927 14	11927 14	St Honoré Bio-Alim.	157 85	157 85	157 85	157 85	
Asac Faser	130 40	1285 60	Laffine Améric.	614 84	612 80	St Honoré Bio-Alim.	100 72	100 72	100 72	100 72	
Asac Faser	151 43	186 31	Laffine Améric.	6335 54	6335 54	St Honoré Bio-Alim.	122 81	122 81	122 81	122 81	
Asac Faser	13379 08	13278 48	Laffine Améric.	1426 11	1411 26	St Honoré Bio-Alim.	127 19	127 19	127 19	127 19	
Asac Faser	1103 29	1073 76	Laffine Améric.	140 39	139 38	St Honoré Bio-Alim.	1302 38	1302 38	1302 38	1302 38	
Asac Faser	1302 24	1270 48	Laffine Améric.	2478 14	2441 82	St Honoré Bio-Alim.	567 86	567 86	567 86	567 86	
Asac Faser	435 64	435 64	Laffine Améric.	1097 25	1097 25	St Honoré Bio-Alim.	1343 38	1343 38	1343 38	1343 38	
Asac Faser	12730 80	1218 42	Laffine Améric.	189 43	189 50	St Honoré Bio-Alim.	1412 90	1412 90	1412 90	1412 90	
Asac Faser	7679 50	7879 90	Laffine Améric.	125 39	1246 82	St Honoré Bio-Alim.	2636 16	2636 16	2636 16	2636 16	
Asac Faser	646 61	646 61	Laffine Améric.	11723 57	11723 57	St Honoré Bio-Alim.	128 19	128 19	128 19	128 19	
Asac Faser	1078 98	1078 98	Laffine Améric.	33320 24	33241 98	St Honoré Bio-Alim.	1265 11	1265 11	1265 11	1265 11	
Asac Faser	1201 93	1201 93	Laffine Améric.	889 55	864 44	St Honoré Bio-Alim.	1789 41	1789 41	1789 41	1789 41	
Asac Faser	8684 88	8684 88	Laffine Améric.	6486 06	6222 70	St Honoré Bio-Alim.	1850 95	1850 95	1850 95	1850 95	
Asac Faser	4356 42	4356 42	Laffine Améric.			St Honoré Bio-Alim.					

22/5

SICAV (selection)

	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net
	A.A.A.	1049 14	1023 55	Facilitaire	852 77	832 17	Pansa Gestion	89707 14	86707 14
	Action	221 63	215 70	Facilitaire	29 48	29 48	Premiera Océan	10686 16	10673 59
	Aggregée	785 67	781 70	Facilitaire-Premiera	11576 89	11405 80	Privacy, Oceano	29872 24	29872 24
	Améli-gén	7291 02	7010 80	Fuacur	4560 70	4549 33	Priv. Associations	1085 13	1059 64
	Amplifiés	651 56	613 25	Fuacur	1518 23	1298 05	Quartz	131 89	128 67
	Arbitrage Court.T.	8555 83	8542 73	Gasfiling	13617 08	13406 85	Quartz	528 77	501 72
	Asses	1102 05	1102 05	Gas Associations	168 70	163 11	Reactive	1300 64	1287 07
	Asses	371 83	362 78	Hortan	12554 30	12564 30	Reactive	569 07	557 27
	Autorité	1274 11	1267 94	M.M. Mountains	106786 74	106589 67	Reactive	1300 64	1287 07
	Avant Altes	1882 94	1882 94	Intelig	13218 70	12710 37	Reactive	636 86	624 86
	Avant C.D.	109 58	109 58	Intelligence	527 91	521 53	St Honoré Bio-Val.	10255 05	10204 03
	Avant C.D.	181 50	159 27	Intelligence	171 85	168 85	St Honoré Bio-Val.	228 22	219 40
	Avant C.D.	781 88	750 87	Japac	612 61	612 61	St Honoré Bio-Val.	753 84	719 18
	Avant C.D.	131 77	126 10	Jeuneur	231 21	221 26	St Honoré Bio-Val.	199 38	197 46
	Avant C.D.	133 64	118 34	Jeuneur	252 32	242 23	St Honoré Bio-Val.	812 67	805 08
	Avant C.D.	115 34	110 37	Jeuneur	251 24	241 1	St Honoré Bio-Val.	1361 19	1358 84
	Avant C.D.	120 70	106 55	Jeuneur	308 88	294 37	St Honoré Bio-Val.	500 45	486 25
	Avant C.D.	122 70	117 42	Jeuneur	230 80	221 86	St Honoré Bio-Val.	1961 19	1956 32
	Avant C.D.	5545 28	5567 42	Jeuneur	404 03	391 38	St Honoré Bio-Val.	12005 21	12554 13
	Capacité	1203 37	1185 69	Jeuneur	130 51	121 96	St Honoré Bio-Val.	1272 38	1272 38
	Capacité	30 84	29 98	Jeuneur	361 78	356 92	St Honoré Bio-Val.	706 33	697 80
	Capacité	1122 48	1152 85	Jeuneur	2053 45	2055 45	St Honoré Bio-Val.	688 13	688 13
	Capacité	3199 10	3191 81	Jeuneur	11483 15	11483 15	St Honoré Bio-Val.	1025 67	1025 67
	Capacité	384 56	370 15	Jeuneur	1030 77	1030 77	St Honoré Bio-Val.	1312 42	1301 87
	Capacité	484 14	470 02	Jeuneur	11204 07	11204 07	St Honoré Bio-Val.	1444 16	1391 87
	Capacité	1112 28	1102 28	Jeuneur	2682 64	2682 64	St Honoré Bio-Val.	665 89	658 89
	Capacité	1152 17	1152 17	Jeuneur	85 38	87 54	St Honoré Bio-Val.	430 56	419 33
	Capacité	838 91	803 66	Jeuneur	2100 55	2078 75	St Honoré Bio-Val.	223 76	219 37
	Capacité	1013 70	970 08	Jeuneur	24055 76	24055 76	St Honoré Bio-Val.	457 29	445 05
	Capacité	250 78	238 89	Jeuneur	512 72	512 72	St Honoré Bio-Val.	1201 07	1168 00
	Capacité	152 05	145 95	Jeuneur	704 84	704 84	St Honoré Bio-Val.	327 61	315 61
	Capacité	102 02	102 02	Jeuneur	181 47	181 47	St Honoré Bio-Val.	1074 38	1074 38
	Capacité	125 38	123 30	Jeuneur	1000 41	1000 41	St Honoré Bio-Val.	657 86	648 86
	Capacité	2159 02	2335 66	Jeuneur	5172 50	5172 50	St Honoré Bio-Val.	2153 91	2148 91
	Capacité	2568 00	2103 79	Jeuneur	6764 24	6764 24	St Honoré Bio-Val.	1074 38	1074 38
	Capacité	48 91	37 87	Jeuneur	6450 54	6450 54	St Honoré Bio-Val.	657 86	648 86
	Capacité	60983 48	60983 48	Jeuneur	76655 85	76655 85	St Honoré Bio-Val.	1286 10	1286 10
	Capacité	36598 89	36598 89	Jeuneur	12380 25	12380 25	St Honoré Bio-Val.	508 15	508 15
	Capacité	2222 01	2222 01	Jeuneur	1455 77	1455 77	St Honoré Bio-Val.	1069 59	1069 59
	Capacité	2003 88	1984 04	Jeuneur	25277 00	25277 00	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	533625 15	533625 15	Jeuneur	16527 76	16527 76	St Honoré Bio-Val.	602 22	602 22
	Capacité	286 89	273 88	Jeuneur	127 83	127 83	St Honoré Bio-Val.	1184 60	1172 58
	Capacité	327 50	327 50	Jeuneur	7210 81	7195 61	St Honoré Bio-Val.	13063 64	13063 64
	Capacité	2478 89	2457 72	Jeuneur	1216 33	1182 80	St Honoré Bio-Val.	117698 01	117698 01
	Capacité	2478 89	2457 72	Jeuneur	1335 13	1298 40	St Honoré Bio-Val.	5210 72	5195 68
	Capacité	8921 53	8724 29	Jeuneur	2193 48	2193 48	St Honoré Bio-Val.	447 86	447 86
	Capacité	6106 06	6106 06	Jeuneur	2359 40	2359 40	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	1751 69	1704 81	Jeuneur	1387 18	1387 18	St Honoré Bio-Val.	624 26	624 26
	Capacité	32 28	30 28	Jeuneur	64058 44	64058 44	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	635 15	635 15	Jeuneur	1025 46	1016 31	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	1285 01	1285 01	Jeuneur	11927 14	11927 14	St Honoré Bio-Val.	200 04	200 04
	Capacité	1200 40	1200 40	Jeuneur	11927 14	11927 14	St Honoré Bio-Val.	127 29	127 29
	Capacité	151 43	151 43	Jeuneur	6235 54	6235 54	St Honoré Bio-Val.	10813 50	10813 50
	Capacité	13379 08	13379 08	Jeuneur	14111 23	14111 23	St Honoré Bio-Val.	127 29	127 29
	Capacité	1103 29	1073 78	Jeuneur	140 39	138	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	1302 24	1275 46	Jeuneur	2479 14	2441 82	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	1302 24	1275 46	Jeuneur	1067 25	1067 25	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	1230 80	1218 42	Jeuneur	1067 25	1067 25	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	7679 90	7679 90	Jeuneur	1067 25	1067 25	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	688 61	648 61	Jeuneur	1172 67	1172 67	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	886 69	1007 85	Jeuneur	33329 24	33241 98	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	1201 90	1172 69	Jeuneur	860 55	864 44	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	886 69	886 69	Jeuneur	860 55	864 44	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	427 37	435 62	Jeuneur	860 55	864 44	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15
	Capacité	427 37	435 62	Jeuneur	860 55	864 44	St Honoré Bio-Val.	597 15	597 15

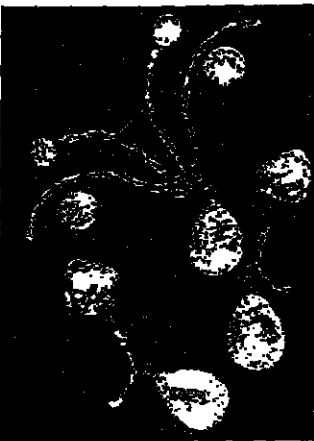
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

FINANZIAMENTI

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

St. Mark-III
INTERFACES
& SERVICES INC.

JACQUES GAUTIER



« L'Albatros »

Broche brouze vieil argent et cristal sur argent 3 200 F
Boucles d'oreilles.....
OMAI : Eau de parfum originale
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. : 42-60-84-33.

DAKS

269, rue Saint-Honoré
Paris 1er - Tél. : 42 60 22 19
Galerie du Sporting d'Hiver
Monaco - Tél. : 93 50 46 20

ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS.



Michel MULLER

DAUMESNIL

726 F
pour garder votre
FOURRURE
d'une valeur de 20 000 F

Atelier rénovation - transformation
160, avenue Daumesnil - 75012 PARIS
M^e Daumesnil - : 43-43-11-98

PRESS CLUB DE FRANCE

11, avenue d'Iéna, 75116 PARIS

MICHELANGE JAUREGI

« Visions Millénaristes »

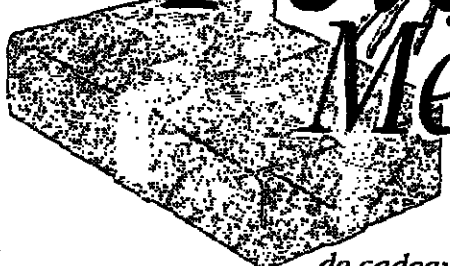
deux ans de peinture apocalyptique à Venise
Exposition ouverte du lundi au vendredi

jusqu'au 30 mai 1991

DAVID SHIFF

Club des Dames

Fête des Mères



Un choix
exceptionnel
de cadeaux à prix doux

GRANDES MARQUES DE PRET-A-PORTER HOMME FEMME

13 RUE ROYALE PARIS 8^e - 4 RUE MARBEUF PARIS 8^e13 RUE ROYALE PARIS 8^e - 4 RUE MARBEUF PARIS 8^e

FÊTE DES MÈRES

SAVIEZ-VOUS que, dès le VI^e siècle avant J.-C. une fête des mères était célébrée à Rome ? Qu'en 1806, Napoléon évoque l'idée d'une fête pour honorer sans doute, et en particulier, Madame Mère ? En 1922, la voici instaurée aux États-Unis. En 1928, le président Doumergue la prévoit en signant un décret. Et, pendant la guerre, à l'époque du travail, de la famille et de la patrie, elle entre effectivement dans les habitudes. Enfin, en 1950, une loi la fait inscrire définitivement dans le calendrier (tout cela est dans le Quid 1991). Au-delà de l'aspect commercial que cette fête revêt, il n'en reste pas moins vrai qu'elle autorise une fois l'an la tendresse, l'attention et l'amour que chaque mère inspire. Elle sert à dire une fois l'an ce que nous n'avons pas toujours en le temps de dire. Elle fixe dans le temps le jour de la reconnaissance ! Elle n'est jamais ridicule, elle est le lien, le baiser, le retour du fils. Il ne faut pas, trop tard, offrir des fleurs. Dans cette page, des idées pour faciliter les instants de ce beau dimanche.

BIJOUX MOZARTIENS

Les principales sources d'inspiration de Jacques Gautier pour la création de bijoux d'émaux sont les poèmes de Baudelaire et d'Alfred de Musset ainsi que la musique de Mozart, pas fou ! C'est ce dernier qui lui a donné l'idée d'une nouvelle ligne de bijoux à son effigie avec des boucles d'oreilles en brouze vieil argent et cristal sur argent ainsi que des broches magnifiques avec du « saphir » et du cristal sur argent ! On adore toujours et encore ses bijoux graphiques de style popart, en émaux noirs et transparents, toujours sur argent ! C'est dire que la poésie occupe une bonne place dans la création de Jacques Gautier, qui vient de réaliser une superbe broche, « Albatros », d'une ligne épurée et accompagnée d'une paire de boucles d'oreilles. Voilà comment les bijoux deviennent des objets d'art et des pièces de collection ! 36, rue Jacob, 75006 Paris.

L'HEURE ANGLAISE !

Pour la Fête des mères, le cadeau idéal, chez Daks, est sa belle série et son grand choix de foulards en soie à 950 F ! Toujours de grande et belle qualité avec ce touché de class britannique. Voici encore une ligne de maroquinerie, tantan Daks et gainage de cuir ainsi qu'une toute nouvelle entièrement en cuir naturel et estampillée du blason de Daks ! La star, c'est bien sûr la fameuse jupe aux côtes réglables, elle existe dans un grand choix de tissus au prix moyen de 1 400 F ! Pour l'été, ce sont les blazers en lin à manches courtes qui vont

faire fureur, cintrés, mis ou à grands carreaux, 2 950 F. Madame appréciera, c'est sûr, les tailleurs en coton modulables, c'est-à-dire avec des vestes qui permettront d'opter pour la jupe ou le pantalon selon l'humeur du jour ! 269, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

LES BEAUX SACS

On trouve vraiment des sacs pour toutes les circonstances à La Bagagerie et toujours adaptés à la mode et à ses caprices. Ainsi, avec votre minijupe ou minishort, voilà une gamme de sacs pensée rien que pour vous, avec des lignes claires et nettes et dont chaque modèle se porte à « bout de bras » ! Oui, la tendance est à une femme craquante, et La Bagagerie l'a bien compris ! Quatre modèles aux choix réalisés en cabri, dans des tons ocre ou vifs, de 875 F à 1 000 F. Si, toutefois, vous avez envie d'offrir un sac à votre maman aux goûts plus classiques, sachez que vous trouverez aussi son bonheur dans ces magasins qui foisonnent d'idées sac ! 41, rue du Four, 75006 Paris.

BIJOUX POUR TOUS

Chez Perrono, il y a énormément d'idées de cadeaux pour maman et sa fête. À commencer par des boucles d'oreilles en perles de culture à partir de 400 F seulement, des bracelets en or de 500 F à 2 000 F... Mais ce joyailler propose également divers bijoux d'occasion, par exemple, des bracelets signés Cartier à partir de 700 F, ainsi que des bijoux anciens et magnifiques, broches, médaillons, montres pendentifs de 1 300 F à 4 500 F et aussi de superbes montres des années 20 avec bracelets et diamants de 1 500 F à 45 000 F ! Comme vous le voyez, un grand et large choix de bijoux et de prix au 4, rue de la Chaussée-d'Antin et au 37, avenue Victor-Hugo, à Paris.

UN CADEAU PRESTIGIEUX !

Au Club des dix de David Shiff, il vous est très facile de trouver un cadeau prestigieux pour votre maman et à des prix très doux ! Oui, David Shiff propose les plus grandes griffes à des prix bien inférieurs à ceux que vous trouvez ailleurs. Pour la

Fête des mères, les foulards en soie et les articles de maroquinerie feront des cadeaux magnifiques, mais sachez qu'on y trouve aussi un grand choix de pulls en cachemire, de robes, de vestes et de tailleurs, sans oublier les superbes blazers 100 % cachemire. Cet hôtel particulier, avec son ambiance très « Club », comme son nom l'indique, abrite, au premier étage, de la mode masculine, avec tout ce qu'il faut pour les hommes d'affaires ! Enfin, pour les retardataires, sachez que c'est ouvert le dimanche ! 13, rue Royale, 75008 Paris.

LA MODE MODULABLE !

Marie Moor est le nom de deux sœurs stylistes qui tiennent une très belle petite boutique, un peu éloignée du brouhaha des grandes avenues, mais que les femmes de toute la France gardent précieusement dans leur carnet d'adresses ! Voici une très jolie mode souple et modulable, à des prix très intéressants. Elle vous donnera une très belle allure : tailleurs brodés, doublés, en lin et coton, à 950 F, robes « après-guerre » à pois arrivant à la cheville, plusieurs coloris pour 750 F. Une série, en soie, composée d'une veste, d'un débardeur, d'un pantalon et d'une jupe vous permettra de changer de style selon l'humeur ! Le tout s'accompagne de bijoux en bois d'ébène, 100 F les boucles d'oreilles, et il y a, bien sûr, des chapeaux toujours magnifiques ! 74, rue Notre-Dame-des-Champs 75006 Paris.

ET VOTRE FOURRURE ?

Oui, il faut penser à votre fourrure même si votre esprit est plutôt axé sur le prochain maillot de bain ! Confiez-la à un spécialiste, cet acte en vaut vraiment la peine. Michel Muller ne vous demandera pas plus de 726 F pour la garde d'une fourrure d'une valeur de 20 000 F ! Cet artisan, avec sa formation venue de chez Dior, est également à votre disposition pour toute réparation et, surtout pour les transformations, dans lesquelles il excelle avec beaucoup de talent ! Chez Michel Muller, vous pourrez profiter encore de la fin de saison et de promotion avant travaux. Les prix sont vraiment très intéressants. Un exemple : une veste signée Guy Laroche, en cuir, doublée de fourrure pour 5 810 F au lieu de 8 300 F. 160, av. Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-43-11-98.

MEUBLES TRANSFORMABLES !

Pourquoi offre-t-on des ustensiles de cuisine pour la Fête des mères ? Pourquoi ne pas lui offrir tout de go une nouvelle cuisine ? Chez Chapo, il y en a de magnifi-

ques, entièrement en bois chaud, de style scandinave, très pratiques et surtout tellement conviviales ! Ces meubles, dessinés par l'architecte Pierre Chapo, peuvent être aussi modulables, c'est le cas pour une banquette aux lattes coulissantes qui, ouverte, double sa largeur ! Elle peut donc facilement servir de lit d'appoint, dans votre salon par exemple, 7 000 F. Toujours avec le même principe, vous avez la TGV, une table à géométrie variable, pouvant avoir plusieurs formes grâce à une recherche étonnante, avec ses rallonges, ainsi que son superbe piètement cylindrique. Une œuvre d'art en soi ! 303, rue Saint-Jacques 75005, Paris. Tél. : 40-51-06-70.

LE CACHEMIRE SUBLIME !

L'Espace Cachemire ouvre ses portes aux lecteurs du Monde, c'est l'occasion ou jamais d'offrir un magnifique pull ou autre vêtement en cachemire de qualité « made in Scotland », le meilleur de tous ! Dans cet espace, vous en trouverez de fantastiques à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués ailleurs. Pour les pulls, vous avez le choix entre une quarantaine de coloris toujours disponibles et sous toutes les formes.

Nouveaux et sympathiques pour cette saison, les cardigans goiffeur pour femme, fermés jusqu'au col. Bien sûr, vous pouvez aussi craquer pour une étole, un châle ou une cape ! Exemple de prix, un pull pour femme 100 % cachemire 1 000 F, en cachemire et soie, 399 F. 101, rue Réaumur 75009 Paris.

L'AUTRE MICHELANGE

Ce n'est certainement pas par hasard que l'artiste mexicain Jauregi se prénomme Michelange ! C'est un peintre plein de talent qui vous invite à découvrir sans plus tarder le Press Club de France. On se laisse facilement séduire par ce jeune artiste de vingt-neuf ans, et sa peinture est à mi-chemin entre le surréalisme et l'hyperréalisme. Dans cette exposition « Visions Millénaristes », vous découvrirez « deux ans de peinture apocalyptique à Venise », une peinture souvent près du rêve et du cauchemar, dont Michelange « a léché et poli les images ». Il a également réalisé un décor d'opéra et créé deux collections de vêtements peints : « Arte Para Vestir ». Il expose depuis 1982, à vingt ans pour la première fois et compte une dizaine d'expositions personnelles et une douzaine collectives. A voir jusqu'au 30 mai, 11, avenue d'Iéna 75116 Paris.

Ça vient de sortir

Le vrai luxe, enfin !

Des voyages de luxe, on en a vu d'autres, mais ceux que vous proposez la nouvelle agence de voyages Mooring ne font pas appel aux hôtels internationaux et aux excursions aseptisées dépourvues d'authenticité ! Non, vous dormirez dans des auberges ou hôtels de charme avec des meubles d'époque, vous voyagez avec un guide-châuffeur qui parle français. Parce que l'on peut aussi avoir bon goût quand on a de l'argent, voici la raison pour laquelle Mooring a été créée. Demandez le catalogue au tél. : 42-21-45-81

La bague parfum !

Vous le savez, le parfum Boncherron, vous le trouverez dans un flacon en forme de bague ! Mais sachez-vous que ce flacon existe également en forme de vraie bague ! En lin, en or, en platine ou en diamant, avec le collier en linéaire, voilà que le corps est en pierre dure : agate, améthyste, citrine, aigue-marine, topaze... 7 800 F à 20 000 F ! 26, place Vendôme, Paris.

Une femme de lecture !

Dans l'ère de la lecture, la fête des mères et qui parlent des femmes. La première, para chez Héréd, est un beau livre signé Solenne Merin et Carol Prunhuber : « Femmes ». Il parle aussi des plus grands personnages féminins que le monde a connus. D'une façon claire et intéressante avec beaucoup d'illustrations, voici des stars, la Calles ou Gréta Garbo, en compagnie de femmes fatales comme Milla-Mari, bref, elles y sont toutes ! 249 F.

Un autre livre amusant à offrir, est celui d'Ida Pfeiffer, une bourgeoise autrichienne devenue nomade en 1856 et qui décide de faire le tour du monde ! Elle nous raconte sa vie avec les nomades du désert et avec les Indiens d'Amazonie, elle visite des barons persans, elle chasse des tigres. Des récits étonnants ! « Voyage autour du monde » chez Armand, 135 F.

Miam, le chocolat !

Pour les amateurs de chocolats pur et dur, voilà qui va les ravir. « Noir Infini », un chocolat extrême avec 99 % de cacao et donc superbement amer ! Signé Michel Cluizel, en tablette de 30 g pour 9 F chez les confiseurs.

Une mère qui sent bon !

Gucci, l'artisan d'art transalpin au service du luxe signe un nouveau parfum, l'Arte di Gucci, mais attention, c'est une création française puisque nous le devons à Serge Blumenthal, les autres sont déjà mondialement reconnus. Bref, un parfum aux essences capiteuses et délicieuses ! Kriola, c'est aussi un italien bien connu dans le monde de la mode. Il vous propose deux fragrances pour un nom unique, « Moods » ! C'est-à-dire un parfum pour femme, romantique, qui ne manque pas de piqueté, et une eau de toilette pour homme dans les notes fraîches font aussi avec des harmonies délicates ! Lauren, c'est le nom du parfum que Ralph Lauren a dédié à la femme ! Un parfum plein de charme qui allie les fleurs, les notes vertes et les harmonies boisées dans une symphonie olfactive romantique et sensuelle ! Pour les beaux jours, même cinéma à la folie l'Eau de Paton, le parfum qui se porte sans hauteurs ! Vous la trouverez dans une jolie trousser avec et bleu en compagnie de son savon. C'est chic, élégant et décontracté ! Il paraît aussi que les femmes adorent l'Eau d'Hadrien d'Armand Testa qui s'adore ! Pour tout, elles ont pensé pour les hommes virils.

GUNNAR P.

Chapo

Galerie CHAPO 303, rue Réaumur
75009 PARIS - Tél. : 40 51 06 70
94200 PARIS - Tél. : 40 50 02 00
L'adresse pour la Fête

5015 من الاموال

La grève des cheminots réduira le trafic à un train sur quatre le 24 mai

Le trafic de la SNCF n'était que légèrement perturbé, jeudi 23 mai, par le mot d'ordre de grève lancé par la CGT depuis la veille à 20h. Les TGV, les trains rapides et express ainsi que les services régionaux circulaient normalement, selon la direction. Seuls les réseaux de banlieue de Paris-Nord et de Paris-Est voyaient le trafic réduit à deux trains sur trois.

La CFDT et la FGAAC (conducteurs autonomes) se joignant au mouvement à partir du 23 mai à 20h, les effets devraient être beaucoup plus spectaculaires, le 24 mai. La direction de la SNCF prévoit un train sur quatre partout en France, les interconnexions avec le réseau RATP sur les lignes A et B du RER étant suspendues en région parisienne. Même si le préavis de la FGAAC court jusqu'au 31 mai, le service devrait redevenir normal dès le samedi 25 mai. Les syndicats estiment insuffisants les 2,5 milliards de francs que la direction compte affecter à la réforme de la grille salariale et redoutent que le gouvernement ne remette en cause leur régime de retraite (le Monde du 23 mai).

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
« Redécouvrir l'Etat », par Raymond Barre ; « Mitterrand III », par Ali Magoudi..... 2
- Une mise en garde de Washington à Israël**
M. Baker dénonce la colonisation des territoires occupés..... 4
- Le président du Soviet suprême d'Arménie à Paris**
M. Ter Petrossian souhaite une coopération économique directe avec la France..... 8
- Les municipales en Espagne**
Une confirmation de la stabilité de l'électorat..... 9
- La déclaration de politique générale de M^{me} Edith Cresson à l'Assemblée nationale**
..... 10 à 14
- Les états généraux de l'opposition sur la justice**
Le RPR et l'UDF ajoutent un chapitre à leur programme..... 15
- Immigrés**
Annulation de l'élection des conseillers étrangers à Longjumeau..... 16
- Festival de la photo à Reims**
Une manifestation qui mérite mieux que sa réputation. Et toujours la fascination de l'Est..... 18

SECTION B

- LIVRES • IDÉES**
« La chimie entre ciel et terre : le Portugal pour héros : Le fleuve Adonis » La Mai du livre d'art
« D'autres mondes », par Nicole Zand..... 21 à 32

SECTION C

- Les Nations unies et le développement humain**
Un rapport du PNUD met en cause les erreurs de politique..... 33
- La suppression du secrétariat d'Etat à la consommation**..... 34

AFFAIRES

- « Soleil levant sur les polders »
« La chute de l'empire suisse de Werner K. Ray » Bull revend une branche aux salariés..... 36 à 39

Services

- Abonnements..... 34
Carnet..... 17
Loto..... 17
Marchés financiers..... 40-41
Météorologie..... 43
Mots croisés..... 17
Radio-Télévision..... 43
Spectacles..... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 23 mai 1991 a été tiré à 492 091 exemplaires.

En raison de « divergences » avec la direction du groupe

M. Jean-Claude Lattès quitte la tête du secteur livres des éditions Hachette

M. Jean-Claude Lattès, quarante-neuf ans, sera remplacé, à partir du 31 mai, à la tête du secteur livres du groupe Hachette par M. Jean-Louis Lisimachio, annonce un communiqué publié jeudi 23 mai, qui fait état de « divergences » entre M. Lattès et la maison Hachette. M. Lisimachio est actuellement directeur général du groupe.

M. Lattès, qui dirigeait le secteur livres depuis le septembre 1981, avait l'habitude de dire que tout ce qui était bon pour Hachette l'était pour l'édition française. A l'inverse, quand l'édition française se porte mal, comme c'est le cas actuellement, Hachette éprouve de sérieuses difficultés. Ce sont ces difficultés qui entraînent le départ brutal de M. Lattès. Pourtant, même si l'on a reproché, dans l'entourage de M. Jean-Luc Lagardère, le patron du groupe Hachette, à M. Lattès sa malheureuse opération de lancement d'un club de livres, « Succès du Livre », destiné à contrer l'influence de « France-Loisirs », c'est d'abord sur le dossier étranger qu'est tombé le responsa-

ble du secteur livres. Annoncé à son de trompe, le rachat aux Etats-Unis de l'éditeur d'encyclopédies Grollier et, en Espagne, celui de Salvat, se sont avérés des opérations très coûteuses. D'autre part, le rachat par Hachette de la Cinq a sérieusement mis à mal la trésorerie du groupe. Il fallait des résultats immédiats ; ceux de l'année dernière étaient médiocres ; ceux, enregistrés par Hachette livres depuis le début de cette année sont franchement mauvais.

M. Jean-Louis Lisimachio, qui remplace M. Lattès, travaille dans le groupe depuis 1982. A quarante-cinq ans, ce spécialiste de la distribution est directeur général adjoint du groupe depuis novembre dernier. Le numéro trois après M. Lagardère et Sabouret, M. Lisimachio a nommé comme directeur délégué M. Laurent Perrière, qui était depuis septembre 1988 le PDG du groupe de presse du Provençal. M. Claude Durand, qui conserve ses fonctions de PDG des éditions Fayard, devient le conseiller de M. Perrière pour les questions éditoriales.

M. Jean-Claude Lattès était un éditeur. Après avoir travaillé aux côtés de M. Robert Laffont, il avait créé sa propre maison d'édition en 1968. Les éditions Jean-

Claude Lattès ayant été rachetées par Hachette en 1981, leur fondateur avait été rapidement promu à la direction du groupe livres, 7 milliards de chiffre d'affaires en 1990, le troisième groupe d'édition au monde, le premier pour les dictionnaires et les encyclopédies, 6 000 titres nouveaux par an et 150 millions de volumes vendus, dont près de la moitié à l'étranger. Son remplacement par un diplômé de HEC, spécialiste des problèmes de distribution et de services, illustre la priorité donnée désormais dans la stratégie des géants de la communication aux préoccupations commerciales. La question qui se pose désormais est de savoir si Hachette va décider de faire marche arrière dans l'ambition, et parfois ruineuse, entreprise de diversification internationale engagée par M. Lattès. La présence de M. Claude Durand, cinquante-deux ans, éditeur chevronné au Seuil d'abord, puis chez Grasset, enfin à la tête de Fayard dont il a fait l'une des toutes premières maisons d'édition de littérature générale, pourrait annoncer un changement de cap, le groupe livre Hachette privilégiant désormais le développement de ses activités en France et dans les pays de la francophonie.

PIERRE LEPAPE

Après l'entrée de M. Debarge au gouvernement

M. Billardon devrait devenir le numéro deux du PS

Le bureau exécutif du Parti socialiste, qui n'a pu se réunir mercredi 22 mai, comme chaque semaine, en raison du débat de politique générale à l'Assemblée nationale, devait le faire jeudi en fin de matinée. La composition du bureau et celle du secrétariat national vont être modifiées après l'entrée au gouvernement de plusieurs membres de ces instances. Le remplacement de M. Marcel Debarge au poste de numéro deux du parti, attribué à un fabiusien depuis le congrès de Rennes, devait être assuré par M. André Billardon, député de Saône-et-

Loire, ancien président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

M. Pierre Mauroy avait refusé à l'avance la candidature éventuelle à ce poste de M. Claude Bartolone, chargé des relations extérieures au secrétariat national et principal lieutenant de M. Laurent Fabius. Dans *Libération* du 23 mai, M. Bartolone affirme qu'il n'a « jamais été dans [son] intention de convoiter ce poste ». « Ne me résignant pas à l'état actuel du PS, explique-t-il, je souhaite pouvoir m'exprimer sans être gêné par la retenue qui serait demandée au premier adjoint de M. Mauroy ».

M. Gérard Metoudi directeur du cabinet de M. Jospin

M. Gérard Metoudi, conseiller référendaire à la Cour des comptes, remplace M. Olivier Schrameck comme directeur du cabinet du ministre de l'Éducation nationale. M. Schrameck, qui dirigeait le cabinet de M. Jospin depuis mai 1988 et s'est occupé de tous les grands dossiers du ministère (revalorisation des enseignants, loi d'orientation, affaire du foulard islamique, crise lyonnaise notamment), retourne au Conseil d'Etat dont il est maître des requêtes.

[Né le 23 septembre 1947 à Constantine (Algérie), M. Gérard Metoudi est agrégé de lettres classiques. Professeur de lycée (1969), il s'orienta rapidement vers la formation continue, comme conseiller à la formation des personnels du ministère de l'Éducation (1975), de la justice (1977) et de l'intérieur (1982). Elève de l'école nationale d'administration (1984), M. Metoudi est auditeur (1987) puis conseiller (1990) à la Cour des comptes et a été, en 1989, rapporteur de la commission du Plan sur la modernisation de l'Etat. Il avait été nommé, en 1990, conseiller technique au cabinet de M. Jospin où il était notamment chargé des affaires budgétaires et fiscales et des relations avec les collectivités territoriales.]

M. Juppé : l'opposition doit être « prête pour des élections anticipées »

« L'opposition doit se tenir prête pour des élections législatives anticipées », a déclaré M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, au cours de son point de presse hebdomadaire, jeudi 23 mai. M. Juppé a indiqué que l'opposition, d'ores et déjà, au niveau du projet politique et du programme de gouvernement, était prête à gouverner. Il a rappelé que, si l'opposition emportait les élections législatives, une collaboration s'établirait « car on ne peut faire autrement ».

Il a précisé : « Nous souhaitons de telles élections afin de substituer à une mauvaise politique une politique qui tienne la route. » Mais il a ajouté : « De toutes façons, c'est le président de la République qui décide. Toutefois, le vote du budget à l'automne se présente comme un grand rendez-vous. »

A. P.

Deux morts dans l'accident d'un hélicoptère militaire. — Un hélicoptère Alouette III, basé à Saint-Jacques-de-la-Lande (Ille-et-Vilaine), exploité en vol à très basse altitude, mercredi 22 mai, et il a disparu dans l'étang du Duc, près de Vannes (Morbihan), avec quatre personnes à son bord. Deux des occupants sont morts.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Poste restante

BRAVO, Quifès ! Il est vraiment super, ton ex-service des PTT. Tu te vantais pas pour rien en bombardant la presse de dépliant sur papier glacé, avec ta photo couleurs à toutes les pages, histoire de bien l'inscrire dans les mémoires, ta réformette. Tiens, ce matin encore, on en parlait à la cafétéria sur selaire. J'ai eu droit à un chèque de trois mille balles et quelques. Même qu'il me l'a envoyé le 30 avril, le tribunal. En recommandé. J'ai le numéro : 02 677.

— Ou'est-ce que t'as ? Encore une embrouille avec ton ex ?

— Non, justement, ça, c'est arrangé. Je suis passé par le tribunal d'instance du XX^e arrondissement. Recouvrement, saisie, arrêt sur selaire. J'ai eu droit à un chèque de trois mille balles et quelques. Même qu'il me l'a envoyé le 30 avril, le tribunal. En recommandé. J'ai le numéro : 02 677.

— Alors, tout baigne.

— Non, tout stagne. Je l'ai toujours pas reçu. Le tribunal l'a adressé au bureau de poste Gambetta, dans le XX^e. Et depuis, rien. Hier, je les appelle, au

bureau de poste. Ils me disent qu'ils l'ont transmis le 2 mai à celui de mon quartier.

— Normal, c'est loin quand même, l'habitat le XV^e.

— OK, mais de la poste jusqu'à chez moi... Trois semaines ! Je leur ai téléphoné pour leur demander ce qui se passe. Il se passe qu'ils ont dix mille lettres recommandées avec ou sans accusé de réception en souffrance, c'est le cas de le dire.

— Je comprends pas. Pourquoi elles traînent dans leurs casiers, toutes ces barbouilles ?

— Parce qu'ils peuvent pas les acheminer. Manque de personnel. Du coup, je me suis retournée vers la greffière du tribunal. Que faire ? Pas s'en faire. Patiemment. Elle a un client, un avocat, elle lui a expédié un courrier au mois de mars, il l'a reçu il y a deux, trois jours. Mais le plus farce, c'est pas ça. Tu sais où il l'a mis, Quifès, là maintenant, ton Mimi ?

— Aucune idée. Aux handicaps ?

— Ça, c'est pour plus tard. En attendant, ce qu'il est chargé de bosser, c'est l'équipement-logement. Bonjour, les sans-abri !

La succession du maire de Saint-Denis

Le dauphin « refondateur » de M. Berthelot obtient l'aval du PCF

A Saint-Denis, le maire communiste refondateur, M. Marcelin Berthelot, a réussi à imposer aux dirigeants du PCF son candidat à sa propre succession. Les « rénovateurs » et les « reconstructeurs » communistes, alliés à l'AREV (Alternative rouge et verte), ont décidé de se lancer dans la création d'une nouvelle organisation. Enfin, les « refondateurs » conduits, notamment, par M. Charles Fiterman, publient une nouvelle liste de plus de six cents signataires de leur appel lancé le 16 avril. M^{me} Mirilla Bertrand, ancien membre du bureau politique du parti, inscrite « à la suite d'un malentendu » parmi les trente-trois premiers signataires, juge que cette démarche n'est « pas assez nouvelle ».

Le problème posé par le départ à la retraite du maire communiste « refondateur » de Saint-Denis, M. Marcelin Berthelot, député de la Seine-Saint-Denis, est en voie de solution. Le comité de section du PCF de Saint-Denis, réuni

mardi 21 mai en présence du groupe communiste du conseil municipal et du premier secrétaire de la fédération départementale, M. Jean-Louis Mons, a décidé à l'unanimité que M. Patrick Bracouez, le « dauphin » désigné par le maire, « sera le candidat du groupe communiste et du parti pour prendre la succession ».

En rendant publique, mercredi, la « bonne décision » prise la veille par le comité de la section locale du PCF, M. Berthelot s'est efforcé de l'adoption de cette « solution politique », qui « prend en compte la proposition majoritaire du groupe communiste » et « le droit à la différence des points de vue au sein de l'idée communiste ». De l'avis du premier secrétaire fédéral, « la direction du parti n'a pas plié » et « l'on ne peut parler de victoire des contestataires ». « Il n'y a eu ni vaincus, ni vainqueurs », a déclaré, de son côté, M. Berthelot, « mais une victoire du bon sens ».

La candidature de M. Bracouez, adjoint au logement et à la culture, devrait être proposée au conseil municipal lors d'une séance extraordinaire prévue entre le 13 et le 28 juin.

M. B. M.

Appelant à la constitution d'une « force politique nouvelle »

Les mouvements de la gauche autogestionnaire entendent participer aux élections de 1992

Les représentants des trois mouvements de la gauche autogestionnaire à l'origine de l'« Appel à débattre et agir pour l'émergence d'une force politique nouvelle » — l'Association de recherche et d'initiative pour l'autogestion socialiste (ARIAS), le Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) et l'Alternative rouge et verte (AREV) — ont décidé de participer au colloque organisé les 7 et 8 juin à Paris par les auteurs du manifeste *Refondations*, publié à l'initiative des chefs de file du courant « refondateur » du PCF, de plusieurs socialistes critiques et de personnalités aux sensibilités diverses (le Monde du 9 mai). Mais ils le feront « à titre personnel », ainsi que l'ont précisé MM. Félix Damette, Michel Fiant et Gilbert Wasserman, mardi 21 mai, au cours d'une conférence de presse commune.

S'ils éprouvent de la « sympathie » pour cette initiative ils estiment, en effet, que MM. Charles Fiterman, Claude Cheysson, Mgr Caillot et les autres premiers signataires de ce texte « ne vont pas assez loin » dans leur volonté de renouveler les pratiques politiques. Ils considèrent que les remises en cause symbolisées aujourd'hui, à gauche, par des hommes comme M. Fiterman et M. Chevènement, sont « trop limi-

tées et trop divergentes pour ouvrir à la gauche une véritable alternative ». Résolus à conduire de pair une réflexion théorique pour « réinventer le socialisme » et un travail d'élaboration politique qui puisse engendrer une « force politique autogestionnaire » susceptible d'ouvrir à une « large et profonde recomposition de toutes les structures de la gauche », ils se déclarent opposés, pour l'instant, à toute fusion de leurs mouvements respectifs, et a fortiori, à la création d'un nouveau parti.

Pour leur part, ils s'en remettent aux initiatives locales des cercles autogestionnaires qui se sont créés ces dernières années dans leur mouvement, représentée « dans quatre-vingt départements environ ».

Ces trois organisations feront à la mi-juin un premier bilan des signatures recueillies par le texte mis en circulation le 5 mai, avant une « rencontre » à l'automne avec tous ceux qui soutiennent leur démarche. Ils participeront ensuite, « d'une manière ou d'une autre », aux campagnes cantonales et régionales de 1992 en s'adressant surtout « à tous ceux qui, à gauche, ne veulent pas se contenter de gérer les affaires » avec des attentions particulières pour tout ce qui touche à l'écologie politique.

LE PRIX, LE DÉLAI !

Plus vite, moins cher
Ne commandez pas votre PEUGEOT
sans nous avoir rendu visite.

NEUBAUER

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

صكنا من الاجل